

11 821

**Ueberfremdung und Uebervölkerung.  
Volksbegehren****Emprise étrangère et surpeuplement.  
Initiative populaire**

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwurf vom 21. Dezember 1973 (BBl I, 190)

Rapport du Conseil fédéral et projet d'arrêté du 21 décembre 1973 (FF I, 183)

*Anträge der Kommission***Titel und Ingress, Art. 1 und 3**

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 2***Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Oehen)

Dem Volk und den Ständen wird die Annahme des Volksbegehrens beantragt.

*Rückweisungsanträge**Minderheit I*

(Canonica, Sahlfeld, Wagner)

1. Der Bundesrat wird beauftragt, eine oder eventuell mehrere Varianten eines Verfassungsartikels als Gegenvorschlag zur Volksinitiative der Nationalen Aktion und allenfalls zur in Aussicht gestellten vierten Ueberfremdungsinitiative vorzulegen.

2. Der Gegenvorschlag sollte die verfassungsmässige Grundlage für eine Gesamtordnung der Ausländerpolitik in der Schweiz unter Einbeziehung der menschlichen, sozialen und demographischen Aspekte schaffen.

3. Die Beratung über die Initiative wird bis zum Vorliegen des Gegenvorschlages ausgesetzt.

*Minderheit II*

(Jaeger-St. Gallen, Akeret, Bretscher, Nanchen, Sauser)

1. Der Bundesrat wird beauftragt, so bald als möglich eine oder eventuell mehrere Varianten eines Verfassungsartikels oder eine Gesetzesrevision als Gegenvorschlag zur Volksinitiative der Nationalen Aktion und allenfalls zur weiteren in Aussicht gestellten vierten Ueberfremdungsinitiative vorzulegen.

2. Der Gegenvorschlag sollte eine neue Grundlage für die Ausländerpolitik in der Schweiz unter Einbeziehung der menschlichen, sozialen und demographischen Aspekte schaffen.

3. Die Beratungen über die Initiative werden bis zum Vorliegen dieser Vorschläge ausgesetzt.

*Motion der Kommission*

Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten so bald als möglich einen Bericht und entsprechende Anträge über die künftige Ausländerpolitik, insbesondere zur Revision des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (ANAG) zu unterbreiten.

Ziel dieser Revision ist die Stabilisierung und anschliessend die schrittweise Herabsetzung der Zahl der Ausländer in der Schweiz, unter Berücksichtigung aller menschlichen, sozialen und wirtschaftlichen Gesichtspunkte und

des demographischen Gleichgewichts sowie der besonderen Lage gewisser Kantone.

*Antrag Schwarzenbach*

1. Der Bundesrat wird beauftragt zur Volksinitiative der Nationalen Aktion einen Gegenvorschlag entweder in Form eines Verfassungsartikels oder einer verbindlichen Grundsatzerklärung auszuarbeiten.

2. Der Verfassungsartikel oder die verbindliche Grundsatzerklärung sollen den Willen des Bundesrates zur Reduktion der ausländischen Wohnbevölkerung auf eine bestimmte Zahl in einer bestimmten Frist bekunden.

3. Der Bundesrat hat diesen Auftrag als vordringlich zu behandeln und so fristgerecht auszuführen, dass das Volksbegehren der Nationalen Aktion im Juni 1974 im Nationalrat, im Herbst 1974 im Ständerat behandelt und im Dezember 1974 dem Volk zur Abstimmung vorgelegt werden kann.

*Eventualantrag Breitenmoser*

(für den Fall der Ablehnung des Antrages auf Ausarbeitung eines Gegenvorschlages)

*Art. 2bis*

Der Bundesrat ist dafür besorgt, dass jedem Stimmberechtigten mit dem Text der Initiative der Wortlaut des geltenden Bundesratsbeschlusses über die Begrenzung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer zugestellt wird.

*Propositions de la commission***Titre et préambule, art. 1 et 3**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Art. 2***Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Oehen)

Le peuple et les cantons sont invités à adopter l'initiative.

*Propositions de renvoi**Minorité I*

(Canonica, Sahlfeld, Wagner)

1. Le Conseil fédéral est chargé de présenter une ou éventuellement plusieurs variantes d'un article constitutionnel comme contre-projet à l'initiative populaire de l'Action nationale et, le cas échéant, à l'éventuelle quatrième initiative contre l'emprise étrangère.

2. Le contre-projet doit prévoir la création d'une base constitutionnelle permettant de déterminer dans son ensemble la politique en matière de population étrangère résidant en Suisse, compte tenu des facteurs humains, sociaux et démographiques.

3. L'examen de l'initiative est suspendu jusqu'à la présentation du contre-projet.

*Minorité II*

(Jaeger-St-Gall, Akeret, Bretscher, Nanchen, Sauser)

1. Le Conseil fédéral est chargé de présenter, aussi rapidement que possible, une ou éventuellement plusieurs variantes d'un article constitutionnel ou d'une révision de la loi comme contre-projet à l'initiative populaire de l'Action nationale et, le cas échéant, aux éventuelles futures initiatives contre l'emprise étrangère.

2. Le contre-projet doit prévoir la création d'une nouvelle base concernant la politique en matière de population étrangère résidant en Suisse, compte tenu des facteurs humains, sociaux et démographiques.

3. L'examen de l'initiative est suspendu jusqu'à la présentation de ce projet.

*Motion de la commission*

Le Conseil fédéral est chargé de présenter au plus tôt aux Chambres un rapport et des propositions relatifs à la politique future concernant les étrangers et en particulier à la révision de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE).

Cette révision aura pour but la stabilisation et par la suite la réduction progressive du nombre des étrangers en Suisse, compte tenu de tous les facteurs humains, sociaux, économiques et d'équilibre démographique et de la situation particulière de certains cantons.

*Proposition Schwarzenbach*

1. Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer un contre-projet pour l'initiative populaire de l'Action nationale, sous la forme d'un article constitutionnel ou d'une déclaration de principe qui l'engage.

2. L'article constitutionnel ou la déclaration de principe engageant le Conseil fédéral doit manifester son intention de réduire la population résidante étrangère jusqu'à un certain chiffre dans un délai déterminé.

3. Le Conseil fédéral considérera ce mandat comme étant de première urgence et l'exécutera dans un délai permettant de traiter l'initiative de l'Action nationale en juin 1974 au Conseil national et en automne 1974 au Conseil des Etats, de telle sorte qu'elle puisse être soumise au vote populaire en décembre 1974.

*Proposition Breitenmoser, à titre éventuel*

(pour le cas où la proposition de la majorité serait acceptée).

*Art. 2bis*

Le Conseil fédéral veillera à ce que tous les électeurs reçoivent, en même temps que le texte de l'initiative, celui de son arrêté, présentement en vigueur, qui limite le nombre des travailleurs étrangers.

**M. Tissières**, rapporteur de la majorité: Nous n'avons pas fini d'en voir. C'est ainsi que s'exprimait il y a quelques semaines un jeune journaliste de talent dans deux quotidiens de Suisse romande. M. Egli ne pensait pas si bien dire: nous n'avons pas fini d'en voir. Nous assistons aujourd'hui à un véritable marathon, pour ne pas dire à une course du roi Wasa. Nous en sommes à la troisième initiative populaire, la plus outrancière, et déjà, de dernière heure, une nouvelle initiative est déposée. On nous en annonce une cinquième, sans compter une intervention parlementaire déposée le 29 janvier dernier. Son auteur, M. le député Reich, a le mérite de changer de ton. Son initiative s'intitule: «Politique humaine à l'égard des étrangers», celle que nous traitons aujourd'hui: «Initiative contre l'emprise étrangère.» Malgré les différentes appellations, les buts visés sont les mêmes, les moyens aussi. Cependant, la commission a décidé de traiter séparément et ultérieurement l'initiative de M. le député Reich. Et puis, nous aurons également à traiter encore l'initiative des Républicains déposée hier soir.

En abordant le problème que pose la troisième initiative contre l'emprise étrangère et le surpeuplement de la Suisse, je ne veux pas céder à la facilité qui consisterait à commenter l'excellent rapport du Conseil fédéral, à motiver les décisions de la commission. Je me ferai l'écho des discussions longues et souvent passionnées qui ont eu lieu lors des séances de cette commission tout en vous faisant part de quelques remarques personnelles. Des journalistes ont dit de l'initiative de l'Action nationale qu'elle était sotte, stupide, honteuse, suicidaire, absurde. Seul mon souci de courtoisie à l'égard de nos collègues, auteurs d'un tel monument, m'interdit d'utiliser ces qualificatifs. Cependant, force nous est de conclure, à l'analyse approfondie de cette initiative, qu'elle est excessive, extrême pour ne pas dire extrémiste, malfaisante, inapplica-

ble sur le plan du droit et de la politique, déraisonnable, inutile, démagogique car elle flatte les passions populaires. Elle est aussi inhumaine, asociale et dangereuse. Elle n'est pas sérieuse, pour reprendre les termes mêmes de M. König à l'égard de la coopération au développement.

Si, contre toute attente, cette initiative devait être acceptée par le peuple suisse et par les cantons, elle nous plongerait dans un marasme économique sans précédent. Elle créerait dans un pays réputé pour sa sagesse une insécurité juridique redoutable. Elle nous mettrait au ban de la communauté européenne, en flagrante opposition avec le droit des gens, avec la Convention des droits de l'homme. Mais bien plus, elle ternirait le rayonnement de notre pays et, ce qui est plus grave encore, trahirait nos traditions d'honneur, d'humanité et de charité. Elle n'est pas, nous en sommes convaincus, le reflet de notre esprit confédéral; elle émane d'un groupement qui ne semble plus admettre que dans un pays où cohabitent des gens de race, de langue, de religion, de culture, de mentalités différentes, dans cette communauté d'intérêts moraux mais aussi matériels, le respect réciproque, la sauvegarde des droits des minorités ont forgé des liens solides et un patriotisme profond.

Mais il est vrai que le problème existe. Nous n'avons pas attendu l'initiative de l'Action nationale pour le reconnaître. Le Conseil fédéral non plus. 1 050 000 étrangers résident en Suisse dont près de 600 000 exerçant une activité professionnelle auxquels s'ajoutent, d'après les statistiques récentes, 193 000 saisonniers et 104 000 frontaliers, c'est beaucoup. C'est beaucoup, nous l'admettons, pour 5 200 000 Suisses. Sans compter les saisonniers, la population étrangère atteignait, à fin 1972, 16,7 pour cent de la population totale de la Suisse. Une telle proportion de résidents qui ne partagent pas toujours les habitudes des indigènes, qui parlent une langue qui leur est souvent inconnue, dont la manière de vivre, la culture, la religion leur est étrangère, provoquent des tensions, source d'incidents parfois bénins et simplement désagréables, mais parfois aussi source d'incidents plus graves. Ce phénomène est particulièrement évident en Suisse alémanique. La proportion des étrangers y est plus forte qu'en Suisse romande; la grande majorité des travailleurs étrangers est de souche latine. Elle inquiète moins les Romands; il est intéressant à ce sujet de consulter la récapitulation des signatures de l'initiative de l'Action nationale par canton. Si 28 422 Zurichois ont signé l'initiative, 12 073 Bernois, seuls 144 Genevois, 83 Fribourgeois et enfin 10 Valaisans y ont souscrit. Mais il est possible que les auteurs de cette initiative aient concentré leurs efforts sur la Suisse alémanique, puisque Fribourg avait accepté la deuxième initiative et que mon canton lui-même avait accordé certaines faveurs à M. Schwarzenbach. Son initiative, qui nous est aujourd'hui présentée par les journaux du matin, a été signée, dit-on, par 30 pour cent de Romands.

Il est vrai aussi que l'évolution explosive de l'industrie de certains cantons, tout particulièrement en Suisse alémanique, est parfois inquiétante, surtout lorsque d'autres régions du pays sont encore sous-développées. Je pense en particulier à mon canton.

Sans vouloir citer les encycliques, ne devrions-nous pas parfois nous rappeler les sages paroles du bon Jean XXIII lorsqu'il affirmait qu'il est anormal, injuste que le travail doit toujours courir après le capital? Il ajoutait que, dans une société équilibrée, le capital devrait se mettre à disposition du travail là où la main-d'œuvre est abondante. Ne devrions-nous pas faire un sérieux effort dans ce sens? Je vous le demande.

Ainsi le taux des étrangers en Suisse atteint aujourd'hui des proportions importantes. Ce phénomène est-il nouveau dans notre pays? En consultant les statistiques, nous constatons qu'en 1888, lors des grands travaux ferroviaires, 291 000 étrangers résidaient dans notre pays. Nous

comptions alors 2 688 000 Suisses. Pour les conditions de l'époque, c'était beaucoup. En 1910, le taux des étrangers résidant en Suisse s'éleva à 14,7 pour cent de la population. C'était alors considérable, toujours pour les conditions de l'époque. Mais, en 1941, cette proportion s'était réduite à 5,2 pour cent. Elle atteignait à fin février 1972, d'après les récentes statistiques, 16,7 pour cent, je vous l'ai déjà dit.

Ainsi, dans chaque période de forte expansion économique, de haute prospérité du pays, nous avons dû avoir recours dans une proportion élevée à la main-d'œuvre étrangère. Survienne une récession, une crise, et cette proportion s'est réduite à des taux parfaitement acceptables et raisonnables. Vous me répondez, Monsieur Oehen, qu'il n'est nullement certain que se produise cette récession. Puissiez-vous avoir raison. Enfin, le problème étant posé, notre devoir est de chercher à le résoudre, en respectant certains facteurs. J'y reviendrai en présentant au Conseil la motion de la commission.

Et maintenant, quelles seraient les conséquences pour notre pays si, contre toute attente, faisant mentir sa réputation de sagesse, de pondération, de tolérance aussi, le peuple suisse et les cantons acceptaient l'initiative de l'Action nationale. Dans les trois ans, nous devrions réduire le nombre des étrangers de 540 000 unités, les expulser. Nous serions contraints de ramener à nos frontières plus de 80 000 bénéficiaires de permis d'établissement, dont certains, nés chez nous, sont assimilés, parlent notre langue, votre dialecte, mes chers Confédérés de Suisse alémanique, alors que nous autres, Romands, nous ne le comprenons même pas. Nous serions contraints de dénoncer des traités qui nous lient depuis parfois plus d'un siècle à des pays amis, de considérer ces traités comme des chiffons de papier, imitant ainsi un exemple tristement célèbre d'un homme dont nous ne voulons pourtant pas reprendre et adopter les méthodes. Nous nous mettrions au ban de cette Europe, à laquelle nous venons de nous associer, avec l'accord du peuple et des cantons. Nous violerions les règles de la Convention des droits de l'homme à laquelle nous voulons adhérer. Notre pays, brusquement privé d'une main-d'œuvre dont son économie dépend, serait plongé dans un marasme, dans une crise qui dépasserait l'ampleur de celle que les plus anciens d'entre nous ont connue avant la guerre, d'une crise de sinistre mémoire. La classe ouvrière en ferait les premiers frais. Elle poserait, cette crise, des problèmes politiques insolubles, inquiétants.

Et puis aussi, souvenons-nous de la Cinquième Suisse. D'après des données récentes, 320 000 de nos compatriotes habitent l'étranger, dont la moitié sont des doubles-nationaux. Sans nul doute, en cas d'acceptation de l'initiative, des mesures de rétorsion seraient prises à leur égard. Ils se trouveraient exposés aux mêmes difficultés que les 540 000 étrangers chassés de Suisse. Avons-nous le droit, délibérément, de nous désintéresser du sort de ces confédérés? Ce sont des Suisses à part entière, comme nous tous, que nous parlions l'allemand, l'italien, le français ou le romanche. Ce ne sont pas des «demi-Suisses», des «Halbschweizer», pour reprendre une expression chère à M. Müller.

Avec l'aide des journalistes, des auteurs du message, permettez-moi maintenant de me pencher sur un petit calcul. Nous l'avons vu, la population résidente étrangère devrait être réduite de 540 000 unités jusqu'à fin 1977, pour être ramenée en Suisse à 500 000. Mais, sauf à Genève, elle ne pourrait excéder les 12 pour cent de la population suisse des cantons. Ramenée à ce pour-cent, nous aurions encore ce que M. Stauffer appelle, dans la *Gazette de Lausanne*, un déchet de 75 200 étrangers. L'initiative, peu claire, ne donne pas la recette magique. Avec les auteurs du message, nous pouvons imaginer que la réduction supplémentaire devrait être répartie entre tous les cantons, proportionnellement à leur nombre d'habitants. Ainsi les

cantons où les étrangers n'atteignent pas 12 pour cent, dont le mien, pourraient se contenter d'une réduction de 10 à 15 pour cent, alors que Zurich, qui en comptait en 1972 205 600, se retrouverait à fin 1977 avec 96 500 étrangers et un taux de réduction de 53,1 pour cent. Je ne puis croire que c'est là le vœu de M. Oehen; je lui serais très reconnaissant de bien vouloir m'éclairer.

Pour les cantons encore insuffisamment industrialisés comme le mien, l'initiative de l'Action nationale aurait pour conséquence que toute la main-d'œuvre disponible serait attirée dans les grands centres Industriels, surtout de Suisse alémanique. Ils y créeraient des conditions encore plus insupportables. Les vallées alpêtres se videraient, alors que la Confédération fait de louables efforts pour y maintenir une population active. Il s'ensuivrait un appauvrissement de ces cantons dont nous ne nous remettrions jamais. Et puis, il s'agirait souvent de travailleurs latins, puisque Romands, et les problèmes que pose l'intégration des travailleurs latins étrangers se retrouveraient posés avec eux.

Nous vivons dans un Etat de droit. Or des droits acquis devraient être contestés, abolis, violés. Nous imiterions des systèmes que nous réprouvons. Nous nous engageons dans une voie périlleuse pour l'avenir, pour le prestige, pour le rayonnement de ce pays qui nous est cher. C'est pourquoi, au nom de toute la commission, sauf un de ses membres, je vous prie d'ores et déjà de repousser la proposition de M. Oehen et d'inviter le peuple et les cantons à rejeter cette initiative.

Enfin, n'oubliez pas, en prenant votre décision, que les étrangers que nous chasserions brutalement ont contribué à notre prospérité. Nombreux sont ceux qui sont morts chez nous victimes d'accidents de travail. Nombreux sont ceux qui ont perdu leur santé pour augmenter notre bien-être. Souvenons-nous en lorsque nous chercherons une solution à un problème qui nous préoccupe et que nous n'ignorons pas. Nous avons à l'égard de ces étrangers une lourde dette de reconnaissance. Trois propositions ont été déposées demandant au Conseil fédéral d'élaborer des contre-projets. La majorité de la commission s'est opposée aux contre-projets ou plutôt aux propositions dont elle a eu connaissance. Je répondrai à leurs auteurs après leur argumentation. D'ores et déjà, je leur opposerai la motion de la commission qui demande au Conseil fédéral un rapport, des propositions et un projet de modification de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers. Ce projet demande aussi qu'on stabilise, voire même qu'on réduise leur nombre, mais en respectant les facteurs humains, sociaux, économiques aussi et d'équilibre démographique, de même que la situation particulière de certains cantons.

Quant à l'initiative déposée hier par les républicains, la manœuvre me paraît habile; elle était prévisible. Ce dépôt tend, à mon avis, à renforcer les propositions de contre-projet et surtout la proposition de contre-projet de M. James Schwarzenbach; nous y reviendrons après avoir entendu l'éloquent plaidoyer auquel ce dernier se livrera à coup sûr. Entre-temps, au nom de la commission, je vous invite à voter l'entrée en matière.

Meler Kaspar, Berichterstatter der Mehrheit: Die Nationale Aktion gegen die Ueberfremdung von Volk und Heimat hat am 3. November 1972 mit 68 362 gültigen Stimmen eine Volksinitiative gegen die Ueberfremdung und Uebervölkerung der Schweiz eingereicht. Diese verlangt, dass die Zahl der Ausländer in der Schweiz 500 000 nicht übersteigen darf. Für die Kantone beträgt der Anteil maximal 12 Prozent der schweizerischen Wohnbevölkerung; ausgenommen ist der Kanton Genf mit 25 Prozent. Bei der Zahl der Ausländer werden 150 000 Saisonarbeiter, 70 000 Grenzgänger, das Spitalpersonal und die Angehörigen diplomatischer und konsularischer Vertretungen nicht mitgezählt. Die Initiative schreibt überdies vor: «Die Zahl der

jährlichen Neueinbürgerungen darf 4000 nicht übersteigen.» Der Anteil der Wohnbevölkerung vermindert sich um die Zahl der Einbürgerungen ab 1. Dezember 1970. Der gesamte Abbau ist bis 1. Januar 1978 durchzuführen.

Diese dritte Ueberfremdungsinitiative wird allgemein – auch von den Initianten selber – als die härteste bezeichnet. Um die von den Initianten verlangten Forderungen zu verwirklichen, müssten innerhalb dreier Jahre 540 000 Ausländer zur Ausreise gezwungen werden, was einer jährlichen Abbaquote von 180 000 entspricht. Im Kanton Zürich beispielsweise würde der Abbau 100 000 Ausländer oder 53 Prozent betreffen. Auch die Kantone Glarus, Baselland, Schaffhausen, Thurgau, Tessin, Waadt, Neuenburg und Genf müssten mehr als die Hälfte der Ausländer zur Ausreise zwingen. Im Kanton Tessin würde die Herabsetzung 72 Prozent und im Kanton Waadt 63 Prozent betragen. Obschon die Initianten dem Kanton Genf eine Ausnahmeregelung von 25 Prozent Ausländeranteil zubilligen wollen, müsste dieser Kanton trotzdem noch 58 Prozent seines Ausländerbestandes abbauen. Die Annahme der Initiative hätte eine vollständige Einwanderungssperre zur Folge. Sämtliche Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung müssten weggewiesen werden. Das würde jedoch nicht genügen, sondern es müssten zusätzlich noch 80 000 Ausländer mit Niederlassungsbewilligung an die Grenze gestellt werden.

Die Botschaft des Bundesrates gibt ausführlich Auskunft über die Entwicklung des Bestandes der erwerbstätigen Ausländer und der ausländischen Wohnbevölkerung. Im Jahre 1950 belief sich der Ausländeranteil an der Wohnbevölkerung auf bloss 6,1 Prozent. Eine Ueberfremdungsgefahr war somit damals nicht vorhanden. Die überaus günstige Entwicklung unserer Wirtschaft in der Nachkriegszeit hatte aber bald einen grossen Zustrom von ausländischen Arbeitskräften zur Folge, weil der Bedarf auf dem einheimischen Arbeitsmarkt nicht mehr gedeckt werden konnte. Zunächst wurde allgemein angenommen, dass es sich nur um eine vorübergehende Erscheinung handle, und dass demzufolge ein grosser Teil der hier arbeitenden Ausländer nach einigen Jahren wieder ausreisen werde. Da ausserdem der Bestand an niedergelassenen Ausländern von 1950 (159 000) bis 1960 (138 000) rückläufig war, konnte man damals in guten Treuen annehmen, die Ueberfremdungsgefahr sei nicht bedrohlich. Vom Jahre 1960 weg setzte dann allerdings eine Entwicklung mit hohen Zuwachsraten ein, so dass die Fortführung der bisher liberalen Zulassungspolitik nicht mehr möglich war.

Es muss in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen werden, dass Bundesrat und Spitzenverbände schon zu Beginn der sechziger Jahre verschiedentlich Appelle zum Masshalten erliessen. Ebenfalls ist in Erinnerung zu rufen, dass der Bundesrat bereits im Frühling 1963, also vor 11 Jahren, die ersten Massnahmen zur Drosselung des Zustromes von ausländischen Arbeitnehmern ergriffen hat. In der Botschaft wird dargelegt, dass diese Massnahmen insofern einen Erfolg gebracht haben, als die Zuwachsraten wenigstens zurückgegangen sind. Die mit den verschiedenen Bundesratsbeschlüssen seither ergriffenen Massnahmen – ich erinnere an die betriebsweise Plafonierung, an die verfügten Abbaquoten usw. – genügten allerdings nicht, um die an sich erwünschte Verminderung der ausländischen Arbeitskräfte und der Wohnbevölkerung zu erreichen.

Es ist deshalb nicht verwunderlich, dass sich politische Gruppierungen mit dem Ueberfremdungsproblem befassten. Eine erste, von der Demokratischen Partei des Kantons Zürich am 30. Juni 1965 eingereichte Ueberfremdungsinitiative wurde im März 1968 zurückgezogen. Bereits ein Jahr später, am 20. Mai 1969, wurde aus Kreisen der Nationalen Aktion die zweite Ueberfremdungsinitiative eingereicht, welche im wesentlichen einen Abbau des Ausländeranteils in jedem einzelnen Kanton, mit Ausnahme von Genf, auf 10 Prozent der schweizerischen Wohnbevölke-

rung verlangte. In der denkwürdigen Abstimmung vom 7. Juni 1970 wurde diese Ueberfremdungsinitiative relativ knapp mit 557 717 Ja gegen 654 844 Nein und von 15 gegen 7 Stände verworfen. Der Bundesrat hatte damals die verbindliche Zusicherung abgegeben, dass alle Massnahmen ergriffen würden, um als Nahziel ein weiteres Ansteigen des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften zu verhindern.

Dieses Versprechen hat der Bundesrat erfüllt. Der Bestand an auswärtigen Jahresaufenthaltern ist von 603 000 im Jahre 1969 auf 593 000 im Jahre 1970, auf 587 000 im Jahre 1971 und auf 596 000 im Jahre 1972 gesunken. Im Jahre 1972 ist eine leichte Zunahme, aber immer noch unter der Basis, die der Bundesrat versprochen hat, eingetreten, weil sogenannte unechte Saison- in Jahresbewilligungen umgewandelt wurden. Die Stabilisierungspolitik ist in die Tat umgesetzt worden, was die Arbeitskräfte anbelangt. Bezüglich der Wohnbevölkerung besteht eine andere Situation.

Der mit der Initiative verlangte Abbau würde sich für die schweizerische Wirtschaft katastrophal auswirken. Innert weniger Jahre – ich habe bereits die Zahl erwähnt – müssten 540 000 Ausländer, wovon 300 000 Erwerbstätige, unser Land verlassen. Zudem könnten 42 000 Saisonarbeiter und 22 000 Grenzgänger weniger beschäftigt werden. Gesamthaft heisst das, dass rund die Hälfte aller zurzeit in der Schweiz erwerbstätigen Ausländer abgebaut werden müssten. Die menschlichen, sozialen, demographischen, wirtschaftlichen und finanziellen Folgen einer solchen Rosskur werden vom Bundesrat in der Botschaft auf Seite 19ff. eingehend dargelegt.

Ich möchte Ihnen hier einige Aspekte dieser Rosskur, wie sie in der Presse richtig genannt wurde, schildern: Die Auswirkungen auf die Rechtsstellung der Ausländer in der Schweiz und der Schweizer im Ausland.

Die Annahme der Initiative hätte zur Folge, dass auch ein Teil der Ausländer mit Niederlassungsbewilligung, also mit unbefristetem und an keine Bedingungen geknüpftem Wohnsitz, ausgewiesen werden müssten. Ebenso müsste die Freizügigkeit aller übrigen Ausländer wesentlich eingeschränkt werden; denn sobald ein Kanton den zulässigen Ausländeranteil erreicht hätte, dürften auch in der Schweiz niedergelassene Ausländer nicht mehr in diesen Kanton ziehen. Es müsste also hier ein Polizeisystem sondergleichen aufgezogen werden. Die Entfernung von Ausländern mit Niederlassungsbewilligung aus Ueberfremdungsgründen würde eine Kündigung unserer bestehenden Niederlassungsverträge mit dem Ausland voraussetzen.

Eine solche globale Kündigung praktisch aller Niederlassungsverträge hätte für unsere über 300 000 Auslandsschweizer ganz offensichtlich verheerende Folgen. Der rigorose Abbau stünde zudem im Widerspruch mit den Integrationsbestrebungen, zu denen das Volk in der Abstimmung Ja gesagt hat. Er stünde im Widerspruch zu den Menschenrechten. Nicht einmal die Flüchtlinge sind in dieser Initiative ausgenommen. Die schweizerische Asylpolitik wäre in Frage gestellt. Schliesslich müsste die zwangsweise Entfernung zehntausender von niedergelassenen Ausländern zu einer schwerwiegenden Belastung unserer Beziehungen zu anderen Staaten führen und dem Ansehen der Schweiz gewaltig schaden. Die Initianten haben bisher – ich habe das nirgends gesehen, ich habe sehr viel Literatur studiert in der letzten Zeit – das Rezept nicht angegeben, wie man 100 000 Ausländer offenbar mit Polizeigewalt oder sogar mit Militär, oder ich weiss nicht wie, aus der Schweiz ausschaffen könnte. Dass es sich dabei noch um Ausländer handelt, die zehn und mehr Jahre in der Schweiz wohnen, hier arbeiten, hier zu unserem Wohlstand beigetragen haben, zeigt die untragbare Härte der verlangten Massnahmen.

In diesem Zusammenhang soll noch kurz zur Frage der Beschränkung der Neueinbürgerungen auf jährlich 4000

Stellung genommen werden. Seit jeher galt in der Schweiz der Grundsatz, dass die Einbürgerung ausschliesslich davon abhängen soll, ob der Gesuchsteller die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt, d. h., ob er sich als assimiliert betrachtet, ob er den Willen zur Einbürgerung hat. Ich war mehr als zehn Jahre Mitglied der Einbürgerungskommission des Grossen Rates des Kantons Luzern, und wir haben pro Jahr vielleicht 40 bis 50 Einbürgerungen vorgenommen. Die Kommission hat jedes einzelne Einbürgerungsgesuch ganz gründlich geprüft. Bei uns haben wir ja das System, dass die Einbürgerungen zuerst in der Gemeinde und dann im Kanton erfolgen, und dieses Einbürgerungssystem funktioniert sicher und einwandfrei. Nur sehr selten sind schlechte Erfahrungen mit Einbürgerungen oder Missbräuche festzustellen.

Nun ist es so, dass die Einbürgerungsfrage in der Bundesverfassung in den Artikeln 43 und 44 geregelt ist, und im Bundesgesetz über Erwerb und Verlust des Schweizer Bürgerrechtes ist das Einbürgerungsverfahren detailliert festgelegt. Darnach ist es grundsätzlich Sache der Kantone und der Gemeinden, über die Einbürgerungen zu befinden. Wenn hier auf 4000 in der Schweiz reduziert werden wollte, hätte das für die Kantons- und Gemeindeautonomie auf diesem Gebiet ganz schwerwiegende Folgen. Wie das praktisch durchgeführt werden könnte, dafür sehe ich auch noch keinen Weg. Wir hätten also noch 4000 Einbürgerungen pro Jahr, bei etwa 3000 Gemeinden. Diese 4000 Einbürgerungen müssten offenbar auf diese 3000 Gemeinden verteilt werden. Wenn man zum Beispiel der Stadt Zürich zehn Einbürgerungen pro Jahr zubilligen wollte, hätte das bereits zur Folge, dass etwa zehn andere Gemeinden überhaupt kein Kontingent erhielten. Wir müssten also die Einbürgerungen kontingentieren, was eine unmögliche Lösung wäre.

Ich erlaube mir, hier noch eine persönliche Bemerkung zur Einheit der Materie zu machen. In Artikel 121 Absatz 3 der Bundesverfassung – ich möchte diesen Artikel wieder einmal in diesem hohen Hause zitieren – heisst es in bezug auf Partialinitiativen, wie das eine ist: «Wenn auf dem Wege der Volksanregung mehrere verschiedene Materien zur Revision vorgeschlagen werden, so hat jede derselben den Gegenstand eines besonderen Initiativbezugs zu bilden.» Die Initianten haben sich über diese Verfassungsbestimmung nach meiner persönlichen Meinung hinweggesetzt. Es gibt übrigens ein Präjudiz: Im Jahre 1922 wurde eine ganz ähnliche Initiative eingereicht, die auch Gegenstände der Ueberfremdung (Art. 69) und der Einbürgerung (Art. 43 und 44) enthielt. Das damalige Parlament hat sich so geholfen, dass die Initiative in zwei Initiativen aufgeteilt wurde, die eine bezüglich Bürgerrecht, die andere bezüglich Ueberfremdung. Die richtige Lösung nach Auffassung vieler Staatsrechtler wäre gewesen, die Initiative ungültig zu erklären. Ich glaube, es kommt langsam die Zeit, wo sich das Parlament wieder einmal dieser Verfassungsbestimmung bezüglich der Einheit der Materie erinnern sollte.

Die Auswirkungen auf unsere Volkswirtschaft: Praktisch alle Wirtschaftszweige in unserem Land, aber auch die öffentlichen Verwaltungen und Betriebe leiden unter Personalmangel; sie sind auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen. Es braucht keine Phantasie, um sich die katastrophalen Folgen vorzustellen, wenn innerhalb ganz kurzer Zeit über 300 000 erwerbstätige Jahresaufenthalter oder Niedergelassene die Schweiz verlassen müssten und noch 42 000 Saisonarbeitskräfte und 22 000 Grenzgänger weniger im Arbeitsprozess stünden. Am härtesten betroffen würden die auf dem Arbeitsmarkt weniger konkurrenzfähigen Zweige des Gewerbes. Das Gastgewerbe, das rund 100 000 Ausländer beschäftigt und dem nach seinen Angaben gegenwärtig 30 000 dringend benötigte Arbeitskräfte fehlen, wäre in weiten Teilen in seiner Existenz gefährdet. In anderen Branchen, zum Beispiel im Baugeerbe und in der Textilindustrie, die seit jeher einen an-

sehnlichen Bestand von Ausländern aufwiesen, würde die Reduktion auf die Hälfte zweifellos zu Betriebsschliessungen, zu Konkursen und zu vielen Existenzgefährdungen führen. Solche Folgen würden nicht nur die ausländischen, sondern auch die schweizerischen Beschäftigten treffen. Vom Ausländerabbau würden auch öffentliche Dienstleistungen, z. B. das Abfuhrwesen, verschiedene Verkehrsunternehmungen und ähnliche Betriebe, betroffen. Selbst die Versorgung unseres Landes könnte, wie der Bundesrat in der Botschaft richtig ausführt, in Frage gestellt werden, sind doch nicht nur unsere Landwirtschaft, sondern auch das Kleingewerbe, die Metzgereien, die Bäckereien, die Käsereien, Gemüsebetriebe, Konservenproduzenten usw. unbedingt auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen. Ich mache hier nicht in Schwarzmalerei, sondern es darf in aller Sachlichkeit festgestellt werden, dass ein derart massiver Abbau die Erhaltung einer gesunden Wirtschaft ernsthaft in Frage stellen würde. In vielen Wirtschaftszweigen werden die Hilfs-, Schicht- und Nachtarbeiten ganz oder zum grössten Teil durch Ausländer besorgt. Das gleiche gilt für weniger gesunde und schmutzige Arbeiten, zu denen die Schweizer kaum mehr herbeigezogen werden können.

Es gibt aber auch noch die Kehrseite. Es gibt Experten, Spezialisten usw., die überhaupt nur aus dem Ausland erhältlich sind. Auch dort wird mit einer solchen rigorosen Abbremsung die normale Entwicklung der Wirtschaft beinahe verunmöglicht. Ich kenne den Fall eines Erstklasshotels in Luzern, das unbedingt eine japanische Bürolistin haben sollte, um die japanischen Besucher zu betreuen. Es ist beim gegenwärtigen Stand der Ueberfremdung und der Beschlüsse beinahe nicht möglich, eine solche Bewilligung zu erhalten. Wie käme es heraus, wenn eine solche Initiative angenommen würde!

Zu den finanziellen Auswirkungen: Auch die öffentlichen Finanzen von Bund, Kantonen und Gemeinden würden einerseits wegen Ausfalles der von ausländischen Arbeitskräften bezahlten Steuern, andererseits aber auch wegen der zwingend zu erwartenden Verschlechterung der Ertragslage der Wirtschaft hart betroffen. Es dürfte unbestritten sein – auch Herr Nationalrat Reich erwähnte diese Zahlen –, dass ein Fremdarbeiter in der Schweiz im Durchschnitt 2000 Franken an Steuern bezahlt. Diese Zahl habe ich in allen Verlautbarungen der Nationalen Aktion allerdings nicht gelesen; Herr Reich war so ehrlich, diese Zahl auch einmal zu nennen und zuzugeben. Wenn Sie nun 340 000 erwerbstätige Ausländer ausschaffen, bedeutet das einen Ausfall von 700 Millionen Franken an Steuererträgen für Bund, Kantone und Gemeinden in einem einzigen Jahr. Dazu kommt dann noch der Steuerausfall all dieser Betriebe, die beeinträchtigt werden. Wären wohl der Bund, die Kantone und die Gemeinden in der Lage, durch Einsparungen zufolge der Reduktion der Gastarbeiter, und der Reduktion der Infrastrukturaufgaben 700 Millionen einzusparen? Würden Kindergärten, Schulen, Spitäler, soziale Einrichtungen in einem entsprechenden oder nur annähernden Ausmass abgebaut werden können? Die Frage stellen, heisst, sie beantworten.

Zusammenfassend: Die Initiative ist aus menschlichen, ethischen, sozialen und wirtschaftlichen Gründen untragbar. Sie würde eine Radikalkur bedeuten. In der Presse wurde immer wieder der berühmte Dr. Eisenbart zitiert. Dieser Dr. Eisenbart war ja kein Doktor, sondern ein Wundarzt, der sich den Dokortitel selber angemastet hat. Es ist mir in diesem Zusammenhang das Studentenlied, das wir immer gesungen haben über diesen Dr. Eisenbart, in den Sinn gekommen. Eine Strophe daraus möchte ich doch zitieren: «Ich bin der Dr. Eisenbart, kurier die Leut nach meiner Art; mein allergrösstes Meisterstück, das macht ich einst zu Osnabrück. Podagrisch war ein alter Knab, ich schnitt ihm beide Beine ab.» Das ist die Methode Dr. Eisenbart.

Die Initiative würde unser Wirtschaftsgefüge in Frage stellen. Die Initianten nehmen das in Kauf, sie verlangen das,

sie wollen das Wirtschaftswachstum Null oder noch weniger; sie wollen den Bevölkerungszuwachs bremsen und eine radikale Strukturänderung herbeiführen. Sie verkennen die Tatsache, dass die schweizerische Wirtschaft seit mehr als hundert Jahren immer auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen war. Ich erwähne nochmals die Hotellerie, das Baugewerbe, die Textilindustrie usw. Die Initiative berücksichtigt nicht, dass die Entwicklung, die sich über einen Zeitraum von 20 Jahren erstreckt hat, nicht in zwei, drei Jahren völlig rückgängig gemacht werden kann. Ich muss Herrn Schwarzenbach attestieren, dass er in seiner Initiative hier wenigstens zehn Jahre vorsieht. Es scheint übrigens, dass sogar die Wortführer der Initiative in dieser Beziehung selber gewisse Zweifel an der Güte ihrer Initiative bekommen haben. Herr Nationalrat Oehen hätte wohl kaum in einer Fernsehsendung vom 22. Januar 1974 durchblicken lassen, man könnte ja allenfalls die Initiative, sofern sie Verfassungsrecht würde, auf dem Wege des Notrechtes wieder ändern. Aber nicht nur Herr Oehen und die direkten Wortführer für die Initiative, sondern auch die mit ihnen Verbündeten, ich möchte sie als «Geistesverwandte» bezeichnen, haben die Initiative als zu scharf und nicht gangbar bezeichnet. Ich zitiere aus der Februar-Nummer 1974 von «Volk und Heimat», dem offiziellen Organ der Nationalen Aktion gegen die Ueberfremdung:

«Abschliessend bedauert die Nationale Aktion den wiederholten Frontwechsel von Nationalrat Dr. James Schwarzenbach in bezug auf die dritte Ueberfremdungs- und Uebervölkerungsinitiative. Wir halten fest: Anfang 1971 trat Nationalrat Schwarzenbach als Ehrenpräsident der Nationalen Aktion zurück mit der Begründung, die Initiative sei verfrüht und zu scharf, er wolle zunächst dem Bundesrat Vertrauen schenken. Im vergangenen Jahr erklärte dann Nationalrat Schwarzenbach, er werde sich persönlich voll und ganz für die dritte Ueberfremdungs- und Ueberbevölkerungsinitiative einsetzen. Neuestens nimmt nun Nationalrat Schwarzenbach wieder eine entgegengesetzte Haltung ein und will sich im Nationalrat sogar für einen Gegenvorschlag einsetzen, was eine jahrelange Verzögerung der Abstimmung und eine weitere Zementierung der Ueberfremdung und Uebervölkerung bedeuten würde.»

Herr Nationalrat Reich, Sie schreiben in der Einleitung ihrer parlamentarischen Initiative, der vorgeschlagene Weg der dritten Ueberfremdungsinitiative sei ungangbar. Die Kommission hat beschlossen – es ist Ihnen bekannt –, Ihre Initiative in einer separaten Sitzung zu behandeln.

In der Kommission des Nationalrates bestand bezüglich Ablehnung der Initiative praktische Einmütigkeit. Lediglich Herr Nationalrat Oehen setzte sich für die Annahme der Initiative ein. Sie werden seine Begründung noch zu hören bekommen, wahrscheinlich sehr ausführlich, so dass ich mich in dieser Beziehung kurz halten kann. Herr Oehen bezeichnet es als Ziel der Initiative, der Schweiz müsse ermöglicht werden, ihre Zukunft selbst zu gestalten. Er hat sich mit dem Problem der weltweiten, unkontrollierten Bevölkerungsexplosion befasst. Bezüglich der praktischen Durchführung der Initiative glaubt Herr Oehen, dass die Möglichkeit durch freiwillige Ausreisen gegeben sei. Man könnte diese dadurch attraktiver gestalten, dass den Ausländern beim Aufbau einer neuen Existenz im Ausland durch finanzielle Hilfe der Schweiz geholfen würde. Es seien aber auch politisch-wirtschaftliche Vorkehrungen zu treffen. Insbesondere sei die Handels- und Gewerbefreiheit in der heutigen Form nicht mehr gerechtfertigt. Mit 14:1 Stimmen, bei einigen Enthaltungen und Absenzen, beantragt die Kommission, die Initiative sei Volk und Ständen mit dem Antrag auf Ablehnung zu unterbreiten.

Ich möchte noch kurz zur Frage, die ja wahrscheinlich im Mittelpunkt unserer Beratungen stehen wird – Gegenvorschlag ja oder nein –, Stellung nehmen. In der Diskussion hat diese Frage mindestens so viel, ja sogar bedeutend mehr Zeit beansprucht als die grundsätzliche Frage der Initiative. Es handelt sich um eine Ermessensfrage, die man in guten Treuen so oder anders entscheiden kann. In

der Botschaft ist sie nur knapp behandelt. Die Befürworter eines Gegenvorschlages machen im wesentlichen folgendes geltend: Niemand könne das Bestehen einer Ueberfremdungsgefahr verneinen. Der Bundesrat müsse deshalb über ein Konzept für eine den schweizerischen Verhältnissen angemessene Ausländerpolitik verfügen. Das Nahziel dieses Konzeptes – Stabilisierung des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften – sei zwar erreicht worden. Dies genüge aber nicht. Notwendig seien auch Massnahmen, welche eine weitere Zunahme der ausländischen Wohnbevölkerung verhindern. Auf längere Sicht müsse eine schrittweise Herabsetzung der in der Schweiz wohnhaften und beschäftigten Ausländer erfolgen. Für die zukünftige Ausländerpolitik sei die geltende verfassungsmässige Grundlage in Artikel 69ter der Bundesverfassung ungenügend. Die Leitgedanken der Ausländerpolitik sollten in der Verfassung selbst und nicht nur im Bundesgesetz, in Verordnungen oder Bundesratsbeschlüssen enthalten sein. Die Ausländerpolitik dürfe nicht nur zahlenmässig betrachtet werden, sondern es seien auch menschliche und soziale Aspekte usw. zu berücksichtigen. Die bisherige offizielle Ausländerpolitik sei immer defensiv gewesen; das Volk müsse nun einmal ja zu einer bestimmten Ausländerpolitik sagen können.

Die Mehrheit der Kommission ist, allerdings mit sehr knappem Mehr von 11:9 Stimmen, der Auffassung, die Initiative sei ohne Gegenvorschlag der Abstimmung zu unterbreiten. Ich teile diese Auffassung. Ich möchte diese Gründe – es sind die Gründe der Mehrheit der Kommission – kurz darlegen. Vor allem sind es erstens die Schwierigkeiten bezüglich des Inhaltes eines allfälligen Gegenvorschlages. Wäre es möglich, sich über die Zielsetzung der zukünftigen Ausländerpolitik innert der relativ kurzen Frist, die für einen Gegenvorschlag zur Verfügung steht, zu einigen? Soll ein Gegenvorschlag eine zahlenmässige Begrenzung enthalten? Oder genügt es, wenn er gewisse Grundsätze enthält? Diese Grundsätze werden Ihnen im Verlaufe der Debatte noch unterbreitet werden, vor allem von den Herren Kollegen Canonica und Jaeger. Könnte von einer Alternative gesprochen werden, wenn diese keine zahlenmässige Begrenzung enthält? Auch bezüglich der den Ausländern einzuräumenden Rechte ist die Spannweite für einen Verfassungsartikel sehr gross.

Sie haben in der Kommission Kenntnis davon erhalten, dass sich auch die Verwaltung sehr eingehend mit der Frage eines Gegenvorschlages befasst hat. Die zuständigen Stellen, die sich täglich mit Ausländerfragen zu befassen haben, und der Bundesrat sind zum Schluss gelangt, dass es ausserordentlich schwierig ist, in eine Verfassungsbestimmung all das aufzunehmen, was unter menschlichen, sozialen, demographischen und wirtschaftlichen Gesichtspunkten im Rahmen der Ausländerpolitik vorzukehren ist.

Hier stellt sich sofort die Zeitfrage. Es muss dem Bundesrat attestiert werden, dass er seinen sehr guten Bericht zur Initiative sehr speditiv unterbreitet hat. Gemäss Artikel 27 des Geschäftsverkehrsgesetzes hat die Bundesversammlung innert dreier Jahre nach Einreichung darüber Beschluss zu fassen, ob sie dem Begehren, so wie es lautet, zustimmt oder nicht. Diese Frist kann noch um ein Jahr verlängert werden. Die eidgenössischen Räte hätten also, rein rechtlich gesehen, ihren Entscheid spätestens im Spätherbst 1976 zu treffen. Nun wurde aber von seiten der Initianten dem Bundesrat schon jetzt, allerdings völlig unrecht, vorgeworfen, er habe mit der Behandlung der vorliegenden Initiative zu lange zugewartet. Auch wenn dieser Vorwurf der Verzögerung, wie erwähnt, unbegründet ist, muss doch darauf hingewiesen werden, dass die Ausarbeitung eines Gegenvorschlages, der einem ausgehenden Vernehmlassungsverfahren zu unterstellen wäre, einige Zeit benötigen würde. Die Behandlung in den eidgenössischen Räten und die Volksabstimmung wären kaum vor dem Jahre 1976 möglich. In der Zwischenzeit

und vor allem im Hinblick auf die nächstes Jahr stattfindenden Nationalratswahlen würde dann von den Initianten – wiederum zu Unrecht, weil es absolut im Rahmen von Gesetz und Verfassung liegen würde – der Vorwurf erhoben, die Gegner der Initiative hätten die Behandlung ungebührlich verschleppt und die Durchführung bei einer eventuellen Annahme praktisch verunmöglicht. Tatsächlich ist kaum vorstellbar, wie diese Initiative, wenn sie 1976 angenommen würde, bis 1978 durchgeführt werden könnte, wenn das bei einer Abstimmung in diesem Jahr schon sehr fraglich ist. Im Antrag von Herrn Kollega Schwarzenbach – in der Detailberatung, wenn wir die Begründung kennen, ist hiezu noch Stellung zu nehmen – kommen diese Bedenken auch zum Ausdruck. Sein Antrag sieht vor, dass ein Gegenvorschlag bis Ende dieses Jahres so auszuarbeiten und zu behandeln wäre, dass noch im Dezember 1974 die Abstimmung durchgeführt werden könnte. Ich glaube, das ist einfach praktisch nicht möglich. Es liegen verschiedenste Varianten für die Gegenvorschläge vor, er muss dem Vernehmlassungsverfahren unterstellt werden, es muss das ordentliche parlamentarische Verfahren durchgeführt werden. Es ist doch notwendig, dass wir einen Gegenvorschlag erhalten, der mit einer breiten Zustimmung nicht nur der Bevölkerung, der Parteien, der Wirtschaft, sondern der ganzen Schweiz rechnen kann. Der Faktor Zeit spricht also absolut gegen einen Gegenvorschlag.

Es wird von den Gegnern des Gegenvorschlages auch geltend gemacht, dass der Artikel 69ter genüge, um jegliche notwendige Massnahme im Zusammenhang mit der Fremdarbeiterregelung zu treffen. Sie haben die Motion der Kommission erhalten, die den Bundesrat beauftragen will, das Gesetz über die Niederlassung und den Aufenthalt von Ausländern zu revidieren. Die Revision ist im Gange, und man hofft, dieses Gesetz wenn möglich noch vor der Abstimmung zu unterbreiten. In diesem Gesetz soll das Konzept, quasi der Gegenvorschlag, ähnlich wie bei der Waffenverbotsinitiative, niedergelegt werden. Ich möchte Ihnen schon jetzt diese Motion der Kommission empfehlen.

Vielleicht noch ein weiterer Punkt, der gegen einen Gegenvorschlag spricht: Die ausserordentliche Härte und die Masslosigkeit der Initiative verlangen, nach Auffassung der Kommissionsmehrheit, einen raschen und klaren Entscheid der eidgenössischen Räte und des Volkes. Da die Initiative keine Rückzugsklausel enthält, könnte nach Auffassung der Kommissionsmehrheit ein Gegenvorschlag nicht als Alternative betrachtet werden. Es kann auch nicht der Sinn und Zweck unserer Bundesverfassung und der Bestimmung der Möglichkeit eines Gegenvorschlages sein, dass zu jeder Initiative – sei sie noch so ausgefallen – ein Gegenvorschlag unterbreitet wird. Eine feste Hand, Mut und Zuversicht sowie Vertrauen in die Urteilsfähigkeit von Volk und Ständen verlangen, dass in einem Fall wie dem vorliegenden auf einen Gegenvorschlag verzichtet wird.

Zusammenfassend ist zum Problem Gegenvorschlag Ja oder Nein noch etwas zu sagen: Es ist eine Ermessensfrage, es ist nicht ein Sachentscheid; es ist ein politisch taktischer Entscheid. Ich weiss, dass in der Öffentlichkeit, in den Parteien, in den Wirtschaftsverbänden, in der Presse, die Ansichten durchaus geteilt sind. Sie können sich mit den gleichen Argumenten für oder gegen diesen Gegenvorschlag ereifern. Unser Rat muss hier im Bewusstsein seiner Verantwortung einen Entscheid fällen, der nicht rein verstandesmässig gefällt wird, davon bin ich überzeugt, sondern der schliesslich von politisch-taktischen Ueberlegungen beeinflusst sein wird.

Die Kommission hat sich nach reiflicher Ueberlegung in dieser Beziehung entschieden, Ihnen zu beantragen, die Initiative ohne Gegenvorschlag mit dem Antrag auf Ablehnung der Abstimmung von Volk und Ständen zu unterbreiten.

**Präsident:** Es haben sich insgesamt 39 Redner eingetragen. Wir haben 8 Fraktionssprecher, 3 Sprecher zur Vertretung von Anträgen oder Vorstössen und 28 persönliche Sprecher. Die Fraktionssprecher und die Antragsteller haben, gemäss Reglement, 20 Minuten Redezeit. Für die persönlichen Sprecher beantrage ich Ihnen, die Redezeit auf 10 Minuten zu verkürzen. (Zustimmung)

Im übrigen beantrage ich Ihnen, die Rednerliste zu schliessen. Es wird bei der Detailberatung noch Gelegenheit sein, das Wort zu ergreifen. Wird diesem Antrag opponiert?

**M. Villard:** Je m'oppose à cette proposition. Ceux qui ont renoncé à s'annoncer à l'ouverture du débat pour ne pas charger l'ordre du jour n'auraient plus la possibilité de prendre la parole s'ils le jugent nécessaire. C'est une façon d'agir peu démocratique pour un Parlement.

**Wüthrich:** Ich glaube, es ist noch zu früh, um diesen Beschluss zu fassen, da wir ja nicht wissen können, welche Argumente hier vorgetragen bzw. welche Angriffe gegen bestimmte Gruppen gerichtet werden. Wir müssen uns also vorbehalten, dann hier anzutreten, wenn das notwendig ist. Darum bitte ich, diesen Beschluss vorläufig zurückzustellen.

**Präsident:** Da meinem Antrag opponiert wird, möchte ich ihn vorläufig zurückstellen, so dass wir über das Schliessen der Rednerliste in einem späteren Zeitpunkt befinden werden.

**Oehen, Berichterstatter der Minderheit:** Schon die beiden Voten der Herren Kommissionsreferenten würden an sich Stoff bieten, um hier mindestens ein zweistündiges Referat zu halten. Das ist ja nun nicht möglich, und Sie werden mir erlauben, dass ich lediglich zu vier Gedanken einige wenige Sätze äussere.

Die Beurteilung der Initiative, wie sie durch unseren Herrn Kommissionspräsidenten vorgenommen wurde, möchte ich doch allen Ernstes zurückweisen. Nachdem immerhin einige zehntausend Menschen dieses Landes sie für gut befunden haben, und nachdem eine sehr ähnliche Initiative vor vier Jahren die Zustimmung einiger hunderttausend Menschen gefunden hat, scheint es mir nicht gerade angebracht, mit Adjektiven vorzugehen, wie das passiert ist. Der deutschsprachige Referent unserer Kommission hat darauf hingewiesen, wie gross die Arbeitskräftenot vielerorts sei. Ich möchte einmal mehr bitten, sich doch endlich Rechenschaft zu geben, dass dieses Problem nicht durch Immigration lösbar ist. Angesichts der Tatsache, dass wir 880 000 ausländische Arbeitskräfte in diesem Lande beschäftigen, müsste es doch nicht mehr zu erwarten sein, dass noch irgend jemand an Arbeitskräftemangel leiden muss, wenn die Grundannahme des Herrn Kommissionsprechers stimmen würde.

Der Name Dr. Eisenbart ist gefallen. Es gibt tatsächlich auch heute noch Krankheiten des Körpers, die nur durch eine Amputation überhaupt zu bekämpfen sind, soll nicht der Patient daran sterben. Auf das Problem der Fristerstreckung werde ich mir in der Begründung meines Antrages zu Artikel 2 zurückzukommen erlauben.

Wir alle, die wir hier sitzen, sind Akteure in einem Drama, über das die Geschichtsschreiber einmal entweder den Titel «Der Untergang der modernen Eidgenossenschaft» oder aber, wie wir hoffen, «Die Geburt des nachindustriellen Bundesstaates» setzen werden. Das Drama nahm seinen Anfang in der Wirtschaftskrise der dreissiger Jahre, als eine Generation Menschen heranwuchs, die ob der wirtschaftlichen Probleme, mit denen sie selbst zu kämpfen hatte, sich eine verzerrte Optik in der Beurteilung der politischen Probleme erwarb. Ziel und zugleich Grenzen ihres Denkens erschöpften sich im wirtschaftlichen Fortschritt, im Besserleben und Mehr-Güter-zur-Verfügung-haben. Nachdem der Zweite Weltkrieg zu einer Aufwallung

des nationalen Selbstbehauptungswillens geführt, die ernsthafte Bedrohung von aussen erfolgreich pariert worden war, schien der Beweis erbracht, dass unser Land und unser Volk in seiner nationalen Existenz gesichert sei und sich nun ungefährdet und uneingeschränkt der wirtschaftlichen Entwicklung widmen könne.

Wie die Geschichte der letzten 25 Jahre zeigt, wurde diese Arbeit von Erfolg gekrönt. Gewiss, man musste auch Opfer bringen. Aber diese Opfer fielen ja kaum ins Gewicht, oder vielleicht besser: Man war gar nicht willens, diese Opfer überhaupt zu wägen. Wer interessierte sich denn schon um die Schrumpfung des Kulturlandes und die Zahl der Menschen, die sich für die Pflege von Boden, Pflanzen und Tieren noch einsetzten? Was bedeuten übrigens heute die sterbenden Handwerke? Nichts im Verhältnis zum stetig steigenden Bruttosozialprodukt. Nichts könnte jene Generation an der Erfüllung ihrer Träume hindern, die die süßen Früchte des Wohlstandes gerade erst im reiferen Alter kennengelernt hatte. Sicher nicht einzelne Rufer in der Wüste, die es seit 1950 immer wieder gegeben, und auch nicht gut gemeinte Appelle verschiedener Stellen des Bundes und verschiedener Verbände. Viel weniger noch eine Nationale Aktion, die seit 1961 immer vernehmlicher protestierte, die vor Ueberfremdung, vor Uebervölkerung und nationaler Selbstaufgabe warnte. Diese «Wirkköpfe» drohten ja zum Bremsklotz auf der Fahrt zum Glück der Ueberflussgesellschaft zu werden. Also lautete die Devise: Nieder mit ihnen, diesen «Blut-und-Boden»-Patrioten, diesen Heimwehschwyzern, diesen verkappten Nazis und Faschisten. Widerlich, dass sie trotzdem immer wieder Anhänger fanden. Aber selbstverständlich waren es ja nur die frustrierten Alten, wie dies der deutsche Professor Hoffmann-Novotny feststellte (und was so gerne geglaubt wurde und wird).

Vielleicht ist aber heute nach den verschiedenen Erfahrungen der letzten drei Jahre doch die Zeit gekommen, die offensichtliche Unruhe im Schweizervolk zur Kenntnis zu nehmen und sich mit den Problemen nicht nur verbal auseinanderzusetzen. Da ich Grund zur Annahme habe, dass in der heutigen Eintretensdiskussion die staatspolitische Sicht wenig Berücksichtigung finden wird – die ersten Voten haben dies bereits gezeigt –, werde ich mich im folgenden vor allem mit den grundsätzlichen Fragen auseinandersetzen.

Der Bericht des Bundesrates lässt ebenfalls ein fundiertes Eingehen auf die staatspolitisch bedeutsamen Fragen vermessen; er bringt im wesentlichen eine Wiederholung längst bekannter Argumente, die beweisen sollen, dass eine Annahme der Initiative eine Katastrophe bedeuten würde. Dabei werden einmal mehr die bereits erwähnten Grenzen im Denkprozess einer ganzen Generation politisch-wirtschaftlicher Führungskräfte sichtbar. Wenn heute die Situation kritisch ist, dann ist es doch sicher eben der Fehler dieses Denkvorganges, der alles auf wirtschaftliche Fragen zu reduzieren gewillt ist. Wir sind nach wie vor überzeugt, dass es sich lohnt, den Kleinstaat Schweiz mit seiner speziellen politischen Struktur zu erhalten, da er menschengerecht ist und günstige Voraussetzungen bietet, um die Probleme der Zukunft zu lösen. Wir fühlen uns weiterhin der Gründungsidee unseres Staates, wie sie in der Einleitung zur Bundesverfassung formuliert ist, verpflichtet und werten Artikel 2 als zeitgemäss und als wegleitend für unsere Bemühungen.

Die Feststellung, dass die Ueberfremdung eines Landes sein Ueberleben in Frage stellt, dürfte unbestritten sein. Der Bundesrat vermerkt in seiner Botschaft mit grösster Bescheidenheit, man könne feststellen, dass seit 1963 in verschiedenen Bundesratsbeschlüssen angeordnete Massnahmen zur Abwehr der Ueberfremdung bis Ende 1969 insofern einen Erfolg brachten, als die Zuwachsraten an Ausländern wesentlich zurückgingen. Dabei verschweigt er schamhaft, dass diese Zuwachsrate seit 1970 wieder deutlich im Steigen begriffen ist. Wurde 1970 mit einer Zunah-

me von 11 000 Personen bei Niedergelassenen und Jahresaufenthaltern nahezu die Stabilisierung erreicht, sind wir 1973 glücklich wieder bei einer Zunahme von rund 40 000 Personen angelangt, wobei allein der Familiennachzug 27 000 nicht erwerbstätige Personen ausmacht.

Bereits 1960, bei einer Totalzahl von 459 000 ausländischen Berufstätigen (es waren dies rund 19 Prozent der gesamten berufstätigen Bevölkerung), wurde von verantwortungsbewussten Schweizern auf die Gefahren dieser Ueberfremdung aufmerksam gemacht. Im Frühjahr 1961 zitierte A. Guggenbühl in einem Artikel De Valière, der zur Ueberfremdung vor dem Ersten Weltkrieg folgende Worte sagte: «Diese friedliche Durchdringung ist viel gefährlicher als eine bewaffnete Invasion. Wir sehen die Gefahr nicht mehr, weil uns der wirtschaftliche Vorteil blind macht. Ein Land, das entschlossen ist, seine Eigenart zu bewahren, hat von den Ausländern nichts zu befürchten. Es saugt sie auf oder stösst sie ab.» Heute geschieht bei uns weder das eine noch das andere. Guggenbühl folgerte dann, die Beschränkung der Zahl der Ausländer und die Assimilation jener, die hier blieben, wäre nötig. Es werde aber weder das eine noch das andere konsequent durchgeführt. Heute sind wir bei total 880 000 berufstätigen Ausländern in der Schweiz angelangt. Die Stationen auf diesem Wege mögen zeigen, wieso das Schweizervolk heute vor einer formulierten Initiative steht, die als verbaler Aufstand und als totale Misstrauenskundgebung gewertet werden kann.

1961 wurde das Postulat unseres heutigen Herrn Bundesrat Ritschard bei einer Zahl von 645 000 ausländischen Arbeitskräften angenommen. Es verlangte eine Reduktion. In der Debatte erklärte Bundesrat Schaffner, dass wir reichlich die Spitze dessen erklimmen hätten, was staatspolitisch zulässig und was wirtschaftspolitisch noch sinnvoll sei. Am 17. März 1965 wurde die Motion Schütz als Postulat entgegengenommen, in welcher der Bundesrat erneut eingeladen wurde, die zur Reduzierung der ausländischen Arbeitskräfte notwendigen Massnahmen zu prüfen. Am gleichen Tag wurde das Postulat Heil angenommen, das genau das forderte, was heute die Kreise um die KAB in Diskussion bringen. Energische Massnahmen zur Herabsetzung der Zahl ausländischer Arbeitskräfte forderte auch das Postulat Weber, das ebenfalls angenommen wurde. Speziell erwähnenswert ist die Motion Wüthrich vom 2. März 1965, in welcher ein schrittweiser Abbau der ausländischen Arbeitskräfte, ohne Grenzgänger, auf eine halbe Million gefordert wurde. Diese Motion wurde mit 108 zu 47 Stimmen abgelehnt. In ihrer Beantwortung erklärte der bundesrätliche Sprecher jedoch, dass der Bundesrat mit der Haltung weitgehend übereinstimme. Der Bestand an ausländischen Arbeitskräften in unserem Lande habe das tragbare Mass überschritten und der wachsenden Ueberfremdung müsse mit wirksamen Massnahmen Einhalt geboten werden.

Ich möchte auf weitere Zitate verzichten. Es gäbe im Zusammenhang mit den früheren Initiativen noch deren viele. Ich stelle aber die Frage, wieso heute der Bundesrat Anspruch auf Glaubwürdigkeit erheben will, wenn er nun nicht mehr abbauen möchte, sondern von Assimilation und Humanität spricht und die Schweizer auffordert, sich an die heute gegebene Situation anzupassen, dies nachdem jahrelang entsprechende Forderungen auf Abbau entgegen genommen wurden, nachdem man sich jahrelang zur Notwendigkeit des Abbaus bekannt hatte.

Man fordert eine Assimilation, die bereits vielerorts nicht mehr stattfinden kann, weil die Zahl der Ausländer in Wohngebieten, in den Fabriken, in Schulklassen zu gross geworden ist. Man spricht von einer Humanität, die ihren Masstab offenbar vorwiegend oder ausschliesslich an den Problemen der Emigranten anlegt und damit die legalen Interessen unseres Volkes vergessen lässt. Gerade heute morgen sah ich einmal mehr einen Schlagtitel zur Initiative, die Herr Kollega Schwarzenbach eingereicht hat. Dort



hiess es: 400 000 Ausländer sollen nach Hause geschickt werden, also weggewiesen werden. Wieso könnte man nicht einmal schreiben: 400 000 Ausländer dürfen nach Hause zurückkehren? In der Regel geht man ja gerne nach Hause, wenn man nur kann. Und ob man helfen will, dass man gehen kann, das ist ein anderes Problem.

Herr Bundesrat Furgler hat mich bei den Diskussionen im Rahmen unserer Kommission bei den falschen Propheten eingestuft. Diesen schweren Vorwurf möchte ich mit einem Zitat aus dem Brief des Bundesrates an unsere Bewegung vom 28. Dezember 1965 beantworten. Der Brief stellte die Antwort dar auf eine Bittschrift der Nationalen Aktion, die mit 39 000 Unterschriften eingereicht wurde. Es heisst dort: «Im übrigen möchten wir darauf hinweisen, dass die Zahl der voraussichtlichen Daueraufenthalter im Verhältnis zum Gesamtbestand der ausländischen Arbeitskräfte in der Schweiz nicht sehr gross ist. 80 Prozent der zugelassenen Arbeitskräfte verlassen die Schweiz im Zeitraum von vier Jahren freiwillig, und die restlichen 20 Prozent reisen zum grössten Teil vor Ablauf der Zehnjahresfrist wieder aus.» Nicht wahr, prophetische Aussagen sind ja immer etwas schwierig. Aber eben diese Aussage oder diese Beurteilung der Situation hat uns bis heute eine Zahl von Niedergelassenen gebracht, die irgendwo bei 560 000 liegt, dies obwohl in der Zwischenzeit ungefähr 90 000 niedergelassene Personen auf verschiedene Weise Schweizer Bürger oder Bürgerinnen wurden.

Die Ueberfremdung hat einen existenzgefährdenden Umfang angenommen. Dies wird übrigens fast täglich durch verschiedenste Vorkommnisse bestätigt und bewiesen. Eine wirkliche Verbesserung der Situation ist von behördlicher Seite nach all den skizzierten Erfahrungen kaum zu erwarten. Das Volk wird als Souverän nun eben einmal mehr sein Machtwort sprechen müssen. Die Uebervölkerung unseres Landes wird lediglich von unverbesserlichen Wirtschaftsaposteln auch heute noch bestritten. Die von Professor Batschelet publizierte Studie und die zahlreichen Stimmen, die davor warnen, die Frage nach der Uebervölkerung an wirtschaftlichen Grössen zu messen, dürfen nicht weiter missachtet werden. Wenn 1947 der damalige Ständerat Wahlen warnte, die Schweiz sei – gemessen an ihrem Nährraum – eines der am schlimmsten überbevölkerten Gebiete der Erde, so gilt dies heute noch viel mehr. Eine tiefe Unruhe müsste doch eigentlich Sie alle, die Sie für unser Volk Verantwortung tragen, erfassen, angesichts der drohenden Wolken am Horizont, die auf kommende weltweite Hungerzeiten schliessen lassen. Doch auch die Versorgung mit Rohstoffen aller Art wird langfristig bei unserer überaus gesteigerten Abhängigkeit vom Ausland zu unlösbaren Problemen führen. Es kann nun gar kein Zweifel darüber bestehen, dass durch die Erfüllung der Initiativforderungen, also Beschränkung der Neueinbürgerungen auf jährlich 4000, die Beschränkung der Ausländerzahl auf 500 000 plus 150 000 Saisoniers und 70 000 Grenzgänger, unter Ausnahme des Spitalpersonals und Angehöriger diplomatischer und konsularischer Vertreter, der Abbau der Ueberfremdung und Uebervölkerung ermöglicht wird. Durch die Beschränkung auf 12 Prozent in den einzelnen Kantonen werden die wirtschaftlich schwachen Kantone nach den seinerzeitigen Untersuchungen des BIGA geschützt. Gleichzeitig wird durch die gleichmässige Verteilung der Ausländer die Assimilationsmöglichkeit der Hierbleibenden verbessert.

Unserer Initiative wird vorgeworfen, sie sei unmenschlich und hart. Was ist dazu zu sagen? Nach dem Resultat des 7. Juni 1970 durfte erwartet werden, dass ernsthafte Anstrengungen unternommen würden, die alten Versprechen einzulösen. Statt dessen ist die Zahl der Niedergelassenen und Jahresaufenthalter von 983 000 auf 1,05 Millionen weiter angestiegen. Die Jahresaufenthalter sind von 617 000 auf rund 480 000 abgesunken, und dafür ist die Zahl der Niedergelassenen von 365 000 auf zirka 560 000 angestiegen.

Unsere Forderungen waren seit dem Frühjahr 1971 bekannt. Sie entsprechen übrigens haargenau dem Untersuchungsergebnis, das eine Bundeskommission nach dreijähriger Arbeit 1964 publizierte. Was haben wir unterdessen getan? Es ist eben nicht so, dass die Zahl der Arbeitskräfte, Herr Kollega Meier, insgesamt stehengeblieben ist. Wir haben weitere 45 000 Saisoniers in der Zwischenzeit erhalten, und die Zahl der Grenzgänger ist um weitere 30 000 angestiegen. Um den Preis der Inflation durfte die Wirtschaft weiterwuchern. An den Infrastrukturproblemen aber drohen die Gemeinden und Kantone und nicht zuletzt auch der Bund heute finanziell zu verbluten. Statt den Forderungen des Selbsterhaltungstriebes Rechnung zu tragen, wird weiter unter dem Mantel der Humanität den nackten Wirtschaftsinteressen gedient, und die Zeche haben die Steuerzahler und später einmal unsere Nachkommen zu bezahlen. Wird der Abbau der ausländischen Wohnbevölkerung gemäss den Forderungen der Initiative zu einer wirtschaftlichen Katastrophe führen? Keineswegs. Die aus ökologischen Gründen notwendige Umstellung von der Wirtschaftsexpansion zur Stabilität, die Abkehr von der Verschleuderungszivilisation und die Reduktion eines aufgeblähten Baugewerbes samt Zulieferindustrie werden die nötigen Arbeitskräfte freisetzen, um die für unser Land nötige Exportwirtschaft weiterhin mit Arbeitskräften dotieren zu können. Die Fremdenindustrie wird ebenfalls genügend Arbeitskräfte erhalten, vorausgesetzt allerdings, dass wir bereit sind, die nach wie vor andauernde und letztlich sinnlose Expansion dieses Wirtschaftszweiges zu bremsen. Der Wohlstand wird sogar langfristig eher steigen, da eine bedeutungsvolle Entlastung der Umwelt und der Infrastruktur zu erwarten ist. Ausserdem besteht nach wie vor die Erfahrung – und sie hat immer noch ihre Gültigkeit –, dass mit gut ausgebildeten Leuten ein höherer Pro-Kopf-Ertrag erarbeitet werden kann als mit angelegerten Hilfskräften. Schwierigkeiten wird es natürlich geben, die Umstellungsprobleme können nicht ohne Schwierigkeiten bewältigt werden. Sie werden allerdings im wesentlichen von anderen Kreisen getragen werden müssen als von jenen, die die Folgen der unregelmässigen Immigration zu tragen hatten und deshalb wohl heute die heftige Abwehr jeglichen wirklichen Abbaus.

Ein seit neun Jahren von uns geforderter Einwanderungsstopp und entsprechende wirtschaftspolitische Massnahmen könnten sofort einen Bevölkerungsabbau einleiten. Die fremdenpolizeilichen Massnahmen müssten unter allen Umständen – wir legen Wert auf diese Feststellung – durch eine zielbewusste Wirtschaftspolitik unterstützt werden. Das «laissez faire, laissez aller» in der Wirtschaftspolitik hat uns die heutigen Probleme aufgehalst, und hier muss also letztlich auch wieder eingegriffen werden, wenn wir diese Probleme loswerden wollen. Darf ich darauf hinweisen, dass eine Initiative lediglich das Ziel umschreiben kann – ob der Weg dazu geschickt oder schlecht gewählt wird, hängt von den politischen Behörden, nicht von den Initianten ab. Der Blick in die Zukunft zeigt, dass mit den Umstellungsschwierigkeiten heute die Last für unsere Kinder später ein wenig gemildert werden könnte. Es ist gut, wenn unser Volk nochmals eine Chance erhält, für die Zukunft seiner Kinder etwas Tapferes zu tun. Wir stehen vor dem Zwang, staatspolitische Probleme grösster Bedeutung lösen zu müssen. Wenn Sie dabei stets beim Einzelschicksal der Betroffenen mit Ihren Ueberlegungen beginnen, werden wir diese Probleme nicht lösen können; das Schicksal wird seinen Lauf nehmen, und die Geburtswehen des nachindustriellen Bundesstaates werden mit dem Tod der Mutter als Einzelpersonlichkeit enden. Deshalb bitte ich Sie im Namen der Mehrheit unserer Fraktion, auf die Vorlage einzutreten.

**Canonica**, Berichterstatter der Minderheit I: Die Initiative der Nationalen Aktion bezweckt auf nationaler wie auf kantonaler Ebene ein neues, ausgewogenes Verhältnis zwischen schweizerischer und ausländischer Be-

völkerung herzustellen und die Uebervölkerung zu drosseln.

Ich glaube behaupten zu können, dass über diese allgemeinen Ziele im schweizerischen Volk, unter den Parteien und den Behörden weitgehend Uebereinstimmung herrscht. In den Legislaturzielen der Regierungsparteien wird unter anderem erklärt, dass «das Nahziel der Stabilisierung der Ausländerzahl einer demographischen und sozialen Notwendigkeit» entspricht.

Grundlegende Unterschiede bestehen dagegen in bezug auf das Ausmass und den Rhythmus, innert welchem diese Ziele verwirklicht werden sollen. Die Initianten wollen ihre Ziele drastisch quantifizieren und befristen durch eine Verfassungsergänzung; der Bundesrat will seine Ziele ohne verbindliche Mengen- und Fristverpflichtungen sukzessive, mittels der ordentlichen Gesetzgebung verwirklichen. Die praktische Anwendung dieser zwei Konzeptionen bedingt Methoden und führt zu Endeffekten, die viel unterschiedlicher sind, als sie augenblicklich erscheinen.

Wir sind mit dem Bundesrat der Meinung, dass die Initiative nicht annehmbar und sogar nicht durchführbar sei:

- auf politischer und rechtlicher Ebene, wegen der eklatanten Verletzung der Rechtsgleichheit und Rechtssicherheit, sowohl gegenüber den betroffenen Arbeitnehmern als auch gegenüber Staaten, mit denen wir vertragliche Vereinbarungen getroffen haben;

- auf menschlicher Ebene, weil die Initiative Eingriffe von untragbarer Härte gegenüber Ausländern zur Folge hätte, die zum Teil schon lange und mit ihren Familien in unserem Lande leben, und weil dadurch alle positiven Elemente zur Integration der ausländischen Bevölkerung zunichte gemacht würden;

- auf sozialer und wirtschaftlicher Ebene, weil eine derartige Rosskur auch schweizerische Arbeitnehmer mit Arbeitslosigkeit bedrohen, Betriebe zur Stilllegung zwingen und den ohnehin beunruhigenden Trend zur wirtschaftlichen Strukturbereinigung und Konzentration beschleunigen könnte. Die Gefahr, dass jene Kantone, die durch Härtefälle der Initiative besonders getroffen werden, unter dem Deckmantel ihrer Hoheit rebellieren können, darf nicht unterschätzt werden.

Mit Recht stellt die Republikanische Bewegung in ihrer heute in der Presse erschienenen Mitteilung fest: «Ein Notstand, der in 20 Jahren einer verfehlten Einwanderungspolitik geschaffen worden ist, kann nicht kurzfristig behoben werden.»

Es ist unbestritten, dass die vom Bundesrat eingeschlagene Politik in den letzten Jahren konsequent durchgeführt wurde. Das hat zweifellos die Glaubwürdigkeit der behördlichen Stellungnahme erhöht. Trotzdem weist die Stabilisierungspolitik undichte Stellen auf, die man nicht verschweigen kann.

Die Zahl der Aufenthalter hätte sicher stärker reduziert werden können, wenn mindestens die inzwischen eingebürgerten ausländischen Arbeitnehmer nicht durch neu Eingereiste ersetzt worden wären. Die Ersetzung von nicht verlorengegangenen Arbeitskräften war sachlich nicht gerechtfertigt und praktisch stabilisierungswidrig.

Der Bundesrat hat sich, allerdings mit einiger Verspätung, bemüht, den Zuwachs an Saisonarbeitern durch deren Kontingentierung zu stoppen und die Frage der unechten Saisoniers in den Griff zu bekommen. Diese Anstrengungen müssen darauf ausgerichtet sein, einen ANAG-konformen Zustand herbeizuführen und die Verpflichtungen, die uns aus internationalen Abkommen entstehen, zu honorieren.

Es wäre jedoch falsch zu glauben, dass durch die Kontingentierung der Saisonarbeiter und die Abschaffung der unechten Saisoniers die Ueberfremdungswirkung der Saisonarbeiter als definitiv gebannt betrachtet werden könne. Auch in Zukunft müssen wir mit einer wachsenden Zahl von Umwandlungen von Saisonarbeitern zu Jahresaufenthaltern rechnen. Es gibt schon heute Branchen, wie z. B. das Baugewerbe, die ihren ursprünglichen Saisoncharak-

ter verlieren und je länger, je mehr aus Wirtschaftlichkeitsgründen auf Jahresaufenthalter angewiesen sind.

Diese Entwicklung, aber auch die Notwendigkeit, den Status der Saisonarbeiter neu zu konzipieren unter Berücksichtigung der menschlichen und sozialen Aspekte dieser Problematik, verpflichten uns zu einer neuen Bewertung der Saisonarbeiter als Ueberfremdungsfaktor.

Die Versuche, auch den Bestand der Grenzgänger in den Griff zu bekommen durch die Abschaffung der unechten Grenzgänger (neue Definition des Wohnortes im Grenzgebiet und Begriff des täglichen Heimkehrers) sind sicher lobenswert. Die neuen Bedingungen scheinen mir jedoch ungenügend, um die Entwicklung des Grenzgängerbestandes zu stoppen: der Wohnsitz von sechs Monaten innerhalb der Grenzzone kann verhältnismässig schnell erreicht werden; die tägliche Heimkehr ist faktisch unkontrollierbar. Mir scheint eine zahlenmässige Beschränkung auch der Grenzgänger unumgänglich. Soweit ich es beurteilen kann, wäre eine Entlastung bei den Grenzgängern auch für die angrenzenden Gebiete der Schweiz wünschenswert, die oft vor schwere Infrastrukturprobleme gestellt sind.

Abschliessend sei zu diesen kritischen Ueberlegungen noch beigefügt, dass die Segmentierung der Ausländer nach der Intensität der Ueberfremdungsgefahr für die Beurteilung der künftigen Entwicklung der Ueberfremdung und der Bevölkerung von Bedeutung ist.

Für die einfachen Bürger steht jedoch die potentielle Entwicklung der Ueberfremdung nicht im Vordergrund. Entscheidend für sie – und damit spekuliert die NA – ist die Präsenz einer erheblichen Zahl von Ausländern, unabhängig von ihrem Stand, und die Belastung, die für unsere Infrastruktur daraus entsteht.

Darum muss die künftige Ausländerpolitik global angepackt werden im Sinne der globalen Stabilisierung als Voraussetzung zum globalen Abbau. Kategorien – Verschiebungen, die zu keiner Gesamtstabilisierung und später zu keinem Gesamtabbau der Ausländer führen – müssen als eine gefährliche arithmetische Akrobatik bezeichnet werden.

Trotz diesen kritischen Bemerkungen, die dazu dienen sollen, die künftige Ausländerpolitik zu korrigieren, teilen wir weitgehend die Ueberlegungen des Bundesrates zum Volksbegehren der NA und billigen die Schlussfolgerungen der Botschaft. Wir schliessen uns nicht zuletzt auch aus Gründen, die aus der sozialdemokratischen und gewerkschaftlichen Ethik entstehen, dem Verwerfungsantrag der Regierung an.

Wir sind jedoch, im Gegensatz zum Bundesrat und zur Mehrheit der nationalrätlichen Kommission, der Auffassung, dass dem Volk und den Ständen ein Gegenvorschlag unterbreitet werden muss.

Die folgenden Hauptargumente haben uns nach reiflicher Ueberlegung zur Ueberzeugung geführt, dass die Initiative der Nationalen Aktion nicht allein mit der Nein-Parole zu bekämpfen sei, sondern mit einem Gegenvorschlag zur Konfrontation zu bringen ist.

Die Konzeption des Bundesrates erscheint zu sehr als Ausdruck der bisherigen Politik, die sich in einem pragmatischen Reagieren auf den wachsenden Unwillen in der eigenen Bevölkerung beschränkte. Die Botschaft des Bundesrates selbst schildert ausführlich diese bloss reaktive Politik:

1967: Als Folge der ersten Ueberfremdungsinitiative Festlegung des Nahziels, die Zahl der ausländischen Arbeiter nicht noch weiter ansteigen zu lassen.

1970: Unter dem Druck der zweiten Initiative Uebergang zur Globalplafonierung mit dem Ziel der Stabilisierung der ausländischen Arbeitskräfte auf dem Niveau von 1969.

1973/74: Einbezug der Saisonarbeiter in die Begrenzungsmassnahmen und Prüfung zusätzlicher Massnahmen, die eine Stabilisierung auch der Wohnbevölkerung mit der Zeit erlauben sollen.

Deshalb bin ich der Auffassung, dass eine blosser Umschreibung der Stabilisierungspolitik in der Botschaft nicht genügt, sondern dass der dritten Ueberfremdungsinitiative ein Gegenvorschlag auf Verfassungsebene gegenübergestellt werden muss.

Es sind keineswegs allein politisch-taktische Ueberlegungen, die mich zu dieser Haltung veranlassen – obwohl diese Momente für den Abstimmungskampf sicher von grosser Bedeutung sein werden. Die entscheidenden Argumente, die zugunsten eines Gegenvorschlages geltend gemacht werden können, lassen sich wie folgt zusammenfassen:

Das Volk muss endlich einmal in die Lage versetzt werden, zu einer echten und klaren, grundsätzlichen Alternative Stellung nehmen zu können. Wir dürfen es nicht auf eine blosser Polarisierung ankommen lassen zwischen der klar formulierten und zielgerichteten Initiative der Nationalen Aktion einerseits und der formal zerstreuten und inhaltlich pragmatischen Stabilisierungspolitik des Bundesrates andererseits. Nur ein ebenfalls klar formulierter und zielgerichteter Gegenvorschlag bietet dem Stimmbürger die Möglichkeit, einen rationalen Entscheid zu treffen.

Die politische Notwendigkeit des Gegenvorschlages wird bekräftigt durch die Unsicherheit, die sich im Zusammenhang mit der künftigen wirtschaftlichen Entwicklung unter dem Volk stark verbreitet hat. Man befürchtet Entlassungen und sogar Arbeitslosigkeit. Diese Psychose begünstigt die Anhänger der Initiative, wenn die verantwortlichen Behörden nicht den Mut aufbringen, gegen die Initiative mit einem ebenbürtigen Gegenvorschlag anzutreten.

Die Umfrage der «Weltwoche» quantifiziert in einleuchtender Weise die Feststellung, die wir täglich im Verkehr mit schweizerischen Arbeitnehmerkreisen machen: 40% der Befragten sprechen sich für die Initiative, 46% dagegen aus, während 14% noch unentschieden sind.

Ziel des Gegenvorschlages soll es auch sein, nicht nur die Initiative zu verwerfen, sondern im Gegensatz zur Abstimmung vom 7. Juni 1970 auch ein Stimmenverhältnis zu erwirken, das eine unzweideutige Lage schafft, den radikalen Ueberfremdungsgegnern einen schweren Schlag versetzt und die Kreise, die bereit sind, neue Ueberfremdungsinitiativen zu ergreifen, entweder zu befriedigen oder zu entmutigen.

In letzter Zeit mehren sich die Stimmen aus verschiedenen Teilen der Bevölkerung, die einen Uebergang zu einer neuen qualitativen Ausländerpolitik fordern, welche die Probleme nicht nur unter wirtschaftlichen und zahlenmässigen Aspekten, sondern umfassend und unter vorwiegend menschlichen und sozialen Aspekten regeln soll.

Nicht zuletzt möchte ich den Regierungsparteien in Erinnerung rufen, dass die «verfassungsrechtliche Neuordnung des Ausländerrechts» unter den Legislaturzielen 1971 bis 1975 ausdrücklich erwähnt wird.

Es ist unsere Aufgabe als Politiker, diesen Uebergang von der reaktiven zur aktiven, von der quantitativen zur qualitativen, von der bürokratischen zur menschlichen Ausländerpolitik herbeizuführen. Wenn wir dazu nicht den Mut aufbringen, wenn wir noch länger die Offensive den sogenannten Ueberfremdungsgegnern, also den negativ gesinnten Kräften überlassen, wenn wir mit leeren Händen vor das Volk treten, dann wird unsere Chance im Abstimmungskampf gering sein.

Da die Initiative der Nationalen Aktion auf der Stufe der Verfassung abgefasst wurde, kann ein Gegenvorschlag nur auf der gleichen Ebene konzipiert werden. Gegenvorschläge auf anderen Ebenen, sei es in Form gesetzlicher Regelungen oder politischer Erklärungen – über die man geteilter Meinung sein kann – sind weder politisch noch rechtlich gleichwertig.

Eine Neuordnung der Ausländerpolitik auf Verfassungsebene muss jedoch ausgewogen sein und den verschiedenen berechtigten Interessen auf diesem Gebiet Rechnung

tragen. Ein Verfassungsartikel sollte sich zudem auf Grundsätze beschränken.

Als Grundsätze in diesem Sinne möchte ich folgende Gedanken für einen Gegenvorschlag des Bundesrates vorbringen:

1. Der Bund sorgt dafür, dass die Zahl der in der Schweiz wohnhaften ausländischen Niedergelassenen und Aufenthalter, unter Berücksichtigung der Gesamtinteressen des Landes und seiner Bevölkerung, in einem ausgewogenen Verhältnis mit der schweizerischen Wohnbevölkerung gehalten wird.

Die Kriterien und eventuellen Grenzen dieses Verhältnisses sollen in einer Uebergangsbestimmung der Verfassung festgelegt werden. Das ist notwendig, um den Gegenvorschlag mit der entsprechenden Substanz zu versehen. Ob eine gesetzliche Regelung oder eine blosser politische Erklärung ausreicht, ist eine Frage, über die ich mich im Moment nicht aussprechen möchte.

Selbstverständlich sollen bei der Festlegung des Verhältnisses zwischen schweizerischer und ausländischer Bevölkerung bestimmte Kategorien (wie politische Flüchtlinge, Dozenten und Studenten, Kranke in Spitälern, diplomatische Vertreter und Funktionäre internationaler Organisationen) ausdrücklich ausgeklammert werden. Dem Bundesrat soll die Kompetenz erteilt werden, weitere Ausländerkategorien auszuschliessen, die volkswichtige Dienste leisten.

2. In einer weiteren Verfassungsbestimmung soll der Grundsatz festgelegt werden, dass die Beschäftigung von nicht niedergelassenen ausländischen Arbeitnehmern bei gleichwertigen Qualifikationen die Vollbeschäftigung der ansässigen Arbeitnehmer voraussetzt.

3. Die Freizügigkeit und die menschliche, soziale und wirtschaftliche Gleichbehandlung der ausländischen Arbeitnehmer soll auch Gegenstand einer Verfassungsbestimmung sein, wobei die berufliche Freizügigkeit durch die Gesetzgebung vorübergehend begrenzt werden kann.

4. Durch eine entsprechende Bestimmung in der Verfassung soll schliesslich dem Bundesrat der Auftrag erteilt werden, unter Respektierung der Persönlichkeit der Ausländer geeignete Massnahmen zu treffen zur Förderung des harmonischen Zusammenlebens zwischen schweizerischer und ausländischer Bevölkerung sowie der Eingliederung der Ausländer in die schweizerischen Lebensverhältnisse.

Diese Prinzipien, die sicher verfassungswürdig sind – jedenfalls substantieller als der heutige Artikel 69ter –, berücksichtigen wichtige Komponenten der Initiative der Republikanischen Bewegung sowie der Katholischen Arbeiterbewegung (KAB) und können, wenn sie in einen Gegenvorschlag aufgenommen werden, als Präventivmittel gegen die noch hängigen oder beabsichtigten Volksbegehren wirken.

Die sozialdemokratische Fraktion votiert für Eintreten, unterstützt den Verwerfungsantrag des Bundesrates, verlangt im Sinne des Minderheitsantrages I, dass der Initiative ein Gegenvorschlag gegenübergestellt wird.

Helfen Sie mit, durch einen Gegenvorschlag dem Volk endlich Gelegenheit zu verschaffen, einen positiven Entscheid in der Ausländerfrage zu treffen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen*

*Ici, le débat est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.55 Uhr*

*La séance est levée à 12 h 55*

## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.03.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	396-406
Page	
Pagina	
Ref. No	20 002 760

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Neunte Sitzung – Neuvième séance**

Mittwoch, 13. März 1974, Nachmittag

Mercredi 13 mars 1974, après-midi

15.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Muheim

11 821

**Ueberfremdung und Uebervölkerung.  
Volksbegehren****Emprise étrangère et surpeuplement.  
Initiative populaire**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 396 hiervoor — Voir page 396 ci-devant

11 879

**Motion Grolimund. Ausländerpolitik  
Politique à l'égard des étrangers**

Siehe Seite 417 hiervoor — Voir page 417 ci-devant

Jaeger-St. Gallen, Berichterstatter der Minderheit II: Die Landesring-Fraktion lehnt die Ueberfremdungsinitiative der Nationalen Aktion ab, und zwar aus denselben Gründen, wie sie von den Herren Kommissionsreferenten und den Vorsprechern dargelegt worden sind. Es handelt sich nach unserer Ansicht um einen indiskutablen Weg, das Ausländerproblem zu lösen. Die Fraktion teilt indessen die Auffassung vieler anderer Parlamentarier und vieler Mitbürger, dass es sich im Falle der Ausländerfrage um ein echtes, tiefgreifendes Problem handelt. Aus diesem Grund verlangen wir zur vorliegenden Initiative einen Gegenvorschlag, der eine Gesamtordnung des Ausländerproblems in der Schweiz zu schaffen hätte.

Ich möchte meinen Ausführungen einige zahlenmässige Fakten vorausschicken. Wir müssen uns zunächst bewusst sein, dass der Ausländerbestand in unserem Land, der 1959 noch 430 000 Menschen betrug, bis zum Jahre 1972 auf 1 228 000 Menschen angewachsen ist. Wir hatten im Jahre 1972 einen Geburtenüberschuss von 25 000 Ausländern und einen Wanderungsüberschuss von 20 000 Ausländern. Diesem Zuwachs stand eine Reduktion von 12 000 Ausländern aufgrund von Bürgerrechtswechseln gegenüber. Die Zunahme um 33 000 Jahresaufenthalter ist in einem gewissen Sinne auch für uns alarmierend, auch wenn es sich um Zahlen aus dem Jahr 1972 handelt, denn wie wir wissen hat sich die Situation seither nicht stark verändert.

Der Bundesrat setzte im Jahre 1970 die berühmte magische Grenze für ausländische Arbeitskräfte mit Jahresaufenthalt auf 603 000 fest. Es ist aber fraglich, ob dieses Versprechen auf lange Sicht eingehalten werden kann. Fraglich deshalb, weil Saisoniers nach einigen Jahren zu Jahresaufenthalten werden können, weil wir dann mit dem Nachzug der Familien zu rechnen haben, und vor allem, weil als Folge der natürlichen Bevölkerungsentwicklung eine gewisse Reproduktion der ausländischen Arbeitskräfte einsetzt. Um das Versprechen einzuhalten, wird der Bundesrat Einreisesperren verfügen müssen. Wir kennen alle seine Schwierigkeiten, den Gesamtbestand der ausländischen Wohnbevölkerung zu stabilisieren, der sich als Folge der Geburtenüberschüsse und des Familiennachzuges ergab. Immerhin müssen an die Adresse von

Herrn Oehen noch einige Dinge ins richtige Licht gerückt werden. Zunächst einmal darf mit einer Stabilisierung des Ausländerbestandes gerechnet werden, sobald sich einmal seine Altersstruktur normalisiert und derjenigen der schweizerischen Wohnbevölkerung angepasst hat. Diese Entwicklung ist, wie zahlreiche Untersuchungen zeigen, tatsächlich im Gang, denn der Geburtenüberschuss ist seit 1970 stark rückläufig, und zwar nicht nur gesamtschweizerisch, sondern auch in vielen Städten. Bis diese Stabilisierung eintritt, muss eine gewisse Uebergangszeit allerdings in Kauf genommen werden. Es gibt natürlich noch andere Gefahren, die trotz dieser Stabilisierung bestehen bleiben; ich denke an die ethnische Entmischung, an die Bildung von Ausländerreservaten. Sie kennen diese Mechanismen, und es handelt sich dabei tatsächlich um Entwicklungen, die im Auge behalten werden müssen, weil sie sehr viel zum Phänomen der Ueberfremdung beitragen.

Trotz diesen zahlenmässigen Fakten möchte ich mich auf den Standpunkt stellen, dass die Ueberfremdung nicht nur ein Problem von Zahlen und Ziffern ist. Herr Kollega Canonica hat heute morgen auch diese Feststellung gemacht, doch scheint mir, dass er trotzdem in seinen folgenden Ausführungen zu sehr in den zahlenmässigen Ueberlegungen verhaftet geblieben ist. Die zahlenmässige Ueberfremdung ist nach meiner Auffassung nur ein Aspekt; wir müssen uns aber einmal konkret die Frage stellen: Was heisst effektiv Ueberfremdung? Und da glaube ich, Ueberfremdung bedeutet viel mehr, als nur eine Folge von hohen Ausländerzahlen in unserem Land; Ueberfremdung ist nicht nur eine Funktion beispielsweise der Anzahl Kontakte von Schweizern mit Ausländern, also eine Funktion der Ausländerzahl. Ich möchte vielmehr von folgender Definition ausgehen: «Ueberfremdung findet immer dann und immer dort statt, wenn und wo sich Schweizer berechtigterweise in der Entfaltung ihrer eigenen Lebensart und in der Verwirklichung ihrer Chancen und Rechte durch die Anwesenheit von Ausländern behindert fühlen.» Diese Definition habe ich den Bemühungen der KAB um das Ausländerproblem entnommen, und ich möchte sagen, dieser Definition könnten wir uns sicher anschliessen.

Zunächst also zum Gefühl des Ueberfremdetseins als Folge der Benachteiligung: Es ist sicher symptomatisch, dass seinerzeit im Zusammenhang mit der Abstimmung über die Initiative von Herrn Kollege Schwarzenbach vor allem in den Kantonen der Innerschweiz relativ hohe befürwortende Stimmzahlen zu verzeichnen waren. Ich glaube, dass beispielsweise ein Bergbauer, wenn eine Ueberfremdungsinitiative zur Abstimmung steht, sicher nicht deshalb ja stimmt, weil er sehr viele Kontakte mit Ausländern hätte – er sieht wahrscheinlich monatelang keinen Ausländer. Sondern hier wird, vielleicht berechtigterweise, ein allgemeines Gefühl der Benachteiligung an der Ueberfremdungsfrage abreagiert. Der Bergbauer fühlt sich benachteiligt durch die grossen Agglomerationen; er hat das Gefühl, dort werde von den ausländischen Arbeitskräften am meisten profitiert. Genau gleich oder ähnlich geht es den Betagten, die angesichts der Tatsache, dass viele ihrer Probleme nicht oder zu wenig gelöst sind oder gelöst werden, ganz unbewusst die Schuld der zahlenmässigen Ueberfremdung zuschieben. Man könnte auch hier sagen, das Gefühl der Benachteiligung wird an der Ueberfremdungsfrage abreagiert. Dasselbe gilt für die Menschen der sozialen Basis, denen der Ausländerzustrom keinen beruflichen Aufstieg gebracht hat. Auch diese Mitmenschen fühlen sich benachteiligt und werden daher ihre persönlichen Probleme, ihre persönliche Problematik, am Ausländerproblem artikulieren. Daneben gibt es natürlich auch die Beeinträchtigung – wie gesagt – in der Entfaltung der eigenen Lebensart. Dieses Moment steht in einem gewissen Zusammenhang mit der Zahl der Ausländer; denn es ist tatsächlich erwiesen: Je kürzer die Aufenthaltsdauer – und damit je geringer der Assimilierungsgrad – der Ausländer in unserem Lande ist, desto stärker wird ihr An-

derssein empfunden. Das ist ganz augenfällig bei den Saisoniers.

Dasselbe gilt auch für die alleinstehenden Ausländer, die in abgeschlossenen Siedlungen leben und weniger Integrationschancen haben. Auch hier wird der Ueberfremdungseffekt stärker empfunden. Es gilt aber auch für Ausländer, die durch eine sprachliche Schranke von uns getrennt sind. Bedenken Sie nur, dass wir beispielsweise den Ueberfremdungseffekt durch Deutsche weniger empfinden, als es bei Ausländern mit anderer Muttersprache der Fall ist.

Aus diesen beiden Feststellungen ziehe ich die folgenden Schlussfolgerungen. Erstens, je ausgeglichener die regionale Wohlstandsverteilung ist und je geringer die sozialen Unterschiede sind, desto geringer wird die Ueberfremdung empfunden. Wir haben es also mit einem Problem der sozialen und regionalen Wohlfahrtsstruktur zu tun. Zweitens: Die Ueberfremdungsgefahr verringert sich nicht nur mit abnehmendem Ausländerbestand, sondern auch mit zunehmender Aufenthaltsdauer und wachsender Entfaltungsmöglichkeit der hier lebenden Ausländer.

An diesen beiden Eckpunkten müsste nach meiner Meinung eine umfassende, ganzheitlich angepackte Ausländerpolitik ansetzen. Die Initiative der Nationalen Aktion, aber auch jene der Republikaner, befasst sich nach meiner Meinung ausschliesslich mit einem dieser beiden Ueberfremdungsaspekte, nämlich mit dem zahlenmässigen. Das erkennen wir schon aus der Forderung, dass der Ausländerbestand reduziert werden soll, nach der Initiative der Nationalen Aktion auf 500 000 innerhalb von drei Jahren, nach der Initiative der Republikaner auf 564 000, nämlich auf 12,5 Prozent; allerdings wird in der republikanischen Initiative eine längere Frist eingeräumt.

Wir müssen uns klar sein, dass mit einer solchen Lösung des Ausländerproblems menschliche Härten verbunden sind, dass völkerrechtliche Folgen, vor allem aber auch wirtschaftliche Konsequenzen zu erwarten sind. Es sei hier nur auf den Effekt verwiesen, der durch eine solche Reduktion am Arbeitsmarkt ausgelöst wird, z. B. auf die Inflationsschübe, die sich aus einer solchen Verengung des Arbeitsmarktes ergeben.

Im übrigen verlangt ja, wie wir wissen, die republikanische Initiative noch eine Freigabe der Saisoniers, weil diese nach Ansicht der Initianten überfremdungsmässig nicht ins Gewicht fallen. Aber ich glaube, meine bisherigen Ausführungen haben gezeigt, dass gerade die Saisoniers überfremdungsmässig ins Gewicht fallen können.

Die bundesrätliche Ausländerpolitik stützt sich bekanntlich vorwiegend auf polizeirechtliche Vorschriften ab, und war, wie zugegeben wird, bis dahin eher defensiv. Die bundesrätliche Ausländerpolitik liess sich also eigentlich auf die – meines Erachtens falschen – Grundsätze der Ueberfremdungsparteien festnageln, indem man auch auf bundesrätlicher Seite davon ausging, dass das Ueberfremdungsphänomen eine Frage der Zahl sei, wobei die Saisoniers überfremdungsmässig weniger bedeutsam seien.

Meines Erachtens hat der Bundesrat bis jetzt das Ausländerproblem nicht in umfassender Weise zu lösen vermocht. Das Unbehagen ist nach wie vor gross. Die überfremdungspolitischen Vorstösse haben denn auch nicht abgerissen, sondern häuften und kumulierten sich im Gegenteil. Da ist nun die Frage an uns gestellt: Wird das Volk auch ohne Gegenvorschlag weiterhin in seiner Mehrheit einfach der bundesrätlichen Parole folgen und nein stimmen? Als zweites stellt sich die Frage: Werden keine weiteren Initiativen mehr folgen? Daran ist nach meiner Meinung solange zu zweifeln, als den Initiativen der Nationalen Aktion und der Republikaner vom Bundesrat kein positives, umfassendes Konzept gegenübergestellt wird, ein Konzept, das eine Gesamtordnung zur Lösung des Ausländerproblems auf lange Sicht vorsieht, das also der Ueberfremdungsgefahr Rechnung trägt und ferner gleichzeitig die Menschenrechte und sozialen Errungenschaften

unseres Zeitalters auch jenen zukommen lässt, die wir in unser Land gerufen haben, um bei uns zu arbeiten.

Damit komme ich zur Begründung unseres Minderheitsantrages, es sei der Initiative der Nationalen Aktion ein Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Ich erwarte bereits, dass nach unserer Auffassung der Bund nun eine Offensive zu ergreifen hat, was er aber nur tun kann, indem er eben eine verfassungsmässige Grundlage schafft für eine Gesamtordnung des Ausländerproblems, die versucht, die demographischen und wirtschaftlichen Aspekte in Einklang zu bringen und gleichzeitig die ökologischen, menschlichen und sozialen Aspekte der gesamten Problematik miteinzubeziehen.

Ich glaube sagen zu dürfen, dass über den Inhalt eines solchen Konzeptes ein breiter Konsensus besteht. Es wird nämlich immer wieder der Vorwurf erhoben, die Anhänger der Idee eines Gegenvorschlages seien in ihrer Meinung in bezug auf die Vorstellung einer Ausländerpolitik geteilt. Aber bereits der Motionstext der Kommission, der einstimmig angenommen worden ist, wie auch die von der KAB festgehaltenen Vorstellungen (unter Mitarbeit zahlreicher anderer Kreise) sowie die Äusserungen des Kollegen Canonica von heute morgen zeigen doch, dass eine breite Uebereinstimmung in bezug auf den Inhalt eines solchen Gegenvorschlages besteht.

Ich möchte hier noch einmal unsere Vorstellungen eines Gegenvorschlages zum Ausdruck bringen:

1. Es sollte eine qualitative Gesamtordnung für die Ausländerpolitik geschaffen werden, und zwar nicht auf Kosten der Schweizer, deren Rechte in der Ausländerpolitik berücksichtigt werden müssen. Es soll aber eine nur zahlenmässige oder nur wirtschaftliche Optik vermieden werden.
2. Bei allen Vorbehalten gegenüber dieser zahlenmässigen Ausschliesslichkeit wäre der Bundesrat dennoch zu einer konsequenten Stabilisierungspolitik zu verpflichten, welche dafür sorgt, dass die Zahl der in der Schweiz lebenden Ausländer nicht mehr ansteigt, sondern im Gegenteil nach einer gewissen Uebergangszeit allmählich reduziert wird. Dieses Ziel soll ausschliesslich durch Einreisesperren angestrebt werden. Dadurch würden Ausreisen und vor allem Einbürgerungen nicht mehr voll kompensiert.
3. Massnahmen, die den in der Schweiz lebenden Ausländern menschliche Härten bringen würden, wie etwa Ausweisungen, sind in jedem Fall zu unterlassen.
4. Die Ausländer, die unter uns leben, sollen menschlich und sozial gleich wie Schweizer behandelt werden. Die sozialen Rechte, die menschlichen Grundrechte wie auch die individuellen Freiheitsrechte dürfen den Ausländern nicht vorenthalten werden. Ausgenommen bleibt das Stimm- und Wahlrecht, soweit nicht Bestimmungen von Kantonen und Gemeinden etwas anderes vorsehen.
5. Bund, Kantone und Gemeinden haben die Ausländer in all jenen Fragen zur Mitwirkung heranzuziehen, von denen diese direkt betroffen werden.
6. Bund, Kantone und Gemeinden sollen zu Massnahmen verpflichtet werden, die den Ausländern helfen, sich in der schweizerischen Gesellschaft einzuleben.

Diese Integrationspolitik hätte sich vor allem auf die menschlichen Grundfunktionen Arbeit, Bildung und Wohnen zu konzentrieren.

Der Minderheitsantrag II unterscheidet sich vom Minderheitsantrag von Herrn Kollega Canonica lediglich dadurch, dass er noch etwas offener ist, dass er einen Gegenvorschlag auch auf Gesetzesebene (d. h. dann allerdings nicht einen formellen Gegenvorschlag) offen lassen würde. Ich möchte vorausschicken, dass ich persönlich nach wie vor der Auffassung bin, dass ein Gegenvorschlag auf verfassungsmässiger Ebene konstituiert werden müsste. Aber ich wollte eine Brücke zwischen dem Antrag Canonica und dem Antrag der Mehrheit, die auf einen Gegenvorschlag überhaupt verzichten will, bauen.

Der knappe Kommissionsentscheid von 11 : 9 Stimmen für unsere Vorstellungen für einen Antrag auf einen Gegenvorschlag hat gezeigt, dass auch hier in diesem Rate die Meinungen doch sehr, ich möchte sagen: noch sehr unklar sich herausgeschält haben. Auch hier im Rat kommt dieser Eindruck wieder auf. Es hat sich auch in der Öffentlichkeit gezeigt, dass zahlreiche Institutionen sich für einen Gegenvorschlag geäußert haben. Ich denke da beispielsweise an die Gewerkschaften, auch an einzelne Fraktionen, die sich in Fraktionserklärungen vernehmen liessen, aber auch an das Präsidium der CVP, das sich ebenfalls für einen Gegenvorschlag ausgesprochen hat.

Ein weiteres Argument, das für den Gegenvorschlag spricht, sind diese Initiativen, die vorliegen. (**Präsident:** Die Redezeit des Herrn Jaeger wäre eigentlich abgelaufen. Ich beantrage Ihnen aber, eine Verlängerung vorzunehmen, da Herr Jaeger einerseits Fraktionssprecher ist, andererseits gleichzeitig den Minderheitsantrag vertritt. Er muss dann nicht zweimal das Wort verlangen, und wir haben insgesamt doch eine Zeitersparnis. Sind Sie so einverstanden? Es scheint das der Fall zu sein. Herr Jaeger kann weiterfahren.) Ich möchte Ihnen, Herr Präsident, danken für dieses Entgegenkommen. Ich möchte aber trotzdem Ihre Zeit nach Möglichkeit nicht mehr lange in Anspruch nehmen.

Sie haben also vier Ueberfremdungsinitiativen, Sie haben eine parlamentarische Initiative, zwei weitere Initiativen stehen in Aussicht. Es wurde heute morgen von einem Initiativen-Basar gesprochen. Ich glaube, es ist nicht ganz objektiv, wenn man nun einfach in derart despektierlicher Manier von einem Initiativen-Salat spricht. In der grossen Zahl von Initiativen kommt doch immerhin ein gewisses Unbehagen zum Ausdruck. Ich meine, in dieser Situation gibt es für eine Regierung, die die Stimme des Volkes hören möchte, nur eine Möglichkeit. Statt zu reagieren, sollte sie positiv agieren, d. h. aus der Defensive heraustreten und die Führung übernehmen. Diesen Führungsanspruch wird der Bundesrat indessen nur mit einem Gegenvorschlag glaubwürdig unter Beweis stellen können. Denn alles andere, wenn es noch so gut gemeint ist, wird von der Öffentlichkeit einfach nicht oder zu wenig zur Kenntnis genommen. Ein solches Vorgehen hätte zusätzlich den Vorteil, dass dem Stimmbürger endlich eine Alternative zur Ausländerpolitik der Ueberfremdungsparteien präsentiert würde. Einfach nur nein zu stimmen, wird nämlich trotz den vielleicht überrissenen Forderungen der Nationalen Aktion vielen Bürgern immer schwerer fallen. Was noch wichtiger ist: Sobald die Ausländerfrage einmal auf Verfassungsebene geregelt sein wird, müsste der Reigen der Anti-Ueberfremdungsvorstösse abbrechen, weil dann diese Anti-Ueberfremdungsvorstösse meines Erachtens mit der Zeit einfach lächerlich würden. Der Bundesrat könnte sich auf diese Weise sehr viel an Vertrauen zurückholen, und dieser vielgehörte Reim würde dann sicher weniger im Lande herum schallen, nämlich: Die in Bern machen ja doch nur, was sie wollen.

Warum nun eine Verfassungsbestimmung? Die Ueberfremdungsinitiativen wollen, wie erwähnt, eine verfassungsmässige Grundlage für die schweizerische Ausländerpolitik. In diesem Punkt bin ich mit Ihnen einverstanden. Ich vertrete nämlich auch die Auffassung, dass die Ausländerfrage in unserem Lande in der Tat ein echtes, ein tiefführendes und alle Volkskreise, Schweizer wie Ausländer, tangierendes Problem darstellt, und es muss deshalb als unbefriedigend erscheinen, dass diese Frage nicht im Rahmen einer Gesamtordnung auf Verfassungsebene gelöst wird. In anderen Fragen, wie beispielsweise auf dem Gebiete der Fiskalpolitik, der Sozialversicherung, sind wir auch bereit, Prozentzahlen sogar in die Verfassung hineinzunehmen, bis auf die Kommastelle hinaus. In der Frage der Mitbestimmung möchten wir alle möglichen Schranken bereits in der Verfassung ordnen, und ich glaube, das Argument, dass eben die Lösung des Ausländerproblems nicht verfassungsreif sei, kann nicht ziehen.

Wenn man uns vorwirft, wir würden in Taktik machen, und es sei eine gewisse Angstpsychose dabei, dann möchte ich mich entschieden wehren, denn die gleichen Leute, die sagen, wir dürfen jetzt nicht aus taktischen Gründen der Initiative der Nationalen Aktion einen Gegenvorschlag gegenüberstellen, die reden bereits heute davon, dass der Initiative von Herrn Kollega Schwarzenbach ein Gegenvorschlag auf Verfassungsebene gegenüberzustellen sei, wenn sie zur Behandlung käme. Ich glaube, das ist Taktik, und ich meine, es wäre jetzt der Zeitpunkt gekommen, die Gelegenheit wahrzunehmen, der Initiative der Nationalen Aktion eine klare Alternative gegenüberzustellen. Die Umfrage von Iso-Public, wie sie heute von Herrn Canonica zitiert worden ist, hat uns hoffentlich in diesem Punkt doch etwas die Augen geöffnet.

Ich muss sagen, dass ich inhaltlich mit der Motion, wie sie von der Kommission formuliert worden ist, einverstanden bin. Aber, wie gesagt, auch diese Motion könnte falsch verstanden werden, denn viele ausserhalb unseres Rates sagen bereits heute, dass diese Motion nichts anderes als eine Alibiübung sei, und wir wollen schliesslich keine Alibiübung machen. Ich bitte Sie daher, im Namen unserer Fraktion, dem Antrag Canonica zuzustimmen und eventuell den Antrag der Minderheit II zu unterstützen. Es geht also nicht darum, dass ich hier mit Herrn Canonica in ein Konkurrenzverhältnis treten möchte, sondern wir möchten eine Brücke bauen. Ich möchte Sie alle bitten, sich den Entscheid sehr gut zu überlegen, auch wenn das Plädoyer von Herrn Bundesrat Furgler noch so brillant ausfallen wird.

**Sauser:** Ich habe darum gebeten, nach Herrn Jaeger sprechen zu können – darum die Umkehrung der Reihenfolge auf der Rednerliste –, weil es mir logisch schien, dass zuerst alle Vertreter eines Minderheitsantrages zum Wort kommen sollten.

Es ist eher ungewöhnlich, dass eine Volksinitiative, noch dazu eine mit einem neuen, formulierten Verfassungsartikel, schon nach fünf Vierteljahren zur parlamentarischen Behandlung kommt. Ich weiss nicht recht, welchem Umstand wir diese ungewohnte Eile zu verdanken haben. Denkbar wäre es, dass der Bundesrat mit der Volksabstimmung nicht in die Nähe der Nationalratswahlen vom Herbst 1975 kommen wollte. Es ist aber auch möglich, dass die sogenannte dritte Ueberfremdungsinitiative rasch vom Tisch des Parlamentes weggebracht werden soll, weil hinter ihr schon eine vierte soeben eingereicht worden ist und eine fünfte angekündigt wurde. Beide werden sich mit der gleichen Materie befassen, wenn auch nicht in der genau gleichen Richtung.

An und für sich ist es zu loben, dass der Bundesrat die dreijährige Frist für die Behandlung eines derartigen Volksbegehrens nicht in jedem Falle ausnützt, wenn eine raschere Erledigung möglich zu sein scheint. Auf die Folgen der Annahme der Initiative der Nationalen Aktion, die ja leider keine Rückzugsklausel aufweist, ist von den Referenten schon hinlänglich hingewiesen worden. Die Auswirkungen eines positiven Volksentscheides können ohne Uebertreibung als katastrophal bezeichnet werden. Die im Initiativtext genannten Fristen für den Vollzug des Volksbegehrens im Falle der Annahme könnten wohl trotz einer speditiven Behandlung durch den Bundesrat unmöglich eingehalten werden. Kollege Oehen hat uns zwar in der Kommission auf den Weg des dringlichen Bundesbeschlusses verwiesen, falls es sich zeigen sollte, dass gewisse Forderungen des neuen Verfassungsartikel nicht fristgerecht realisiert werden könnten. Wenn man aber sieht, dass ein Volksbegehren erstens nicht innerhalb der gesetzten Termine, zweitens nicht ohne schwerwiegende Schäden für unsere Wirtschaft und drittens mit nur sehr unerwünschten Auswirkungen auf das Ansehen unseres Landes und auf das Schicksal unserer Landsleute im Ausland in die Tat umgesetzt werden könnte, so ist es zweifellos besser, sich auf ein solches Experiment gar nicht erst

einzulassen. Dass der Bundesrat mit allem Nachdruck erklärt, seine Stabilisierungspolitik konsequent fortsetzen zu wollen, und zwar nicht mehr bloss hinsichtlich der erwerbstätigen Ausländer, sondern auch in bezug auf die ausländische Wohnbevölkerung, verdient Unterstützung. Die Folgen für unsere Volkswirtschaft sind zwar teilweise hart. Die geplanten Massnahmen sind aber aus staatspolitischen Gründen unumgänglich.

Die liberale und evangelische Fraktion wird deshalb für Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates und für die Verwerfung des Volksbegehrens stimmen. Ueber die Notwendigkeit eines Gegenvorschlages gehen jedoch unsere Auffassungen auseinander. Nachdem die beiden Minderheitsanträge nun im Rahmen der Eintretensdebatte behandelt werden, äussere ich mich dazu gleich anschliessend, jedoch nicht mehr im Namen der Fraktion, sondern persönlich.

Wie der Fahne zu entnehmen ist, habe ich den Antrag der Minderheit II unterzeichnet, für die soeben Herr Jaeger gesprochen hat. Der Entschluss dazu ist mir nicht leicht gefallen. Ich war ursprünglich auch der Meinung, die Initiative der Nationalen Aktion sei so unmöglich und überbordend in ihrer Zielsetzung, dass nur eine glatte Ablehnung in Frage kommen könne. Seither habe ich etwas Meinungsforschung in meiner privaten und beruflichen Umgebung betrieben. Ich musste dabei zur Erkenntnis gelangen, dass die Stimmung in der deutschen Schweiz – diejenige im Welschland und im Tessin kann ich weniger beurteilen – ungefähr so ist, wie sie soeben in der bereits zitierten Umfrage der «Weltwoche» zum Ausdruck gekommen ist. Ich musste ferner feststellen, dass Funktionäre von Gewerkschaften und Angestelltenverbänden rundheraus erklärten, bei der nach unserem Kollegen Schwarzenbach benannten Initiative hätte sie noch ihren Leuten empfohlen, nein zu stimmen, diesmal würden sie das nicht mehr tun, denn sie hätten von den Anödereien und den Mitgliederverlusten vom Jahre 1970 immer noch die Nase voll.

Ich habe volles Verständnis für die schwierige Lage, in der sich unsere Gewerkschaften und Angestelltenverbände bei der dritten Ueberfremdungsinitiative befinden. Ich meine auch, wir hätten kein Interesse daran, ihnen ihre Arbeit mehr als nötig zu erschweren und eventuell neue Austritte von schweizerischen Mitgliedern zu provozieren. Unsere Gewerkschaften sind – wenigstens die meisten von ihnen – viel vernünftiger Gesprächspartner als ihre Schwesterorganisationen in einigen anderen europäischen Ländern. Ihr Ruf nach einem Gegenvorschlag, den sie ihren Mitgliedern zur Annahme empfehlen können, muss deshalb ernst genommen werden.

Ich muss zugeben, dass keine rechtliche Notwendigkeit besteht, neue Normen auf der Verfassungsebene über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer aufzustellen, da dem Bundesrat jetzt schon die nötigen Kompetenzen zustehen. Dagegen muss dringend gefragt werden, ob nicht aus politischen und psychologischen Gründen dem Stimmbürger eine Alternative vorgelegt werden sollte. Sie müsste keineswegs dem Volksbegehren, das ohnehin keine Rückzugsklausel aufweist, gewissermassen im Sinne eines eidgenössischen Kompromisses, auf halbem Wege entgegenkommen. Vielmehr sollte versucht werden, in diesem Gegenvorschlag diejenigen Ziele zum Ausdruck zu bringen, die der Bundesrat auch in der Botschaft dargelegt hat. Obschon ich es persönlich lieber sehen würde – offenbar auch Kollege Jaeger –, wenn eine solche Alternativlösung auf der Verfassungsebene angeboten werden könnte, wäre ich eventuell auch mit einer Gesetzesrevision zufrieden. Ich habe deshalb den Minderheitsantrag II und nicht denjenigen des Herrn Canonica unterzeichnet, weil er dem Bundesrat mehr Bewegungsfreiheit lässt. Sollte der Bundesrat im Falle der Annahme des Minderheitsantrages II zum Schluss kommen, er wolle nach wie vor von einem neuen Verfassungsartikel absehen, dafür aber beispielsweise das Bundesgesetz über Aufenthalt und Nieder-

lassung der Ausländer, das sogenannte ANAG, sofort revidieren, so wäre das immerhin noch wesentlich besser als gar nichts. Nur müsste diese Revision bis zur Volksabstimmung über die Initiative parlamentarisch abgeschlossen sein. Wir hätten dann etwa die gleiche Situation wie bei der Waffenausfuhrinitiative, wo als Alternative ein vom Parlament bereits gutgeheissenes Gesetz bereitstand. Bringen wir im vorliegenden Falle gar keine Alternative, so betreiben wir nach meiner Auffassung ein gefährliches Vabanque-Spiel. Darauf sollten wir es nicht ankommen lassen. Ich möchte Sie deshalb dringend bitten, den Minderheitsantrag II, eventuell auch den Antrag von Herrn Canonica zum Beschluss zu erheben.

**Rüegg:** Die freisinnige Fraktion ist der Auffassung, die Initiative der Nationalen Aktion sei ohne Gegenvorschlag Volk und Ständen zur Verwerfung zu unterbreiten. Der Bund hat in Artikel 69ter eine ausreichende Verfassungsgrundlage zur Regelung der Ausländerpolitik. Es kann sich also nur darum handeln, das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer zu revidieren, wozu Herr Bundesrat Furgler seine Bereitschaft erklärt hat. Bei dieser Revision müssen wir dann aber über Zahlen sprechen und können nicht nur mit dem verschwommenen Begriff einer qualitativ besseren Ausländerpolitik operieren, auch wenn Ueberfremdung – wie richtig bemerkt wurde – nicht ein reines Zahlenproblem darstellt.

Die Initianten tun heute so, als ob der Bundesrat seit der Abstimmung über die zweite Initiative überhaupt nichts vorgekehrt hätte. Man darf immerhin darauf verweisen, dass er durch die seit 1970 erlassenen Bundesbeschlüsse sehr einschneidende Massnahmen verfügt hat. Er hat die Zahl der Niedergelassenen und der Jahresaufenthalter stabilisiert, und er hat auch die Saisoniers und Grenzgänger in den Griff bekommen. Es ist nun richtig, dass er in einer kommenden Phase anstrebt, die ausländische Wohnbevölkerung zu stabilisieren, aber auch das wird nur möglich sein, wenn die Ausländer, die das Schweizerbürgerrecht erwerben oder Ausländerinnen, die zufolge Heirat Schweizerinnen werden, nicht mehr ersetzt werden dürfen. Mit anderen Worten: Die bisherigen kantonalen Kontingente fallen dahin, und weitere Kategorien müssen den Begrenzungs Vorschriften unterstellt werden.

Der Bundesrat hat also die in den Richtlinien der Regierungspolitik für die Legislaturperiode 1971–1975 abgegebenen Versprechungen voll und ganz erfüllt. Mit Ausnahme der Initianten und der ihnen nahestehenden Kreise sind wir uns wohl einig, dass die Initiative abgelehnt werden muss. Sie ist politisch und rechtlich nicht durchführbar, sie führt zu nicht verantwortbaren menschlichen und sozialen Härten, und sie zwingt unseren Rechtsstaat, vertragliche Abmachungen mit anderen Staaten zu verletzen. Zudem müsste bei Annahme innert kurzer Frist ein Strukturwandel erfolgen, der zu einer Katastrophe führen müsste. Will das Schweizervolk wirklich diesen falschen Propheten – wie sie Herr Bundesrat Furgler mit Recht bezeichnet hat – folgen und alles, was wir in der Nachkriegszeit aufgebaut haben, mit einem Schlag zerstören? Will es wirklich nahezu 540 000 Menschen im Zeitraum von drei Jahren, wenn nötig mit Polizeigewalt, über unsere Grenzen abschieben und sich den Hass der gesamten zivilisierten Welt aufladen, einen Hass, der ohne Zweifel zu Retorsionsmassnahmen gegenüber unseren Auslandschweizern führen müsste? Die unheilvollen Konsequenzen einer Annahme der Initiative sind derart offenkundig, dass sie jeder, der die Dinge realistisch betrachtet, sehen muss. Ich traue einer Mehrheit des Schweizervolkes zu, dass sie sich gegen die abenteuerliche Politik wendet, um so mehr, als ja der Bundesrat im Begriffe ist, die ausländische Wohnbevölkerung zu stabilisieren.

Es wäre falsch, in dieser so heiklen Frage ohne Kenntnis aller Fakten einen Gegenvorschlag zu entwerfen, und es wäre meines Erachtens aber ebenso falsch, eine Entscheidung ins Jahr 1976 zu verschieben. Die Nationale Aktion



will einen massiven Abbau, und sie will auch die Konfrontation; das geht schon daraus hervor, dass die Initiative keine Rückzugsklausel besitzt. Der Bundesrat handelt deshalb meines Erachtens folgerichtig, wenn er empfiehlt, ohne Gegenvorschlag zum Kampf anzutreten, um die nötige Flurbereinigung vorzunehmen.

Nun noch einige persönliche Bemerkungen, Herr Kollega Oehen. Als ich in der Kommission Ihre ökologische Seminararbeit anhören durfte, ist mir so richtig bewusst geworden, wieviel leichter es ist, als Nationalrat Emotionen zu wecken und Unzufriedenheit zu sammeln, als in der Wirtschaft Verantwortung zu tragen. Die Ueberfremdung ist für jeden verantwortungsbewussten Unternehmer ein ernst zu nehmendes Problem; es gibt aber, Herr Kollega Oehen, zurzeit in unserer sehr komplexen Wirtschaft noch weitere Probleme, die uns schwere Sorgen bereiten. Ich habe als Leiter eines Familienunternehmens schon Anfang der sechziger Jahre, als die Arbeitgeberverbände zum Masshalten aufrufen, die Belegschaft von über 700 Mitarbeitern auf 600 reduziert, unsere Tochtergesellschaft in Italien ausgebaut und ein Zweigwerk in Süddeutschland errichtet. Ich habe mich also, wenn Sie so wollen, «oehenkonform» verhalten.

Wenn wir heute die für die Führung der Gruppe wichtigsten Elemente – Produktenentwicklung, Planung, Verkauf – in der Schweiz behalten wollen, braucht es ein Minimum an Produktionskapazität auch in unserem Lande. Wir können die enormen Aufwendungen nicht allein durch Entschädigungen für Know-how durch Verkaufsprovisionen und Lizenzeinnahmen decken. Diese Feststellung gilt nicht nur für mein Unternehmen, sie gilt für fast alle schweizerischen Unternehmungen. Ich glaube, unser Land kann nicht nur Dienstleistungen anbieten, es muss auch in unserem Lande produziert werden. Ob es gelingt, in den nächsten Jahren durch Mechanisierung und Automatisierung weitere Arbeitskräfte einzusparen, ist selbst für den einzelnen Unternehmer sehr schwierig zu beurteilen. Langfristig ist dies meines Erachtens durchaus möglich. Eines ist gewiss: Wir dürfen nicht auf Wachstum null sinken, wenn wir nicht unser ganzes Sozialsystem gefährden und schwere soziale Spannungen in Kauf nehmen wollen. Wir müssen auch dafür sorgen, dass der Strukturwandel nicht Formen annimmt, die wir nicht mehr beherrschen können. Ich möchte Ihnen, Herr Kollega Oehen, empfehlen, einmal Ihre umfangreiche Literatur über Oekologie beiseite zu legen und darüber nachzudenken, ob Sie die Verantwortung für diese Rosskur, die Sie dem Schweizervolk und vielen Menschen anderer Nationalitäten zumuten, wirklich übernehmen können.

Ich möchte dem Bundesrat für den ausgezeichneten Bericht danken, den er uns vorgelegt hat, und ich möchte Ihnen empfehlen, dem Mehrheitsantrag der Kommission zuzustimmen.

**M. Vincent:** Il paraît, nous l'avons appris ce matin, que M. Oehen n'aime pas les adjectifs. Nous allons pourtant lui en rappeler quelques-uns par lesquels nous avons titré notre premier article et notre premier commentaire sur l'initiative lancée par son groupe. Nous l'avons titrée ainsi: «inhumaine, stupide, suicidaire». Et nous ne sommes pas les seuls à avoir prononcé ces mots et ce jugement, parce qu'en même temps que quelques mots et quelques adjectifs c'est un jugement. Nous avons dit déjà quelque chose d'analogue, il y a trois ans, à propos de l'initiative n°2 – puisqu'on en est à les numéroter – celle de M. Schwarzenbach. Celle-ci est pire, s'il se peut.

Reprenons ses termes et reprenons ce jugement. Elle est inhumaine d'abord. Il ne sert sans doute à rien de tenter de l'expliquer à M. Oehen, parce qu'il est probablement imperméable à tout raisonnement. Ni les raisons de la raison ni celles du cœur ne peuvent l'atteindre ou convaincre, qu'il est inadmissible, impensable et inhumain de vouloir chasser en trois ans plus d'un demi-million d'étrangers, leurs femmes, leurs enfants, les arracher à leur tra-

vail, à leur gagne-pain, à leur foyer, arracher leurs enfants à ces écoles que patiemment ils suivent et où ils se distinguent par leurs qualités, leur zèle et leur ardeur à l'étude, comme nous avons eu l'occasion de le remarquer. Non rien.

Rien de tout cela ne peut compter aux yeux des initiants qui partent de considérations si élémentaires, si viscérales qu'elles échappent encore une fois à tout raisonnement. On s'en prend à «eux», c'est-à-dire aux étrangers. «Ils» sont trop nombreux, «ils» prennent trop de place, «ils» sont trop bruyants, «ils» ne sont pas comme nous (ça c'est l'argument décisif!), «ils» vivent dans nos logements (même – remarquez-le – quand «ils» les ont construits!), «ils» occupent nos hôpitaux (même quand ils sont malades ou accidentés du travail, comme ça arrive souvent), «ils» parlent mal nos langues et encore plus mal nos dialectes, ils travaillent mal ou ils travaillent trop, au choix!

Et puis il y a «nous» de l'autre côté. «Nous» ne sommes plus les mêmes, «nous» ne parvenons pas à les assimiler, «nous» ne les intégrons pas, «nous» ne sommes plus entre nous! Tout ça sous l'étiquette «Volk und Heimat», ce qui nous fait résonner dans l'esprit une petite musique du temps des fronts. Hélas! je le répète, il ne sert à rien de vouloir s'expliquer sur ce premier point d'essayer de faire comprendre et entendre à ceux qui ont lancé cette initiative qu'elle est inhumaine. Nous ne pouvons que rester confus, un peu couverts de honte, mais aussi impuissants devant cette inhumanité foncière, cet égoïsme forcené que le mot national n'embellit pas et n'ennoblit pas, impuissants devant ce que Gustave Flaubert appelait «la bêtise au front de taureau». Passons donc puisqu'on ne peut ni raisonner ni convaincre, quand il y a à la fois démission de la raison et du cœur.

Secondement, l'initiative est stupide. Nous l'avons dit parce que, sous prétexte de protéger les travailleurs suisses, de les privilégier, on leur nuit. On leur nuit gravement et peut-être risque-t-on de leur nuire mortellement car on ne peut pas diviser, on ne peut pas trancher, on ne peut pas retrancher dans les ateliers, dans les divisions de l'industrie, enlever et expulser littéralement des centaines, des milliers, des dizaines de milliers de travailleurs étrangers sans désorganiser gravement et souvent paralyser la production et l'entreprise elle-même. N'importe qui vous le dira, vous le confirmera.

M. Oehen et les initiants en sont-ils conscients? Oui, ils le sont dans beaucoup de cas, et je vous en donnerai des exemples. Deux mots sur notre canton: on a dit qu'on faisait une exception. Merci pour cette faveur! On déclare qu'à Genève la proportion d'étrangers pourra aller jusqu'à 25 pour cent au lieu de 12. L'effet pratique, quand on regarde le taux combiné de la population totale, c'est que sur 114 000 étrangers, on devrait en chasser 67 100 rien qu'à Genève, dans un seul canton. Ce qui équivaldrait à une véritable catastrophe économique.

Troisièmement, nous avons dit et nous répétons que l'initiative est suicidaire. Le mot est-il trop fort? Est-ce qu'il est outrancier ou est-ce qu'il est injurieux? Pas du tout. Aux dernières élections vaudoises, un représentant de l'Action nationale était questionné sur ce point par celui qui l'interviewait à l'émission de télévision et qui lui faisait remarquer que, selon les pronostics de la Chambre de commerce vaudoise, l'activité générale industrielle et autre du canton se verrait amputée de 37 pour cent de son volume. A quoi le représentant de l'Action nationale a répondu: «Pourquoi pas? J'admets cette évaluation. C'est bien possible et ce sera de toute manière une bénédiction.» Quand on est ainsi prêt à revenir au XIXe siècle, il est évident qu'on accepte aisément un recul de vingt ou de vingt-cinq ans, sans se demander ce que cela représenterait – non pas seulement pour la production prise en soi – mais pour le niveau de vie et, disons-le aussi en passant, pour les assurances sociales, pour le progrès social, pour le mieux-être et pour ce que certains appel-

lent volontiers la qualité de la vie, d'ailleurs sans jamais la définir, plus on en parle moins on la définit.

Il faut reconnaître qu'il y a une espèce d'implacable logique suicidaire dans ce qu'on nous suggère: le retour à la vie simple, à la frugalité, à l'exemple des anciens pour ne pas remonter aux aïeux. On peut dire que c'est très logiquement que M. Oehen demande simultanément qu'on chasse plus d'un demi-million d'étrangers, qu'on ne construise pas d'usines nucléaires, qu'on réduise massivement la demande et les besoins d'énergie pour revenir à l'âge de la simplicité, de la tranquillité, de toutes les quiétudes et pour tout dire au bon vieux temps!

Est-ce que tout cela signifie qu'il n'y ait pas de problèmes? Non, il y a un problème. D'ailleurs, remarquez-le, il y a toujours eu un problème de surpopulation étrangère. La Suisse en a déjà connu, elle s'en est accommodée, elle a survécu. On a cité ce qui se passait en 1900. Si vous voulez remonter plus loin, à Genève sous Calvin, les Français étaient «encombrants». C'est vrai qu'ils étaient encombrants parce qu'il y en avait un qui s'appelait Calvin, un autre qui s'appelait Farel et le troisième Théodore de Bèze. Alors ils tenaient beaucoup de place dans la République. Et à ce moment-là, ces damnés Français avaient tous les défauts, tout ce qui arrivait de fâcheux leur était imputable. Il y a même les évêques français, la commission épiscopale le faisait remarquer l'autre jour: Mgr André Rousset rappelait que Jésus avait souffert du dédain des gens de Judée pour ceux de Galilée et qu'on l'avait insulté en le traitant de Samaritain.

Vous avez d'augustes aïeux et d'augustes exemples, vous le voyez, très lointains!

Quand même, il est vrai que plus d'un million d'étrangers, sur une population totale de 6 millions, c'est plus que partout ailleurs et ça explique bien des choses. Ça explique bien des choses sans doute parce que les Suisses ne sont ni meilleurs ni pires que les autres. Il n'y a pas qu'un seul problème donc, il y en a plusieurs: Il faut stabiliser le nombre de la main-d'œuvre étrangère, progressivement la réduire, sans mesures drastiques et inhumaines, assurer le plein emploi à tous, qu'ils soient Suisses ou étrangers, assurer un toit pour tous, une école pour tous les enfants, un lit d'hôpital pour tous les malades et tous les accidentés, toutes choses qui auraient dû être faites depuis longtemps sans de coupables négligences du patronat, du gouvernement et même aussi quelquefois des syndicats.

Je passe sous silence la proposition de M. Reich, son initiative personnelle, humaine, humanitaire, humaniste et tout ce qu'on voudra. Il faut le féliciter de son évolution. Du reste elle se poursuit puisque, alors qu'il pensait trier entre les ouvriers étrangers; réserver les uns aux services de santé, aux foyers, aux maisons de retraite, à la voirie, à l'agriculture, à l'hôtellerie, aux services domestiques – c'est-à-dire tout ce que les Suisses ne veulent pas faire ou ne veulent plus faire – et qu'il entendait réserver les autres à la grande industrie, à l'exclusion des petits patrons, des entreprises moyennes non concurrentielles, il a été semblé-t-il rappelé à l'ordre, peut-être par le pointeur de sa fraction. Celui-ci lui a indiqué que cette attitude ne paraissait pas très humanitaire ni très intelligente du point de vue politique et il a dû rectifier sur ce conseil et renoncer à s'en prendre aux petits patrons. Passons sur ce point.

Alors, dernière question et la plus embarrassante. Elle est embarrassante pour nous aussi. Et elle a donné lieu chez nous, dans nos rangs, à beaucoup d'hésitations (même si ces rangs ne sont pas très étendus...): Quel est le meilleur moyen de repousser et de faire repousser cette initiative inhumaine, stupide et suicidaire? Est-ce que c'est de demander simplement au peuple de répondre «non»? Ou de lui soumettre un choix, un contre-projet constitutionnel ou alors autre chose? Mais quelle autre chose? Une motion, une loi, des promesses? C'est très difficile à définir. Nous sommes embarrassés parce qu'il nous déplaît profondément d'inscrire une disposition ad hoc dans la constitu-

tion. On va fêter bientôt son 100e anniversaire, au mois de juin. Si l'on y inscrit une disposition de cette nature quelle qu'elle soit, on concédera quelque chose à cet état d'esprit détestable et condamnable. Est-ce que cela peut se justifier ou plus simplement est-ce que c'est nécessaire? Nous avons beaucoup hésité à nous prononcer je le répète et vraiment en conscience, en toute conscience, la décision est très difficile à prendre. C'est le même dilemme que nous avons, lundi dernier, pour la coopération au développement.

Mais alors, je voudrais vous demander, mes chers collègues, pour quoi que ce soit qu'on se décide finalement, de grâce qu'on n'aille pas tracer une frontière entre ceux qui soi-disant demeureraient durs et purs, c'est-à-dire partisans du «oui» ou du «non» sans ambages, et puis les autres qu'on tiendrait pour les faibles ou pour des opportunistes. Ce n'est pas simple. Certains journalistes sont allés jusqu'à parler de «lâcheté». Bien entendu, de la lâcheté des autres... Et le mot a été prononcé. Eh bien! voyez-vous, il n'y a pas d'un côté les belles âmes, les cœurs purs, les héros, ceux qui sont sûrs d'eux-mêmes, ceux qui sont sûrs du peuple, et ceux qui sont sûrs de leur influence dans le peuple – ce qui est encore une autre chose.

Disons aussi à tous ceux qui témoignent ainsi d'une entière, remarquable et touchante vénération pour les droits populaires et pour la démocratie, que nous souhaiterions qu'ils mènent les mêmes campagnes et qu'ils montrent la même conviction et la même force de conviction et qu'ils aient le même respect des droits du peuple quand il s'agit des crédits militaires, par exemple.

Il est trop facile, voyez-vous, de proclamer qu'on ne craint pas le verdict populaire. Non, nous ne le craignons pas non plus et, souvent déjà, nous avons fait la preuve que nous sommes capables de lutter contre le courant quand un courant est déraisonnable, irraisonnable, détestable ou haïssable. De toute manière nous le ferons et, remarquez-le, nous le ferons là où c'est le plus difficile, c'est-à-dire dans les masses populaires et dans les masses ouvrières. Il n'y a pas dans cette remarque l'ombre d'un mépris, c'est une pure constatation. Car s'il y a un problème et s'il y a des problèmes, ils ne se posent pas dans les beaux quartiers, comme disait Aragon. Ils se posent dans les usines, dans les entreprises, dans les faubourgs, dans les écoles surchargées et jusque dans les corridors des hôpitaux. Ce n'est pas le tout que d'avoir une belle âme, il faut aussi et surtout avoir des mains, même si ces mains sont calleuses et pas toujours très propres. Et il ne faut pas user de condescendance à l'égard du peuple, ni peut-être lui adresser des consignes trop strictes. C'est pourquoi à la réflexion, et c'est par là que nous voulons conclure, il nous paraît en définitive qu'une loi ou une motion aussi ne suffisent pas à clarifier la situation et qu'il vaudrait quand même mieux, sans doute, soumettre un autre texte au peuple, même un contre-projet constitutionnel quels qu'en soient les désavantages et les inconvénients.

Répetons-le, c'est après beaucoup de réflexions et après bien des hésitations que nous nous déterminons de la sorte, mais soyez assurés que, quelle soit la décision prise, nous lutterons, partout où nous sommes, avec la plus grande résolution et avec la plus ardente conviction contre l'entreprise de l'Action nationale et des siens, contre cette entreprise – encore des adjectifs, Monsieur Oehen – inqualifiable et détestable, contre cette initiative tout à la fois honteuse et désastreuse!

**Tschopp:** Wenn man Kollege Vincent jetzt gehört hat, könnte man fast der Meinung sein, er habe sich ab heute einer anderen Fraktion angeschlossen. Wir freuen uns darüber.

Die christlichdemokratische Fraktion hat sich analog dem Beschluss des Bundesrates gegen die Initiative, aber auch gegen einen Gegenvorschlag auf Verfassungsebene ausgesprochen. Die in der Ueberfremdungsinitiative III vorge-

sehenen drastischen Massnahmen sind Ihnen allen bekannt; ich brauche darauf nicht mehr näher einzugehen. Es wäre nur noch einmal zu wiederholen, dass sich ein derart massiver Abbau für unsere gesamte Wirtschaft, und zwar für die Arbeitgeber wie für die Arbeitnehmer, verheerend auswirken würde. Dafür, keinen Gegenvorschlag zur Initiative vorzulegen, sprechen vor allem folgende Gründe:

Der geltende Artikel 69ter der Bundesverfassung gibt dem Bunde auch bei einer strengen verfassungsrechtlichen Auslegung die erforderlichen Kompetenzen, um auf der Gesetzes- oder Verordnungsstufe jede in Zusammenhang mit der Ueberfremdung notwendige Massnahme zu treffen, aber man muss dem Stimmbürger diesen Text in die Hand geben, entsprechend dem Antrag unseres Kollegen Breitenmoser. Der Bundesrat besitzt in seiner Ausländerpolitik eine echte Alternative zur Initiative. Diese wurde im Jahre 1970 vom Volke nach einem harten Abstimmungskampf über die zweite Ueberfremdungsinitiative akzeptiert. Diese bundesrätliche Politik ist effizient. Sie trägt den humanitären und sozialen Erfordernissen aller Volkskreise Rechnung. Der Bundesrat hält an der Stabilisierung der erwerbstätigen Ausländer fest. Die neue Regelung der Saisonarbeiter ist mit dem Bundesratsbeschluss vom 6. Juni 1973 verwirklicht worden. Nachdem die Stabilisierung der erwerbstätigen Ausländer erreicht ist, soll im Sinne einer weitergehenden Zielsetzung auch die ausländische Wohnbevölkerung stabilisiert werden. Dafür, darüber müssen wir uns klar sein, bedarf es aber mehrerer Jahre. Der Bundesrat hat also die Probleme erkannt; erste Schritte sind getan, weitere werden folgen. Dazu braucht es keine Verfassungsbestimmung.

Die Initianten haben auf eine Rückzugsklausel verzichtet; sie lehnen offenbar einen Kompromiss ab. In unserer Demokratie sollten derart unmögliche Initiativen ohne Gegenvorschlag der Abstimmung unterbreitet werden können. Die Initiative ist unmöglich, weil sie nicht durchgeführt werden kann und den Grundsatz der Einheit der Materie im Sinne der Bundesverfassung verletzt. Drei komplett verschiedene Probleme werden einfach in einen Topf geworfen. Die Masslosigkeit des rein quantitativ konzipierten Volksbegehrens – Abbau des Ausländerbestandes um 540 000 Personen bis Ende 1977 – ist auch seitens des Urhebers der Initiative, unseres Kollegen Oehen, eingestanden worden. In der Fernsehsendung «Tatsachen und Meinungen» im Januar dieses Jahres deutete er an, dass im Falle einer Annahme die Bestimmungen der Initiative durch Notrecht korrigiert werden könnten. Es ist beachtenswert, wenn ein Vertreter der Initianten schon vorher ein derartiges Geständnis ablegen muss. Bei geeigneter Aufklärung und Information kann mit der Verwerfung der Initiative durch Volk und Stände gerechnet werden. Ich bin da etwas optimistisch. Die vom Bundesrat 1970 versprochene und seitdem eingehaltene Stabilisierung der erwerbstätigen Jahresaufenthalter und Niedergelassenen wird anerkannt und seine Absicht, nun auch die Stabilisierung der gesamten Wohnbevölkerung anzustreben, begrüsst. Ein Gegenvorschlag würde als Eingeständnis der Schwäche der Politik des Bundesrates, aber auch des Parlamentes und der Angst vor unangenehmen Auseinandersetzungen gewertet. Zum gleichen Ergebnis würde ein Hinauszögern der Abstimmung in die Zeit nach den Nationalratswahlen, also ins Jahr 1976, führen. Es wäre falsch, unter Zeitdruck einen Verfassungstext konzipieren zu wollen, der einer Prüfung durch den Souverän nicht standhalten würde. Gegenüber der Abstimmung vom Jahre 1970 über die damalige Schwarzenbach-Initiative haben sich verschiedene Voraussetzungen geändert. Die damals neu und für die Initiativgegner unvermutet in die Diskussion geworfenen Probleme (Wirtschaftswachstum, Umweltschutz, Infrastruktur, Wohnungsmangel und Zersiedelung des Landes) befinden sich heute auf dem Wege einer Lösung. Die Schwächen der Initiative sind zu offensichtlich. Sie widersprechen in jedem Falle dem Realitätssinn

und dem gesunden Menschenverstand unseres Schweizer Volkes.

Auf Seite 6 der von unserem Dokumentationsdienst erhaltenen Presseschau können Sie den Text der Initiative IV unseres Kollegen Schwarzenbach und seiner Partei lesen. Diese Initiative ist jetzt eingereicht. Aber die neue Initiative Schwarzenbach ist entsprechend seinem Verfasser viel schlauer und deshalb auch viel gefährlicher. Gegen diese Initiative brauchen wir einen Gegenvorschlag, sei es auf Verfassungs- oder Gesetzesebene. Unsere Fraktion ist daher in ihrer grossen Mehrheit für Zustimmung zum Antrag des Bundesrates (kein Gegenvorschlag) und für Unterstützung der Motion der vorberatenden Kommission.

**Akeret:** Im Namen der einstimmigen SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen Ablehnung dieser dritten Ueberfremdungsinitiative. Auch unsere Fraktion ist sich der Gefahren und der nachteiligen Auswirkungen eines zu grossen Anteils der ausländischen Bevölkerung bewusst, ist jedoch mit dem Bundesrat der Auffassung, dass die Initiative jedes vernünftige Mass sprengt, katastrophale Konsequenzen hätte und sowohl menschlich wie völkerrechtlich nicht zu verantworten wäre. Ich glaube aber, wir müssen heute den Blick vermehrt in die Zukunft richten, statt Scherbenberichte am laufenden Band durchzuführen. Eine Entwicklung von zwei Jahrzehnten kann nicht auf einen Schlag im Zeitraum von drei Jahren rückgängig gemacht werden, sondern es muss versucht werden, die anstehenden Probleme auf andere umfassendere Weise, einerseits durch Stabilisierung, schrittweisen Abbau, durch teilweise Rückführung der ausländischen Wohnbevölkerung, andererseits auch durch Assimilierung und Integration, also durch ein ganzes Paket von Massnahmen, zu bewältigen.

Ich wundere mich immer wieder, dass man jeweils nur die zahlenmässige, personelle Ueberfremdung sieht. Es gibt nicht nur eine personelle Ueberfremdung, es gibt ja auch eine Ueberfremdung des Bodens, die glücklicherweise bekämpft wird, es gibt eine Ueberfremdung des Kapitals und in einem gewissen Ausmasse auch eine geistige Ueberfremdung, die vor allem im kulturellen Bereich in Erscheinung tritt in der Aenderung von Konsum- und Lebensgewohnheiten, in der Durchsetzung unserer guten deutschen Sprache mit einem hauptsächlich aus dem englischen Sprachbereich entlehnten modischen Vokabularium. Bei aller Weltoffenheit will es mir manchmal scheinen, dass unsere schweizerische Eigenart mitunter mehr aus anderer Richtung als nur durch diese personelle Ueberfremdung bedroht sei.

Es scheint mir auch müssig zu sein, nach Sündenböcken zu rufen und den Bundesrat oder die Wirtschaft auf die Anklagebank zu setzen. Der tiefere Grund der heutigen Lage liegt doch wohl in der ungeheuren Dynamik unserer freien Marktwirtschaft und Zivilisation, in der Entwicklung von Wissenschaft, Forschung und Technologie, die sich nach dem Zweiten Weltkrieg in einer unvorstellbaren Weise entfaltet haben. Wir alle sind das Opfer des exponentiellen Wachstums geworden, das wie eine Naturgewalt über uns kam, eines Wachstums, das sich in einer unerhörten Steigerung aller wirtschaftlichen Leistungen, von Verbrauchs- und Umsatzziffern äussert und nur durch eine radikale Umkehr, durch ein bewusstes Umdenken, durch Akzeptierung anderer Leitbilder und Bremsung des Wachstums in andere Bahnen gelenkt werden kann. Hätte man 1960 die Entwicklung wirklich in den Griff bekommen wollen, so hätte man die Handels- und Gewerbefreiheit schlichtweg abschaffen und eine Bewilligungspflicht für die Eröffnung und Erweiterung von Industrie- und Gewerbebetriebe einführen müssen.

Heute müssen wir versuchen, die Ausländerpolitik aus der aktuellen Sicht zu sehen und sie auf eine neue Grundlage zu stellen. Herr Kollege Wüthrich hat in der Kommission mit Recht von einem «Teufelskreis» gesprochen. Aus die-

sem Teufelskreis müssen wir herauszukommen versuchen. Man wird den Weg nicht allein über einen zahlenmässigen linearen Abbau suchen können, sondern auch die Aspekte der Assimilierung und Integrierung wenigstens eines Teils der ausländischen Wohnbevölkerung ins Auge fassen müssen, wobei ich keineswegs an eine Masseneinbürgerung denke. Der lineare Abbau, das muss betont werden – dies ist in unserer Fraktion deutlich festgehalten worden –, hat den Mittelstand sehr hart getroffen und zur Schliessung von zahlreichen Betrieben wie Bäckereien, Metzgereien, Restaurants geführt, auch zur untragbaren Belastung von Betriebsinhabern und ihrer Angehörigen; ja zu unzähligen persönlichen Tragödien.

Ich frage mich manchmal auch, wie Grossbetriebe der Industrie und der Luxushotellerie zu ihrem zahlreichen ausländischen Personal gelangen, während mittelständische Gastwirtschaftsbetriebe während Monaten um eine Küchenhilfe kämpfen müssen. Hier geht die Rechnung einfach nicht auf.

In unserer Fraktion wurde weiter festgestellt, dass die Stabilisierungspolitik die wirtschaftlichen Ungleichgewichte zwischen verschiedenen Kantonen und Regionen noch verstärkt hat und sich sehr ungerecht auswirkt, zumindest dem Ziel der Raumplanung einer gleichmässigen Besiedlung des Landes entgegenwirkt. Eine neue Ausländerpolitik müsste diese strukturellen Aspekte miteinbeziehen.

Dann zur Assimilierungsfrage: Ich bin in dieser Beziehung aufgrund der Erfahrungen der letzten zehn, zwölf Jahre etwas optimistischer geworden. Uebersehen wir nicht, dass die Schweiz schon verschiedene Einwanderungswellen, wenn auch nicht derart umfangreiche, unter mehr oder weniger Gefahren bewältigt hat, und unterschätzen wir auch nicht die Assimiliationskraft unseres Landes und seines politischen, sozialen, kulturellen und demokratischen Klimas. Dies setzt jedoch voraus, dass wir selbst zu unserer Art und unseren Institutionen stehen und dass wir dem assimilierungsbedürftigen Ausländer in seinen Bemühungen beistehen. Es ist auch nicht zu übersehen, dass die Zahl der Ausländerkinder heute bereits rund 300 000 oder beinahe einen Drittel der ausländischen Wohnbevölkerung beträgt. Hören wir diese Kinder auf der Strasse, so sprechen sie in der Regel schweizerdeutsch wie unsere Kinder. In wenigen Jahren werden sie sich, wenn sie unsere Schulen durchlaufen haben, als junge Schweizer und Schweizerinnen fühlen, sie werden dann, wenn sie in ihre ausländische Heimat zurückkehren, sich womöglich dort als Ausländer fühlen. Hier stellt sich ein Problem, das nur mit einer behutsamen Einbürgerungs- und Assimilierungspolitik auf menschliche, anständige Weise gelöst werden kann.

Abschliessend stellen wir fest: Die Initiative ist eindeutig abzulehnen, weil sie keinen vernünftigen Weg aus dem heutigen Dilemma zeigt. Andererseits ist das Problem mit einer blossen Ablehnung der Initiative nicht aus dem Wege geräumt und auch die defensive Stabilisierungspolitik des Bundesrates genügt nicht, um die zahlreichen anstehenden Probleme der Schule, der Integrierung, der Rückführung, des regionalen Ausgleichs zu lösen. Unsere Fraktion unterstützt daher mit Zweidrittelsmehrheit die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat mit dem Auftrag, einen Gegenvorschlag zur Initiative und somit auch zu den weiteren Initiativen, die noch eingereicht werden oder bereits eingereicht worden sind, zu unterbreiten, um das Problem in eine verfassungsmässige Form zu giessen und diesem unseligen Spiel mit Initiativen ein Ende zu bereiten. Unsere Fraktion hält einen solchen Gegenvorschlag aus verschiedenen Gründen mehrheitlich für unerlässlich.

Da ist einmal die politisch-parlamentarische Seite. Wir haben nun, seit Herr Kollega Schwarzenbach auch seine Initiative eingereicht hat, bereits zwei Volksbegehren zur Behandlung. Im weiteren liegt noch eine parlamentarische Initiative Reich vor und viertens ist aus kirchlich-humanitären Kreisen die sogenannte KAB-Initiative für eine humane Ausländerpolitik angekündigt, die binnen einiger Monate

den bunten Strauss von Volksinitiativen um eine weitere bereichern wird. Auch in gastgewerblichen Kreisen spielt man mit dem Gedanken einer Initiative, um in der sehr prekären Arbeitskraftsituation etwas Luft zu bekommen. Das halbe Dutzend solcher Ausländerinitiativen könnte also binnen Jahresfrist voll sein. Diese Häufung von Vorstössen aus dem Volke zeigt doch unmissverständlich, dass hier ein Problem ansteht, dem auch von der Sache her auf Verfassungsebene eine brauchbare, haltbare Alternative gegenübergestellt werden muss. Zahlreiche Parlamentarier und Politiker haben es im übrigen satt, mit einem ungenügenden Instrumentarium vor das Volk zu treten und mit einem blossen Nein dem hochgespielten Emotionalismus und den zahlreichen Problemen, die die Anwesenheit einer so grossen ausländischen Wohnbevölkerung hervorruft, entgegenzutreten. Diese Haltung hat mit Angst, wie in einem Teil der Presse und wie vorhin von Herrn Kollega Tschopp betont wurde, nichts zu tun. Wir fühlen die Verantwortung, und wir wollen das Volk nicht mit leeren Worten abspesen. Die Verweisung auf die bundesrätliche Stabilisierungspolitik genügt nicht, weil sie auf zahlreiche Fragen keine Antwort gibt und nicht geben kann. Wir verlangen daher eine Alternative, eine positive Alternative zu dieser Initiativenflut, und ich gehe mit den Herren Canonica und Jaeger einig, dass nur durch Schaffung eines Ausländerartikels auf Verfassungsebene mit einer entsprechenden Ausführungsgesetzgebung eine gewisse Beruhigung geschaffen werden kann. Es geht nicht nur um die Bekämpfung der vorliegenden Initiative der Nationalen Aktion, über deren negative Chancen in der Volksabstimmung sich der Bundesrat allerdings einem zu grossen Optimismus hingibt; es geht auch nicht darum, der herrschenden Zahlenmystik eine andere Variante gegenüberzustellen; es geht vielmehr darum, auf die zahlreichen Probleme und Spannungen, die wegen der Ausländerfrage in unserem Volk entstanden sind, eine Antwort zu finden.

Wir haben auch eine Kommission Heil, präsiert von unserem früheren Kollegen, Herrn Bundesrichter Dr. Anton Heil. Ich habe mir sagen lassen, dass von dieser Kommission sehr gute Arbeit geleistet worden ist. Doch wo ist die Auswertung dieser Resultate? Wir haben auch andere Ansätze zur Behandlung des Ausländerproblems für eine positive, nicht nur defensive Ausländerpolitik, wie das «Komitee Schweiz 80». Weshalb werden diese Arbeiten nicht ausgewertet?

Ich bin im übrigen nicht überzeugt, dass Artikel 69ter BV als Verfassungsgrundlage für eine neu konzipierte Ausländerpolitik genügt. Diesem Verfassungsartikel liegt doch im wesentlichen eine andere *ratio legis* zugrunde. Er ist in erster Linie ein Staatsschutzartikel, ein Polizeiarartikel. Er müsste schon sehr extensiv interpretiert werden, um auch als Grundlage zur Förderung positiver Massnahmen, wie der Assimilierung, der Integrierung, der Rückführung und der Strukturpolitik zu dienen. Es läge im weitern nicht zuletzt im Sinne einer Rationalisierung des Parlamentsbetriebes, wenn wir vorhandene und noch anstehende Initiativen gleichzeitig behandeln würden. Ich verweise auf eine ähnliche Situation beim Staatsvertragsreferendum. Dort haben wir zurzeit einen Entwurf des Bundesrates, eine parlamentarische Initiative Alder und ein Volksbegehren der Nationalen Aktion. Die Kommission hat nun beschlossen, diese Vorstösse im gleichen Verfahren zu behandeln, um dem Parlament einen ausgereiften Verfassungstext vorlegen zu können. Ich gebe zu, es wird eine schwierige Aufgabe sein, einen Verfassungsartikel über die Ausländerpolitik und die Ueberfremdungsfrage auszuarbeiten und ihm die nötige Substanz und Ausgewogenheit zu geben.

Herr Bundesrat Furgler hat in der Kommission von einer Strafaufgabe gesprochen. Andererseits bedeutet es auch für uns Parlamentarier eine Strafaufgabe, in zwei bis drei Abstimmungskampagnen Abend für Abend anzutreten, um Initiativen zu bekämpfen, die immer wieder dasselbe Thema betreffen. Die Schwierigkeit der Aufgabe darf uns nicht

zurückschrecken, überhaupt an diese Aufgaben heranzutreten. Gerade die gegenwärtige Session ist wieder ein sprechendes Beispiel dafür, dass uns in dieser Hinsicht nichts erspart bleibt.

Im Sinne dieser Ueberlegungen beantragen wir Ihnen, den Anträgen auf Ausarbeitung eines Gegenentwurfes zur vorliegenden und zu weiteren Initiativen, in erster Linie denjenigen der Minderheit II, zuzustimmen. Diese Aufgabe muss heute und nicht erst morgen oder übermorgen angepackt werden. Wohl können wir zuwarten bis zur neuen Initiative unseres Kollegen Schwarzenbach. Spätestens werden wir uns der Aufgabe, einen eigenen Verfassungstext auszuarbeiten, bei der sogenannten KAB-Initiative nicht mehr entziehen können. Sollte der Antrag auf Ausarbeitung eines Gegenvorschlages unterliegen, so unterstützt unsere Fraktion einstimmig die Motion der Kommission, das Bundesgesetz über Niedergelassene und Aufenthalter zu revidieren und den Auftrag an den Bundesrat, die künftige Ausländerpolitik des Bundes in einem Bericht zu umreissen. Ich danke Ihnen.

**Frau Sahlfeld, Berichterstatterin der Minderheit I:** Ich habe die Aufgabe, Ihnen das Anliegen der Minderheit I näherzubringen. Wie Sie bereits gehört haben, lehnt die sozialdemokratische Fraktion einmütig die Initiative der Nationalen Aktion ab. Ich brauche wohl kaum noch einmal zu betonen, dass eine Annahme dieser Initiative in mehrfacher Hinsicht einer Katastrophe gleichkäme. Ich kann es mir ersparen, hier nochmals im einzelnen darauf einzugehen. Gerade weil wir eine eventuelle Annahme der Initiative als eine Katastrophe betrachten, halten wir es für falsch, sie ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung zu bringen.

Auch eine Annahme der seinerzeitigen Schwarzenbach-Initiative hätte verhängnisvolle Folgen für unser Land gehabt. Das hat aber beinahe die Hälfte der Stimmbürger und immerhin 7½ Stände nicht daran gehindert, ihr zuzustimmen. Ich glaube, mit gutem Gewissen sagen zu können, dass sich die Situation seither weder in bezug auf die objektiven Grundlagen der Ueberfremdung noch in bezug auf die Volksstimmung nennenswert geändert hat. Dazu kommen verschiedene zusätzliche Unsicherheitsmomente: diesmal werden die Frauen mitstimmen, und vor allem dürfte sich auch die weitverbreitete Furcht vor einer wirtschaftlichen Rezession als Folge der Energiekrise auswirken. Das alles lässt einen Zufallsentscheid für die Initiative immerhin als möglich erscheinen, als möglich vor allem dann, wenn der Stimmbürger nur die Wahl hat, entweder ja oder nein zu schreiben.

Fragen wir uns einmal, weshalb fast die Hälfte der Stimmbürger im Jahre 1970 für die Schwarzenbach-Initiative gestimmt hat. Ich glaube, es wäre zu billig, wenn wir alles einfach auf das Konto Rassismus oder Ausländerfeindlichkeit buchen wollten. Es ist für mich keine Frage, dass einige massgebende, professionelle Ueberfremdungsgegner im Grunde genommen Rassisten sind. Aber ich kann nicht glauben, dass beinahe die Hälfte aller Schweizer Rassisten und Ausländerfeinde sind, sondern sie haben seinerzeit für die Schwarzenbach-Initiative gestimmt, weil sie keine andere Möglichkeit sahen, ihr Unbehagen über die offizielle Politik in Sachen Ueberfremdung zum Ausdruck zu bringen. Es ist wohl längst nicht jeder ein Ausländerfeind oder gar ein Rassist, der einen Ausländeranteil von gegen 20 Prozent für zu hoch hält. Für die weitaus meisten Schweizer handelt es sich beim Ueberfremdungsproblem nicht um die Grundsatzfrage «Für oder gegen Ausländer», sondern um eine Frage des Masses: Wie viele Ausländer kann ein kleines Land wie die Schweiz auf die Dauer verkraften, ohne dass daraus beiden – Schweizern und Ausländern – mehr Schaden als Nutzen erwächst?

Ich gehöre zur Gruppe jener Schweizerinnen, deren Kinder einen ausländischen Pass haben, weil eben der Ehemann Ausländer ist. Sie dürfen mir also schon glauben, dass es alles andere denn Ausländerfeindlichkeit ist, wenn ich dem

Urteil vieler nicht mehr widerspreche, dass die verantwortbare Grenze des Ausländeranteils in der Schweiz in einigen Regionen bereits jetzt eindeutig überschritten und dadurch eben das friedliche Zusammenleben zwischen Schweizern und Ausländern gefährdet ist. Im Prinzip leugnet das ja auch niemand. Es ist allen klar. Wenn nun aber die Initiative der Nationalen Aktion ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung gebracht wird, dann riskieren wir damit, dass sehr viele Mitbürger, die im Grunde ebenfalls diese Initiative für masslos und für verantwortungslos halten, dennoch für sie stimmen werden, weil sie wiederum keine Möglichkeit sehen, ihre eigentliche Meinung positiv zu äussern. Das scheint mir – ganz abgesehen vom Risiko, das wir eingehen – auch staatspolitisch bedenklich zu sein. Wir drängen damit wiederum viele Mitbürger, denen die Ueberfremdung ein echtes Problem ist, ohne dass sie deswegen die fremdenfeindlichen Ziele der professionellen Ueberfremdungspolitiker teilen, im günstigsten Fall ins politische Abseits, vielleicht aber eben auch in den politischen Radikalismus. Das möchten wir doch vermeiden. Das geheime Sich-ins-Fäustchen-Lachen mancher bürgerlicher Politiker über die Schwächung der Linken, über die Schwächung der Gewerkschaften durch die rechtsextremen Ueberfremdungsparteien dürfte sich über kurz oder lang als sehr, sehr kurzsichtig erweisen.

Die Aufgabe des Parlaments und des Bundesrates besteht nicht bloss darin, eine unannehmbare Ueberfremdungsinitiative nach der anderen – mit Recht – zur Ablehnung zu bringen, sondern ich meine, dass die eidgenössischen Räte dem Volk gegenüber in dieser Frage, die viele beschäftigt, eben auch eine Führungsaufgabe haben. Wir haben meines Erachtens die Pflicht, dem Volk eine vernünftige und gut durchdachte Alternative anzubieten. Nur eine solche Alternative ermöglicht der Mehrheit der Stimmbürger, einen nicht nur gefühlsmässigen, sondern einen rationalen Entscheid zu treffen. Darauf aber kommt es doch vor allem an: dem Stimmbürger eine rationale, vernunftmässige Bewältigung des Problems zu ermöglichen. Die Ueberfremdungsparteien spielen virtuos auf dem Klavier der Stimmungen und nebulosen Gefühle; auf diesem Feld sind wir ihnen klar unterlegen. Geben wir das doch zu. Wenn es uns nicht gelingt, das Problem in der Sphäre der nüchternen Vernunft als lösbar erscheinen zu lassen, es also in diesem Sinne zu rationalisieren, dann werden die professionellen Ueberfremdungsgegner mit ihrem irrationalen Pauschalurteil, nach dem die Ausländer an allem – buchstäblich an allem – schuld sind, eben weiterhin Anhänger finden. Eine wirkliche Rationalisierung des Problems ist aber nur möglich, wenn wir dem Volk einen genau durchdachten Gegenvorschlag auf Verfassungsstufe vorlegen. Die formalen Bedenken der Verfassungskosmetiker fallen demgegenüber überhaupt nicht ins Gewicht; vielmehr sollten die Sorge um ein gutes Zusammenleben zwischen Schweizern und Ausländern und die Sorge, dass das Vertrauen in breiten Bevölkerungskreisen in unsere staatlichen Institutionen und in unsere Behörden nicht noch weiter untergraben wird, Priorität haben.

Man hat da und dort von Feigheit gesprochen. Jene wären feig, die nun einen Gegenvorschlag forderten? Man kann vielleicht auch sagen: Sie haben den Mut, das Problem endlich anzupacken, damit wir fertig werden damit.

Doch nun zur Verdeutlichung noch ein kurzes Wort, was ein solcher Gegenvorschlag denn eigentlich enthalten sollte. Er sollte sich formal sicher auf klare Grundsätze beschränken und keine Details enthalten, die vielleicht schon nach kurzer Zeit obsolet werden könnten. Materiell sollte er ein ausgewogenes Verhältnis zwischen der schweizerischen Wohnbevölkerung und den in der Schweiz wohnhaften Ausländern sicherstellen. Daneben aber sollte er die Rechtsstellung der Ausländer auch positiv umschreiben. Im übrigen verweise ich Sie auf die bereits von Kollege Canonica geäusserten Grundgedanken. Ich möchte ein-

fach nochmals betonen, dass wir hier nicht bereits einen ausgearbeiteten Verfassungstext vorlegen, sondern dass wir erst Grundsätze und Anregungen ins Gespräch bringen. Sie werden vielleicht auch bemerkt haben, dass diese Grundsätze wesentliche Grundbedingungen der «Initiative für eine menschliche Ausländerpolitik» der katholischen Arbeitnehmerbewegung der Schweiz (deren Zielsetzung wir vollumfänglich begrüßen) übernehmen. Im Hinblick auf diese Initiative, aber auch im Hinblick auf die Initiative der Republikanischen Bewegung, die hängig ist, empfiehlt es sich, die Beratung über die Initiative der Nationalen Aktion solange auszusetzen, bis der Bundesrat einen der Initiative der Nationalen Aktion überlegenen Gegenvorschlag auf Verfassungsstufe vorlegen kann; denn dort – auf Verfassungsstufe – muss die Konfrontation stattfinden. Herr Kollega Akeret hat bereits in klarer Weise dargelegt, dass der jetzige Artikel 69ter einfach nicht genügt, wenn wir wirklich eine positive, aktive Ausländerpolitik betreiben wollen.

Zum Schluss: Die Sozialdemokratische Partei und die Gewerkschaften standen in der vordersten Front im Kampf gegen die Schwarzenbach-Initiative. Ihnen war Menschlichkeit mehr und wichtiger als Popularitätshascherei. Sie haben diese Haltung mit dem Verlust von Stimmen an die Ueberfremdungsgegner bezahlen müssen. Ich versichere hier, dass die Sozialdemokratische Partei und die Gewerkschaften in jedem Fall, auch ohne den von ihnen gewünschten Gegenvorschlag auf Verfassungsebene, gegen die Initiative der Nationalen Aktion sind. Aber die Frage ist doch, mit welcher Intensität und welcher Einsatzfreude sie in einem solchen Falle diese Initiative bekämpfen könnten. Man kann von niemandem einen harten Kampf verlangen, wenn man ihm keine oder allenfalls stumpfe Waffen in die Hand gibt. Wir haben im übrigen das Gefühl, dieses Problem stelle sich nicht nur der Arbeiterbewegung, sondern auch noch anderen gesellschaftlichen Gruppierungen in unserem Volk. Weil uns ausserordentlich daran gelegen ist, der Initiative der Nationalen Aktion keine, auch nicht die geringste Chance zu geben, beantragen wir Ihnen, unserem Antrag – also der Minderheit I – zuzustimmen.

**Schwarzenbach:** Ich möchte zuerst meinen Antrag begründen und nachher zur Ueberfremdungsinitiative der Nationalen Aktion Stellung nehmen.

Schon zweimal habe ich an diesem Rednerpult zu einem Volksbegehren gegen die Ueberfremdung Stellung genommen. Das erste Mal als neugewählter Nationalrat wenige Tage nach meiner Vereidigung, am 6. Dezember 1967, zur Unterstützung der demokratischen Initiative des Kantons Zürich. Damals erklärte ich unter anderem: «Die Ueberfremdung ist eine staatspolitische Frage, vor der sich die Wirtschaft zu beugen hat. Je länger wir eine Lösung hinausschieben, um so grösser wird die Gefahr unkontrollierbarer Affekte zum Schaden der unser Gastrecht geniessenden Ausländer und unseres Rufes. Niemand bestreitet, dass unsere Wirtschaft auch auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen ist. Das Ganze ist aber eine Frage des Masses. Masslosigkeit gereicht nicht nur einem Menschen, sondern auch einem Staatswesen zum Verhängnis, vor allem dann, wenn sich die Masslosigkeit nicht auf ein Ideal, sondern auf nackten materiellen Gewinn ausrichtet.» Der Nationalrat hat das Volksbegehren der Demokratischen Partei des Kantons Zürich abgelehnt, und die Initianten haben ihr Volksbegehren zurückgezogen.

Zum zweiten Mal stand ich als Gegner der Ueberfremdung, wiederum im Einzelgang, in der Wintersession 1969 vor diesem hohen Haus, um das zweite Volksbegehren der Nationalen Aktion, die sogenannte Schwarzenbach-Initiative, zu verteidigen. Ich erklärte auch hier: «Unser Volksbegehren gilt primär der Lösung innerschweizerischer Probleme und befasst sich nur sekundär mit dem Ausländer in der Schweiz. Es stellt die Frage nach dem tragbaren Mass der Ausländerzahl, das sowohl für das Wohlergehen der

Schweizer wie für das Wohlergehen der in der Schweiz weilenden Ausländer entscheidend ist.»

Heute, vier Jahre später, haben wir das dritte Volksbegehren der Nationalen Aktion gegen die Ueberfremdung und Ueberbevölkerung der Schweiz zu behandeln. Und gestern hat die Republikanische Bewegung das vierte Volksbegehren zum Schutze der Schweiz bei der Bundeskanzlei eingereicht.

So stehe ich zum dritten Mal in der gleichen Sache auf dem Rednerpult. Meine Grundsätze sind die gleichen geblieben. Ich habe nach dem 7. Juni 1970 bewusst Mass gehalten und die Welle der Sympathie, die mir aus dem Volk entgegenschlug, nicht missbraucht. Ich habe dem Stabilisierungsversprechen des Bundesrates Vertrauen geschenkt und mich gegen die Lancierung einer neuen Initiative vor dem Ablauf der Frist vor zwei Jahren gestellt.

Ich wünsche auch in Zukunft mit gutem Gewissen und im Vertrauen, eine gute Sache zu vertreten, vor Ihnen zu stehen. Ich wünsche auch in Zukunft, den Abbau der Ueberfremdung nach den gültigen Massstäben des Masshaltens zu vertreten.

Bei der Begründung meines Antrages geht es jetzt zunächst nicht darum, zum Volksbegehren der Nationalen Aktion Stellung zu nehmen. Vielmehr handelt es sich um das Verhalten des Bundesrates gegenüber diesem Volksbegehren, das er in seinem Bericht dem Schweizervolk und den Ständen zur Verwerfung empfiehlt und ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung bringen will.

Zwei vorhergehende deutliche Lektionen hätten dem Bundesrat klar machen sollen, dass er mit dieser Haltung von oben herab niemals durchkommt, und dass das Volk die Verweigerung eines Gegenvorschlages wahrscheinlich so interpretiert: «Der Bundesrat will den heutigen Zustand verewigen. Das Schweizervolk hat sich mit der dauernden Anwesenheit von 1 100 000 Ausländern abzufinden.» Der Bundesrat muss sich endlich klar werden, dass er zwar sein Stabilisierungsversprechen vom März 1970 statistisch eingehalten hat, dass inzwischen aber die ausländische Wohnbevölkerung ständig angewachsen ist. Der Bundesrat darf sich mitnichten auf die Behauptung versteifen, er habe sein Versprechen gehalten. In den Augen des Volkes hat der Bundesrat im Ausländerproblem seit 1963 versagt.

Wenn dem Bundesrat daran liegt, dem Volk die Ueberfremdungsinitiative der Nationalen Aktion zur Ablehnung zu empfehlen, genügt es infolgedessen nicht, die evidenten Mängel dieser Initiative zu geisseln und auf mögliche gesetzliche Massnahmen zu vertrösten. Solche Vertröstungen nimmt das Volk dem Bundesrat nicht mehr ab. Noch schlimmer wäre die Verschleppung der Abstimmung bis ins Jahr 1976. Welche Reaktionen ein solcher Entscheid auslösen würde, ist völlig unkontrollierbar. Man müsste das Schlimmste befürchten.

Nicht unüberlegt, sondern in klarer Kenntnis der heutigen Volksstimmung, bezeichnete ich vor kurzem die Initiative der Nationalen Aktion in ihrer harten Unerbittlichkeit als einen «formulierten Volksaufstand». Einer derartigen Situation begegnet man nicht mit Zukunftsvertröstungen, sondern nur mit einem klaren Gegenvorschlag auf Verfassungsebene oder vielleicht einer verpflichtenden Grundsatzklärung, die den Willen zunächst zur Stabilisierung, dann zum Abbau der ausländischen Wohnbevölkerung in der vom Bundesrat zu verantwortenden Frist in Form eines Gesetzes präzisiert. Erst dann wird sich der Bürger überlegen, welcher Methode der Ueberfremdungsbekämpfung er das Vertrauen schenkt.

Ich ersuche den Bundesrat, sich doch des Ernstes der Situation endlich bewusst zu werden und seiner Pflicht zu genügen, der Stimmung und den Wünschen des Volkes insoweit Rechnung zu tragen, als er einer Initiative, deren Weg er als ungangbar und sogar als katastrophal erachtet, einen eben gangbaren Weg nach eigener Konzeption gegenüberstellt. Falls der Bundesrat wirklich, wie es auf Seite 27 der Botschaft heisst, die Lösung der Ueberfremdung

in einer Aenderung von Artikel 44 sieht, dann weiss er ganz einfach nicht, was die Stunde geschlagen hat.

Meine Damen und Herren, Herr Bundesrat: Beseelt vom Wunsch, dass für dieses heisse Problem, bei dem die Ehre und der Ruf unseres Landes auf dem Spiel steht, eine würdige Regelung im Sinne des tragbaren Masses gefunden wird, bitte ich Sie: Raffen Sie sich auf zu einem Verfassungsgegenvorschlag oder zu einer verpflichtenden Grundsatzklärung, welche alle einsichtigen und auf das Wohl der Heimat bedachten Eidgenossen beruhigt und zufriedenstellt.

Ich gestatte mir nun meine Stellungnahme zur Ueberfremdungsinitiative der Nationalen Aktion anzufügen.

Ich habe mich, wie Sie wissen, gerade wegen dieses Volksbegehrens seinerzeit von der Nationalen Aktion getrennt und erklärt, dass ich eine derartige Masslosigkeit in der massiven kurzfristigen Abbauforderung nicht mit meinem Namen decken wollte. Ich habe die Initianten gewarnt, die Initiative sei wegen ihrer Rigorosität selbst vor einem überfremdungsfeindlichen Volksganzen zum Scheitern verurteilt. Volle anderthalb Jahre haben die Republikaner nach dem Stabilisierungsversprechen des Bundesrates im März 1970 mit Gegenmassnahmen zugewartet. Das Stabilisierungsversprechen bezüglich der ausländischen Arbeitskräfte wurde zwar eingehalten, aber gleichzeitig wanderten die Emissäre des Bundes und des BIGA nach Italien und schlossen Verträge ab, die den Familiennachzug förderten und die Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung erhöhten. Dann war auch unsere Geduld zu Ende. Wir sieben republikanischen Nationalräte haben ein viertes Volksbegehren zum Schutze der Schweiz lanciert, das wir gestern bei der Bundeskanzlei eingereicht haben. Während der Zeit der Unterschriftensammlung stand der bundesrätlichen Passivität nichts anderes gegenüber als das Volksbegehren der Nationalen Aktion, das proportional mit dem Zuwachs der ausländischen Wohnbevölkerung an Sympathie in den breitesten Volksschichten gewann. Heute ist die Situation so, dass Tausende und Abertausende ihre einzige Erwartung auf dieses unerhört harte Volksbegehren setzen. Der Zorn über die Passivität des Bundesrates hat einen solchen Grad erreicht, dass von einem Volkszorn gesprochen werden kann, bei dem die Leidenschaft die Oberhand über die Vernunft gewonnen hat. Keine Kur scheint radikal genug, um raschestens die Zahl der Ausländer auf die seinerzeit vom Bundesrat festgesetzte Richtzahl von 500 000 zu reduzieren, und zwar ganz ungeachtet der Folgen, die man auf seiten der Initianten verharmlost oder einfach ignoriert.

Ich verstehe die Motive der Nationalen Aktion und teile auch die Ansicht des Herrn Heurtebise in der «La Suisse», das den Initianten patriotische Redlichkeit nicht abzusprechen sei und dass sie ein Recht haben, ein verschlepptes, schwer zu lösendes und drohendes Problem mit der ihnen gutschheinenden Methode des wuchtigen Hammerschlages zu lösen.

Die Passivität der obersten Landesbehörde, ihre fast trotzig Unbelehrbarkeit hat mich persönlich in einen harten Gewissenskonflikt getrieben. Dass es uns Republikanern nicht an Einsicht gebrach, nach andern gangbaren Wegen zu suchen, um dieses Problem in Zukunft zu lösen, beweist unser eigenes Volksbegehren, das für die ebenfalls harten Abbauforderungen eine Frist von immerhin zehn Jahren setzt, Saisonarbeiter und Grenzgänger freigibt und darum besorgt ist, dass keine Niederlassungsverträge gekündigt oder verletzt werden müssen – und vor allem mit einer Rückzugsklausel versehen ist, die uns die Möglichkeit bietet, vom Parlament und vom Bundesrat einen Gegenvorschlag zu erwirken. Ich bin froh, dass dieses Volksbegehren heute bei der Bundeskanzlei vorliegt, als letzte, aber wirksame Waffe für den Fall, dass das Volksbegehren der Nationalen Aktion vom Volk verworfen wird. Es ist in jedem Kampf unerlässlich, eine Reserve auszuscheiden, die dann den Ausgang der Schlacht entscheiden kann.

Weite Kreise des Volkes erwarten nun von mir, dass ich mich voll und ganz hinter das Volksbegehren der Nationalen

len Aktion stelle. Die Versuchung wäre gross, übergross, das zu tun; denn mit vielen Mitgliedern der Nationalen Aktion verbindet mich aus dem gemeinsamen Kampferlebnis des Jahres 1970 noch eine tiefe Freundschaft, und sie werden mein Abseitsstehen nicht nur bedauern, sondern mit Sicherheit verurteilen.

Als Nationalrat habe ich wie Sie einen Eid geschworen, der mich bindet und verpflichtet, nur zum Wohle unseres Staates nach bestem Wissen und Gewissen zu entscheiden. Das Gewissen also ist die letzte Instanz auch in der Politik. Jeder Opportunismus hat der Grundsätzlichkeit zu weichen. Ich bedaure die Haltung des Bundesrates, der Artikel 2 der Bundesverfassung in seiner Einstellung zum Ausländerproblem nicht nachgelebt hat, bedaure die Haltung des Parlamentes, das allzu lange die Gefahr der Ueberfremdung nicht ernst genommen hat; ich bedaure aber auch die Haltung der Initianten, die durch ihre Masslosigkeit unserm Anliegen schaden.

Ich weigere mich, getreu dem abgelegten Eid, den Weg zu beschreiten, der nicht zur Katastrophe führen muss, aber führen kann. Ich weigere mich, aus noch so berechtigtem Zorn Massnahmen zu ergreifen, die zum Bruch von zwar schädlichen, eigenmächtigen, aber immerhin vom Bund abgeschlossenen Staatsverträgen führen. Die Ausweisung von Niedergelassenen ist weder mit der Vertragstreue, noch mit der Ehre der Schweiz, der unser Eid gilt, vereinbar. Die jährliche Ausweisung von 180 000 Ausländern passt nicht zum bisher berechtigten Ruf einer toleranten Schweiz und droht uns in die Nachbarschaft eines Idi Amin zu bringen.

Ich stehe fortan als entschlossener Kämpfer gegen die Ueberfremdung hinter dem eigenen Geschütz, das seit gestern schussbereit ist, hinter dem republikanischen Volksbegehren.

Ich bewahre für alle Kämpfer gegen die Ueberfremdung meine Sympathie und mein Verständnis. Ich entziehe aber dem Volksbegehren der Nationalen Aktion aus den oben genannten Gründen meine Unterstützung und überlasse es den Initianten, ihre Forderung vor dem Volk zu vertreten und für die daraus resultierenden Folgen, die den Schweizer, vor allem den Mittelstand und das Gewerbe hart treffen werden, geradezustehen. Ich danke Ihnen.

**Le président:** La parole est à M. le député Grolimund pour justifier sa motion.

*Wortlaut der Motion Grolimund vom 28. Januar 1974*

Die zahlreichen politischen Vorstösse in der Ausländerfrage zeigen, dass weite Kreise des Schweizervolkes über die derzeitigen Zulassungsbestimmungen hinaus eine umfassende und verpflichtende Ausländerpolitik vermissen.

Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, eine Vorlage auszuarbeiten zur verfassungsmässigen Verankerung der Zielsetzung sowie eines Konzeptes der künftigen Ausländerpolitik des Bundes. Dieses Konzept soll den staatspolitischen, ökologischen, menschlichen und wirtschaftlichen Gesichtspunkten Rechnung tragen.

Die neue Verfassungsbestimmung soll insbesondere Massnahmen vorsehen:

- die den Anteil der ausländischen Wohnbevölkerung in staatspolitisch tragbaren Grenzen halten,
- die die Beschäftigung einer im Rahmen der Zielsetzung angemessenen Zahl ausländischer Arbeitskräfte erlauben,
- die den Kantonen und Gemeinden eine erleichterte Einbürgerung gestatten,
- sowie die Rechte und Pflichten der Ausländer in der Schweiz festlegen.

*Texte de la motion Grolimund du 28 janvier 1974*

Les nombreuses interventions politiques concernant le problème des étrangers montrent que des cercles importants

de la population suisse veulent une politique à l'égard des étrangers qui ne repose pas simplement sur des prescriptions actuelles régissant l'admission des étrangers, mais qui se fonde sur une vue globale de la situation et qui ait force obligatoire.

Le Conseil fédéral est invité à préparer un projet de disposition constitutionnelle fixant les buts et les principes fondamentaux d'une politique fédérale à l'égard des étrangers. En élaborant ces principes, il faudra tenir compte des données politiques, écologiques, humanitaires et économiques.

La nouvelle disposition de la constitution devra prévoir notamment des mesures afin de:

- maintenir la proportion de la population résidante étrangère dans des limites politiquement supportables,
- permettre l'emploi, dans les limites fixées par la politique suivie d'un nombre convenable de travailleurs étrangers,
- donner aux cantons et aux communes la possibilité de procéder à des naturalisations facilitées,
- définir les droits et les devoirs des étrangers en Suisse.

*Mitunterzeichner - Cosignataires:* Brunner, Bürgi, Eng, Gehler, Grass, Grünig, Gut, Keller, Kohler Raoul, Meier Kaspar, Meyer Hans Rudolf, Muff, Müller-Balsthal, Nef, Raissig, Ribl, Schürch, Schwarz, Speziali, Waldvogel (20)

**Grolimund:** Die andauernd starke Vermehrung der Ausländerzahl in unserem Lande hat unbestrittenermassen demographische, staatspolitische, wirtschaftliche, soziale und ökologische Probleme mit sich gebracht und die Lösung bestehender Probleme zum Teil erschwert. Es ist daher verständlich, dass dieser Komplex der Ausländerfrage seit Jahren zu den zentralen politischen Problemen unseres Landes gehört.

Allzu lange konzentrierte sich das Interesse der Öffentlichkeit und der Behörden auf die quantitative Entwicklung der Ausländerbestände, insbesondere den Bestand der ausländischen Arbeitskräfte. Es ist anzuerkennen, dass durch die seit einigen Jahren unternommenen Anstrengungen der Behörden der jährliche Zuwachs an Jahresaufenthaltern gedrosselt werden konnte. Trotzdem wurde die Konzentration von Ausländern in einzelnen Regionen und Betrieben mit der Zeit zu einem ersten Problem. In der heutigen Situation ist es unfruchtbar, rückblickend darüber zu rechten, ob und allenfalls wessen Fehler es gewesen ist, dass die Schweiz eine so grosse Zahl von Ausländern zugelassen und in den Arbeitsprozess aufgenommen hat. Heute gilt es, vorwärts schauend die jetzigen und zukünftigen Probleme in Angriff zu nehmen. Es ist offenkundig, dass die zwischen Schweizern und Ausländern bestehenden Probleme, auch wenn sie mit zunehmender Zahl der Ausländer entstanden oder verschärft worden sind, nicht einfach mit der Herabsetzung des Ausländerbestandes um einige Hunderttausend beseitigt werden können, sondern weiterbestehen werden, solange nicht das Ausländerproblem in qualitativer Hinsicht von allen Seiten her entgiftet wird.

Durch den Bundesratsbeschluss vom 16. März 1970 wurden die Jahresaufenthalter und Niederlasser global plafoniert und durch denjenigen vom Juli 1973 nun auch der Bestand der Saisoniers begrenzt. Der Bundesrat hat seit 1970 sein Stabilisierungsversprechen, die Gesamtzahl der erwerbstätigen Niedergelassenen und Jahresaufenthalter nicht mehr über 603 000 anwachsen zu lassen, gehalten, und es dürfen ihm grosse Anstrengungen attestiert werden. Während somit die Zahl der in der Schweiz lebenden erwerbstätigen Ausländer im Griffe der Behörden ist, erweckt im Volke vielfach die Tatsache Bedenken und Unbehagen, dass die ausländische Wohnbevölkerung trotz der Stabilisierung der Arbeitskräftezahl anhaltend weiter wächst. Dieser Tatsache gilt es endlich genügend Rechnung zu tragen und Vorkehrungen zu treffen, um ein weiteres Anwachsen zu verhindern, und gerade auch dadurch die Probleme des Zusammenlebens der bereits hier wohnen-

den Ausländer mit der Schweizer Bevölkerung zu erleichtern.

Der Bundesrat hat bereits in seinem Bericht zur sogenannten Schwarzenbach-Initiative I mit Recht darauf hingewiesen, dass er das Ziel verfolge, nicht nur den Zustrom der Fremdarbeiter zu stoppen, sondern auch das Zusammenleben von Schweizern und Ausländern zu fördern. Er hat seine Zielsetzung im Regierungsprogramm für die Jahre 1971 bis 1975 bestätigt und konkretisiert. Für die Betreuung und Eingliederung der Ausländer werden zwar von privaten und öffentlichen Institutionen, Firmen, Vereinen, Schulen usw. vielerorts Anstrengungen unternommen. Diese Bestrebungen sind jedoch noch lückenhaft und oftmals unkoordiniert. Es ist somit festzustellen, dass auf vielen Gebieten und von verschiedenster Seite wertvolle Beiträge zur Lösung der mit der Anwesenheit zahlreicher Ausländer verbundenen Probleme geleistet werden. Trotzdem haben wesentliche Kreise des Volkes das Gefühl, dass die mannigfachen Vorkehrungen keiner genügend klaren Gesamtsicht der Zukunftsprobleme auf diesem Gebiet entspringen, sondern eher von Fall zu Fall getroffen werden. Dieses Empfinden ruft immer neuen politischen Vorstössen, welche einen Abbau der Ausländerzahl in irgendeiner Form verlangen. Damit werden politische Kräfte auf völlig einseitige Ziele mobilisiert und künstlich Spannungen in unserem Volke sowie zwischen Schweizern und Ausländern geschaffen, welche das politische Klima durch ihre ständige Wiederholung zu vergiften drohen.

Ich lade deshalb den Bundesrat ein, dem Parlament eine Vorlage für eine verfassungsmässige Verankerung der Zielsetzung sowie eines möglichst zusammenhängenden Konzeptes der künftigen Ausländerpolitik zu unterbreiten. Dieses Konzept soll staatspolitischen, ökologischen, menschlichen und wirtschaftlichen Gesichtspunkten Rechnung tragen. Es sollte zwar einerseits Massnahmen zur Begrenzung des Anteils der ausländischen Wohnbevölkerung, andererseits aber auch die Beschäftigung einer in diesem Rahmen angemessenen Zahl ausländischer Arbeitskräfte ermöglichen. Daneben sollte es gesetzliche Grundlagen schaffen helfen, die den Kantonen und Gemeinden die erleichterte Einbürgerung geeigneter Ausländerkategorien gestatten, sowie allgemein die Rechte und Pflichten der in der Schweiz lebenden Ausländer festlegen.

Die Bedingungen für die Aufnahme ins Gemeinde- und Kantonsbürgerrecht sind in den Kantonen ausserordentlich unterschiedlich geregelt. Noch grösser sind die Unterschiede bei den geltenden Bestimmungen über den Erwerb des Gemeindebürgerrechts.

Im Zusammenhang mit der eingeleiteten Revision des Bundesgesetzes über Erwerb und Verlust des Schweizer Bürgerrechtes und der mit meiner Motion verlangten Verfassungsbestimmung drängt sich eine Ausdehnung der erleichterten Einbürgerung auf. Das geltende Recht trägt der Assimilation durch Geburt, Schulbesuch und Erziehung in der Schweiz zu wenig Rechnung. Gleichzeitig ist zu prüfen, inwieweit durch das Bundesrecht eine Vereinheitlichung der kantonalen Einbürgerungsgesetze angestrebt werden soll. Sowohl die Voraussetzung für den Erwerb des Bürgerrechtes wie auch das Verfahren ertragen in Anbetracht der grossen Rechtszersplitterung eine weitergehende bundesrechtliche Grundsatzgesetzgebung. Vor allem müsste die armenrechtliche Unterstützungspflicht der Heimatgemeinde wegfallen. Sie bildet sehr oft ein Hemmnis für die Einbürgerung. An ihre Stelle hätte die wohnörtliche Unterstützungspflicht zu treten, wie sie auf dem Konkordatswege mehr und mehr angestrebt wird. Damit würden auch die Einkaufssummen fragwürdig, die ebenfalls oft hemmend wirken.

Vermehrten Einbürgerungen dürfte der Schweizer zweifellos dann zustimmen, wenn damit auch eine entsprechende Reduktion der ausländischen Bevölkerung erreicht wird. Ein solches Konzept soll also gleichzeitig die staatspolitischen und ökologischen Schranken aufzeigen, andererseits aber den wirtschaftlichen Voraussetzungen einer wei-



teren Förderung unserer Wohlfahrt und vor allem dem menschlichen Anliegen der Schweizer und Ausländer in unserem Lande Rechnung tragen.

Alle diese Gesichtspunkte müssen in einer künftigen Gesetzgebung sorgfältig gegeneinander abgewogen werden. An und für sich liessen sich solche Massnahmen wohl zum Teil auf das geltende Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer abstützen, für dessen Revision bereits Vorarbeiten im Gange sind. Ebenso liegt ein Entwurf für gewisse Änderungen des Bürgerrechtsgesetzes vor, und der Bundesrat hat in seinen Regierungsrichtlinien weitere Massnahmen im Sinne einer Stabilisierung der gesamten ausländischen Wohnbevölkerung als Fernziel sowie die Förderung der Eingliederung der Ausländer in Aussicht gestellt. Auch hat die eidgenössische Konsultativkommission für das Ausländerproblem Vorarbeiten für die Analyse und Lösung von Problemen geleistet. Alle diese Vorarbeiten sollten aber zusammengefasst und auf klare Zielsetzung ausgerichtet werden, die in ihren Grundlinien in der Verfassung zu verankern wären. Es ist ein festes Ziel zu setzen, das verhindert, dass die Ueberfremdung weiterhin andauernd zunimmt. Wir, Parlament und Bundesrat, sollten den Mut aufbringen, jetzt zu handeln, denn es ist nicht zu verkennen, dass seit der Abstimmung vom Jahre 1970 über die sogenannte Schwarzenbach-Initiative einiges an Zündstoff hinzugekommen ist. Vor allem sind die Umweltprobleme mächtig in das Bewusstsein von Volk und Behörden eingedrungen. In diesen Rahmen gehört die Erkenntnis, dass auch das Bevölkerungswachstum eingedämmt und verlangsamt werden muss. Das bis noch vor kurzem als heilige Kuh gehaltene Wirtschaftswachstum wird mindestens anders betrachtet und in Frage gestellt. Mit zunehmender Bevölkerungsdichte steigt auch die Auslandsabhängigkeit auf verschiedenen Gebieten, wie ja die jüngste Zeit recht drastisch aufgezeigt hat.

Meine Motion ist nicht direkt als Gegenvorschlag zur Ueberfremdungsinitiative, die ich übrigens ablehne, gedacht. Ich halte es aber für nötig, die Beratungen auszusetzen, bis im Sinne dieser Motion und auch im Sinne anderer Anträge ein Konzept ausgearbeitet worden ist, mit dem der Initiative eine wirkungversprechende Alternative entgegengestellt werden kann. Ein angesehenes Blatt unseres Landes schrieb: «Wo soviel dumpfer Unwillen ineinander fliesst und seinen Ausdruck sucht, wird ein parlamentarischer Kraftakt zum Gebot. Die Stabilisierung, auch diejenige der ganzen ausländischen Wohnbevölkerung, nicht nur der Beschäftigten, muss Bestandteil der Verfassung werden.» Ein Berner Blatt meinte, die jetzige Botschaft hätte freilich an Profil gewonnen, wenn die Angaben des Bundesrates über die anvisierte Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung präziser ausgefallen wären, wenn eine verbindliche Frist gesetzt worden wäre. Man sollte das Notwendige nicht immer wieder von Fremdimpulsen erwarten. Genau das meine ich mit meiner Motion auch.

Ein anderes bedeutendes Blatt warnte: «Die Zeit drängt, und es bedarf einer besonderen Anstrengung, um der Mehrheit des Souveräns die Gewissheit zu geben, dass die Ausländerfrage einer Lösung zugeführt werden kann, ohne dass sich das Schweizervolk alle drei bis vier Jahre mit einer Volksinitiative herumschlagen muss. Auf die Dauer bleibt eine solche permanente Konfrontation nicht ohne schweren Schaden für den Staat.»

Ich glaube, wir sollten solche Warnungen nicht in den Wind schlagen. Es ist falsch, einfach immer nur Feuerwehr zu spielen. Wir sollten selbst aktiv werden und den Brandherd löschen, denn es ist und bleibt ein frommer Wunsch, der in diesem Saale schon wiederholt ausgesprochen wurde, mit der Zeit werde sich die ausländische Bevölkerung von selbst stabilisieren. Die sich doch mit einiger Deutlichkeit abzeichnende wirtschaftliche Verflachung dürfte übrigens eine aktivere Stabilisierungspolitik erleichtern.

Gerade auch im Hinblick auf eine etwas unsicherere wirtschaftliche Entwicklung hätten wir es schwer, vor der Abstimmung über die Initiative wieder mit leeren Händen vor die Arbeitnehmer zu treten, einfach nur wieder mit dem Hinweis, der Bundesrat habe ja Kompetenzen, er werde schon zum Rechten sehen. Solche Hinweise und Zusicherungen genügen heute nicht mehr. Es genügt nicht mehr, dass der Bundesrat gemäss Artikel 69ter die Kompetenz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer besitzt, denn gerade unter dieser Verfassungsbestimmung ist doch das Malaise mit der Ueberfremdung entstanden. Es muss eine Verfassungsbestimmung erarbeitet werden, die dem Bundesrat nicht nur Kompetenzen einräumt, sondern ihn auf ein bestimmtes Ziel verpflichtet. Dieses Ziel muss heissen, nicht nur die ausländischen Arbeitskräfte, sondern auch die ausländische Gesamtbevölkerung nicht mehr weiter anwachsen zu lassen. In relativ kurzer Zeit müsste durch geeignete Massnahmen dann auch ein allmählicher Abbau herbeigeführt werden. Mit dieser Forderung sehen wir uns sogar mit dem Bundesrat einig, der schon 1969 in seinem Bericht an die Bundesversammlung über das zweite Volksbegehren schrieb: «Sollten diese Massnahmen nicht den gewünschten Erfolg haben, so müssten wir Vorkehren prüfen, die zu einer Verminderung der ausländischen Wohnbevölkerung führen». Ja, sogar 1967 führte er zur ersten Initiative aus: «Sollte es trotz der vorerwähnten Massnahmen nicht gelingen, der Ueberfremdungsgefahr genügend wirksam zu begegnen, müsste sich der Bundesrat ausdrücklich vorbehalten, je nach der Entwicklung und den staatspolitischen Erfordernissen, weitergehende Vorkehren zu treffen, wie z. B. Massnahmen, die zu einer Stabilisierung oder zu einer Reduktion der ausländischen Wohnbevölkerung führen.»

Damals, also 1967, betrug das Total der ausländischen Wohnbevölkerung in der Schweiz noch 891.000 oder 15 Prozent der Schweizer Bevölkerung. 1972 war diese Zahl bereits auf 1.050.000 oder 16,7 Prozent der Schweizer Bevölkerung angestiegen, und im jetzigen Zeitpunkt dürfte sie wohl annähernd um 170.000 bis 180.000 höher sein als 1967. Definitive Zahlen liegen noch nicht vor.

Es ist also wahrlich an der Zeit, gegen diese beängstigende Entwicklung wirksamere Massnahmen als bis anhin zu treffen. Ich bitte Sie, meine Motion erheblich zu erklären.

**Speziali:** La Deputazione ticinese intende, come suo preciso dovere, prendere aperta e unanime posizione contro l'iniziativa dell'Azione nazionale; è, il mio, un intervento collegiale, e di carattere eccezionale, moralmente imposto dalle condizioni stesse che il Canton Ticino deve e dovrà affrontare in questo delicato campo.

Premetto che siamo consapevoli che l'alterazione dell'equilibrio etnico, religioso, spirituale è fonte d'inquietudini e pone problemi di non facile soluzione.

Simili inquietudini, tuttavia, si risolvono, in uno Stato come il nostro, attraverso l'educazione, la formazione dei giovani e dell'intera collettività, l'integrazione delle valide forze straniere nel nostro ordinamento politico e nel nostro modo di vivere.

La soluzione proposta, invece, nonchè atto di forza, è atto di debolezza; dimostra il prevalere della paura; attesta il venir meno della fiducia in noi e nella nostra capacità di conquistare al nostro modo di convivenza civile gli operai che vivono con noi e partecipano con il loro lavoro all'edificazione della Svizzera di domani.

In questo senso, e anche perchè volta essenzialmente contro gli operai italiani, appartenenti ad una delle stirpi che formano la Confederazione, l'iniziativa rinnega la base stessa del nostro ordinamento politico.

Essa asseconda coloro che vedono nella Svizzera una piccola nazione egoista, avida di progresso e benessere ma riluttante ai sacrifici da questi imposti; essa pregiudica il buon nome della Svizzera nel consenso dei popoli, proprio nel momento in cui stiamo vivendo le prime esperienze

comunitarie europee e più intensa e diffusa si fa l'intenzione di aderire alle Nazioni Unite.

Purtroppo, l'iniziativa fa leva sui sentimenti meno nobili, su emozioni ed istinti persistenti nel fondo di ciascun essere umano, e, con un'informazione approssimativa e tendenziosa, conduce a conclusioni affrettate e superficiali.

Oltre ad essere pericolosamente demagogica, essa è offensiva per il senso di umanità, di rispetto, di tolleranza, di cui ci siamo sempre onorati.

Essa è tragica nelle sue conseguenze umane, che ricordano le migrazioni forzate di popolazioni, care agli Stati totalitari.

Essa è ciecamente ingrata verso coloro che hanno dato un contributo essenziale allo sviluppo economico della Svizzera, la quale ora si appresterebbe a respingerli verso i loro Paesi, magari in braccio alla disoccupazione e alla miseria.

Essa misconosce antiche tradizioni migratorie da un paese all'altro d'Europa, che hanno nutrito nobili generazioni di costruttori, di artisti, di soldati, per secoli uscite dalle nostre contrade.

Nella sua attuazione, l'iniziativa appare assurda e inverosimile se non addirittura irrealizzabile ove si ponga mente alla drasticità del termine, il 31 dicembre 1977, e al numero imponente – mezzo milione – di stranieri che dovrebbero lasciare la Svizzera, tra cui migliaia di persone qui domiciliate, con le loro famiglie, da anni.

Per il Canton Ticino, poi, le conseguenze sarebbero addirittura disastrose: la partenza del 72 per cento degli stranieri significa infatti una diminuzione del 25 per cento dell'intera nostra popolazione ed equivale a mettere in ginocchio tutta l'economia ticinese! Nessun settore e nessuna regione sarebbero risparmiati: dunque, conseguenze economiche irreparabili.

Questo Parlamento e l'intero popolo svizzero devono quindi trovare la forza morale di respingere l'iniziativa, senza compromessi.

**Bräm:** Wir haben ein Heer von ausländischen Arbeitskräften zum Teil mit deren Familien in unser überbevölkertes Land geholt. Bei diesen Menschen mischen sich, wie bei uns, angenehme mit weniger angenehmen Züge. Manche von ihnen werden heimisch, viele bleiben Fremde in unserem Volksleben. Sie leisten uns geschätzte Dienste, wofür sie in gesunden und kranken Tagen angemessen entschädigt werden. Es ist ein Geben und Nehmen. Dieses Wechselseitige erfährt auch der Auslandschweizer im Ausland. Das Uebermass an ausländischen Arbeitskräften, und allein das Uebermass, hat zu einem vielschichtigen Komplex von Problemen geführt. In anderen Ländern zeigt sich tendenziell ein ähnliches Geschehen, doch nicht mit gleichem Gewicht. Die Ueberfremdungserscheinungen sind bei uns bedrückender, weil sie sich in einem kleinen, überbevölkerten Lebensraum manifestieren. Andersorts ist das Boot bei weitem nicht voll, und schon wird mit der Sturmglöcke geläutet. Ich erinnere u. a. an die Abwehrmassnahmen in England, Dänemark und Deutschland. Das schweizerische Boot – ich sage das aus meiner Sicht – ist überladen. Trotzdem gibt es immer noch viele Verharmloser der Ueberfremdungsproblematik. Hier macht auch der Bundesrat, dem ich in anderen Wirkungsbereichen ein bedeutendes Leistungsvermögen attestiere, einen starken Fehler. Anstatt das Uebermass mit seinen schädlichen Auswirkungen eindringlich darzulegen, spricht er lediglich von Gefahren, nicht von krassen Tatsachen, und verweist auf die derzeitigen Massnahmen. Diese sind, auch wenn ich den Fortschritt gegenüber früher erkenne und dafür danke, ungenügend. Ich weiss, dass unsere Landesregierung in einer schwierigen Lage ist. Sie muss die verschiedenartigsten Interessen, die alle den Anspruch auf schützenswert erheben, vertreten. Sie ist Hammer und Amboss, sie muss eine Suppe auslöpfeln, die von anderen schlecht zubereitet und eingebracht worden ist. Es spricht für die Fairness des Bundesrates, dass er diese Köche nie er-

wähnt und nach seiner Meinung das Beste zu tun versucht. Ist es aber das Bestmögliche? Für den Bundesrat gibt es aus meiner Sicht nur eine Kernfrage: Wie können wir das Land mit seiner Vielfalt und schützenswerten Eigenart vor dauerndem Schaden bewahren? Er kann nicht länger übersehen, dass sich das innere und äussere Bild unserer Heimat langsam und stetig ungut verändert. Die Ueberfremdung unseres Landes hat in den verschiedensten Bereichen, wirtschaftlich, kulturell, auch sicherheitsmässig, die Grenzen des Tragbaren überschritten. Ich bin überzeugt, mit einigen Vorrednern zusammen, dass die Mehrheit des Volkes Taten will, die über die bloss ablehnende Haltung des Bundesrates zur NA-Initiative hinausgehen.

Damit komme ich zum Volksbegehren, das dieses Jahr in unserer Innenpolitik dominieren wird und im Kern ein Anliegen enthält, das wir nicht verteufeln dürfen. Wir müssen die Begehren dieser Initiative sachlich diskutieren. Ich bedaure, meinen Kollegen von der Nationalen Aktion auf dem vorgeschlagenen Weg nicht folgen zu können, obgleich ich Verständnis für ihre begründete Ungeduld habe. Ihre Begehren sind aber in der vorliegenden Fassung nicht realisierbar. Unsere Wirtschaft ist ein feinmaschiges Gewebe, in das wir nicht mit groben Handschuhen hineinlangen dürfen. Es steht zuviel auf dem Spiel. Ich will nicht Einzelheiten wiederholen, die im Bericht des Bundesrates zu lesen und hier schon erwähnt worden sind. Ganz einfach, mit Doktor Eisenbart, geht es nicht. Diagnose und Therapie müssen differenzierter sein. Die schweizerische Wirtschaft steht zudem an einem historischen Wendepunkt. Die Energieproblematik, die allgemeine Rohstoffbeschaffung und längerfristige, kostspielige Rohstoffsicherung verlangen zusätzliche Anstrengungen. Diese schwerlastenden Hypothesen dürfen das Ueberfremdungsproblem nicht aus dem Visier drängen, müssen aber unbedingt mitgewürdigt werden.

In diesem Zusammenhang verweise ich auf die eingereichte republikanische Initiative, die aus feinerem Garn gesponnen ist, längerfristige Ziele beinhaltet und meiner Meinung nach vertretbare Lösungen aufzeigt. Auch die persönliche Initiative von Kollega Werner Reich enthält meiner Meinung nach einige bedenkenswerte Vorschläge. Eines aber möchte ich der Gerechtigkeit halber festhalten: Der heute zu behandelnden Initiative kommt unbedingt das Verdienst zu, dass sie aufrüttelt und zu aktivem Handeln zwingt. Die Gewerkschaften und zugewandte Orte haben die Zeichen verstanden und einen Gegenvorschlag verlangt. Die Chancen – ich bin davon fest überzeugt – für eine Annahme dieses Volksbegehrens bestehen. Heute stimmen die Frauen mit. Die Kolleginnen hier im Saal werden mir den Hinweis nicht verargen, dass viele Frauen das Ueberfremdungsproblem etwas einseitig emotionell beurteilen. Denken wir auch an das weitverbreitete Inflationsmalaise, das leicht am falschen Ort abreagiert werden könnte. Ich empfehle deshalb, einem allfälligen späteren Gegenvorschlag etwas Greifbares und Verbindliches, nämlich Zahlen und Fristen, zu geben. Wenn wir dies nicht tun, werden weite Kreise der bisher schweigenden Mitbürgerinnen und Mitbürger enttäuscht sein und diese Enttäuschung im Extrem abreagieren. Der Gegenvorschlag müsste auch echte Konzessionen an die hängigen Ueberfremdungsinitiativen enthalten. Ich warne nachdrücklich davor, diesem Gegenvorschlag nur beschwichtigenden, taktischen und deklamatorischen Charakter zu geben. Bis dieser Gegenvorschlag vorliegt, ist die restriktive Niederlassungsbewilligung beschleunigt anzustreben. Es empfiehlt sich, in der Gewährung von neuen Niederlassungen und Einbürgerungen starke Zurückhaltung zu üben. Staatsverträge und ihre rechtliche Verankerung sind beschleunigt, und zwar in praktikabler Weise, zu revidieren.

Ich warne nochmals davor, die Sache auf die lange Bank schieben zu wollen und inzwischen zahlreiche neue Niederlassungen zu gewähren. Diese Praxis wäre dem inneren Frieden abträglich. Ich stelle klar und lasse daran

nicht deuteln: Ein effektiver Abbau muss unsere eingegangenen Verpflichtungen respektieren. Vertragstreue kann kein leeres Wort sein. Wir haben keinen Grund für Schuldkomplexe. Leistung und Gegenleistung gegenüber den Ausländern sind im ganzen ausgeglichen. Deshalb lehnen wir ausländische Drohungen und Diktate, die im Zusammenhang – ich erinnere an die Römer Verhandlungen – mit unserer Ueberfremdungsdiskussion erfolgen und erfolgt sind, ab.

Es sei mir noch ein kurzes persönliches Wort an die Gewerkschaften und zugewandten Orte gestattet. Gemessen am Verhalten ausländischer Gewerkschaften verhalten sich unsere Arbeitnehmerorganisationen dem Lande gegenüber verantwortungsbewusst, bekunden Einsicht und Sinn für das tragbare Mass. Möge es weiter so bleiben! Mit dieser Haltung haben unsere Arbeitnehmerorganisationen dem Arbeitsfrieden, einer der grössten innenpolitischen Errungenschaften, einen grossen, unschätzbaren Dienst erwiesen. Sie haben Beachtliches und Dauerhaftes erreicht, von dem sie verständlicherweise nichts preisgeben wollen. Trotzdem stelle ich persönlich, ohne jede Polemik, zur Diskussion, ob wir nicht im Sinne einer Uebergangslösung und als sehr bedeutsamen Beitrag zur Entschärfung des Arbeitsmarktes gesamtschweizerisch mehr und intensiver arbeiten sollten, ist doch aus meiner Sicht die Arbeitszeit kein heiliges, unantastbares Dogma. Es ist denkbar, dass diese Frage vorerst konsultativ den Arbeitnehmern in einer Urabstimmung unterbreitet würde. Unter der Voraussetzung, dass eine solche Befragung objektiv kommentiert würde, könnte das Ergebnis eventuell positiv sein.

Zum Schluss: Ich bejahe den humanitären Gedanken als echt schweizerisch und meine ehrlich, dass das Uebermass an Ueberfremdung in unserem Land menschlich anständig abgetragen werden muss. Niemand kann uns aber die Auffassung verargen, dass auch uns das Hemd näher liegt als der Kittel. Notwendige Operationen im Sinne eines effektiven Abbaues werden Schmerzen und Härten zur Folge haben. Es ist dies der Preis für eine wohllichere Heimat mit besseren Lebensqualitäten.

**Baumann:** Als eine Folge der politisch und gesamtwirtschaftlich negativen Auswirkungen einer Annahme der dritten Ueberfremdungsinitiative würde das Ansehen der Schweiz in der übrigen Welt grossen Schaden leiden. Hieraus ergäben sich bereits erste wirtschaftliche Konsequenzen. Der Tourismus – rein von der Nachfrageseite her betrachtet – würde stagnieren und zurückgehen. Die unabwendbaren politischen Spannungen, wenn nicht gar Konflikte, würden das Vertrauen in unser Land derart erschüttern, dass die Bank- und Versicherungsgeschäfte von Ausländern in der Schweiz zum Erliegen kämen, was schwerwiegende Konsequenzen für unsere Zahlungsbilanz hätte. Noch einmal wesentlich verschärft würde auch der Kampf um die verbleibenden Arbeitskräfte. Leidtragende wären einmal mehr die Klein- und Mittelbetriebe, die die Nationale Aktion zu schützen vorgibt. Durch die Initiative würde der Umstrukturierungsprozess – um nicht das unschöne Wort der «Gesundschumpfung» zu gebrauchen – noch beschleunigt.

Gestatten Sie mir, aus der Sicht des schweizerischen Gastgewerbes aufzuzeigen, was bei einer Annahme der Initiative der Nationalen Aktion passieren würde. Das Gastgewerbe zählt zu den arbeitsintensiven Branchen. Die Rationalisierung hat bei uns logische Grenzen; das Gastgewerbe ist seit jeher auf die ausländischen Arbeitskräfte angewiesen. Diese Abhängigkeit wird durch die SCOPE-Studie aus dem Frühjahr 1972 erhärtet. Die in dieser Studie ausgewiesene Struktur der ausländischen Mitarbeiter im Gastgewerbe nach der Art der fremdenpolizeilichen Bewilligung ist höchst bedeutsam: Die in der Hotellerie Beschäftigten verteilen sich folgendermassen: Niedergelassene und Grenzgänger 11,8 Prozent, Jahresaufenthalter 27,3 Prozent, Saisoniers 56,7 Prozent, Praktikanten 2,1

Prozent und Studenten 2,1 Prozent. Die im Restaurationsgewerbe Beschäftigten verteilen sich wie folgt: Niedergelassene und Grenzgänger 29 Prozent, Jahresaufenthalter 53 Prozent und Saisoniers 18 Prozent. Aus diesen Zahlen ergibt sich folgendes: Die Hotellerie würde primär bei den Saisoniers, das Restaurationsgewerbe bei den Jahresaufenthaltern und Niedergelassenen schwerwiegend getroffen, ja sogar funktionsunfähig werden. Von den Wortführern der Nationalen Aktion wird das Gegenteil behauptet, doch entbehrt dies jeder realen Grundlage. Dem Gast könnte kein vernünftiges Angebot mehr präsentiert werden, weder in der Küche noch in der Beherbergung. Die Umsatzeinbussen würden die Ertragslage des Gastgewerbes erheblich verschlechtern, sogar seine Existenz in Frage stellen. Eine Annahme der dritten Initiative würde darüber hinaus dem mittelständischen Gewerbe in der Schweiz das Grab schaufeln. Es ist deshalb eine höchst unehrliche Politik der Nationalen Aktion, wenn Sie, Herr Kollega Oehen, so tun, als ob Sie dem Gastgewerbe zu Gevatter stünden, aber auf der anderen Seite solche Forderungen stellen.

Der Bundesrat hat in den vergangenen drei Jahren mit den versprochenen Stabilisierungsmassnahmen ernst gemacht. Darüber gibt die amtliche Ausländerstatistik der letzten Jahre deutlichen Aufschluss. Auch ist zu bemerken, dass wir das Instrument der Verfassungsinitiative nachgerade zu missbrauchen beginnen. Es ist ja schon eine vierte Ueberfremdungsinitiative eingereicht worden! Weitere Vorstösse sind angekündigt. Was da vorgeschlagen wurde und wird, gehört im Grunde nicht in die Verfassung. Zahlen und Prozentsätze (wie das die Initiative tut) sollten nicht in der Verfassung verankert werden. Wir sollten daher den Mut haben, die Initiative mit allen ihren offensichtlichen verfassungsrechtlichen Mängeln zu bekämpfen und ihren Text rundweg als zur Aufnahme in unser Grundgesetz ungeeignet zu bezeichnen. Dazu braucht es aber keinen Gegenvorschlag auf der Verfassungsstufe. An die Befürworter eines Gegenvorschlages, die sich aus den verschiedensten Lagern, von der «Neuen Zürcher Zeitung» bis zum Schweizerischen Gewerkschaftsbund, rekrutieren, möchte ich die Frage stellen: Könnten Sie sich konkret auf einen Text einigen?

Indessen ist nicht zu verkennen, dass die eine oder andere mit dem Volksbegehren zur Diskussion gestellte Frage einer gesetzlichen Neuregelung bedarf. Darum bin ich mit der Mehrheit der vorberatenden Kommission und der Minderheit unserer Fraktion der Meinung, dass eine entsprechende Aenderung des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung (ANAG) in die Wege geleitet werden und dort die heute angebrachten gesetzlichen Neuregelungen getroffen werden sollten. Deshalb bitte ich Sie, die diesbezügliche, von der Kommission ausgearbeitete Motion auf Revision des ANAG erheblich zu erklären. Dort müssen wir eine sachgerechte Lösung der ganzen Problematik – die grundsätzlich nicht bestritten werden kann – verankern. Vielleicht lässt sich auch aus ausländischen Lösungen etwas lernen, z. B. die Einführung von Polizeibewilligungen einerseits und Arbeitsbewilligungen andererseits. Der Gegenvorschlag auf Verfassungsstufe ist ein untauglicher Weg. Darum bitte ich Sie, ihn nicht zu beschreiten!

**Ketterer:** Herr Oehen weiss, dass es Fragen gibt, wo wir am gleichen Strick ziehen und uns freundschaftlich finden können. In der vorliegenden Frage muss ich jedoch mit aller Deutlichkeit bekennen, dass ich die von ihm vertretene Initiative ohne Rückzugsklausel als Selbstmordinstrument unserer Volkswirtschaft bezeichnen muss und als Kapitulation vor Treu und Glauben, wie dies von Herrn Schwarzenbach – sicher schweren Herzens – in eindrücklicher Weise eben dargelegt wurde. Wenn ich zwischen zwei Uebeln zu entscheiden hätte, würde ich dem kleineren den Vorzug geben, nämlich der soeben von Herrn Schwarzenbach angekündigten zweiten Initiative. Vielleicht

würden sich innert der von ihm eingeräumten Anpassungsfrist von zehn Jahren die Verhältnisse auf dem Arbeitsmarkt in einer natürlicheren Weise ausbalancieren als wir uns dies heute vorstellen können. Wir müssten also weniger künstliche Zwangsmassnahmen ergreifen.

Als Mitglied der Sektion Justiz- und Polizeidepartement Ihrer Geschäftsprüfungskommission und als Referent der Sektion Fremdenpolizei, aber auch als Betreuer von Fremdarbeiterproblemen seit Beginn der sechziger Jahre, muss ich gestehen, dass wir und seinerzeit möglicherweise auch der Bundesrat uns anfänglich von den Problemen überfahren liessen. Wer wie ich und andere aber in den letzten Jahren einen tieferen Einblick in die immer strenger und konsequenter durchgeführten Massnahmen sowohl der Fremdenpolizei wie des BIGA in der Praxis tun konnte, muss einfach die harte Beschuldigung des Herrn Schwarzenbach als unzutreffend bezeichnen, der von schwerer Passivität des Bundesrates sprach und ihn zu unrecht der trotzigen Unbelehrbarkeit bezichtigte. Wer etwas näher orientiert ist, muss einfach bezeugen, dass der Bundesrat und seine zuständigen Organe in den letzten Jahren in loyaler und konsequenter Weise ihre Politik der Stabilisierung verfolgen. Eine Negierung dieser Tatsache ist einfach unsachlich und ungerecht gegenüber unseren Behörden. Es ist sehr bedauerlich, dass es schwer hält, unsere Mitbürger von den ehrlichen und konsequenten Absichten unserer Behörden zu überzeugen. Viel leichter ist es, mit Brandreden und Demagogie, wozu die Ausführungen von Herrn Bräm, die er eben gehalten hat, nicht zu zählen sind, die Volksseele zum Kochen zu bringen. Aus dieser Sorge hat Ihnen mein Fraktionskollege Jaeger die Gründe dargelegt, die unsere Fraktion veranlassten, dem Stimmbürger einen vernünftigen Gegenvorschlag als echte Alternative vorzuschlagen. Sollten Sie diesem Vorschlag nicht zustimmen – was ich bedauern würde –, so sollten unbedingt dem Stimmbürger die heute gültigen gesetzlichen Grundlagen des Bundesrates zugänglich gemacht werden, damit er die Möglichkeit hat, sich objektiv zu orientieren, was heute gilt und was heute die Grundlage unserer Fremdarbeiterpolitik ist.

**Wagner:** Es ist unumgänglich, dass ich heute sowohl dem Bundesrat als auch dem Parlament die zahlreichen Vorstösse in Erinnerung rufe, die von seiten der Gewerkschaften und auch meiner Partei in bezug auf die Ueberfremdung hier vorgetragen worden sind. Immer und immer wieder haben wir mit Nachdruck auf die Folgen hingewiesen, und mit aller Bestimmtheit Einschränkungen verlangt. Entsprechende Postulate wurden überwiesen und vom Bundesrat schubladisiert. In der Rückblende müssen wir leider feststellen, dass wir zu gutgläubig waren und den bundesrätlichen Versprechen erlegen sind. Darum dürfen Sie es heute nicht als eine Selbstverständlichkeit ansehen, dass wir im Jahre 1970 bei der Schwarzenbach-Initiative an vorderster Front für deren Ablehnung eingetreten sind. Ich habe die denkwürdigen Versammlungen und Auseinandersetzungen mit meinen Arbeitskollegen noch zu tief in den Knochen, als dass ich heute leichtfertig diese neue Initiative und deren Auswirkungen übersehen könnte. Bei einer Rekordstimmeteiligung von 75 Prozent hat diese Initiative mit winzigen 97 000 Stimmen den Erfolg verfehlt.

Es wäre ein Irrtum, zu glauben, dass die 558 000 Stimmberechtigten, die damals der Initiative zugestimmt haben, in der Zwischenzeit ihre Meinung zur Ueberfremdung geändert hätten. An dieser Meinungsbildung haben die Stabilisierungsmassnahmen des Bundesrates auch nichts Wesentliches geändert. Es ist seit 1970 mehr Negatives als Positives dazu gekommen. Einmal hat sich die Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung in diesen vier Jahren um rund weitere 100 000 erhöht. Die Zahl wird nach der Meinung von Herrn Bundesrat Furgler bis 1978 noch weiter ansteigen bis auf rund 1 100 000. Trotz Stabilisierungsmassnahmen haben wir in den Betrieben den Eindruck, es seien noch nie so viele Ausländer dagewesen wie gerade heute.

Der Grund mag darin liegen, dass nun bereits die zweite Generation in den Abstimmungsprozess eingegriffen hat. Ich glaube auch, dass sich die Erleichterungen bei den Einbürgerungen, die ich unterstützte, auf die Ueberfremdungsfrage im gesamten eher negativ als positiv ausgewirkt haben. Mit der Aushändigung der Urkunde ist die Assimilierung längst nicht vollzogen. Bis es soweit ist, braucht es nicht Jahre, es braucht Generationen. Eine wesentliche Neuheit seit 1970 müssen wir in den neuen Abstimmungskampf einbeziehen. Es ist das Stimmrecht der Frauen. Ihr Entscheid ist nicht leicht zu beurteilen. Ich wage aber die Prognose, dass die Schweizer Frau in der Mehrheit die Auffassung hat, es sei doch jetzt des Guten zuviel, es müsse etwas geschehen und es müsse abgebaut werden. Auch lassen die Wahlergebnisse der letzten Jahre nicht darauf schliessen, dass das Problem der Ueberfremdung am Abklingen ist.

Was sich seit 1970 aber ganz wesentlich geändert hat, ist das Vertrauen der Arbeiterschaft in den Bundesrat und dessen Versprechungen. Immer und immer wieder hat man unserer Arbeiterschaft die Zusicherung gegeben, dass trotz der Vielzahl an ausländischen Arbeitskräften dem schweizerischen Arbeiter in Krisenzeiten der Arbeitsplatz gesichert sei. Die in letzter Zeit verfügten Betriebschliessungen und Teilstilllegungen ergeben aber ein anderes Bild. Diese Fälle, möge deren Zahl auch hoch so klein sein, haben die Wirkung bei der Arbeiterschaft nicht verfehlt. Ich muss Ihnen, Herr Bundesrat, meine sehr verehrten Damen und Herren, heute sagen, dass die Zahl jener, die eine Ueberfremdung bejahen, nicht ab-, sondern leider zugenommen hat.

Wenn man alle diese Veränderungen miteinbezieht, so kann ich einfach nicht daran glauben, dass die bisherigen Stabilisierungsmassnahmen als Alternative zur heutigen Initiative gelten sollen. Sie täuschen sich, Herr Bundesrat; die Mehrheit unseres Volkes wird Ihnen diese Meinung nicht abkaufen. Mag diese Initiative auch noch so überspitzt und unmöglich sein, der Stimmbürger wird diese Initiative nicht so sang- und klanglos abschreiben. Auch aus dieser Sorge stellen wir Ihnen den Antrag, es sei der Initiative ein Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Unsere Arbeiter sollten zwar wissen, dass ein Abbau von 500 000 Arbeitskräften innert vier Jahren auch Folgen für sie zurücklassen würde; denn bei einer Annahme dieser Initiative wäre nicht zu verhindern, dass zum allermindesten vorübergehend einheimische Arbeiter arbeitslos würden. Die sich daraus ergebenden sozialen Spannungen sind unabsehbar. Neue Initiativen sind am Heranrollen: die Initiative der Republikaner, die Einzelinitiative unseres Ratskollegen Herrn Reich, eine Initiative der katholischen Organisation KAB, eine Organisation übrigens, die uns heute den Vorwurf macht, wir hätten in der Ueberfremdungsangelegenheit in den letzten Jahren nichts unternommen. Wir wissen, dass die heutige Initiative der Nationalen Aktion auch dem Fraktionschef Herrn Schwarzenbach zu weit geht. Aber er hat einmal gesagt, er stehe hinter der Kanone, die eben schießt. Den Schuss dieser Kanone will er aber doch nicht selber abziehen. Er weiss zu genau, dass diese Kanone zu stark geladen ist und am Ziele vorbeischießt. Er betrachtet dieses Schiessen als Vorübung, um im nächsten Jahr mit einer schwächeren Ladung dann sein Ziel zu erreichen. Wenn wir in dieser Ueberfremdungssache nichts Entscheidendes unternehmen, so wird seine Rechnung aufgehen.

Die bisherigen Bemühungen des Bundesrates reichen nicht aus, dem entgegenzuwirken. Sie reichen nicht aus, die Abnützungsschlacht unter uns zu beenden. Sie wissen ganz genau, dass wir mit der Forderung eines Gegenvorschlages keine Radikallösung anstreben. Kein Arbeiter soll zwangsweise unser Land verlassen müssen. Es gibt härtere Möglichkeiten, die Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung zu reduzieren. Auch der Bundesrat hat in seiner Botschaft Möglichkeiten aufgezeigt. Eine andere wäre zum Beispiel auch, wenn man Arbeitskräfte, die unser Land

freiwillig verlassen, nicht ersetzen würde. Um aber einen echten Abbau zu erreichen, müssen noch andere Möglichkeiten gefunden werden.

Die Lage ist nicht hoffnungslos, aber sie ist ernst. Noch sind mir die Worte in Erinnerung, die Max Frisch an einem unserer Parteitage gesagt hat: «Wir holten Arbeitskräfte, und es kamen Menschen.» Und eben, mit diesen Menschen haben wir in den Betrieben zu tun. Wir hätten in den Betrieben dankbarere Aufgaben zu erfüllen, als uns gegenseitig – hier Schweizer, dort ausländische Arbeiter – aufzureiben. Viel lieber möchten wir die gegenseitige Kameradschaft konsolidieren und ausbauen und unsere Bemühungen, einander besser zu verstehen, fortsetzen. Als Betriebsarbeiter bin ich zu nahe an der Wirklichkeit, und ich kenne die Probleme beider Seiten. Es wäre leichtsinnig zu glauben, es tue sich im Lande in der Ueberfremdungsangelegenheit nichts. Den Antrag, es sei der Initiative ein Gegenvorschlag gegenüberzustellen, stellen wir nicht leichtfertig. Ich bin vom Entscheid der CVP-Fraktion überrascht, dass sie einen Gegenvorschlag ablehnt. Gerade sie sollte in sich gehen und der Ursache nachgehen, warum im Jahre 1970 gerade die Innerschweizer Kantone der Schwarzenbach-Initiative zugestimmt haben. Auch Ihnen, Herr Bundesrat, möchte ich dies zur Ueberlegung geben. Zur Auffrischung des Gedächtnisses möchte ich vielleicht zitieren, welche Kantone damals hinter Schwarzenbach gestanden sind: Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden, Fribourg; alle diese Kantone haben der Schwarzenbach-Initiative zugestimmt. Mir jedenfalls würden diese Resultate zu denken geben. Wir haben jedenfalls die Abnützungsschlacht vom Jahre 1970 noch nicht vergessen. Diese war für uns verlustreich an Zeit, Geld und Mannschaft. Ich kann Ihnen in aller Offenheit sagen: Ein Abstimmungskampf nach Modell 1970 gibt es für uns kein zweites Mal! Wenn Sie unsere Mitarbeit in der Ueberfremdungsangelegenheit weiterhin wünschen, so müssen Sie mithelfen, über einen Gegenvorschlag den Weg zu suchen, dem schwierigen Problem Herr zu werden. Weisen Sie unsere Hand zurück, so wären Sie vielleicht gut beraten, wenn Sie jetzt schon zur Kenntnis nehmen würden, dass ausser einer Nein-Parole wohl meine Partei, mit Sicherheit aber auch unsere Gewerkschaften, in den Abstimmungskampf weder Geld noch Zeit investieren werden. Dann sollen eben diejenigen «in die Hosen steigen», die für die heutige Sache verantwortlich sind. Jedenfalls ist eines sicher: Aus der heutigen Redeschlacht werden weder die Nationale Aktion noch die Republikaner noch der Bundesrat, aber auch nicht jene, die übrigbleiben, als Sieger hervorgehen. Entscheidend wird sein, wer das bessere Fingerspitzengefühl und das bessere Einfühlungsvermögen aufzuweisen hat. Unser Ansehen in aller Welt können wir nur wahren, indem wir uns zusammentun und einen Gegenvorschlag ausarbeiten und dem Spiel mit dem Feuer ein Ende bereiten.

**Barchi:** Die Ueberfremdungsinitiative der Nationalen Aktion gutheissen, würde das gleiche bedeuten wie die wissentliche planmässige Einleitung eines Rezessionsprozesses. Wenn ich daran denke, dass periphere Kantone wie mein Heimatkanton seit Kriegsende bis heute ganz mühsam eine wesentliche Verbesserung ihrer wirtschaftlichen Verhältnisse errungen und den Zustand eines unterentwickelten Landes endlich hinter sich gebracht haben, dann muss ich das Zauberlehrlingsspiel, welches das in mehreren Jahren Erreichte abrupt in drei Jahren zu zerstören vermag, als ein sehr gefährliches Abenteuer qualifizieren. In einem demokratischen und föderalistischen Staate ist es untragbar, dass man durch eine Verfassungsrevision das Verderben einzelner Kantone fördern könnte. Vor dem Falle höherer Gewalt möge uns Gott behüten, aber vor einer allfälligen menschlichen Unbesonnenheit müssen wir uns selbst hüten.

Der Bericht des Bundesrates enthält eine ausführliche und realistische Analyse der schwerwiegenden Folgen einer

allfälligen Annahme der Initiative, und zwar unter humanitären, sozialen, rechtsstaatlichen und wirtschaftlichen Gesichtspunkten. Die Respektierung wohlerworbener Rechte der Ausländer wäre unter anderem nicht mehr möglich. Somit würden wir eine unserer Verfassung zugrundeliegende Rechtsauffassung verletzen.

Hier möchte ich aber eine weitere Frage anschneiden. Werden bei einer allfälligen Annahme der Initiative nicht ebenfalls weitere wohlerworbene Rechte im weiteren Sinne, wohlerworbene Rechte der Kantone in Mitleidenschaft gezogen? Ich stelle fest, dass gemäss Artikel 2 der Bundesverfassung der Bund unter anderem die Förderung der gemeinsamen Wohlfahrt der Eidgenossen zum Zweck hat. Gemäss Artikel 5 unserer Verfassung gewährleistet der Bund den Kantonen unter anderem die Freiheit und die Rechte des Volkes. Nach der teleologischen Auslegung dieser Vorschrift sind meines Erachtens ebenfalls die Grundpfeiler, auf welche sich die Wohlfahrt eines Kantons abstützt, zu gewährleisten.

Ich will eine ganz einfache Ueberlegung zum Ausdruck bringen. Eine letzten Endes bescheidene Erdölkrise hat in der Schweiz, und zwar in allen Bevölkerungskreisen, eine grosse Beunruhigung, wenn auch nicht eine Panik provoziert, hat grosse Probleme hervorgerufen, die schwerwiegende wirtschaftliche Auswirkungen haben. Auch wer kein grosses Vorstellungsvermögen besitzt, kann sich leicht ausmalen, was für katastrophale Folgen die Reduktion um 72 Prozent des Fremdarbeiterbestandes innert dreier Jahre in meinem Heimatkanton, der eine ausgesprochen zerbrechliche Volkswirtschaft aufweist, haben würde. Sicher würden die Auswirkungen hundertmal schlimmer sein als diejenigen der Erdölkrise. Ich denke an die schädlichen Folgen für die kantonalen und Gemeindefinanzen, für den Werausbau und das Funktionieren der öffentlichen Infrastrukturen, für die Beschäftigung der Kader schweizerischer Nationalität usw. Ich denke somit insgesamt an die Folgen für das Leben der Bevölkerung, der staatlichen Gemeinschaft selbst.

Uebrigens kann man wohl darüber im Zweifel sein, ob die von den Initianten vorgeschlagenen Vorschriften überhaupt vollstreckt werden könnten. Der Bundesrat erklärt in seinem Bericht, dass bei einer allfälligen Annahme der Initiative der Abbau des Ausländerbestandes zuerst die Aufenthalter, dann rund 80 000 Niedergelassene betreffen würde. Da der Abbau kantonsweise erfolgt, werden in einzelnen Kantonen Aufenthalter weiter in der Schweiz bleiben können. Hingegen werden in anderen Kantonen seit Jahren niedergelassene Ausländer unser Land verlassen müssen. Im Tessin müssen z. B. mehrere Niedergelassene zur Ausreise angehalten werden, darunter Familien, die eine eigene Wohnung besitzen, die Verschwägerungsbeziehungen im Kanton haben, Personen, die eine selbstständige Tätigkeit ausüben, einen Betrieb besitzen und als Arbeitgeber möglicherweise schweizerische Arbeitskräfte anstellen. Es wird übrigens unmöglich sein, einen praktikablen Schlüssel zu finden, der erlauben würde, ohne schwerwiegende Diskriminierungen zu bestimmen, wer von den Niedergelassenen unser Land verlassen muss und wer nicht. Mit anderen Worten: Es ist die praktische Vollstreckung der zwingenden Vorschriften des Volksbegehrens mit so vielen Schwierigkeiten verbunden, dass man mit dem römischen Juristen sagen kann: *nemo ad impossibilia tenetur*.

Mit Bezug auf den bereits erwähnten Artikel 2 der Bundesverfassung, wonach der Bund die Förderung der gemeinsamen Wohlfahrt der Eidgenossen zum Zwecke hat, halte ich übrigens dafür, dass der Bund lediglich das ausführen sollte, was er als tragbar im Rahmen des zitierten Artikels erachtet.

Nun eine allgemeine Bemerkung, die sich bei der Prüfung der Initiative aufdrängt: Ist dies wirklich normal, dass wir auf Revisionsanträge der Bundesverfassung eintreten, welche grundlegende allgemeine rechtsstaatliche Prinzipien

krass verletzen, welche den Geist unserer Verfassung offensichtlich nicht respektieren? Eine minimale Kongruenz zwischen den Grundpfeilern unserer Verfassung sollte doch gewährleistet bleiben. Ich weiss, dass gemäss herrschender schweizerischer Rechtsauffassung die Frage, ob ein Verfassungsrechtssatz *contra constitutionem* ist oder nicht, sich prinzipiell nicht einmal stellen kann. Wenn eine Verfassungsvorschrift einer anderen Verfassungsnorm materiell widerspricht, besitzt jene Vorschrift nichtsdestoweniger verfassungsrechtliche Tragweite und volle Rechtskraft. Nicht das materielle, sondern das formelle Moment ist massgebend. Wir haben leider kein Verfassungsgericht; höchstens könnten die Räte darüber befinden, ob ein vorgeschlagener Verfassungsartikel als Verfassungsrecht akzeptabel ist oder nicht.

Die Frage hat sich nämlich im Jahre 1957 gestellt, als die berühmte Initiative Chevalier, die eine verfassungsrechtliche Limitierung der militärischen Ausgaben verlangte, zur Diskussion stand. Die Frage wurde nicht entschieden, da das Volksbegehren vorzeitig zurückgezogen wurde. Ich bin davon überzeugt, dass es politisch heute gar nicht opportun wäre, die Frage der Annehmbarkeit des Volksbegehrens der Nationalen Aktion zu vertiefen. Ich wünsche mir aber, dass eine Lösung langfristig gefunden werden kann, und zwar im Sinne einer allgemeinen Prüfung der verfassungsrechtlichen Rechtssetzung.

Nun einige Worte über die besondere Stellung der italienischen Schweiz von einem kulturpolitischen Gesichtspunkt aus. Ich gehe von der Feststellung des Bundesrates (Bericht Seite 14) aus, wonach die sogenannte Ueberfremdungsgefahr je nach der vorhandenen Assimilationsfähigkeit der Ausländer verschieden gross ist. Gemäss Statistik bilden die italienischen Staatsbürger gesamtschweizerisch 42,8 Prozent der ausländischen Wohnbevölkerung. Andere Bevölkerungsgruppen erreichen höchstens 11 Prozent. Offensichtlich hängt die befürchtete Ueberfremdung mit der Präsenz einer dichten italienischen Wohnbevölkerung zusammen. Jedermann wird einsehen, dass das Tessin fähig ist, eine viel grössere Anzahl von Italienern zu assimilieren als die anderen Kantone. Nebenbei sei bemerkt – das ist Tatsache –, dass mein Kanton einen grösseren Ausländerbestand aufweist, was durch seine Stellung als Grenzkanon leicht erklärlich ist.

Aus den genannten Gründen bedeutet die in allen Gebieten gleichmässige Festlegung der Höchstzahl der Ausländer eine krasse Missachtung der Eigenarten einer Bevölkerungsgruppe, welche die dritte Schweiz, die italienische Schweiz, bildet. Sollten 72 Prozent der im Tessin ansässigen Ausländer innert dreier Jahre zur Ausreise angehalten werden, können Sie sich wohl vorstellen, dass es in meinem Kanton eine harte Schockwirkung geben würde, und zwar von einem humanen und kulturpolitischen Gesichtspunkt aus. Die Mehrzahl der Italiener haben sich nämlich bei uns gut assimiliert und bilden eine wichtige Komponente unseres gesellschaftlichen Lebens. Wären wir gezwungen, darauf zu verzichten, dann würden wir uns in unseren eidgenössischen Gefühlen und in unserem föderalistischen Gedankengut verletzt fühlen. Die Zeitknappheit erlaubt mir nicht, die Gründe ausführlich anzuführen. Sie hängen zusammen mit unserer Geschichte, mit unserer Kultur, mit unseren ethnischen Eigenarten, mit der Tatsache auch, dass das Tessin ein kleines Land ohne selbständigen kulturellen Background ist.

Zum Schluss einige wenige Worte über den Gegenvorschlag. War die Erklärung von Herrn Schwarzenbach ein Lichtblick? Darüber kann man geteilter Meinung sein. Ich neige *in dubio* nicht *pro reo*, sondern für den Lichtblick. Da frühere Erklärungen von Herrn Schwarzenbach in andere Richtungen gingen, sage ich, gemäss dem französischen Sprichwort: «Il n'y a que les imbéciles qui ne changent jamais d'opinion.»

Noch etwas anderes hat die Erklärung von Herrn Schwarzenbach sicher gezeigt, und zwar dass eine so schlechte Initiative wie diejenige der Nationalen Aktion keine Alter-

native verdient. Herr Kollega Jaeger hat der Mehrheit der Kommission folgenden Vorwurf gemacht: Diejenigen, die taktische Ueberlegungen ablehnen, sind doch bereit, aus taktischen Gründen für einen Gegenvorschlag zur vierten Initiative Schwarzenbach zu plädieren. Wenn er schon als Taktiker auftritt, so antworte ich ihm, dass die Taktik erst im richtigen Moment am Platze ist. Ich anerkenne, dass die Ueberfremdungs- und Uebervölkerungsfragen in verschiedenen Kantonen ein echtes Problem sind. Es ist jedoch meines Erachtens verfrüht, einen Gegenvorschlag auf Verfassungsebene auszuarbeiten, zumal die Meinungen der Befürworter eines Gegenvorschlages heute noch sehr stark auseinandergehen. Ich unterstütze den Mehrheitsantrag, und in diesem Sinne bin ich für Eintreten.

**Bretscher:** Hinsichtlich unseres Ausländerbestandes besteht unbestreitbar ein gewisses Malaise. Das hat sich schon bei der letzten Abstimmung im Jahre 1970 gezeigt. In Anbetracht der sinkenden Hochkonjunktur ist das Unbehagen heute nicht kleiner. Bei der Abstimmung über diese Initiative dürften auch die wenigsten Stimmbürger das Ausmass der Auswirkungen der Vorlage erkennen. Dazu kommt die Gelegenheit für viele Stimmbürger, gewisse Gefühle abzureagieren. Zu denken geben auch die vielen Schulprobleme, die sich aus der Anwesenheit von immerhin 300 000 ausländischen Kindern unter 16 Jahren ergeben. Bei unsachlicher Propaganda und bei Betonung der emotionalen Momente könnte es noch zu Ueberraschungen kommen. Zudem haben wir jetzt erfahren, dass Kollege Schwarzenbach seine Initiative ebenfalls eingereicht hat und im Hintergrund noch einige Vorstösse ähnlicher Art zu erwarten sind. Ich teile den Optimismus des Bundesrates hinsichtlich der Abstimmungsergebnisse nicht. Aus diesen Gründen sollte ein begründeter Gegenvorschlag auf Verfassungsebene oder eine Gesetzesrevision vorliegen, um die Initiative wirksam bekämpfen zu können. In beiden Fällen müssten einschränkendere Massnahmen in Aussicht gestellt werden, als dies in den Bundesratsbeschlüssen bisher der Fall gewesen ist. Von der schweizerischen Bevölkerung wird in der Regel nur die ständig wachsende Zahl der ausländischen Bevölkerung trotz den Stabilisierungsmassnahmen zur Kenntnis genommen. Ich bin der Meinung, dass bei einer Reduktion die Saisoniers und Grenzgänger weniger stark betroffen werden sollten. Diese belasten unsere Infrastruktur bedeutend weniger, und wir wissen doch, dass wir zu allen Zeiten im Baugewerbe und in der Hotellerie Saisonarbeiter beschäftigt haben. Ich habe den Mehrheitsantrag II mitunterzeichnet, unterstütze aber bei dessen eventueller Ablehnung auch die Motion der Kommission und hoffe, der darin verlangte Bericht lasse nicht allzulange auf sich warten.

**Müller-Zürich:** Am Krankenbett einer verfehlten Fremdarbeiterpolitik stehen heute viele Aerzte. Neben dem Chirurgen in Gestalt der dritten Ueberfremdungsinitiative finden Sie den Initianten Reich, den Verschiebungsantrag unseres Fraktionschefs, eine vierte Initiative der Republikaner und nebst der Motion der Kommission zwei Minderheitsanträge, mit denen ich mich hier kurz näher befassen möchte. In der Diagnose sind sich alle einig: Unser Kleinstaat ist überfremdet und ökologisch überlastet, überbevölkert. Zwar spricht der Bericht des Bundesrates auch heute noch, wie vor zehn Jahren im BIGA-Bericht, bloss von einer Ueberfremdungsgefahr. Der bundesrätliche Bericht ermittelt den prozentualen Ausländerbestand unseres Landes, indem er die ausländische Wohnbevölkerung zur Schweizer Bevölkerung hinzuzählt und von dieser Gesamtbevölkerung den Ausländeranteil mit 16,7 Prozent errechnet. Er misst mit anderen Worten die Ausländer an sich selbst. In Tat und Wahrheit beträgt der Anteil der ausländischen Wohnbevölkerung an der schweizerischen Bevölkerung im Schnitt rund 22 Prozent. Es gibt aber bereits Regionen und Ortschaften, wo die ausländische Bevölkerung die schweizeri-

sche zahlenmässig übertrifft, wie im Tessin, also einem Grenzkanton. Aber auch Industrieregionen im Kanton Zürich weisen bereits bis zu 25 Prozent Ausländer auf. Die sich hieraus ergebenden, vielfach ungelösten und kaum lösbaren Probleme des Infrastrukturnachholbedarfs, der Organisation von Kindergärten, Geburtenkliniken, Schulen, Spitälern und weiteren öffentlichen Anstalten nebst der damit bedingten Kostenexplosion mitten in der Finanzklemme von Bund und Kantonen gewinnen in den nächsten Monaten noch an Aktualität, wenn die eidgenössischen Räte ein Spar-, Prioritäten- und Steuererhöhungsprogramm zu beschliessen haben werden. Wir haben in zu kurzer Zeit zu viele Miteuropäer in unser Land aufgenommen und vermögen weder finanziell noch kulturell und zivilisatorisch wie demographisch den Einwanderungsstrom im vorliegenden Ausmass zu bewältigen. Dennoch ringt sich der Bericht des Bundesrates nicht zur lapidaren Feststellung durch, dass wir schlicht und einfach überfremdet sind, wengleich im Hinblick auf das aktuelle Uebervölkerungsproblem wenigstens seitens des Bundesrates eingeräumt wird, «dass der Bestand der nichterwerbstätigen ausländischen Familienangehörigen ständig zunehmen wird und eine wirkliche Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung zusätzliche Begrenzungsmaßnahmen erfordern würde». Der Bundesrat sagt «würde»; zwischen den Zeilen lese ich «muss». Die Diagnose ist eindeutig. Wir haben uns über die Wahl der Therapie zu einigen. Dass die bisher gehandhabte Methode unter der irreführenden Bezeichnung Stabilisierung versagt hat, ist offenkundig. Nicht umsonst liegen zum Mehrheitsantrag der Kommission zwei Minderheitsanträge und eine Motion der Kommission, nebst einer Einzelinitiative und weiteren Einzelanträgen, vor.

Bevor ich mich mit den beiden Minderheitsanträgen näher auseinandersetze, stelle ich anhand des Statistischen Jahrbuchs der Schweiz fest, dass die ausländische Wohnbevölkerung innert sechs Jahren, von 1966 bis 1972, um 187 298 Personen zugenommen hat und seither weiter wächst. Saisoniers und Grenzgänger sind in diesen Zahlen nicht eingerechnet. Immer wieder hat man über die Massenmedien unserem geduldrigen Volk eingehämmert, wie man dank den Stabilisierungsmassnahmen die Zahl der Aufenthalter abgebaut habe, jedoch unterschlagen, dass man gleichzeitig die Zahl der Niedergelassenen in weit grösserem Umfange erhöht hat. So hat man zum Beispiel von 1971 auf 1972 die Zahl der Aufenthalter um 41 396 auf fremdenpolizeilichem Verfügungswege abgebaut, aber gleichzeitig die Niederlassungsbewilligungen um 74 372 erhöht. Das Stabilisierungsversprechen, das seinerzeit einen nicht unwesentlichen Einfluss auf Unschlüssigkeit in der denkwürdigen Juniabstimmung 1970 ausgeübt hat, hat mithin in einem einzigen Jahre, mit einer Zunahme von rund 30 000 Ausländern und dazu erst noch mit einer Zunahme von über 17 Prozent lebenslänglich Niederlassungsberechtigter geführt. Im letzten Jahre soll die Zahl der Niederlassungserteilungen sogar auf 80 000 hinaufgeschwollen sein. Bedenkt man dabei, dass Niedergelassene arbeitsrechtlich den gleichen Status bei einer allfälligen Arbeitslosigkeit aufweisen wie Schweizer, dann ist der Kommissionsminderheitsantrag I auch aus dieser grundsätzlichen Interessenlage des schweizerischen Arbeitnehmers zu wägen und zu werten. Leider mangelt es nun diesem Minderheitsantrag an jeglicher konkreter Substanz im Sinne einer praktikablen Alternative zur dritten Ueberfremdungsinitiative. Vor allem fehlt es diesem Minderheitsantrag auch an einer Fristansetzung, da das Problem doch äusserst dringlicher Natur ist und Sofortmassnahmen erheischt. Endeffekt nach Ziffer 3 des ersten Minderheitsantrages bliebe denn auch nur, die Beratung der vorliegenden Initiative zu vertagen, während die angeregte Niederlassungs- und Einbürgerungspraxis weiterläufe.

Dem Minderheitsantrag I kommt daher kaum eine ernsthafte Bedeutung im Sinne eines konstruktiven Beitrages zu einer baldigen Lösung des Uebervölkerungs- und Ueber-

fremdungsproblems zu. Leider verlangt aber auch der Minderheitsantrag II, die Beratungen über die hängige Initiative bis zum Vorliegen konkreter Vorschläge auszusetzen, was einer Vertagung der Abstimmung bis ins Jahr 1976 gleichkommt, während welcher Frist die gerügte Niederlassungsbewilligungs- und Bürgerrechtserteilungspraxis ungehemmt fortgesetzt werden kann. Dies, obwohl das Gutachten von Professor Dr. Wittmann, dem Antipoden von Professor Kneschaurek, feststellt – ich zitiere –, «dass der Zuzug von Fremdarbeitern keine taugliche Massnahme für die Beseitigung des Nachfrageüberhanges auf dem Arbeitsmarkt war und ist.» Mit der beabsichtigten oder unbeabsichtigten Verschleppung der auf diesen Herbst vorgesehenen Abstimmung wird nur die politische Unrast verschärft. Der Minderheitsantrag II darf aber als konstruktives Element für sich beanspruchen – ich betone das –, dass er wie die neueste Motion der Kommission eine Revision des ANAG verlangt, um eine schrittweise Herabsetzung der Ausländerzahl zu verwirklichen, also einen Gegenvorschlag in Sinne eines Kompromisses anzustreben. Eine entsprechende Motion habe ich bereits am 28. Februar und am 29. Juni 1972, vor bald zwei Jahren, begründet, wobei ich stillschweigend beabsichtigt hatte, anstelle der weit härteren und weniger flexibleren heutigen Initiative einen Gegenvorschlag im Interesse einer ausgewogenen Kontinuität unserer Sozial- und Wirtschaftspolitik, auch zur Vermeidung menschlicher Härten, eine praktikable Alternative anzubieten. Nicht einmal als Postulat wurde damals mein Vorschlag von Herrn Bundesrat Furgler angenommen. Mit 91 : 11 Stimmen ging meine Vermittlungsbestrebung in der Abstimmung unter. Die seither ständig wachsenden Ausländerzahlen haben den Unwillen unseres Volkes gefördert, wertvolle Zeit vergeudet. Sie erschweren eine allseits tragbare Lösung, und die Radikalisierung der Auffassungen wurde angeheizt. Bei einer im Rahmen des pflichtgemässen Ermessens strikt gehandhabten Anwendung von Artikel 16 des ANAG, der ein ausgewogenes Verhältnis zwischen schweizerischer und ausländischer Bevölkerung verlangt, wäre es gar nicht zur heutigen Situation gekommen. Um künftige Ermessensüberschreitungen zu unterbinden, erscheint mir deshalb die Motion der Kommission dringlicher Natur. Ob in diesem Zusammenhang die kühne Behauptung von Herrn Bundesrat Furgler, wie sie unlängst in der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 6. Januar 1974 von unserem Ratsmitglied Brunner-Zug zitiert wurde: «Die Zukunft ist machbar», für unseren Kleinstaat noch richtig ist, wage ich zu bezweifeln. Herr Kollega Brunner bezeichnet die zitierte Auffassung als «Utopie der Technokratie». Sizzo Mansholt, kein Unbekannter für Sie, aber erklärt hiezu – ich zitiere weiter –: «Wir müssen das Wachstumsproblem neu überdenken, denn wir stehen vor verschiedenen Krisen: Energiekrisen, Ernährungskrisen, Umweltzerstörung. Es gilt jetzt zu entscheiden, ob Wachstum oder nicht. Auf lange Sicht müssen wir eine Gesellschaft ohne Wachstum schaffen; dies ist aber mit dem Profitdenken unmöglich.» Ich möchte hinzufügen: ebenso wenig ist dies mit der bisherigen Fremdarbeiterpolitik möglich. Nachdem die bisherige Ueberfremdungspolitik in eine Sackgasse geführt hat, beide Minderheitsanträge keine kurzfristig realisierbare Lösung ermöglichen und eine Revision des ANAG im Sinne der Motion der Kommission, in jedem Falle, mit oder ohne Abstimmung der dritten Initiative, unverzüglich an die Hand zu nehmen ist, empfehle ich Ihnen, dem Mehrheitsantrag der Kommission zu folgen, damit unsere Stimmberechtigten selbst bald entscheiden können, wie sie die Ueberfremdungshypothek zu tilgen wünschen.

**Renschler:** Als rund zwanzigster Redner zum gleichen Thema muss man sich wirklich fragen, ob man noch etwas Neues beizutragen hat. Es gibt aber tatsächlich noch Aspekte, die der Erörterung wert sind. Die bisherige Debatte ist nach meiner Auffassung über den allzu nationalen Rahmen hinauszuhelien. Auch wenn die Schweiz in besonde-

rem Masse mit dem Gastarbeiterproblem konfrontiert ist, so hat dieses Problem längst europäische Dimensionen angenommen. In Westeuropa gibt es über 6 Millionen Gastarbeiter, die ausländische Wohnbevölkerung beziffert sich auf rund 11 Millionen Menschen. Also, Millionen von Menschen – die Mehrheit davon sind Europäer – müssen in einem für sie fremden Europa leben, und dass Gegenteil dessen, was wir von der europäischen Integration erwarten, tritt ein. Statt dass das Gemeinsame unter den Völkern gefördert wird, steht das Trennende im Vordergrund; die menschliche Integration wird ersetzt durch die Konfrontation. Die nationalen Gesellschaften zerfallen in zwei Kategorien von Europäern, in privilegierte einheimische und in benachteiligte fremde Europäer.

Die Möglichkeit der Assimilation und Integration wird entscheidend von der Zahl der Gastarbeiter beeinflusst. Große Kolonien von Ausländern neigen einerseits zur Bildung isolierter Gemeinschaften und überfordern andererseits das Aufnahmevermögen der einheimischen Bevölkerung. Die Ueberfremdung ist zwar nicht zähl- oder messbar, noch lässt sich leicht ermitteln, wann sie beginnt; sie ist immer dort vorhanden, wo sich die einheimische Bevölkerung in der Entfaltung ihrer eigenen Lebensart durch die Anwesenheit von Ausländern behindert oder eingeengt fühlt, sei es am Arbeitsplatz, sei es am Wohnort, sei es in der Schule oder sei es in der Freizeit. Das Gefühl der Ueberfremdung – wir erleben das fast täglich – ist gefährlich; es blockiert rationales Verhalten und lässt emotionalen Reaktionen freien Lauf. In einer solchen Situation ist weder den Gastarbeitern die Assimilation und Integration zuzumuten, noch lassen sich entsprechende Massnahmen der Behörden überhaupt durchsetzen.

Im Interesse der einheimischen und der ausländischen Menschen, aber auch im längerfristigen Interesse der europäischen Integration, ist die Zahl der Gastarbeiter zu stabilisieren und zu reduzieren. Nicht die Menschen sollten zu fremden Arbeitsplätzen, sondern die Arbeitsplätze zu den einheimischen Menschen gebracht werden, nicht die Menschen zum Kapital, sondern das Kapital zu den Menschen. Obwohl diese Einsicht bereits verbreitet ist, gibt es erst Ansätze zu einer europäischen Entwicklungspolitik. Ohne eine dynamische europäische, regionale Entwicklungspolitik werden die vom Abbau der Gastarbeiter betroffenen Menschen, wie immer dieser Abbau erfolgt, zur manipulierten und zur manipulierbaren statistischen Einheit degradiert. Daran ändert auch die Bereitschaft nichts, den verbleibenden Gastarbeitern und ihren Familien die Integration in die nationalen Gesellschaften zu erleichtern. Nicht der Duft der weiten Welt, sondern die materielle Not treibt diese Menschen aus wirtschaftlich rückständigen Gebieten in die industrialisierten Regionen Europas. Ein Europa, das sich nicht um das Wohl aller Menschen kümmert, vernachlässigt seine soziale Verantwortung. Auch die Schweiz gehört zu diesem Europa. Wir sollten uns ebenfalls über die eigene Gastarbeiterpolitik hinaus an der Besserstellung des europäischen Arbeiters – wo immer er sich befindet – beteiligen. Nach meiner Auffassung sind drei Problemkreise zu lösen.

Erstens ist die Stabilisierung und der Abbau der Ausländerquote unter Berücksichtigung der menschlichen, sozialen und wirtschaftlichen Gesichtspunkte anzustreben. Darunter ist eine sukzessive Reduktion der Ausländer durch Zulassungsstopp und nicht Hinauswurf zu verstehen.

Zweitens sollte die rechtliche, wirtschaftliche und soziale Gleichstellung der verbleibenden Ausländer mit den Rechten und Pflichten der einheimischen Bevölkerung sowie die Förderung des Zusammenlebens zwischen den schweizerischen und ausländischen Bevölkerungsteilen garantiert werden. In diesem wichtigen Bereich ist auch eine Harmonisierung mit den übrigen Immigrationsländern anzustreben, wie sie in der Konvention des Europarates über die Rechtsstellung der Gastarbeiter vorgesehen ist. Leider ist diese Konvention seit über drei Jahren im Ministerkomitee des Europarates blockiert.

Drittens ist die Mitwirkung an der europäischen regionalen Entwicklungspolitik, die vor allem von den europäischen Gemeinschaften in die Wege geleitet werden sollte, wünschenswert.

Die zur Diskussion stehende Initiative der Nationalen Aktion reduziert das europäische, nicht nur das nationale, Gastarbeiterproblem, in dem es um Menschen und um das Zusammenleben von Menschen geht, auf eine nationalistische Zahlenakrobatik. Allein schon die Einbeziehung der Flüchtlinge in die Plafonierung zeigt, dass der Mensch nicht zählt. Der gleiche Geist, der entscheidend zur Entstehung des Gastarbeiterproblems beitrug, soll es nun wieder beseitigen. Manche Arbeitgeber, welche die Gastarbeiter hereinholten, sehen in ihnen vor allem einen wirtschaftlichen Produktionsfaktor, mit dem man Geld verdienen kann. Das wachsende Unbehagen der Ueberfremdung in der einheimischen Bevölkerung erlaubt es nun reaktionären Kreisen, die Gastarbeiter von Opfern zu Schuldigen des unzulänglichen kapitalistischen Wirtschaftssystems zu machen. Sie sind schuld an der heutigen Wohnungsnot, an den zu hohen Mietzinsen, an den überfüllten Schulen und Spitälern, um nur die gängigsten Stichworte zu nennen. Das Verdikt der Nationalen Aktion lautet kurz und bündig: Hinaus! Herr Kollege Vincent hat mit der notwendigen Deutlichkeit die Initiative der Nationalen Aktion qualifiziert. Seine Worte bedürfen keiner Ergänzung. Ich stimme Herrn Vincent zu, obwohl sich auch Herr Schwarzenbach mit analoger Deutlichkeit von der Initiative der Nationalen Aktion distanzieren. Die Gefahr einer «unheiligen Allianz», der man sich da anschliesst, besteht aber meines Erachtens doch nicht. Die Motive sind zu verschieden. Herr Schwarzenbach reitet weiterhin auf der Ueberfremdung, nur will er auf seinem eigenen Gaul, bzw. seiner eigenen Initiative, reiten. Herr Bräm hat die Initiative der Republikaner charakterisiert. Er führt aus, sie sei aus feinerem Garn gesponnen als diejenige der Nationalen Aktion. Diese Bemerkung ist zweifellos richtig; ich muss Sie aber vor der Gefahr warnen, dass man über feines Garn leichter stolpert als über einen verdrehten Strick. Warten wir mit einer aktiven anstelle einer reaktiven Gastarbeiterpolitik nicht zu, bis die neue Initiative Schwarzenbach vor das Volk kommt.

Jetzt gilt es, die Initiative der Nationalen Aktion nicht nur abzulehnen, sondern ihr einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen; einen Gegenvorschlag, wie er dargelegt worden ist durch den Kollegen Canonica. Er deckt die beiden ersten der von mir genannten Problemkreise ab.

Die Frage 3, Mitwirkung an der europäischen Regionalpolitik, muss auf einer anderen Ebene – beispielsweise über das Freihandelsabkommen mit den europäischen Gemeinschaften oder im Europarat – gelöst werden.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Kommissionsminderheit I, der vom Bundesrat einen Gegenvorschlag auf Verfassungsstufe verlangt, zuzustimmen. Wir brauchen in politischer und gesellschaftlicher Hinsicht eine echte Alternative auf Verfassungsebene; eine Alternative, welche durch einen menschlich vertretbaren Abbau der Gastarbeiterzahl die ungehemmte Expansion der Wirtschaft zügelt; eine Alternative, welche dem einheimischen Arbeiter den Arbeitsplatz in einer für ihn verkraftbaren menschlichen Umgebung sichert; eine Alternative, die den ausländischen Arbeiter vom wirtschaftlich nutzbaren Fremdkörper zum Mitmenschen macht.

**Hofmann:** Die extreme Volksinitiative der Nationalen Aktion ist so unmöglich, dass sie eigentlich allein, d. h. auch ohne Gegenvorschlag, ohne weiteres vom Volk abgelehnt werden müsste; denn sie ist weder menschlich noch sozial oder wirtschaftlich tragbar. Nun gibt es aber noch zahlreiche Gründe, die für einen Gegenvorschlag sprechen. Sie wurden grösstenteils hier schon genannt; ich möchte aber dennoch auf einige neue hinweisen, einige wiederholen oder bekräftigen.



1. Viele Parlamentarier werden vor der Volksabstimmung über diese Initiative einen in manchen Regionen und Kreisen unpopulären Grosseinsatz zu leisten haben, um zu einer objektiven Meinungsbildung beizutragen. Meines Erachtens können wir dabei die Initiative ungenügend bekämpfen, wenn wir uns nur gegen sie wenden, und uns nicht auch positiv für eine Alternative einsetzen können. Eine solche Alternative stellt einerseits die Ausländerpolitik des Bundesrates dar; doch erhebt sich die berechtigte Frage, ob sie zu genügen vermöge, um die Mehrheit des Volkes für eine Ablehnung der Initiative der Nationalen Aktion zu gewinnen. Gewisse Ermüdungserscheinungen im Volk und in diesem Saal gefallene Voten lassen daran zweifeln. Angesichts dieser Zweifel sollten wir also den Weg der Sicherheit wählen und einen Gegenvorschlag ausarbeiten, der dann auch gegenüber den weiteren in Aussicht gestellten Initiativen zu bestehen vermag.

2. Die Argumente der Befürworter des Volksbegehrens können nicht einfach in den Wind geschlagen werden; sie sind ernst zu nehmen. Die Forderungen der Initianten sind jedoch durch einen materiell gewichtigen Gegenvorschlag, der sowohl der Würde des Menschen wie auch den Erfordernissen des Staates und der Wirtschaft Rechnung trägt, auf ein tragbares und verantwortbares Mass zurückzuführen. Es ist also eine Gesamtkonzeption in bezug auf die Ausländerpolitik vorzulegen, weil wir uns nicht nur zur Frage «Fremdarbeiter raus» oder «Fremdarbeiter rein» äussern können und wollen.

3. Wir werden uns nicht nur mit der Initiative der Nationalen Aktion, sondern später auch noch mit weiteren Volksinitiativen zur Ueberfremdung befassen müssen. Es besteht jedoch die Möglichkeit, dass diese zurückgezogen werden, wenn wir einmal einen ausgewogenen Gegenvorschlag ausgearbeitet haben werden. Es entspräche dem Prinzip der Oekonomie der Kräfte, wenn wir uns auf einen grossen Einsatz konzentrieren könnten.

Einige Bemerkungen zu den Zielen der Befürworter: Sie wollen eine Schockwirkung; sie wollen einen massiven, raschen Aderlass; sie wollen die heutigen Massnahmen des Bundesrates gegen die Ueberfremdung als ungenügend abstempeln. Zweifelnd wir nicht daran, dass ein grosser Teil der Stimmbürger bei der heutigen Ueberfremdungspsychose diesen Zielen zustimmen könnte und dass der Kampf der Vernunft gegen das Emotionale in manchen Gegenden und Kreisen nicht leicht sein wird, wenn wir nicht einen vernünftigen Gegenvorschlag präsentieren können.

Zu den Motiven der Befürworter: Man muss sich aber auch bewusst sein, dass es gegenüber früher, wo bei vielen Ueberfremdungsgegnern der Ausländer- oder Fremdenhass im Vordergrund stand, heute noch andere, neue Motive gibt. Davon möchte ich insbesondere die folgenden hervorheben: 1. Die Furcht vor der Raumnot (sie kam ja bei der Raumplanung zum Ausdruck), vor der zu starken Belastung der Umwelt, vor den zu kleinen Erholungsräumen. 2. Die Angst vor der Stagflation, vor Entlassungen oder gar Arbeitslosigkeit, vor den Rezessionen, die im Bereich des Möglichen liegen. 3. Sorgen wegen Rohstoffschwierigkeiten, wegen ungenügender Energieversorgung, wegen ungenügender Oelversorgung, oder ganz einfach Angst, die Wohnung nicht mehr genügend heizen zu können. 4. Sorgen wegen des weiteren Verlustes von Kulturland, wegen der kleiner werdenden Ernährungsbasis, dass wir eines Tages nicht mehr über genügend Nahrungsmittel verfügen könnten. 5. Angst vor der Bevölkerungsumschiebung, der anderen Einstellung der Ausländer unserem Staate gegenüber usw.

Viele Stimmbürger glauben ganz lapidar, dass alle diese Probleme weitgehend gelöst wären, wenn es gelänge, die Fremdarbeiterzahl stark zu reduzieren.

Auch mit dem Solidaritätsgedanken allein wird es nicht leicht sein, durchzukommen. Viele Befürworter der Initiative werden darauf hinweisen, dass eine europäische Soli-

darität in manchen Bereichen nicht funktioniere und unser Land deshalb auch einen egoistischen Standpunkt einnehmen müsse.

Nun ist aber zu beachten – ich glaube, man kann das nicht genug betonen, obwohl es schon gesagt wurde –, dass nun auch die Frauen erstmals zu einer Ueberfremdungsinitiative Stellung zu nehmen haben. Bei der Mehrzahl der Frauen werden wahrscheinlich weniger die Argumente der hohen Politik, der Wirtschaftspolitik im Vordergrund stehen, sondern vielmehr der Nestgedanke, die Zukunft der Kinder, die Qualität des Lebens, die Schwierigkeiten, die sich in den Kinderkrippen, Kindergärten, in Schulen und Spitälern oder den Wohnquartieren durch das Ueberfremdungsproblem ergeben haben. Sicher wird aber auch die Angst vor der zum Teil ungewissen Zukunft, vor den Rezessionen, den Ernährungsproblemen usw. eine Rolle spielen.

Aus allen diesen Gründen liegt es deshalb tatsächlich im Bereich des Möglichen, dass ohne Gegenvorschlag, ohne genügende Alternative zu viele Frauen für die Initiative stimmen könnten, auch wenn die Ethik gegen eine Annahme dieser Initiative spricht. Deshalb sollte meines Erachtens ein Gegenvorschlag ausgearbeitet werden.

Der Gegenvorschlag muss erstens ein Projekt zur Stabilisierung enthalten, er muss gewisse Limiten in verantwortbarem und tragbarem Mass enthalten, er muss auch ein gewisses «timing» in bezug auf die Stabilisierung festlegen. Der Gegenvorschlag sollte sich aber auch äussern zu einem gezielten Einsatz der Fremdarbeiter in der Industrie, im Kleingewerbe, im Gastgewerbe, in der Landwirtschaft und in den verschiedenen Regionen. Wir müssen uns bewusst sein, dass ein Teil der Kreise und Regionen, vor allem auch auf dem Lande, denen man die Fremdarbeiter weitgehend durch andere Kreise abgeworben hat, verbittert sind. Und deshalb neigen sie zu allerdings kurz-sichtigen Argumentationen, nämlich wenn die Fremdarbeiter uns nicht mehr zur Verfügung stehen, dann sollen sie es den anderen auch nicht – ohne dabei die zum Teil gesamtwirtschaftlichen Zusammenhänge zu beachten.

Aus diesem Grunde muss der Gegenvorschlag auch der regionalen Verteilung und der branchenmässigen Verteilung der Fremdarbeiter Rechnung tragen; wir müssen dem Argument entgegenreten können, man wolle eine ungerechte Zuteilung der Fremdarbeiter stabilisieren.

Es ist mit Bestimmtheit anzunehmen, dass viele einem ausgewogenen Gegenvorschlag zustimmen werden, die dies nicht tun in bezug auf die heutige Stabilisierungspolitik des Bundesrates. Diese Zahl könnte aber vielleicht die Zunge an der Waage beim Resultat der Volksabstimmung bilden. Ich halte deshalb den Vorschlag der Minderheiten als angezeigt und unterstütze ihn.

Ich möchte Ihnen, Herr Bundesrat Furgler, durch meine Stellungnahme nicht Sorgen bereiten, sondern möchte Sie in Ihrem Kampf um die Ablehnung der Initiative in allen Fällen unterstützen, also einen Beitrag zu einer vernünftigen Regelung leisten.

**Jaeger-Basel:** In vielen Artikeln und Diskussionen sowie in den bisherigen Voten wurde unsere Volksinitiative gegen die Ueberfremdung und Uebervölkerung der Schweiz unter allen möglichen und unmöglichen Gesichtspunkten beleuchtet, zergliedert, geschmäht und zerzaust, selten einmal auch gelobt, erstanlicherweise aber praktisch gar nicht unter Berücksichtigung der Gesamtverteidigung. Mit meinen Ausführungen will ich versuchen, diese Lücke zu schliessen und gleichzeitig innen- und aussenpolitische Fragen aus unserer Sicht zu beleuchten.

Im Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz vom 27. Juni 1973 wird in Kapitel 3 «Die Bedrohung» unter 32 «Beurteilung der Bedrohungen» unter anderem gesagt: «Ueber die Wahrscheinlichkeit von Entwicklungen lässt sich streiten, nicht aber über die Möglichkeit der Bedrohung», und im nächsten Absatz: «Die verschiedenen Bedrohungsarten

und Bedrohungsgrade beeinträchtigen unsere Sicherheit unterschiedlich. Wer die Abwehr rechtzeitig und ausreichend vorbereiten will, muss auch den schlimmsten Fall ins Auge fassen.»

Von fünf Bedrohungsarten zitiere ich die zwei ersten:

«1. Die nichtkriegerischen Auseinandersetzungen können die äussere und innere Handlungsfreiheit einschränken und die Selbstbehauptungskräfte auf gefährliche Weise schwächen. So sind Anschläge auf das industrielle, wissenschaftliche und technische Potential unseres Landes denkbar sowie Versuche, uns in politische oder wirtschaftliche Abhängigkeit zu bringen.

2. Auf der Ebene der indirekten Kriegsführung stellen wir in zunehmendem Masse rechtswidrige, gegen unseren Staat und unsere Gesellschaftsordnung gerichtete Handlungen fest. Sie gefährden unsere innere Handlungsfreiheit und sind geeignet, angestrebte Verbesserungen unserer rechtlichen und sozialen Verhältnisse zu beeinträchtigen. Diese Angriffe können im Extremfall darauf hinauslaufen, uns ein politisch und ideologisch fremdes System aufzwingen zu wollen.»

In seinem Bericht an die Bundesversammlung vom 21. Dezember 1973 über unsere Initiative sagt der Bundesrat unter 42 «Die Auswirkungen auf unsere Volkswirtschaft und auf unsere Arbeitsmarktpolitik» unter anderem: «Alle Wirtschaftszweige in unserem Lande sind auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen.» Wenn wir nun diese Aussage der unter Punkt 1 angeführten Bedrohungsart gegenüberstellen, müssen wir feststellen, dass diese durch das Verschulden unserer Wirtschaft und unserer Behörden in erschreckendem Masse schon erfüllt ist. Unser jetziger Bundesrat Ritschard sagte ja in seiner Begründung zum Postulat vom 21. Juni 1962, dass «wir auf den Arbeitsplätzen im Mittel auf eine Ueberfremdung von über 46 Prozent kommen». Herr Bundesrat Schaffner führte in seiner Stellungnahme zum erwähnten Postulat unter anderem aus: «Wenn Sie die niedergelassenen ausländischen Arbeitskräfte dazu nehmen, so kommen Sie zum Schluss, dass die schweizerische Wirtschaft mit Bezug auf die Arbeitskraft sich in eine sehr starke Abhängigkeit zum Ausland begeben hat. Ungefähr ein Drittel der aktiven Bevölkerung kommt aus dem Ausland. Ich glaube nicht, dass irgendeine Kontroverse darüber besteht, dass wir reichlich die Spitze dessen erklommen haben, was staatspolitisch zulässig und was wirtschaftspolitisch noch sinnvoll ist.» Niemand sagt etwas gegen eine vernünftige Zahl ausländischer Arbeitskräfte, die hatten wir immer und werden wir immer haben und wären es nur Bergamasker Heuer. Was aber nicht angeht, das ist die Zahl von heute über 850 000 ausländischen Arbeitskräften. Es ist mir schleierhaft, wie der Bundesrat die wirtschaftliche Abhängigkeit noch als Bedrohung bezeichnen kann, wo wir diese Runde doch bereits längst verloren haben. Hier müssen wir eingreifen und die Zahl der ausländischen Arbeitskräfte auf ein Mass zurückführen, das der Wirtschaft einen Fortbestand auch dann ermöglichen würde, wenn die ausländischen Arbeitskräfte aus irgendwelchen Gründen kurzfristig in grosser Zahl das Land verlassen würden.

Bei der Beurteilung der Frage eines Gegenvorschlages sagt der Bundesrat kurz und bündig, dass uns Verfassung und Gesetz ausreichend Handhabe böten, der Ueberfremdung und der Auslandsabhängigkeit zu steuern. Weshalb hat er diese Instrumente denn nicht gebraucht und seit dem Postulat Ritschard und den mahnenden Worten Bundesrat Schaffners von 1962 den Arbeitskräftebestand nochmals um über 200 000 ansteigen lassen? Hat er damit nicht seine Glaubwürdigkeit in Frage gestellt?

Die unter Punkt 2 angeführte Bedrohungsart spricht von politisch und ideologisch fremden Systemen, die uns aufgezungen werden könnten. Die Abstimmung in der katholischen Kirchgemeinde Basel-Stadt hat in erschreckender Weise dargetan, welch unheimlich tiefer Graben die Italiener und Schweizer in politischen Belangen trennt. Die

Anzeichen mehren sich, dass auch das Verhältnis der Arbeitnehmer zu den Arbeitgebern eine Radikalisierung erfahren könnte, weil ganz besonders die Italiener und Spanier, zum Teil auch die Deutschen diesbezüglich ganz andere Vorstellungen haben als die Schweizer. Dabei hat sicher zu einem grossen Teil der Arbeitsfriede in der Schweiz dazu beigetragen, dass sich unsere Wirtschaft so ungeheuer entwickeln und eben diesen Ausländern auch Arbeitsplätze verschaffen konnte. Ich kann die Wirtschaftsführer, die nicht einsehen, dass sie die stetige Entwicklung mit der ungesunden Aufblähung gefährden, einfach nicht verstehen. Aber eben, die Masslosigkeit hat sich noch immer selber aufgefressen. Auch aus diesem Grunde wollen wir das Verhältnis der schweizerischen zu den ausländischen Arbeitnehmern wieder auf ein vertretbares Mass zurückführen. Der Bundesrat stellt in diesem Punkt 2 keine Hypothesen auf, sondern stellt fest, dass «in zunehmendem Masse rechtswidrige, gegen unseren Staat und unsere Gesellschaftsordnung gerichtete Handlungen festzustellen sind». Herr Bundesrat Schaffner sagte denn auch sehr richtig, dass auch aus staatspolitischen Gründen das tragbare Mass überschritten sei.

Schliesslich muss mit allem Nachdruck betont werden, dass die Schweiz vom Standpunkt der Gesamtverteidigung aus zu einem gigantischen trojanischen Pferd geworden ist. Wieviel Tausende von Terrorgruppen können in der über eine Million fremder Menschen versteckt sein? Wie stellt man sich eine Mobilmachung vor? Wie sollen gleichzeitig zum Beispiel Italiener aus der Schweiz und aus den nördlichen Nachbarländern zu Hunderttausenden nach Italien fahren, während unsere Truppen zu den Sammelplätzen gebracht werden sollen? Sicher hat der Generalstab Vorkehren getroffen, doch hoffe ich zutiefst, dass wir diesen Salat, diese tödlichen Gefahren nicht erleben müssen. Durch eine straff organisierte Truppe, getarnt als Fremdarbeiter, könnte unsere Mobilmachung mit Leichtigkeit zumindest entscheidend verzögert werden. Die menschlichen Probleme, die sich mit Sicherheit ergeben würden, wenn unsere Soldaten an der Grenze, die Fremdarbeiter aber daheim wären, seien nur erwähnt.

Wir werden bei der Behandlung des bundesrätlichen Berichtes über die Gesamtverteidigung unschwer feststellen, dass die darin aufgestellten Grundsätze und die aufgeworfenen Probleme mit einem Ausländerbestand von 1,1 Millionen nicht vereinbar sind.

Wie eingangs erwähnt, sollen in diesem Zusammenhang auch noch kurz die Beziehungen der Schweiz zum Ausland mit Bezug auf die Behandlung der Auslandschweizer durch das Ausland und der Ausländer durch die Schweiz kritisch gewürdigt werden. Man soll doch gerade auch hier den Sinn für Proportionen nicht verlieren und bedenken, in welchem Missverhältnis die Zahl der Auslandschweizer zu den Ausländern in der Schweiz steht. 1972 standen 1,05 Millionen Ausländern in der Schweiz rund 160 000 Auslandschweizer gegenüber, also ein Verhältnis von 8 zu 1. Der Herr Kommissionspräsident hat bei der Zahl von ungefähr 300 000 Auslandschweizern 159 000 Doppelbürger dazu gezählt, die in diesem Zusammenhang nicht berücksichtigt werden müssen. Wenn wir hier schon wägen wollen, dann sitzen wir am erheblich längeren Hebelarm, ganz besonders auch in bezug auf Italien. Auch wenn die Hälfte aller Italiener nach Italien zurückkehren müsste, blieben immer noch rund 300 000, gegenüber rund 12 500 Schweizern in Italien, deren Zahl zudem rückläufig ist. Der Bundesrat sagt in seinem Bericht zu unserer Initiative, dass die Annahme verheerende Auswirkungen hätte. So müsste sofort eine vollständige Einwanderungssperre für neu einreisende Jahresaufenthalter verfügt werden. Wäre das so verheerend für unsere Beziehungen zum Ausland? Schliesslich sind wir nicht Mitglied der EWG, wogegen die Bundesrepublik zu Beginn dieses Jahres ohne die geringsten Hemmungen sogar gegenüber den EWG-Mitgliedern einen totalen Einreisestopp für ausländische Arbeitskräfte erlassen hat. Das Ausland in der

ganzen weiten Welt ist in dieser Beziehung auch uns gegenüber gar nicht zimperlich. Die Zeit fehlt, um all die Massnahmen, die allein in Europa gegenüber Ausländern immer wieder getroffen werden, aufzuzählen. Ich glaube doch, dass die Glaubwürdigkeit der Landesbehörden gegenüber dem eigenen Volk wichtiger ist als gegenüber dem Ausland. Das Ausland trifft seine Entscheidungen auch souverän, ohne zu fragen, was zum Beispiel die Schweiz dazu sagt. Ich weiss, dass die Bedingungen unserer Initiative hart sind. Die Ueberfremdung und die damit verbundenen verteidigungspolitischen Gefahren sind aber noch viel härter.

Ich empfehle Ihnen deshalb, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag Oehen zu Artikel 2, Volk und Ständen die Annahme des Volksbegehrens zu beantragen, zuzustimmen.

*Hier werden die Beratungen dieses Geschäftes abgebrochen*

*Ici, le débat sur cet objet est interrompu*

**Le président:** Je suis contraint de faire au Conseil une douloureuse communication. Nous venons d'apprendre le décès, survenu cet après-midi des suites d'une opération, de Mme Pierre Graber, épouse du conseiller fédéral.

En votre nom à tous, je tiens à présenter à M. Graber nos sincères condoléances et à l'assurer de notre sympathie émue.

*Der Rat erhebt sich zu Ehren der Verstorbenen  
L'assistance se lève pour honorer la mémoire  
de la défunte*

*Schluss der Sitzung um 19.40 Uhr  
La séance est levée à 19 h 40*

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

**Donnerstag, 14. März 1974, Vormittag**

**Jeudi 14 mars 1974, matin**

*8.00 Uhr*

*Vorsitz – Présidence: Herr Muheim*

11 784

### **Initiative der Fraktionspräsidentenkonferenz. Geschäftsverkehrsgesetz**

### **Initiative de la Conférence des présidents de groupe.**

### **Loi sur les rapports entre les conseils**

Siehe Seite 394 hiervor — Voir page 394 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1974

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1974

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

142 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

11 821

### **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

### **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

11 879

### **Motion Grollmund. Ausländerpolitik Politique à l'égard des étrangers**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 407 hiervor — Voir page 407 ci-devant

**Schaffer:** Aus welcher Sicht wir das Ausländerproblem auch immer betrachten, so müssen wir feststellen, dass wir für die zu large Zulassungspolitik und damit begangene Fehler früherer Jahre zu büssen haben. Es fehlte nicht an mahnenden Stimmen. Ich glaube, es ist gut, wenn man einmal wiederholt, dass seitens des Gewerkschaftsbundes, der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz und der Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände verschiedene Eingaben an den Bundesrat gerichtet wurden, welche auf eine Stabilisierung des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften gerichtet waren. Es wurde das getan, als es noch Zeit war. So wurde beispielsweise im Jahre 1960 von den erwähnten Organisationen – man höre und staune – eine Zahl von 400 000 ausländischen Arbeitskräften als oberste tolerierbare Grenze bezeichnet. Meiner Meinung nach hätte mit rechtzeitigen Zulassungsbeschränkungen eine massgebliche Wirkung in dieser Richtung erzielt werden können, um vor allem die Eröffnung für unsere Verhältnisse unnötiger Betriebe zu verhindern. Ich bin grundsätzlich dagegen, wenn absolut unnötige und unnütze Waren produziert werden, die man den Leuten schliesslich mittels einer überdimensionierten Werbung und Reklame andrehen muss, und zu diesem Zwecke aus-

## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.03.1974 - 15:30
Date	
Data	
Seite	407-429
Page	
Pagina	
Ref. No	20 002 761

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

ganzen weiten Welt ist in dieser Beziehung auch uns gegenüber gar nicht zimperlich. Die Zeit fehlt, um all die Massnahmen, die allein in Europa gegenüber Ausländern immer wieder getroffen werden, aufzuzählen. Ich glaube doch, dass die Glaubwürdigkeit der Landesbehörden gegenüber dem eigenen Volk wichtiger ist als gegenüber dem Ausland. Das Ausland trifft seine Entscheidungen auch souverän, ohne zu fragen, was zum Beispiel die Schweiz dazu sagt. Ich weiss, dass die Bedingungen unserer Initiative hart sind. Die Ueberfremdung und die damit verbundenen verteidigungspolitischen Gefahren sind aber noch viel härter.

Ich empfehle Ihnen deshalb, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag Oehen zu Artikel 2, Volk und Ständen die Annahme des Volksbegehrens zu beantragen, zuzustimmen.

*Hier werden die Beratungen dieses Geschäftes abgebrochen*

*Ici, le débat sur cet objet est interrompu*

**Le président:** Je suis contraint de faire au Conseil une douloureuse communication. Nous venons d'apprendre le décès, survenu cet après-midi des suites d'une opération, de Mme Pierre Graber, épouse du conseiller fédéral.

En votre nom à tous, je tiens à présenter à M. Graber nos sincères condoléances et à l'assurer de notre sympathie émue.

*Der Rat erhebt sich zu Ehren der Verstorbenen  
L'assistance se lève pour honorer la mémoire  
de la défunte*

*Schluss der Sitzung um 19.40 Uhr  
La séance est levée à 19 h 40*

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

**Donnerstag, 14. März 1974, Vormittag**

**Jeudi 14 mars 1974, matin**

*8.00 Uhr*

*Vorsitz – Présidence: Herr Muheim*

11 784

### **Initiative der Fraktionspräsidentenkonferenz. Geschäftsverkehrsgesetz**

### **Initiative de la Conférence des présidents de groupe.**

### **Loi sur les rapports entre les conseils**

Siehe Seite 394 hiervor — Voir page 394 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1974

Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1974

### *Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

142 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

11 821

### **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

### **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

11 879

### **Motion Grollmund. Ausländerpolitik Politique à l'égard des étrangers**

*Fortsetzung – Suite*

Siehe Seite 407 hiervor — Voir page 407 ci-devant

**Schaffer:** Aus welcher Sicht wir das Ausländerproblem auch immer betrachten, so müssen wir feststellen, dass wir für die zu large Zulassungspolitik und damit begangene Fehler früherer Jahre zu büssen haben. Es fehlte nicht an mahnenden Stimmen. Ich glaube, es ist gut, wenn man einmal wiederholt, dass seitens des Gewerkschaftsbundes, der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz und der Vereinigung schweizerischer Angestelltenverbände verschiedene Eingaben an den Bundesrat gerichtet wurden, welche auf eine Stabilisierung des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften gerichtet waren. Es wurde das getan, als es noch Zeit war. So wurde beispielsweise im Jahre 1960 von den erwähnten Organisationen – man höre und staune – eine Zahl von 400 000 ausländischen Arbeitskräften als oberste tolerierbare Grenze bezeichnet. Meiner Meinung nach hätte mit rechtzeitigen Zulassungsbeschränkungen eine massgebliche Wirkung in dieser Richtung erzielt werden können, um vor allem die Eröffnung für unsere Verhältnisse unnötiger Betriebe zu verhindern. Ich bin grundsätzlich dagegen, wenn absolut unnötige und unnütze Waren produziert werden, die man den Leuten schliesslich mittels einer überdimensionierten Werbung und Reklame andrehen muss, und zu diesem Zwecke aus-

gerechnet noch ausländische Arbeitskräfte beschäftigt. Ich bewege mich in dieser Beziehung auf der Ebene und Auffassung des Herrn Kollegen Dr. Hofmann, wie er dies gestern dargelegt hat. Wir müssen uns klar sein, dass Leidtragende dann immer die Betriebe sind, die Waren produzieren, die für uns wirklich von Nutzen sind.

Das Ausländerproblem und die Initiative werden und wurden von diesem Tisch aus in staatspolitischer und menschlicher sowie auch in wirtschaftlicher Beziehung auf höchster Ebene diskutiert. Ich beuge mich deshalb etwas intensiver als Kollege Wagner auf die Ebene der persönlichen Haltung vieler Arbeiter und befasse mich vorwiegend mit dem Problem der Reserviertheit gegenüber den ausländischen Arbeitskräften in Arbeiterkreisen, ein Problem, das oft übergangen wird.

Es besteht kein Zweifel, dass ein recht erhebliches Missbehagen in grossen Kreisen der Arbeiter- und auch der Angestelltenschaft besteht. Dieses ist vor allem in Betrieben eklatant, wo eng beieinander gearbeitet wird und wo der prozentuale Anteil der ausländischen Arbeitskräfte ziemlich hoch ist. Ich gehe den Sachen gerne auf den Grund und habe mich bemüht, eigene Erhebungen zu machen, die vor allem die Arbeitgeber und auch die Bundesbehörden veranlassen sollten, sich des Problems der Eingliederung am Arbeitsplatz in grösserem Masse anzunehmen. Dabei möchte ich nicht verallgemeinern. Aber so wird von vielen Arbeitern bemängelt, dass vor allem viele italienische Arbeitskräfte keine rechte Beziehung zum Arbeitsplatz haben, dass sie vielfach selber offen erklären, es gehe ihnen einfach ums Geldverdienen. Aber auch der Kontakt zu den schweizerischen Arbeitskollegen fehlt weitgehend. Sie könnten ihn beispielsweise in den Gewerkschaften finden, aber viele von ihnen distanzieren sich von diesen, wohl nicht zuletzt aus finanziellen Gründen. Am meisten scheint man sich, wie mir beteuert wurde, unter Schweizer Arbeitern zu ärgern, dass recht viele ausländische Arbeitskräfte aus dem Süden an ihrem Arbeitsplatz mässige Arbeitsleistungen erbringen, wobei sie aber nicht weniger Lohn erhalten, andererseits aber für jegliche Schwarzarbeit zu haben sind. Da wurde durch die Gesamtarbeitsverträge die 5-Tage-Arbeitswoche eingeführt. Nun gibt es aber Fabrikbetriebe, vor allem kleinerer und mittlerer Grösse sowie Gewerbebetriebe, in denen an Samstagen im Extremfall – ich möchte ausdrücklich sagen: im Extremfall – vielfach fast so viele Arbeitskräfte beschäftigt werden wie während der Woche. Es ist sogar vorgekommen, dass italienische und spanische Arbeitskräfte an der Auffahrt oder am Pfingstmontag auf Baustellen gearbeitet haben. Das sind Einzelfälle, aber es spricht sich herum und erregt Aergernis und Unbehagen.

Bei meiner Umfrage tauchte auch immer wieder der Vorwurf auf, bei der Vergabe preisgünstiger Wohnungen würden sehr oft ausländische Arbeitskräfte bevorzugt. Es sei deswegen Schweizern schon gekündigt worden, und es sei nicht recht, wenn man die Einheimischen zur Miete teurer Wohnungen zwingt, obschon doch die Lohnverhältnisse sich nicht unterscheiden und Wohnungen durch Ausländer aus Gründen der Sparsamkeit oft dichter belegt würden und ein höherer Mietzins besser aufgebracht werden könnte.

Verschiedentlich wurde auch darauf hingewiesen, dass vielfach eine Flucht in Krankheiten vorkommt, wenn am Arbeitsplatz Unzulänglichkeiten bestehen. Im Zusammenhang mit der fehlenden Beziehung zum Arbeitsplatz wurde mir auch erklärt, dass Stellenwechsel oft vorkommen, wenn die Gelegenheit dazu besteht, um anderenorts ein paar Rappen mehr zu verdienen, während Schweizer Arbeiter es sich zweimal überlegen, ob sie den angestammten Arbeitsplatz verlassen wollen, weil ihnen dieser doch vielfach ans Herz gewachsen ist und sie auch eine gewisse Verantwortung mittragen helfen.

Dass es aus den erwähnten Gründen gelegentlich zu Streitigkeiten und bösen Worten kommt, ergibt sich von selbst. Zusammenfassend gesagt zeigt sich ganz einfach, je un-

mittelbarer und hautnah die Kontakte sind, desto grösser ist vielfach die gegenseitige Abneigung. Es sind nicht Hassgefühle, sondern es handelt sich um eine sich aus den Gegebenheiten ergebende stark gefühlsbetonte Reserviertheit oder Abneigung. Diese wird natürlich noch geschürt durch in der Presse verbreitete Mitteilungen, wie etwa diejenige, dass ausländische Arbeitskräfte durch schweizerische Arbeitgeber eine beträchtliche Ersatzsumme erhielten, wenn sie im Winter im Zusammenhang mit den Weihnachtstagen auf eine Heimreise verzichteten. Es ist vielleicht etwas krass, wie ich mich nun hier geäussert habe, aber das sind Aussagen, die mir Arbeiter aus verschiedenen Betrieben gemacht haben. Manchmal scheint mir, man spreche zu viel von der Unentbehrlichkeit der ausländischen Arbeitskräfte und zu wenig von derjenigen von Leuten aus unserem Land. Die Schweizer Arbeiter fühlen sich zurückgesetzt.

Es besteht also offensichtlich ein Dilemma, das man bei der Behandlung des Ausländerproblems nicht einfach übergehen kann und das nach einer anderen Einstellung einer stattlichen Zahl von Arbeitgebern ruft.

Wir haben kürzlich polizeiliche Erhebungen gemacht und dabei festgestellt, dass ausländische Arbeitskräfte ohne Arbeitsbewilligung Stellen versehen, und zwar waren es ziemlich viele. Es liegt da offensichtlich System dahinter. So wurde mir schon oft berichtet, dass sich solche Leute in unserer Gegend, vorwiegend aus Basel, auf Stellenausschreibungen hin anmelden. Mich stört dabei besonders die dadurch entstehende Ungleichheit gegenüber Betriebsinhabern, die es mit den fremdenpolizeilichen Vorschriften ernst nehmen. Hier ist sicher ein Durchgreifen am Platze.

Ich muss auch ehrlich gestehen, dass mir die andauernde Verstärkung und Vertechnisierung grosser Teile unseres Landes gar nicht behagt. Mit Prospektivstudien bis zum Jahre 2000 oder 2020 ist es nicht getan; die Erde wird vermutlich und hoffentlich länger bestehen, und auch Generationen nach uns möchten noch ein Leben in einer harmonischen und möglichst natürlichen Umwelt haben.

Nun sehe ich aber die menschlichen, die sozialen Probleme, die durch die Volksinitiative sowohl für Ausländer wie für Schweizer entstehen, wenn ein allzu rapider Abbau der ausländischen Arbeitskräfte vorgenommen würde. Die Schweizer Arbeiter müssen sich ja klar sein, dass bei Annahme der Initiative auch ihr Arbeitsplatz in der Luft hängen kann. Ich frage mich deshalb, ob es der Nationalen Aktion bei den strengen Vorschriften, die sie in der Initiative hat, noch wohl ist. Wer vorgibt, menschlich zu sein, muss sich an Realitäten halten, und die Realitäten verlangen kein rücksichtsloses Vorgehen.

Die Einreichung einer neuen Ueberfremdungsinitiative durch die Republikaner im aktuellsten Moment ist kein schlechter Schachzug des Herrn Schwarzenbach. Ich habe mir überlegt, ob deshalb mit einem Gegenvorschlag zugewartet werden sollte. So wie ich aber die Volksstimmung beurteile, ist eine Alternative jetzt am Platze, und ich bin deshalb der Meinung, dass ein Gegenvorschlag dem Volk unterbreitet werden muss. Natürlich könnte man die Gesetzesebene benützen; aber einer Verfassungsinitiative, welche vor die Volksabstimmung gelangt, sollte man aus staatspolitischen und psychologischen Gründen einen solchen auf gleicher Ebene gegenüberstellen.

Man mache sich keine Illusionen, und das möchte ich zum Schlusse sagen: Die Stimmung und das Unbehagen in grossen Volkskreisen geht nun einmal in Richtung einer Beschränkung der ausländischen Arbeitskräfte, und es haben mir Leute gesagt, sie würden für die Initiative «Volk und Heimat» eintreten, von denen ich es nicht erwartet hätte. Daraus sollten nun wirklich die logischen Schlüsse und Konsequenzen mit einer Alternative gezogen werden.

**Keller:** Ich will nicht wiederholen, was hier seit gestern gesagt wird, sondern gestatte mir, das Problem der Ueber-

fremdung und der Arbeitskraft von einer etwas anderen Seite zu beleuchten. Ich möchte dabei betonen, dass ich die Massnahmen des Bundesrates für die Stabilisierung der ausländischen Arbeitskräfte, die mit der Zeit zur Stabilisierung der Wohnbevölkerung führen sollen und vielleicht sogar in etwas späterer Zeit einen Abbau erlauben werden, für richtig halte. Der Bundesratsbeschluss vom 16. März 1970 hat dazu geführt, dass man von der Betriebsplafonierung zur Globalplafonierung übergegangen ist, d. h. die Kontrolle und die Sperre erfolgen seit damals – also seit 1970 – an der Grenze und nicht mehr im einzelnen Betrieb. Erfolgt eine Ausreise, so kann unter Umständen eine Einreise bewilligt werden. Im Inland besteht an sich Freizügigkeit, vorderhand noch mit einer einzigen Einschränkung, indem zurzeit ein neu eingereister Ausländer in den ersten zwei Jahren den Kanton und die Berufsgattung nicht wechseln kann, ausser es handle sich um Hilfskräfte. Diese zwei Jahre sollen vom nächsten Jahr an auf ein Jahr reduziert werden. Unter der Betriebsplafonierung hatte man immer wieder Kritik von gewissen Kreisen gehört, besonders von der Wissenschaft, dadurch werde die Struktur unserer Wirtschaft zementiert. Es ist zuzugeben, dass die Betriebsplafonierung nicht gerade eine ideale Lösung war: ersten war die Kontrolle ausserordentlich schwer, und zweitens ist zuzugeben, dass dadurch eine gewisse Unbeweglichkeit im Arbeitsmarkt entstanden ist. Immerhin kann man sicher annehmen, dass niemand heute Arbeitskräfte hortet, nachdem die Lohnkosten doch ein bedeutendes Ausmass in einer Firma annehmen.

Nun zur Globalplafonierung, wie sie heute durchgeführt wird, und die ja auch kein Meisterwerk darstellt. Es wären hier einige Verbesserungen möglich. Wir haben folgende Situation: Ein Arbeitgeber, der eine saubere, möglichst bequeme, gut bezahlte und zur Normalarbeitszeit auszuführende Arbeit zu offerieren hat, findet Personal, während ein Arbeitgeber, der Arbeitsplätze zu offerieren hat, bei denen es sich um schmutzige, schwere Arbeit handelt oder Arbeit, die am Abend, ja sogar am Sonntag geleistet werden muss, kaum jemanden findet. Die Wissenschaft findet auch dies in Ordnung. Die Arbeitskräfte sollen dort arbeiten, wo am meisten geboten wird, lautet ihre Weisheit. Wollen Sie in Kauf nehmen, dass es in den Dörfern eines Tages kein Restaurant, keinen Saal mehr gibt? Wollen Sie, dass es keine Kaminfeger, keine Kehrrichtabfuhrmänner, keine Schuhmacher, überhaupt kein Kleingewerbe mit all seinen Dienstleistungen mehr gibt? Ist diese Strukturveränderung sinnvoll? Hat es einen Sinn, wenn gelernte Berufsleute als Angelernte in einer Bank mit einer weissen Schürze eine eintönige Arbeit leisten? Den Kantonen ist durch den Bundesratsbeschluss vom 16. März 1970 die Verteilung der Härtekontingente für Jahresaufenthalter überbunden. Zurzeit haben wir im Thurgau nichts mehr zu verteilen. Ich bin Mitglied der Kommission, die dieses Härtekontingent zu verteilen hat. Ich möchte Ihnen nur zwei Beispiele, die ich selbst zu bearbeiten hatte, anführen (ich könnte Ihnen Hunderte solcher Fälle erzählen): Eine Aerztin mit zwei Kindern, der Mann ist noch im Studium, ist von morgens früh bis abends in der Praxis für ihre Patienten. Sie findet niemand für den Haushalt, für die Beaufsichtigung der Kinder, und wir haben kein Härtekontingent mehr, wir konnten ihr nichts zuteilen. Soll sie die Praxis schliessen und ihre Kinder besorgen, oder soll sie die Patienten behandeln?

Zweiter Fall: Eine Witfrau mit fünf Kindern zwischen zwei und zwölf Jahren, verdient ihren Lebensunterhalt durch Führung eines kleinen Restaurants in einem Dorf. Die einzige Hilfskraft, die vorhanden ist, will heiraten – das ist nicht verboten – und geht weg. Was soll diese Frau machen, wenn sie keine Hilfskraft mehr findet? Da niemand da ist, um die fünf Kinder zu beaufsichtigen, kann sie nicht in einem Büro arbeiten. Wir konnten ihr damals noch helfen, da wir vor einem Jahr noch über ein Härtekontingent verfügten. Heute könnten wir es nicht mehr, weil unter dem neuen Regime vom Juli 1973 dieses Härtekon-

tingent derart klein war, dass es bereits nach vier Monaten aufgebraucht war. Der Bund müsste eine Regelung finden, damit solche menschlich schwerwiegenden Fälle gelöst werden können.

Wird einem Handwerker mit zwei Arbeitskräften eine davon abgeworben, so verliert er 30 Prozent der Betriebskapazität. Sie können sich vorstellen, was das heisst. Was passiert aber, wenn ein Abbau nach dieser Fremdarbeiterinitiative in relativ wenigen Jahren durchgeführt werden müsste? Dadurch würde das mittlere und kleine Gewerbe, das ja die Ueberfremdung nicht verschuldet hat, geradezu ruiniert. Ich könnte mir vorstellen, dass dies zu einem Sturm führen würde. Im Kanton Thurgau hat bereits einmal jemand versucht, eine Demonstration gegen Regierungsrat, Arbeitsamt und die Fachkommission, welcher ich angehöre, zu organisieren, weil er unzufrieden war. Zum Glück waren nicht die «rechten» Leute dabei, sonst hätte es schief gehen können.

Mit einer kurzfristigen Rosskur kann man nicht einfach etwas korrigieren, was sich über Jahrzehnte hinweg ergeben hat. Ich muss Ihnen deshalb empfehlen, diese Initiative abzulehnen, bitte aber auf der anderen Seite auch um Verständnis für die kleinen Betriebe, für diese menschlichen Probleme, die durch eine rigorose Massnahme entstehen, die es nicht erlaubt, in einzelnen Fällen Zuteilung vorzunehmen und Hilfe anzubieten.

**M. Breny:** Ce serait erroné et fallacieux de faire croire à la génération montante que le problème de l'emprise et de la surpopulation étrangères a le caractère d'un cataclysme naturel, imprévisible. L'Action nationale tient à souligner que c'est, au contraire, l'aboutissement prévisible d'une politique menée délibérément en faveur des ambitions et des intérêts à court terme de quelques-uns, qui parviennent même à manipuler notre gouvernement et à mettre ainsi à l'encan les intérêts et les biens de la communauté nationale. J'accuse donc notre gouvernement, représenté ici par M. le conseiller fédéral Furgler, de gaspillage et de mauvaise gestion du patrimoine de la communauté nationale au profit d'une minorité de ploutocrates suisses et étrangers qui, au nom du libéralisme économique, accaparent les centres vitaux du pays, boursouflent les affaires et déséquilibrent l'économie en provoquant une expansion démesurée dont le corollaire, l'inflation, menace les fondements mêmes de notre système. Sans se rendre compte qu'ils corrompent les forces vives du pays, en préparant le terrain pour des désordres, dont les seuls bénéficiaires seront les internationalistes qui, comme M. Canonica, plaçant leur idéologie au-dessus des intérêts du pays, ce qu'il vient de confirmer dans la salle même où il a jugé fidélité à la constitution. Il est évident que certains de nos chefs syndicalistes attirent des troupes venant de l'étranger, dans l'intention de recueillir les fruits du pouvoir quand une crise les fera tomber. Cette crise, le gouvernement des partis bourgeois la laisse venir sans vouloir des mesures efficaces. L'inflation, le suremploi sectoriel qui se transformera en chômage à la première occasion, la défiance envers les autorités, la faiblesse du pouvoir, le refuge dans l'indifférence, la résignation du grand nombre en sont la preuve. Nous ne voulons pas faire des étrangers les boucs émissaires de tous nos maux. Mais force est de constater qu'ils ont été l'instrument qui a déchaîné les calamités dont nous souffrons déjà, qui a permis à certains de s'enrichir exagérément et qui permettra à la gauche internationaliste d'arriver au pouvoir. De tous côtés, on évoque les problèmes humanitaires en parlant des malheureux étrangers. Mais ce n'est là qu'un moyen de camoufler les fautes commises. En effet, les étrangers ne sont que des machines-outils utilisées par les tenants du développement à tout prix et les révolutionnaires gauchistes, donc de vils instruments pour les uns et pour les autres. Notre gouvernement, qui protège les négriers, creuse ainsi la tombe de nos institutions. C'est pourquoi j'accuse le Conseil fédéral d'avoir commis la plus grande

trahison de notre histoire, d'avoir violé l'article 2 de la constitution fédérale et d'avoir abusé de la confiance de la communauté nationale. Mais il est encore d'autres responsables de l'emprise étrangère dont nous souffrons, à savoir certains de nos chefs syndicalistes, par exemple, MM. Wüthrich, Arnold, Canonica, que j'accuse ici, en ma qualité d'ouvrier et d'ancien membre de leur syndicat, de n'avoir rien entrepris de sérieux pour freiner l'afflux de la main-d'œuvre étrangère, mais qui se sont permis encore de s'allier aux magnats de notre économie pour combattre notre initiative du 7 juin 1970, au lieu de laisser au moins la liberté de vote. Eux qui parlent tant de participation des travailleurs (Mitbestimmung) se sont bien gardés à l'époque de consulter leurs membres. Ils ont même censuré leur propre presse. L'exemple de leurs collègues d'Allemagne, de Suède ou du Danemark prouve pourtant que ce sont justement les syndicats qui, dans ces pays, ont joué le rôle salutaire de frein et n'ont jamais laissé dépasser la limite de 6 pour cent. Il est quand même dommage que nos chefs syndicalistes ne soient pas obligés de travailler au moins un jour par an dans l'ambiance d'une fabrique où les Suisses sont en minorité – car l'humanisme bien compris commence par soi-même – ces Suisses, entourés d'une surpopulation étrangère qui les étouffe par sa mentalité, par la musique étrangère diffusée en usine du matin au soir par des haut-parleurs à l'usage des ouvriers étrangers. Imaginent-ils la situation de nos concitoyens isolés au milieu de travailleurs étrangers en surnombre qui s'expriment dans les langues les plus diverses, dans des entreprises où l'on force les Suisses à faire toute l'année des heures supplémentaires, le soir et souvent le samedi matin, pour que les ouvriers étrangers puissent rentrer chez eux, par exemple entre Noël et Nouvel-An, à Pâques, etc. (cela se nomme faire le pont). Nos chefs syndicalistes socialistes se mettent-ils à la place des pauvres Suisses naguère appelés à défendre leur pays et qui ont fait bravement leur devoir, qui sont aujourd'hui de véritables déracinés à leur place de travail, souvent trop vieux pour changer d'emploi, malgré la haute conjoncture. L'industrie, elle-même fautive, se plaint du manque d'éléments suisses, vu que les plus jeunes hommes de métier et diplômés du technicum – comme Breny – parce qu'ils se trouvent dans un environnement absolument étranger, changent de place. A la cantine où l'élément étranger prédomine, celui-ci impose ses menus; sur le plan des vacances, il dicte les dates. C'est le pauvre Suisse qui, après sa rude journée, rentre dans son HLM, doit s'isoler s'il veut retrouver son identité, car la surpopulation étrangère est souvent omniprésente dans la rue, dans le quartier, dans sa propre maison. Comment en est-on arrivé là, pourquoi la petite Suisse se trouve-t-elle seule dans une situation aussi anormale? Il n'y a pas besoin de faire de longues et savantes études pour savoir si l'on est malade de racisme, de xénophobie, d'égoïsme ou de je ne sais quoi. Il suffit de comparer ce qui se passe chez nos voisins, en France, en Allemagne, en Autriche. Ces voisins n'ont pas laissé les choses se détériorer à ce point, puisqu'aucun n'a dépassé le seuil critique et psychologiquement supportable de 6 pour cent au plus d'étrangers dans sa population. Cela prouve que leurs chefs syndicaux socialistes défendent les intérêts de leurs concitoyens avant de se laisser entraîner par un internationalisme utopique, qui, à la moindre crise, telle que celle du pétrole, nous a prouvé que les belles paroles de solidarité = rentabilité économique ou politique, déclarations d'intention, traités politiques et institutions telles que le Marché commun tombent en ruine, car il existe dans le comportement humain une règle immuable qu'aucune idéologie ni marxiste ni capitaliste ne peut modifier. L'homme est un être vivant en famille et en groupe qui, en cas de crise ou de conflit menaçant son clan et ses valeurs acquises, a inmanquablement des réactions instinctives d'autodéfense. Je vous invite en conséquence à entrer en matière et à soutenir vigoureusement la proposition Oehen, s'agissant

d'une affaire d'une importance primordiale pour la survie de notre pays.

**Wylér:** Ignoro se per esprimermi in italiano a questa tribuna io debba far stato del mio albero genealogico. Comunque per buona pace del sig. Müller di Zurigo vi dirò che benchè di origine turgoviese e cittadino di Ginevra mi sento ticinese al 100 per cento e sono lieto di esprimermi in italiano a questa tribuna, lingua del resto che è dei 500 000 lavoratori che sono nel nostro paese. Si ha qualche volta l'impressione che per taluni di noi i confini della Svizzera siano i confini della Svizzera tedesca. E non è così, penso per fortuna nel nostro paese, che non sarebbe quello che è se non fosse di tre stirpi diverse. Fatta questa premessa, vengo all'iniziativa medesima. Ammetto che la situazione ticinese è sensibilmente diversa di quella di altre regioni del nostro paese. Abbiamo infatti la possibilità di meglio capirci, intenderci e di comunicare con i lavoratori stranieri che sono in grandissima maggioranza italiani. Ma credo che questa mancanza di possibilità di comprenderci non giustifichi una politica xenofoba. Non si possono addossare tutte le colpe del disagio che questa presenza di stranieri nel nostro paese cada sulle spalle di questi ultimi. Più che problema di presenza eccessiva di stranieri, si può pensare a un problema di ristrutturazione economica e di riduzione dei nostri bisogni. Mi chiedo anche se ci sia una vera necessità di un controprogetto. A mio giudizio non dobbiamo scendere a compromessi o patti su un'iniziativa inaccettabile e suicida. Ho del resto fiducia nel buon senso e nel potere di ragionamento del nostro popolo; che saprà superare i suoi risentimenti e non si lascerà travolgere dalla democrazia degli iniziativisti. Saprà far strame anche delle stupidità pronunciate sul sindacalismo elvetico dal sig. Breny. Il Ticino, come in altre occasioni, sarà alla testa dei cantoni contrari. E per terminare permettetemi un'immagine: ieri passando nel sottopassaggio della stazione ho notato un cartello pubblicitario delle FFS ed, esaminandolo, ho constatato che era formato da numerosi disegni di una scuola di Urdorf e, guardando i nomi dei bambini che avevano disegnato per le ferrovie, ho trovato alcuni nomi italiani. Mi è sembrato che questa comunione dei bambini svizzeri e dei bambini italiani per magnificare e per disegnare quelle che sono le loro idee sulle nostre ferrovie sia un simbolo che ci deve far riflettere.

**Leutenegger:** Ueber die allgemeine Ablehnung der dritten Ueberfremdungsinitiative bestehen, wie Sie schon gehört haben, in der Fraktion der SVP keine Meinungsverschiedenheiten. Bezüglich eines eventuellen Gegenvorschlages auf Verfassungsebene ist hingegen unsere Fraktion geteilter Meinung. Ich möchte meinen, dass mit einem Gegenvorschlag zur dritten Initiative, der extremsten Initiative, die wir je kannten und die in ihren Auswirkungen auch die Schweizer Arbeitnehmer und Betriebsinhaber treffen würde, weitere sogenannte Ueberfremdungsinitiativen nicht abgestoppt oder verhindert werden können. Niemand weiss zudem – und das ist deutlich geworden in der gestrigen Debatte –, wie ein Gegenvorschlag aussehen müsste. Horcht man etwas herum, muss man annehmen, dass jeder unter einem Gegenvorschlag etwas anderes versteht; ein ebenbürtiger Vorschlag müsste nach meiner Meinung ebenfalls abgelehnt werden. Was mein verehrter Kollege Canonica als Gegenvorschlag sieht, wäre wohl diskutabel. Er kommt aber beim Volk ohne Zweifel nicht an. Es ist deshalb vermessen, und es ist auch unrealistisch, im heutigen Zeitpunkt von der Forderung nach einer brauchbaren und nach einer sogenannten positiven Alternative, die ja im Abstimmungskampf so oder so der Ueberfremdungsinitiative III gegenüberstünde, zu sprechen. Wir hörten, dass noch weitere sogenannte Ueberfremdungsinitiativen zur Diskussion stehen, und weitere sind bereits angemeldet. Ein Gegenvorschlag zur extremen Initiative III, also ein weiteres Entgegenkommen, würde die Aktivität der



Ueberfremdungsgegner bezüglich der Einreichung weiterer Initiativen keineswegs stoppen, wie die Erfahrung zeigte. Man ist versucht zu sagen, dass einzelne Gruppen, Bewegungen und Parteien vom Artikel Ueberfremdung geradezu leben, oder nur überleben können, wenn sie sich dieser Frage immer wieder neu annehmen.

Auch wir lehnen eine masslose Ueberfremdung ab. Wir haben trotz den enormen Schwierigkeiten, vorab auch in kleinen und mittleren Betrieben, für die Stabilisierungspolitik des Bundesrates Verständnis, ja wir könnten noch einen weiteren Schritt in der Richtung der Stabilisierung der gesamten ausländischen Wohnbevölkerung gehen und diesem zustimmen. Der prozentuale Anteil der Ausländer an der Wohnbevölkerung darf also nicht weiter ansteigen. Der Bund hat – das haben wir auch schon gehört – durch Artikel 69ter der Bundesverfassung ein Instrument in der Hand, das ihm die ausschliessliche und umfassende Gesetzgebungskompetenz auf diesem Gebiet einräumt. Sie ist nicht ungenügend, wie von einzelnen Kollegen erwähnt worden ist. Das Bundesgesetz über Niederlassung und Aufenthalt befindet sich zudem in Revision. Wir lehnen einen eigentlichen Strip-tease an unserer Volkswirtschaft und damit an unserem Volkskörper ab, der auch bei einem – zum Beispiel, nehmen wir an – Dreiviertel-Entgegenkommen gegenüber der dritten Ueberfremdungsinitiative letztlich vor allem die Schweizer in unseren Betrieben hart und ungerecht treffen müsste.

Die Arbeitsmarktlage ist in verschiedenen Branchen katastrophal. Die Leute sind überfordert. Herr Oehen, mit Ihrer Initiative schaufeln Sie für viele, die nicht mehr überleben können, wenn diese Initiative zum Zuge kommen sollte, das Grab. Mit einem Gegenvorschlag will man den Arbeitsmarkt-Notstand offensichtlich nochmals massiv verschärfen. Wir betreiben da Strukturpolitik über die Köpfe des Volkes hinweg.

Die gestern oft zitierte Meinungsumfrage in der «Weltwoche» darf nicht ernst genommen werden; solche Befragungen haben in den letzten Wochen im In- und Ausland vor Wahlen und Abstimmungen total falsche Resultate gezeigt. Ich habe deshalb in solche Umfragen kein Vertrauen mehr. Mit der kompromisslosen Ablehnung der für uns Schweizer schädlichen Initiative III, ohne einen Gegenvorschlag aufzustellen, handelt nicht nur der Bundesrat, sondern auch der Nationalrat konsequent.

**Reich:** Ueber eines freue ich mich: Die bisherige Debatte hat doch endlich den Ernst des Ueberfremdungsproblems zutage gefördert. Endlich anerkennt man, dass nicht Fremdenfeindlichkeit, Rassendünkel oder nationale Ueberheblichkeit Grund unseres Bemühens ist, sondern dass es um die Lösung der Ausländerfrage insgesamt geht, und zwar vom eingewanderten Millionär zum Liegenschaftenhändler bis zum kleinen Hilfsarbeiter. Es ist – und daran ist nichts zu rütteln – ein wichtiges nationales Problem geworden, das gelöst werden muss. Wir befinden uns in einer jahrealten Sackgasse. Lösungsvorschläge sollen daher massvoll und im Geist unserer schweizerischen Tradition beidseitig human sein. Auszugehen ist aber von der Mehrheit der Volksmeinung, die den heutigen Ueberfremdungsgrad von 22 Prozent aus vielfachen, schutzwürdigen Gründen auf gar keinen Fall weiter zu ertragen bereit ist. Unser Volk beginnt nämlich immer deutlicher mit dem Massstab des umliegenden Auslandes zu messen.

Die Beantwortung der Frage «Gegenvorschlag – ja oder nein?» darf nicht von kurzfristig opportunistischen psychologischen Ueberlegungen abhängen, wie man das Volk nun weiter an der Nase herumführen kann, sondern einzig und allein von der Gewichtung der staatsrechtlichen ökologischen und wirtschaftlichen Sachzwängen und dem Willen unserer Volksmehrheit.

Meine Kollegen Schwarzenbach und Bräm haben das bereits gesagt, was auch ich zur NA-Initiative zu sagen habe. Tatsächlich ist die wirtschaftliche Realisation zurzeit unmöglich. Ich habe das aber seinerzeit schon vor der De-

legiertenversammlung der NA begründet. Meine Freunde von der NA sind mir deswegen durchaus nicht böse. Nach wie vor arbeiten wir in der Zielsetzung eng zusammen, und wir werden uns wahrscheinlich zu einem noch engeren Schulterschluss finden. Ihre Forderung mag vielleicht hart klingen, aber sie hat uns doch darüber die Augen geöffnet, wo wir eigentlich stehen. Denn die meisten waren sich darüber noch gar nicht klar, dass wir mit unserer ganzen Wirtschaft von einigen hunderttausend Arbeitskräften abhängig geworden sind. Was machen wir, wenn diese Leute eines Tages von sich aus den Wunsch haben, wieder nach Hause zu gehen, weil es bei uns nicht mehr Schokolade regnet, oder wenn diese Leute streiken, um politische oder andere Forderungen durchzusetzen?

Futurologisches Denken im Arbeitskräftemarkt ist wesentlich alternatives Denken, ohne starren Zukunftsglauben. Unsere Planung muss daher interdisziplinär auf möglichst breiter Basis erfolgen, vor allem mit einfallreichen Alternativmodellen; unsere mit Vergangenheitsfesseln behaftete Regierungspolitik sollte von ihrem Aberglauben des dauernden, roboterhaften Arbeitskräftebedarfes endlich befreit werden.

Herr Leutenegger, das Arbeitskräfteproblem ist eben eine Programmierungsfrage; das war und ist ausgerechnet der Prüfstein für die Selbstdisziplin und Selbstregulierungskraft unserer Wirtschaft und unserer Wirtschaftsführer, und in diesem Punkte haben sie in der Zusammenarbeit mit der Regierung kläglich versagt. Man hat eine 49. neue Waschmaschinenfabrik errichtet und hat den volkswichtigen Dienstleistungsbetrieben die Leute mit Ueberlöhnen abgeworben. Kann sich da noch eine Wirtschaft als organisiert und als vernünftig qualifizieren? Ich glaube, jetzt ist der Moment, einmal ein Zeugnis auszustellen. Die Oelkrise hat uns doch gezeigt, wo wir stehen, dass es bei den kommenden Entwicklungen schlagartig, von heute auf morgen, zu Veränderungen kommen kann. Andererseits müssen wir uns klar sein, dass unsere Ausländerpolitik von natürlichen Schranken begrenzt ist. Die natürlichste, wichtigste Schranke ist der wachsende ökologische Druck. Der äusserste Grenzbereich für die Tragfähigkeit unserer Umwelt Schweiz ist erreicht. Wir sind überbevölkert und übernutzt, Herr Bundesrat, das können Sie nicht bestreiten. Ihr eigener Chef vom Umweltschutz hat gesagt: Eine maximale Einschränkung des Wachstums von Bevölkerung und Wirtschaft sowie des Güterflusses von der Produktion bis zum Abfall und ein Aufhalten des Pro-Kopf-Verbrauches an Konsumgütern und Dienstleistungen ist unumgänglich geworden; wir leben in einem globalen Ressourcenverzehr. Sodann besteht die Schranke der Rohstoff-, der Energie- und vor allem der Ernährungsversorgung. Meine Damen und Herren, machen Sie sich kein Gewissen, dass wir eine Million Menschen herholen, obwohl andererseits im Radio dieser Tage von kommenden Ernährungskatastrophen gesprochen wurde? Wir haben nur Nahrung für 3,5 Millionen Menschen und nicht mehr. Wie steht es weiter – und das frage ich auch Herrn Canonica – mit dem Schutz des schweizerischen Arbeitnehmers, wenn eine Rezession eintritt? Auch da müssen wir Ueberlegungen anstellen. Wie stellt sich der Bundesrat im weiteren zur militärischen, zur geistigen Landesverteidigung und zu dem immer massiver werdenden politischen Immigrationsdruck? Bei allem Verständnis und bei aller Menschlichkeit muss man eben doch sehen, wie diese Machtballungen immer stärker werden und in unserem kleinen Land machtvolles politisches Profil erhalten. Ich habe in einer Monographie die wesentlichsten Fragen festgehalten; wer sich dafür interessiert, dem gebe ich gerne ein Exemplar.

Nicht als Konkurrenz, sondern im Sinne eines wohlüberlegten, wirtschaftlich tragbaren Alternativvorschlages haben wir unsere republikanische Volksinitiative eingegeben. Sie, meine Damen und Herren, und besonders die Presse möchte ich doch bitten, diese nicht immer diskriminierend einfach «Schwarzenbach-II-Initiative» zu nennen. Es handelt sich nämlich um ein republikanisches Gemein-

schaftswerk; wir alle haben unseren Schweiss hineingelegt (Heiterkeit), und wir haben die Initiative insbesondere auf die wirtschaftliche Durchführbarkeit überprüft. Da kommen Sie dann nicht mit Einwendungen durch. Bei der heutigen Sachlage kann ich meine eigene parlamentarische Initiative zugunsten der eingereichten republikanischen Initiative zurückziehen. Diese Initiative ist nun unser Ziel; darunter geht es von uns aus nicht. Wir werden jetzt auf einen harten Kurs übergehen (Unruhe); das sind Minimalforderungen, auf denen wir bestehen werden. Wir haben genug von dem frivolen Spiel mit Arbeitskräftekategorien, wenn daneben die Gesamtbevölkerung stillschweigend um 10 Prozent zunimmt. Dem Volk und uns geht es um eine Stabilisierung und einen Abbau des Ausländerbestandes, und daran werden wir festhalten (Unruhe). Wir haben genug davon, dass die Ueberfremdungspolitik in Komplizenschaft mit der Regierung von heimlichen Herrschern betrieben wird. Wir wünschen Sofortmassnahmen und beantragen der Regierung, endlich die verfassungsmässigen Pflichten und die gesetzlichen Vorschriften des Artikels 16 ANAG anzuwenden und den Ermessensmissbrauch, den sie heute betreibt, einzuschränken; denn sie legt diesen Artikel 16 ganz einfach zu weitgehend aus. Es ist zum Beispiel unbedingt die Abgabe von Niederlassungsbewilligungen, die in einem Uebermass ausgegeben wurden, wesentlich einzuschränken. Ich habe festgestellt, dass nicht einmal Mitglieder der Kommission wussten, dass sich diese Zahl im letzten Jahr auf 83 000 belief, und es wird doch niemand behaupten wollen, dass bei einem Geburtenüberschuss von 10 000 das Achtfache an irreversiblen Dauerniederlassungen vergeben werden kann.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, erstens durch Erlass eines sofortigen, differenzierten Einwanderungsstopps und durch die Nichtkompensation der natürlichen Auswanderung eine menschliche Lösung zu finden mit einem sukzessiven Abbau. Zweitens beantrage ich, durch die Kündigung der Niederlassungsabkommen und die Anrufung der Ausweichklauseln, die zum Beispiel mit Italien bestehen, die Vergabe von Niederlassungsbewilligungen abzustoppen zum Schutze unserer schweizerischen Arbeitnehmer, damit wir uns nicht für die Zukunft die Hände binden. Denn wie wollen Sie sonst später einen Abbau überhaupt noch durchführen, wenn alle Niederlassungsstatus haben? Das geht sehr schnell, wenn pro Jahr derartige Niederlassungskontingente anfallen. Daher müssen wir sofort stoppen, dürfen die Sache nicht auf die lange Bank schieben und vorschlagen: Wir ändern das Gesetz und warten. Jetzt, meine Damen und Herren, sind Sie und der jetzige Bundesrat dafür verantwortlich, dass dieser Punkt rechtzeitig erkannt und dass gehandelt wird. Man kann sich nachher nicht darauf berufen, die Rechte seien vergeben, man könnte nicht anders handeln; sonst müssten wir dann, so leid es mir täte, eben doch Leute an die Grenzen schicken, die bereits die Niederlassung besitzen. Drittens wünsche ich die Privilegierung der volkswichtigen Dienstleistungsbetriebe; das ergibt sich heute schon aus dem Gesetzesartikel 16 ANAG als Pflicht der Regierung.

**Hubacher:** Es ist kein angenehmes Geschäft, das wir zu behandeln haben, und es fällt, glaube ich, keinem leicht, dazu das Wort zu ergreifen.

Was über die Initiative der Nationalen Aktion hier gesagt worden ist, brauche ich nicht zu wiederholen. Sie ist für mich eine Mischung von Unvernunft, Unmenschlichkeit und Ueberheblichkeit. Die Ueberheblichkeit ist personifiziert worden durch unseren Ratskollegen Breny, dem man höchstens zugute halten kann, dass er als ehemaliger Tunesier über die schweizerischen Sitten noch nicht im Bild ist; deshalb muss man für ihn Milde walten lassen. Anders kann ich dieses Votum von Ihnen, der noch nicht lange Schweizer ist, überhaupt nicht verstehen, Herr Kollega Breny. Ich glaube, es ist einmal am Platz, nicht nur statistisch festzuhalten, dass wir in einer schwierigen Situation punkto Verhältnis schweizerische und ausländische Bevöl-

kerung stecken, sondern einmal ganz schlicht und einfach all den ausländischen Arbeitnehmern zu danken, die für unser Land in den letzten 20 Jahren sehr vieles geleistet und viel zum Wohlergehen dieses Landes beigetragen haben. Nach den deklamatorischen Erklärungen, wie sie der Chef der Nationalen Aktion, Herr Oehen, und vorher Herr Reich in seinem angeblich massvollen Votum abgaben, habe ich Mühe zu glauben, dass die Initianten und die Ko-initianten – Herr Reich hat ja nun etwas deutlicher als gestern Herr Schwarzenbach dargelegt, dass die Kampfgemeinschaft Nationale Aktion und Republikaner aufrechterhalten bleibt; wir sind froh, dass wir das bestätigt bekommen haben – hier überhaupt noch von Menschlichkeit sprechen dürfen. Im Grunde genommen – es nähme mich wunder, was unser Justizminister dazu sagt – verstösst diese Initiative gegen alles, was die Schweiz auszeichnet an Humanismus, an Vergangenheit, an Tradition, an Menschlichkeit, an Sittlichkeit; sie verstösst gegen jegliche Gesetze der menschlichen Gesellschaft, soweit man das überhaupt überblicken kann. Wenn die Menschlichkeit darin besteht, was Sie, Herr Oehen, gestern gesagt haben: man müsse nicht immer erklären, es würden 400 000 Ausländer zur Schweiz hinausgejagt, sondern man dürfe doch auch sagen, sie könnten wieder heimkehren, und das sei doch etwas Schönes, dann ist das der unverfrorenste Zynismus, den man sich vorstellen kann; etwa nach der Melodie «Es muss etwas Wunderbares sein», heimzukehren in das Elend, in die Arbeitslosigkeit des Mezzogiorno, in die soziale Ungerechtigkeit, in die Unmenschlichkeit dieser Gesellschaftsordnung. Ich weiss nicht, wie ich denjenigen qualifizieren soll, der hier noch erklären kann, es sei schön, heimzukehren, um die Arbeitslosigkeit und das Elend dort anzutreffen. Es ist mir nicht bekannt, welcher Kirche Herr Oehen angehört, aber ich kann nicht glauben, dass man damit noch das Attribut für sich beanspruchen darf, ein guter Christ sein zu wollen.

Herr Reich hat ein Arbeitspapier von fast 20 Seiten austeilen lassen, um ungefähr das in viel breiterer Form darzulegen, was er vorhin am Rednerpult erklärt hat. Ich möchte aus diesem Papier folgenden Satz zitieren: Die Schweiz besteht nach seiner Auffassung – und daran sind offenbar die Ausländer schuld – nur noch aus einem heimlich manipulierten Funktionsgefüge. Ferner sei die Schweiz ein volksfremdes System formalrechtlicher Automatismen. Das ist noch alles, was nach Herrn Reich von unserer Schweiz übriggeblieben ist. Er attackiert sodann die heimlichen Herrscher und die heimlich gesteuerten Massenmedien – ich weiss nicht, ob die auch von den Ausländern beherrscht sind –, und er verurteilt die total materialistische Zukunftserwartung; dabei schreibt er freundlicherweise: «die materialistische Zukunftserwartung, die nur noch im Erwerb und im Gewinn und im immer mehr Profitieren besteht». Es stimmt, das ist die Zukunftserwartung, und ich richte auch keinen Vorwurf an Herrn Reich in bezug auf diese Feststellung. Ich staune jedoch immer wieder über Leute, die sich die Legitimation herausnehmen, uns derartige moralische Lektionen über die Profitwirtschaft zu erteilen, wenn man auf der anderen Seite genau weiss, dass Herr Reich zwar keine Zukunftserwartungen in dieser Beziehung zu haben scheint, aber in der Vergangenheit offensichtlich auch ganz gut im Immobiliengeschäft verdient hat und uns heute genau diese Mentalität vorhält, die er seinerzeit gepflegt und nach der er gelebt hat. Das ist das Unehrlliche an dieser ganzen Bewegung, und deshalb spielt natürlich die Emotion in der Auseinandersetzung eine Rolle.

Noch ein Wort zur Frage «Gegenvorschlag oder nicht?». Es sind viele Gründe dafür angeführt worden. Ich habe Verständnis, wenn Herr Bundesrat Furgler abwägt und offenbar die Frage stellt: Wo ist denn die Grenze der Konzession? Er geht offensichtlich davon aus, wie das Kollega Leutenegger soeben auch dargelegt hat, dass solche Umfrageergebnisse, wie sie in der «Weltwoche» publiziert worden sind, nicht ernst zu nehmen seien, sondern dass

diese Initiative, nach Meinung des Bundesrates und anderer Kollegen, offenbar mit grösster Wahrscheinlichkeit verworfen wird. Ich bin der Meinung, dass das gegenwärtig durchaus zutreffen mag. Trotzdem drängt sich aber ein Gegenvorschlag als langfristige Konzeption auf. Wir möchten Herrn Leutenegger davor warnen, solche Umfragen nicht ernst zu nehmen. Wir haben 1970 diesen Fehler begangen. Herr Bundesrat Furgler, was passiert dann eigentlich nachher, wenn der Glücksfall eintritt, dass die Initiative abgelehnt worden ist? Herr Schwarzenbach hat gestern seine neue Initiative deponiert, und Herr Reich hat nun dargelegt, dass das die letzte Konzession ist. Wir meinen, in dieser Situation braucht es jetzt schon ein Konzept und einen Gegenvorschlag. Denn wir sind auch mit der neuen Initiative des Herrn Schwarzenbach nicht einverstanden, weil sie bei den Saisoniers, genau gleich wie bei der ersten Initiative, nun wirklich Tür und Tor für die totale Ueberfremdung öffnet.

Herr Schwarzenbach wehrt sich nicht gegen die Ueberfremdung, er wehrt sich nur dagegen, dass Frauen und Kinder, dass die Familien nachgezogen werden können; das ist seine einzige Sorge. Aber dass Arbeitskräfte in die Schweiz kommen, dagegen hat Herr Schwarzenbach noch nie etwas eingewendet. Seine Initiative, die Saisoniers freizugeben, bedeutet – wenn man weitblickend sein will –, dass eine Million Saisonarbeiter kommen; es gibt dort überhaupt keine Beschränkung. Diese Konzeption lehnen wir ab. Wir sind der Meinung – das ist dargelegt worden –, dass es die Stabilisierung und einen gewissen Abbau braucht; aber die Arbeiter, die Arbeitnehmer, die wir im Lande beschäftigen, sollen anständig, menschlich behandelt werden und ihre Familien nachziehen dürfen. Herr Schwarzenbach möchte uns Hunderttausende von Saisoniers ins Land schleppen, nur dürfen sie Frauen und Kinder nicht mitnehmen; das ist die berühmte Menschlichkeit der Nationalen Aktion und der Republikaner. Daher haben wir, Herr Bundesrat Furgler, die Meinung: Es wäre gut und nötig, in dieser schweren Auseinandersetzung einen Gegenvorschlag zu haben. Man erspart uns nichts, Herr Reich kündigt in seinem Papier bereits die fünfte Initiative an; offenbar handelt es sich hier um eine langfristige Strategie nach dem Rezept: Irgendeinmal muss der Erfolg kommen, irgendeinmal wird das Schweizervolk genug haben, irgendeinmal kommt der Ermüdungseffekt; schliesslich lebt diese Bewegung von diesem Thema, das ist ihr politisches Credo und ihre einzige Basis. Wir meinen, man muss positiv, kreativ einen Gegenvorschlag präsentieren, damit wir unsere Leute motivieren können. Wir haben Mühe, nur mit einem Nein antreten zu müssen, ohne etwas Positives präsentieren zu können. Da reicht die Stabilisierungspolitik, wie sie heute betrieben wird, eben nicht aus. Wir wären deshalb froh, einen Gegenvorschlag zu bekommen, froh auch, weil wir die Zukunftsperspektive, wie sie uns Herr Schwarzenbach mit seinem neuen Vorstoss eröffnet hat, entschieden ablehnen müssen, und zwar gerade weil wir diese Ueberfremdung, wie sie Herr Schwarzenbach will, ablehnen müssen, und das aus menschlich-humanitären Gründen. Herr Bundesrat, ich bitte Sie, aus der Frage des Gegenvorschlages keine Prestigefrage zu machen. Wir meinen, wenn wir zur KUVG-Initiative, zur Mitbestimmungsinitiative und zu anderen Initiativen einen Gegenvorschlag präsentieren, dann ist es diese Frage, die das heisseste und schwierigste innenpolitische Problem darstellt, wert, auch beim Unwert der NA-Initiative, dass wir langfristig disponieren. Wir sehen den Gegenvorschlag nicht nur gerade im Blick auf diese untaugliche und unvernünftige NA-Initiative, sondern im Blick auf das, was auf uns zukommt und was man uns nicht zu ersparen sich bemühen wird. Ich danke Ihnen.

**Reich:** Wir sind uns gewohnt, dass Herr Hubacher, nachdem ich hier vorné war, nachwischt, immer in seiner Art. Ich habe nichts dagegen, wenn er meine Politik zerreisst.

Wenn er aber über mich persönlich Unwahrheiten austreut, dann gestatten Sie mir, dass ich diese berichtige. Ich möchte Herrn Hubacher hier auffordern, den Beweis dafür anzutreten, dass ich seit 1960 irgendwie und -wann im Häuserhandel tätig gewesen bin. Was ich vor 1960 gemacht habe, das war gelegentlicher Bau von Renditenhäusern. Er wird mir nicht ein einziges Grundstück vorhalten können, wo ich Spekulation betrieben habe, obwohl ich das sehr gut hätte machen können. Ich habe das schon damals konsequent abgelehnt. Der Beweis ist offen. Ich gebe Ihnen eine Liste von den gebauten Häusern, und Sie können heute die Mietzinse und die Bauten kontrollieren. Sie werden kaum bessere Bauten finden, und die Eigentümer sind glänzend zufrieden. Ob das eine ehrenrührige Tätigkeit ist, wenn man während vier Jahren etwa 20–25 Objekte baut, die wirklich heute besehen werden dürfen, und ob das ein Thema ist, das hier ans Pult gehört, in dem Sinne, wie Sie es vorgebracht haben, ist eine andere Frage. Normalerweise nennen wir Juristen das Verleumdung. Es ist widerwärtig, wenn man, statt um die Sache, um persönliche Fragen diskutiert, die zudem in dieser extremen und unwürdigen Form behandelt werden.

Zum zweiten geht es wiederum darauf hinaus, aus einer ganzen Schrift, die Sie zum grössten Teil in Händen haben, einige Worte aus dem Sachzusammenhang herauszureissen, ohne den Vorgang und ohne den Nachgang zu erwähnen. Wenn Sie diese Stelle nachlesen, dann erkennen Sie, wie auch das eine perfide Verleumdung darstellt, ein Gebaren, das ganz tief heruntergehängt werden muss, damit es auch die ganz Kleinen überhaupt noch sehen können.

**Breny:** Es freut mich, dass mich Herr Hubacher – die Sozialisten und Gewerkschaften nennen sich ja nicht rassistisch –, wie kann man sagen, nicht als Urschweizer analysiert. Das stimmt genau, aber meine Mutter ist eine Urschweizerin. Nur weiss ich nicht, ob seine Mutter eine Urschweizerin ist. Aber ich habe gemerkt, dass unter den Sozialisten in diesem Saal etliche auch Halbschweizer sind wie ich. Es gibt sogar den Fall eines Sozialisten, der nicht einmal Halbschweizer, der 100prozentig Ausländer ist.

Aber man will davon profitieren, dass ich arabischer Abstammung bin; so wie man früher sagte: Das ist ein Sau-Jude, so sagt man heute: Das ist ein Sau-Araber! Das hat Herr Hubacher gut gemacht, aber ich muss ihm sagen: Es ist komisch, dass das gerade aus seiner Gruppe kommt, die auch vereinfachte Einbürgerung verlangt für alle, die hier, aber mit der Schweiz nicht einmal blutsverwandt sind. Es ist doch komisch, dass sogar Ausländer sich genau in der gleichen Richtung wie die Nationale Aktion aussprechen, wie z. B. Salvador de Madariaga, der auch kein Appenzeller ist. Er sagte: «Jede Nation hat nämlich das Recht, soweit es in ihrer Macht steht, ihre Zukunft und ihr Schicksal selbst zu bestimmen.» Dazu will ich Herrn Hubacher sagen, dass ich anno 1958 keine vereinfachte Einbürgerung erlangt habe und dass ich eingebürgerter Schweizer bin, nicht Italiener oder Spanier.

**M. Cevey:** Nous ne sommes pas là pour nous amuser mais vous me permettez tout de même de relever très brièvement que, si quelqu'un avait encore dans cette salle quelque doute au sujet de l'appartenance de M. Breny à un canton ou à un autre, aujourd'hui il n'en a plus: M. Breny n'est en tout cas pas un Vaudois.

J'aimerais aussi ajouter que si nous avions pu considérer le fait que M. Breny fût Vaudois, j'aurais paraphrasé M. Schwarzenbach et je vous aurais présenté des excuses au nom de la députation vaudoise. Mais en l'occurrence cela n'est pas nécessaire!

**Le président:** Je convie de nouveau les orateurs à la tribune, laquelle n'est pas nécessairement la tribune de l'état civil privé de chacun d'entre nous.

M. Baechtold-Lausanne: On a dit tout à l'heure que personne ne monte à cette tribune avec beaucoup de plaisir. En effet, il faut avouer que la discussion est difficile et ne se prête à aucun dialogue. Partout où l'on discute d'emprise étrangère, la question s'avère fort complexe. Ainsi l'exemple des Etats-Unis d'Amérique est éloquent. La population noire, qui est importante, est considérée par les Blancs comme une emprise étrangère: or ce sont ces mêmes Blancs qui, quelques générations auparavant, avaient fait venir tous ces Noirs depuis les côtes africaines. Ce paradoxe peut sans doute s'expliquer par une mauvaise prévision des événements. En l'occurrence, il convient de reconnaître que la situation de la Suisse est encore plus particulière. Tout d'abord, par des mesures concertées, nous essayons de diminuer l'emprise étrangère, nous convainquons des gens de ne pas chercher accueil chez nous, nous en convainquons d'autres de quitter notre pays et, parallèlement – aussi de façon concertée – nous allons chercher d'autres étrangers à l'extérieur, en leur faisant de la publicité, parce que notre économie a besoin d'eux. Il y a tout de même là une ambiguïté.

C'est pourquoi, sans espérer complètement trouver et amorcer un dialogue, j'aimerais poser certaines questions précises aux initiateurs, mais auparavant, je voudrais résumer leur idée: en fait, si j'ai bien compris, leur grand problème serait de savoir si un pays peut accroître indéfiniment sa production industrielle, quelle que soit l'étendue de son territoire, quelles que soient ses possibilités naturelles et, en ce qui concerne la Suisse, ils s'opposeraient en fait à ce que, artificiellement, c'est-à-dire grâce à la main-d'œuvre étrangère, on se fasse plus gros que nous pouvons l'être. Je leur demande donc: faites-vous une différence entre les étrangers que nous accueillons et ceux que nous enrôlons? Vous est-il égal ou non que l'on fasse venir des étrangers dans notre pays en se préparant déjà à s'en séparer? Mettez-vous tous les étrangers sur le même pied, soit ceux qui sont établis en Suisse depuis longtemps, ceux qui s'y sont réfugiés dans des circonstances tragiques, qui ont ici leur famille, et ceux que notre économie va chercher? Ce va-et-vient de saisonniers que nous invitons certes à venir travailler chez nous mais avec l'espoir qu'ils n'admireront pas trop notre paysage, qu'ils ne regarderont pas trop nos filles, qu'ils ne parleront pas trop notre langue, qu'ils feront partie de notre industrie mais pas nécessairement de nous-mêmes, vous convient-il? Critiquez-vous cet état de fait, oui ou non?

Maintenant, sur un même point, j'aimerais m'adresser à M. le conseiller fédéral Furgler. Certes, le problème de la stabilisation de la main-d'œuvre est important, car tant qu'elle ne sera pas atteinte, nous allons devoir continuer à faire appel à des étrangers, alors même que nous essayons de lutter contre l'emprise étrangère. C'est pourquoi je pose cette question à M. le conseiller fédéral: Est-ce vraiment là, selon vous, le problème prioritaire? Nous préparez-vous tout à l'heure un véritable discours de ministre dans lequel vous allez analyser la situation de l'industrie suisse, analyser ce que vous avez prévu pour essayer de rendre autonome cette même industrie, ceci peut-être dans un plan, qui à l'instar du Club des Quatre-vingts, prévoirait d'abord que soit augmentée l'offre indigène et que soit diminuée la demande à l'étranger? Allez-vous pouvoir parler en chiffres un tant soit peu précis, nous donner même des assurances sur des dates, ou bien tiendrez-vous des propos qui demeureront dans la vague. Si j'insiste là-dessus, c'est parce que le handicap que nous font subir les besoins de notre industrie en main-d'œuvre étrangère, le point d'interrogation qui subsiste là, finissent par désavantager tous les étrangers en Suisse. Il y a des gens – et j'en connais – qui, du jour au lendemain, doivent quitter notre pays tout simplement parce que – leur dit-on – leur permis de séjour est parvenu à expiration. D'autres sont dans l'attente de cette notification. Si l'on ne peut pas résoudre de façon précise le problème de nos besoins en main-d'œuvre étrangère, ces gens verront de plus

en plus leur situation rendue inconfortable sur le plan humain. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il serait nécessaire que M. le conseiller fédéral nous fournisse de plus amples précisions.

Enfin j'aimerais m'adresser aux auteurs des contre-projets, que ce soit le contre-projet constitutionnel ou le législatif. Qu'est-ce qui va différencier de façon essentielle vos contre-projets de l'initiative? Vous avez déclaré que vous ne vous préoccupez pas de question de chiffres. Certes, mais est-ce là la seule différence, ou bien nous apporterez-vous aussi des critères qui rendront vos propositions plus précises, plus positives? Parfois, je crains que si nous votons pour un contre-projet, pour une motion, nous nous retrouvions avec toutes nos divergences, de concert avec ceux qui sont d'accord de réaliser un contre-projet et cela parce que nous n'aurons pas mis au point une tactique plus claire et plus précise face à ce difficile problème.

Bächtold-Bern: Ich werde nicht in das Wehgeschrei über den Untergang der Eidgenossenschaft bei Annahme der Initiative einstimmen. Ich werde auch nicht zu den persönlichen Auseinandersetzungen einen Beitrag leisten. Es wird nämlich von beiden Seiten übertrieben und mitunter einseitig argumentiert. Die Folgen einer Annahme wären ohne Zweifel schwer. Vor ungefähr einem Jahrzehnt ist in diesem Haus das Römer Abkommen vom 10. August 1964, das vor allem den Familiennachzug regelt, angenommen worden. Zusammen mit einem Vertreter der BGB – Herrn Kollegen Bienz – habe ich seinerzeit das Abkommen bekämpft. Wir sahen einen grossen Zustrom von Arbeitskräften mit Familienangehörigen, eine wahre Völkerwanderung voraus, die zu einer Uebervölkerung unseres beschränkten Lebensraumes führen müsste. Im weiteren sagten wir eine gewaltige Steigerung der Infrastrukturkosten voraus, so dass letzten Endes, abgesehen von einer profitierenden Minderheit, unser Volk nur noch Nachteile haben würde. Schon damals vertrat ich die Meinung, dass es vernünftiger und natürlicher wäre, überschüssiges Kapital, überschüssige Intelligenz dort in Industrien zu investieren, wo Menschen ohne ausreichende Arbeitsmöglichkeiten leben, wo sie zu Hause und akklimatisiert sind, statt sie hierher zu verpflanzen und den gemeinsamen Lebensraum derart zu belasten, dass es uns allen, den Alt-Schweizern und den Zugezogenen, zuletzt nicht mehr wohl ist, indem trotz einem zweifelhaften Wohlstand unsere elementarsten Lebensgrundlagen mehr und mehr bedroht sind. Herr Kollege Renschler hat dies bereits sehr deutlich hier vorne gesagt.

Dieser Endzustand wäre dann unmenschlich – wenn man schon immer von Menschlichkeit spricht. Ich habe sogar dafür plädiert, dass der Bund solche Investitionen im Ausland fördern und sicherstellen sollte, denn das würde immer noch billiger sein, als die sicher zu erwartenden Infrastrukturmassnahmen. Das wäre wirksame Entwicklungshilfe gewesen. Man hörte aber lieber auf die Vertreter der Industrie als auf die Mahner des Umweltschutzes. Ich nannte damals die künstliche Völkerwanderung eine Missachtung jedes Naturgesetzes, denn in der Natur wird jede Ueberpopulation, wie sie eben vom Römer Abkommen zu erwarten war, unerbittlich, oft brutal abgestoppt.

Meine schweren Bedenken wegen der zu erwartenden Störung in unserer Bevölkerungsstruktur, im konfessionellen Verhältnis und in der Ueberlastung unserer Lebensgrundlagen wurden damals als übertrieben abgetan, und als Trost wurde mir in Aussicht gestellt, man könnte bei schlechten Erfahrungen mit dem Abkommen dieses ja kündigen. Einige Jahre später sagte man mir von gleicher Stelle aus, eine Kündigung sei undenkbar.

Ich habe 1972 eine Motion eingebracht, die angenommen wurde, und die den Bundesrat beauftragt, abklären zu lassen, welches die demographische, die industrielle und die technische Belastbarkeit unseres Lebensraumes ist. Die Arbeiten für diese Abklärung sind noch im Gange. Bevor

man hierüber einigermaßen im Bilde ist, kann die Frage, ob unser Boot voll, noch nicht voll oder übervoll sei, gar nicht beantwortet werden. Sicher ist, dass wir bei der heutigen Belastung bereits nicht mehr imstande sind, mit aller Technik unsere Lebens Elemente, Luft, Wasser, Boden, wieder vollständig zu sanieren. Sicher ist auch, dass mit der weiteren Zunahme der Bevölkerung die Lebensgrundlagen sich immer weiter verschlechtern. Ebenso sicher ist, dass, wenn wir weiterhin ein Asyl für Verfolgte bereithalten wollen, wir unser Boot nicht überladen dürfen. Seien wir uns bewusst, dass wir uns nicht einmal zur Hälfte aus dem eigenen Boden ernähren können und dass wir in bezug auf die Rohstoffe fast vollständig vom Ausland abhängig sind. So müssen wir uns klar darüber sein, dass jede Zunahme der Bevölkerung diese Abhängigkeit vergrössert, die letztlich unsere wirtschaftliche, politische und damit staatliche Unabhängigkeit in Frage stellt.

Ich bin immer wieder erschüttert, wie unbekümmert man über die Probleme der Ueberfremdung und Ueberbevölkerung und über Asylpolitik spricht, ohne an unsere zunehmende Auslandabhängigkeit und an die Grenzen der Belastbarkeit des Lebensraumes zu denken. Auch hier wurde immer wieder nur von den menschlichen Belangen usw. gesprochen, aber kaum von dieser Tragfähigkeit unseres engen Raumes, die nun langsam einfach erschöpft ist.

Das Radio strahlte letzten Sonntagabend ein Podiumsgespräch über die Kontroverse um die chilenischen Flüchtlinge aus. Unser Kollege Gerwig äusserte die Meinung, wir sollten unsere Grenzen für alle Flüchtlinge weit öffnen, so, als ob wir unbeschränkt Platz hätten. Man kann niemandem verwehren, mit humaner Verbrämung auf die Zerstörung unseres Gesellschaftssystems hinzuwirken. Wenn dies aber von einem Pfarrer, wie im erwähnten Gespräch von Pfarrer Vogelsanger, Zürich, getan wurde, der unbeschwert von Kenntnissen auf dem Gebiete des Umweltschutzes, der Asyl- und Einwanderungspolitik den Bundesrat und den Vertreter der Fremdenpolizei grob und unmotiviert angriff, so wird man langsam vom Gegner zum Befürworter einer Trennung von Kirche und Staat.

Nach all dem Gesagten erwarten Sie vielleicht, dass ich nun für die Initiative eintrete. Ich bin aber nicht nur ein Vertreter des Umweltschutzes, der die Belastung unseres Lebensraumes deutlich sieht; ich bin auch Ingenieur und bin mir der Bedeutung der Wirtschaft bewusst. Es ist mir auch klar, dass eine Umstellung von der ungebremsten quantitativen industriellen Entwicklung zu einer Kreislaufwirtschaft (recycling) und zu einer höheren Qualitätswirtschaft ziemlich viel Zeit braucht. Diese Umstellung braucht auch mehr Energie, vor allem elektrische Energie, und auch diese können wir nicht von heute auf morgen zur Verfügung stellen. Ich sehe aber auch die menschliche Seite des Ausländerproblems. Ich habe mehr als 20 Jahre auf Gebirgsbaustellen eng mit einer grossen Arbeiterschaft zusammengearbeitet (bis zu 1500 Mann), von der 60 bis 80 Prozent Ausländer waren. Ich anerkenne auch das Bemühen des Bundesrates, früher begangene Fehler – nicht nur von ihm, sondern von uns allen begangene – einigermaßen, wenn nicht rückgängig, so doch erträglich zu machen. Betrachte ich diese Erwägungen im Ueberblick, komme ich zum Schluss, dass eine Rosskur wie die zur Debatte stehende Initiative dieses Problem nicht lösen kann. Ich kann ihr deshalb nicht zustimmen. Im Interesse unseres Lebensraumes und zur Erhaltung einer – wenn auch nur noch teilweisen – Unabhängigkeit, die nun aber nicht noch weiter vermindert werden darf, erwarte ich vom Bundesrat einen Gegenvorschlag für einen Verfassungartikel, mit dem ganz klar das Verhältnis der Fremden zu den Schweizer Bürgern und eine Bevölkerungspolitik im Hinblick auf die Belastbarkeit unserer engeren Heimat festgelegt wird. Ohne einen solchen Gegenvorschlag möchte ich für die Ablehnung der Initiative durch das Volk keine Wette eingehen; die Stimmung im Volke spricht eher für eine Annahme, wenn man ihm keine Alternative vorlegt.

**Müller-Luzern:** Um Herrn Bundesrat Furgler nicht zu sehr zu schockieren, muss ich eine Vorbemerkung anbringen: Ich halte das, was der Bundesrat bis heute getan hat, für imposant, für konsequent und geradlinig. Ich weise die pauschale Verurteilung der Bundesratspolitik zurück und stelle fest, dass in gewisser Hinsicht die Bundesratspolitik gerade für unser Gebiet ausserordentlich hart ist. Dennoch füge ich bei: Es ist uns Regierungsparteien – aber auch den anderen Parteien hier – bis jetzt nicht gelungen, das Problem der sogenannten Ueberfremdung positiv zu bewältigen. Wir befanden uns stets in einer Verteidigungsposition; wir mussten uns den leidigen und unerwünschten Anschein geben, als ob wir für weiss Gott welche Freizügigkeit, für Gewinnstreben usw. einstehen, dass wir schlechte Patrioten seien; Herr Oehen hat uns ja gestern wieder vorgeworfen, nackte Wirtschaftsinteressen zu vertreten.

Deshalb begrüsse ich den Vorstoss der KAB, der inzwischen zum Vorstoss eines grösseren Kreises geworden ist, ausserordentlich; denn hier zeigt erstmals jemand den Weg, um von diesem fatalen Freund-Feind-Schema wegzukommen. Bis heute war es uns nicht möglich, über all dies rein sachlich zu diskutieren, denn immer, wenn jemand – wie das geschehen ist – die Ausländer als «Bodensatz» bezeichnet hat, als «Krebsgeschwür», als «Ungeziefer», sind wir zum Widerstand und zur Kampfansage gezwungen worden, obschon wir die Problematik der Entwicklung kennen und sehr gerne mit den Herren Schwarzenbach und Oehen etwas dagegen unternehmen möchten. Das fällt uns aber schwer, weil wir nicht die gleiche Sprache sprechen und nicht die gleiche Grundhaltung haben. Ich möchte Herrn Oehen in keiner Weise beleidigen, denn ich glaube ihm, dass er aus ehrlicher Ueberzeugung handelt; aber wenn er gestern mit einer grossen Handbewegung davor gewarnt hat, das Einzelschicksal zu beachten, um eben das grosse Ganze zu sehen, hat er sich in die Ausdrucksweise einer Zeit begeben, an die wir uns nicht sehr gerne erinnern.

Wir kommen nicht darum herum, uns in diesem Zusammenhang ebenfalls mit Herrn Schwarzenbach zu beschäftigen. Er hat hier gestern sehr eindrücklich gesprochen; denn Herr Schwarzenbach weiss seine Sprache und seine Argumente vorzüglich den jeweiligen Hörern anzupassen. Er sprach von Eid, Verantwortung – die Sprache des Alten Testaments. Das muss man sagen, weil Herr Schwarzenbach jetzt in die Rolle des dreifachen Retters gerät: Er rettet die Schweiz vor der Wahnsinnstat der Nationalen; er rettet sie vor dem unfähigen Bundesrat, der ja – wie er anderenorts erklärt hat – schon oft gelogen hat; er rettet sie vor dem verantwortungslosen Parlament, das er stets verächtlich macht, das ihm aber doch immer wieder Applaus spendet.

Herr Schwarzenbach ist in dieser Initiative mitimpliziert. Zwar ist es nicht der böse Herr Schwarzenbach, der die Ueberfremdung erfunden oder verursacht hat; aber er hat das getan, was das «Geschäft der Volksführer» ist: Er hat die Gefühle des Unbehagens immer wieder artikuliert. Nun kann man aber Gefühle nicht einfach artikulieren, weder solche des Hasses noch der Liebe. Schon Friedrich Schiller hat darauf hingewiesen, dass sich immer dann, wenn man Gefühle artikuliert, eine Interpretation mit einschleiche. Wer artikuliert, der interpretiert; wer das Volksempfinden «ausspricht», muss zwangsläufig manipulieren, verfälschen. So entstehen dann die Ideen; die Ideen, die uns nun beschäftigen, sind im wesentlichen jene des Herrn Schwarzenbach. Aber Ideen haben Füsse, sie machen sich selbständig, zeugen sich fort.

Man erlaube mir einen biologischen Vergleich; denn Herr Schwarzenbach hat uns letzte Woche auch biologisch apostrophiert, als er uns Fahnenflucht vorwarf und uns mit Hunden verglich. Auch Herr Fischer-Bremgarten hat sehr zoologisch mit uns gesprochen, als er uns Trickpolitik, Unehrllichkeit usw. vorwarf. Gestern hat nun eine Zeitung die rührende Geschichte einer Kaninchenmutter berichtet,

die Junge warf, ohne dass ein Kaninchenvater mit im Spiel gewesen wäre. Das Geheimnis: die ausserordentliche Langlebigkeit der Kaninchenspermien. So ist auch Herr Schwarzenbach in die Vaterschaft dieser Idee verwickelt; denn gerade die ideologischen Keimzellen sind ausserordentlich langlebig und eigenständig. Die vor uns liegende Initiative ist letztlich Bein von seinem Bein und Fleisch von seinem Fleisch. Es ehrt ihn, dass er die Vaterschaft am Monstrum aus dem Nebengehege ablehnt; aber der biologische Nachweis für die Mittäterschaft ist zu erbringen.

Nun aber zurück zu dem, was uns hier beschäftigt. Es ist auch dem Bundesrat nicht gelungen, aus der Verteidigungsposition herauszukommen. Daher muss man nach meiner Meinung den Vorschlag, der von der KAB propagiert worden ist, weiterentwickeln, weil er im Zeichen der Achtung vor dem Mitmenschen steht, im Zeichen der Menschlichkeit. Auf die Dauer wird es nur so möglich sein, die Probleme vernünftig zu meistern. Wir müssen also etwas tun. Ob wir nun einen Gegenvorschlag gegen dieses Attentat der Nationalen auf Verfassungsebene oder auf Gesetzesebene unterbreiten sollen, bleibe vorderhand dahingestellt. Aber wir müssen einfach gewarnt sein vor dem, was auf uns zukommt. Herr Wagner hat gestern sehr eindringlich davon gesprochen, und wir haben vorhin einen Vorgeschmack bekommen.

Ich möchte nur noch zum Schluss ein Wort zur Rückzugsklausel sagen: Nach meinem Dafürhalten müssten wir die Gesetze so ändern, dass Rückzugsklauseln obligatorisch vorgeschrieben werden; denn wer demonstrativ auf eine Rückzugsklausel verzichtet, der deklariert, dass ihm Diskussion nicht erwünscht und nicht möglich ist, dass nun alle Brücken abgerissen sind. So handelt letztlich nur der politische Desperado oder der Demagoge. Deshalb also scheint es mir notwendig, hier eine Gesetzeskorrektur anzubringen. Im übrigen aber glaube ich, dass wir nicht vor das Volk treten können, ohne ihm ein positives Gegenkonzept zeigen zu können.

**Waldvogel:** Ich will mich weniger zur Initiative selbst äussern. Sie ist von vielen Vorrednern in einer Weise abqualifiziert worden, dass sich nun doch ein wenig das Wundern darüber einstellt, dass man sie nur mit einem Gegenvorschlag bekämpfen zu können glaubt. Wenn sie so katastrophal und so inhuman ist, dann wird das – so meine ich guten Glaubens – auch das Volk erkennen. Man darf unserem Volk nach allen Erfahrungen viel zutrauen: Mehr Ueberlegung, mehr menschliche Ueberlegung und weniger Emotionen, sogar in dieser heiklen Gastarbeiterfrage.

Es ist schon gesagt worden: Ein Gegenvorschlag zur Initiative bezeuge unser Misstrauen ins Volk. Ich möchte das nicht «tel quel» unterschreiben. Es gibt erwägenswerte Ueberlegungen, die für einen Gegenvorschlag vorgebracht worden sind und die mehr sind als Taktik. Aber ich meine, unser Entscheid über den Gegenvorschlag sei auch eine Aussage über unsere, über des Rates Einstellung zum Volk, weniger eine Aussage über Vertrauen und Misstrauen im gegenseitigen Verhältnis als über unser Verständnis der Souveränität des Volkes. Wir haben in der überwiegenden Mehrheit eine klare Meinung über die Initiative. Sie ist unter keinem Titel annehmbar. Wir geben sie mit dem Antrag auf Verwerfung aus unserer Vorprüfung an den Souverän weiter, ohne Palliativmittel, ohne Alternative, welche die Absage durch das Volk «erleichtern» soll. Ich meine, man kann dem Volk nicht nur vertrauen, man darf ihm auch einiges zumuten. Es soll nicht allein aus der Angst um die wirtschaftlichen Folgen darüber befinden; der Souverän darf und wird sich Gedanken machen über die humane und über die moralische Seite der Initiative, und er soll und wird sich Gedanken machen, wie die Annahme einer solchen Initiative im Ausland auf das Ansehen und das Nichtansehen unseres Landes zurückwirken könnte.

Ich meine, der Souverän kommt näher an diese Fragen heran und wird mit ihnen unmittelbarer konfrontiert, als wenn er über dem Umweg eines Gegenvorschlages von der Initiative sozusagen abgebracht wird. Es sind das ja nicht allein Fragen, sondern harte Realitäten, welche diese Initiative umstehen und mit denen auch die Stimmberechtigten sich zu befassen haben. Im übrigen meine ich, wir müssen mit dem Instrument des Gegenvorschlages sorgfältig und eher zurückhaltend umgehen. Wenn nicht alles täuscht, greift der Trend zu den Bürgerinitiativen, der in manchen Gemeinden und Kantonen unverkennbar wahrzunehmen ist, vermehrt auch auf den Bund und auf seine Zuständigkeit über. Da hat es sozusagen einen erzieherischen und klärenden Effekt, wie wir damit umgehen. Es wird ratsam sein, zu differenzieren und, bei allem Respekt vor den Volksrechten, zu qualifizieren. Es kann Initiativen geben, die einen Gegenvorschlag nicht rechtfertigen und ihn sozusagen nicht verdienen. Ich meine, die vorliegende Ueberfremdungsinitiative sei, nicht in ihrer Thematik, aber in ihren extremen Vorschlägen, eine Initiative jener Art, die einen Gegenvorschlag nicht verdient in dem Sinne, dass eine verantwortungslos konzipierte Initiative in die Verantwortung des ganzen Souveräns gestellt werden muss, ohne die Milderung des Urteils in einem Gegenvorschlag. Wenn gesagt wird, der Gegenvorschlag hätte eigenständig eine Ausländerpolitik des Bundesrates zu konzipieren, so möchte ich meinen Eindruck festhalten, dass der Bundesrat in dieser heiklen Frage eine Politik hatte und dass er sie hat. Herr Bundesrat Furgler wird das wie früher überzeugend darlegen.

So empfehle ich Ihnen, von einem Gegenvorschlag in diesem Fall und zu dieser Initiative abzusehen. Für mich ist das nicht allein eine politische Stilfrage, sondern eine Frage sozusagen der politischen Pädagogik. Ich habe die Zuversicht, dass unser Volk auch ohne Gegenvorschlag das Richtige tun wird, und diese Zuversicht ist meine Ueberzeugung.

**M. Bonnard:** Nous approchons de la fin de ce débat. Parlant au nom des députés libéraux, je voudrais, après tant d'arguments de toutes sortes et d'un niveau inégal, essayer d'expliquer en termes simples pourquoi nous apportons notre soutien à la politique que le Conseil fédéral suit et entend suivre en ce qui concerne le problème de la surpopulation étrangère.

Cette politique nous paraît dominée par des principes fondamentaux auxquels nous avons toujours accordé une importance déterminante.

Au premier rang de ces principes figure le respect des droits de la personne. Le statut juridique de l'étranger avec les garanties qu'il comporte fait partie de ces droits et il ne saurait être bouleversé sans porter à ces droits une atteinte inacceptable. Parmi ces principes figure ensuite celui du respect des traités conclus avec les Etats étrangers. Nous approuvons une politique conçue dans l'optique du respect et du maintien de ces traités. Parmi ces principes figure enfin celui de la libre-entreprise. Nous approuvons une politique qui, dans le domaine de la main-d'œuvre étrangère, vise à permettre dans la mesure du possible à l'économie de se développer au profit de l'ensemble de la communauté.

A cela s'ajoute que, même si la présence sur notre territoire de très nombreux étrangers pose des problèmes que l'on ne saurait traiter à la légère et qui devront être résolus, nous entendons reconnaître la part très importante que les étrangers ont prise au développement de notre pays et au bien-être dont nous avons le privilège de jouir aujourd'hui. Le Conseil fédéral souligne, à juste titre, cet aspect du rôle des étrangers; sur ce point, il mérite aussi notre approbation.

Enfin, le Conseil fédéral a mis avec raison l'accent sur le rôle que les Suisses eux-mêmes, pris individuellement, peuvent jouer pour faciliter la solution des problèmes que pose la surpopulation étrangère. L'attitude fondamentale

de chacun doit être une attitude propre à favoriser l'intégration progressive puis l'assimilation d'une partie très importante de la population étrangère dont nous continuerons à avoir besoin longtemps encore.

Approuvant la politique du Conseil fédéral, sa volonté de stabilisation, sa volonté à long terme d'une réduction tenant compte de tous les facteurs à considérer, nous sommes absolument opposés à l'initiative. Le porte-parole du groupe libéral et évangélique l'a déjà dit et je n'entends pas répéter ici ce qu'il a exposé. Je me bornerai à souligner que l'initiative est inacceptable dans toutes ses parties. Ses auteurs ne méritent aucun égard. Ils ont apprécié la situation de manière absolument unilatérale, ce qui est la faute politique la plus grave qui se puisse faire. L'adoption de leur projet causerait au pays un mal d'une ampleur incommensurable, notamment en provoquant le chômage et une grave crise sociale.

Approuvant la politique du Conseil fédéral, nous sommes opposés aussi à tout contre-projet. Un contre-projet ne pourrait être qu'une nouvelle base constitutionnelle; or la politique qu'entend poursuivre le Conseil fédéral n'a pas besoin d'une nouvelle base constitutionnelle. Les contre-projets que les deux minorités demandent au Conseil fédéral d'élaborer ne lui seraient d'aucun secours pour l'action qu'il se propose de continuer à mener. En outre et surtout, il importe que le peuple suisse puisse se prononcer clairement sur la question de savoir s'il entend suivre la politique aberrante des auteurs de l'initiative ou si, au contraire, il approuve la politique raisonnable définie par le Conseil fédéral. Pour que le vote populaire soit clair, il convient d'éviter tout ce qui pourrait brouiller les cartes. La présentation d'un contre-projet nuirait à la clarté des débats. Nous faisons d'ailleurs confiance au peuple; certes, celui-ci est sensibilisé par le problème de la main-d'œuvre étrangère et il a de bonnes raisons de l'être; mais nous nous refusons à croire que ce peuple soit assez déraisonnable pour suivre des propositions qui le conduiraient à renier brutalement tous les principes auxquels il a jusqu'ici donné son adhésion et à contribuer à sa propre ruine.

Enfin, en ce qui concerne la motion présentée par la commission, nous avons certaines réserves et nous attendons avec intérêt les explications du porte-parole du gouvernement. Nous pourrions adhérer sans autre au 1er alinéa de cette motion qui correspond aux intentions du Conseil fédéral. Nous sommes plus réservés quant au 2e alinéa. Nous adhérons à une politique de stabilisation. Nous pouvons aussi adhérer à une politique tendant à une certaine réduction, mais nous estimons qu'une telle politique ne peut être conduite qu'à long terme. Avec raison, le Conseil fédéral a dit dans son message qu'une évolution ayant pris naissance il y a plus de vingt ans, ne peut être corrigée qu'à long terme, si l'on ne veut pas provoquer des dommages considérables. Or le texte de la motion ne précise pas que la réduction souhaitée ne peut être envisagée qu'à long terme. De plus, la motion demande une réduction progressive. Nous craignons que cela aille déjà trop loin, même si la réduction doit tenir compte de tous les facteurs à considérer. Nous eussions préféré que l'on parle d'une «certaine réduction». Cela serait plus prudent; le Conseil fédéral aurait plus de liberté; il pourrait tenir un plus juste compte de toutes les circonstances. C'est pourquoi, si nous n'obtenons pas l'assurance que la réduction demandée ne l'est qu'à long terme et qu'elle s'harmonise avec la politique que le Conseil fédéral entend suivre, nous ne pourrions pas la voter.

En conclusion, je voudrais souligner que, dans mon activité gouvernementale, j'ai l'occasion de voir constamment combien la politique que conduit le Conseil fédéral est restrictive. C'est cette politique-là qui doit être poursuivie et nous faisons confiance au Conseil fédéral pour y veiller.

**Künzi:** Wenn wir uns heute mit der dritten Ueberfremdungsinitiative befassen, so wissen wir alle, dass es sich

dabei um ein sehr emotionelles Problem handelt, das uns alle, nicht nur die Vertreter der Nationalen Aktion und der Republikaner, mit Sorge erfüllt. Es ist unsere Aufgabe, hier Lösungen zu suchen, die für unser Land, d. h. für weiteste Kreise, tragbar und verantwortbar sind. Wir geben zu, dass die momentane Lösung nicht mehr absolut befriedigt, und dass wir alles daran setzen müssen, um diese zu verbessern. Mit allem Nachdruck möchte ich aber betonen, dass die uns vorgelegte Lösung der Nationalen Aktion keineswegs eine Verbesserung des heutigen Zustandes ist, sondern schwerwiegende neue Probleme schaffen wird. Dasselbe ist auch zu sagen von der neuen Initiative, die Herr Schwarzenbach gestern eingereicht hat. Ich komme noch darauf zurück.

Die Problematik ist gewaltig und komplex. Oft hat man den Eindruck, dass wir hier vor der Quadratur des Kreises stehen. Als Volkswirtschaftsdirektor des Industriekantons Zürich habe ich mich fast täglich mit Gesuchen um Zuteilung von Gastarbeitern zu beschäftigen. Unsere heutige Lösung kann keineswegs, wie das öfter betont wird, als large bezeichnet werden. Als einziges Beispiel – ich könnte noch sehr viele weitere beifügen – möchte ich erwähnen, dass wir zum Beispiel pro Monat noch fünf bis sechs ausländische Hausangestellte im Kanton Zürich bewilligen können. Für die Stadt Zürich trifft das zwei Angestellte pro Monat. Schon heute müssen wir Gesuche ablehnen, ob schon die Frau oder der Mann hochinvalid sind. Wenn wir nach der Initiative vorgehen, so frage ich mich, wie wir zum Beispiel dieses Problem nur der Hausangestellten noch restriktiver behandeln sollten. Ich frage mich auch, wer dann die absolut notwendigen öffentlichen Dienstleistungen im Abfuhrwesen, in den Schlachthöfen, in den Gaswerken usw. verrichten würde. Hier sehe ich auch gar keine Lösung im Zusammenhang mit der neuen Initiative von Herrn Schwarzenbach. Ist nicht zu befürchten, dass bei dieser extremen Lösung der dritten Initiative auch unsere Spitäler und Hochschulen arg in Mitleidenschaft gezogen würden? Wir können nämlich dieses Personal nicht durch Saisoniers ersetzen. Mit diesen Worten möchte ich einfach sagen, dass mit einer extremen Lösung unübersehbare Probleme aufgeworfen werden, die wir einfach nicht lösen könnten. Wir brauchen, um es kurz zu sagen, eine vernünftige Lösung. Der Bundesrat hat in dieser Richtung schon öfter gehandelt. Es stimmt nicht, wie das gestern ab und zu gesagt wurde, der Bundesrat hätte verschiedene Versprechen nicht gehalten. Ich bin hier nicht der Anwalt des Bundesrates, aber ich möchte doch darauf hinweisen: Der Bundesrat hat 1970 den Bestand der erwerbstätigen ausländischen Wohnbevölkerung stabilisiert. Heute stellen wir fest, dass dieses Ziel erreicht wurde, auch zum Beispiel für uns im Kanton Zürich. Der Bundesrat hat damals nicht gesagt, er stabilisiere die Wohnbevölkerung, sondern er stabilisiere die Zahl der Arbeitskräfte.

Nun wissen wir, dass wir noch restriktiver sein müssen, um das Ziel auch in Zukunft erreichen zu können, oder um es nicht zu gefährden. Ja, ich möchte auch sagen: Wir müssen dieses Ziel oder diese Zielsetzung noch verschärfen, und diese Verschärfung sehe ich ebenfalls darin, dass wir in Zukunft eben die ausländische Wohnbevölkerung stabilisieren müssen. Das können wir aber nicht von heute auf morgen. Dafür brauchen wir Zeit, wenn wir nicht ungläublichen Schaden in verschiedenen Sektoren anrichten wollen. Bund und Kanton müssen in Zukunft noch grössere Zurückhaltung im Erteilen von Aufenthaltsbewilligungen üben. Damit soll und muss langfristig, wie ich schon erwähnt habe, die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung erreicht werden. Ansätze dazu sind schon heute vorhanden. So ist doch zum Beispiel der Nachzug der Familien weitgehend abgeschlossen, und die absolute Geburtenzahl laut Statistik der Ausländer nimmt ab. Weiterhin bremsend wirkt sich auch der immer kleinere Lohnniveau-Unterschied zwischen der Schweiz und den Auswanderungsländern aus. Um das angestrebte Ziel zu errei-

chen, müssen wir die rechtlichen Grundlagen der heutigen Zeit anpassen. Das entsprechende Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer, das sogenannte ANAG, stammt bekanntlich aus dem Jahre 1931. Wir brauchen also in erster Linie ein neues Ausländergesetz und meines Erachtens nicht einen Verfassungsartikel. Ich möchte Ihnen auch zu bedenken geben, dass es kaum gelingen dürfte, innert nützlicher Frist eine Einigung über den Inhalt eines Gegenvorschlages auf Verfassungsebene zu erzielen. Die Zeit eilt tatsächlich, wollen wir doch das die gesamte schweizerische Innenpolitik, ja sogar Aussenpolitik belastende Volksbegehren der NA möglichst rasch dem Souverän vorlegen.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass wir der in weiten Kreisen des Schweizervolkes herrschenden Sorge um die Zukunft Rechnung zu tragen haben. Andererseits dürfen wir uns jedoch keinesfalls dazu verleiten lassen, in kurzsichtiger Weise Bestimmungen in die Verfassung aufzunehmen, nur um ein weiteres Mal zu versuchen, den Stimmbürger zu beschwichtigen. Wir müssen eine echte Lösung suchen. Wenn wir daher heute in diesem Rat die Regierung mit der Revision des gesamten schweizerischen Ausländerrechtes, insbesondere mit der Revision des ANAG, beauftragen, so verlangt dieses Vorgehen ebenfalls Mut, verspricht aber letztlich – und ich sage das im Vertrauen auf die staatspolitische Einsicht des schweizerischen Stimmbolkes –, uns der Lösung der Ausländerproblematik entscheidend näher zu bringen.

Zum Schluss möchte ich nochmals zusammenfassend erwähnen: Für eine längerfristige Ausländerpolitik genügt die Stabilisierung der Arbeitskräfte nicht mehr. Wir müssen, wie das auch die Motion, die eingereicht wurde, verlangt, eine Stabilisierung der Wohnbevölkerung anstreben. Ich frage deshalb Herrn Bundesrat Furgler an, ob er in der Lage sei, uns konkrete Vorschläge in diesem Sinne zu unterbreiten, so dass wir die dritte Ueberfremdungsinitiative dem Volke ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung unterbreiten können.

**Frau Meier Josi:** Bei der Antwort auf die Ueberfremdungsinitiative Nummer 0 von 1921 sagte Bundesrat Motta manches, was heute noch zutrifft. Ich zitiere zwei Sätze: «On peut constater depuis quelque temps en Suisse un mouvement tendant à augmenter le nombre des initiatives, un mouvement tendant à lancer avec une facilité extrême toutes sortes d'initiatives, un mouvement tendant à saisir toutes les fluctuations de l'opinion publique. Il arrive fatalement que les initiatives ainsi lancées dépassent le but qu'elles s'étaient proposé d'atteindre, manquent de mesure et risquent de discréditer une des institutions qui est l'honneur de notre démocratie et au maintien de laquelle nous tenons par-dessus tout.»

Ich lehne die Initiative ab. Man wäre versucht, sie ungültig erklären zu lassen; es fehlt ihr ja die Einheit der Materie – es wurde angedeutet –, und sie ist nicht durchführbar. Man kann sich sogar ernsthaft fragen, ob ein solcher Vorschlag überhaupt noch den Charakter einer Partialrevision hat oder ob sich darunter nicht eher eine Totalrevision verstecke. Ihr Vollzug ist ja nicht denkbar ohne Einfluss auf unsere Freiheitsrechte. Ich kann mir auch nicht vorstellen, wie – ohne Zwang ins Arbeitslager – ein Chaos verhindert werden könnte. Dass Völkergewohnheitsrecht dem nationalen Recht vorgeht, scheint hier auch oft vergessen zu werden. Es verlangt von uns zwar nicht, dass wir Fremdarbeiter einwandern lassen – diesen Anspruch schaffen nicht einmal die Niederlassungsverträge –, aber es verbietet uns, Ausländer willkürlich auszuweisen. Die Initiative ist aber ein wahres Willkürprogramm, so dass wir um Verstösse gegen das Völkerrecht, ganz abgesehen von den Verträgen, nicht herum kämen und mit internationalen Konsequenzen rechnen müssten.

Nun hat es sich aber bisher immer gelohnt, der Vernunft des Schweizervolkes zu vertrauen und ihm auch die unmöglichsten Vorlagen zur Abstimmung vorzulegen. Ich be-

halte dieses Vertrauen, sogar mit den Frauen; vielleicht teils ihretwegen, denn mehr falsche Gefühle als die Männer haben sie auch nicht. Die gesunden Gefühle unseres Volkes sind nun aber lange genug irreführt worden, denn es ist gesund, sich auf Selbstbeschränkung, sparsamen Umgang mit Gütern und Boden und schweizerische Leistungen zu besinnen. Daraus Gefühle zu züchten, die uns zu «Gnädigen Herren» emporstilisieren, welche die aus ihrer Armut geholten ausländischen rechtlosen Hintersassen für niedrige Arbeit dulden, verdient in meinen Augen nicht mehr die Bezeichnung der Aktion, sondern der Reaktion. Die eigentliche schweizerische Leistung besteht doch im Gründen eines Staates, in dem Leute verschiedener Sprache, Kultur und Religion zusammen leben und wirken. Bei der Hälfte der unerwünschten Ausländer geht es um Italiener. Sie sprechen nota bene eine unserer National- und Amtssprachen. Deshalb kann ich ein Gefühl hier nicht verhehlen, jenes der Scham gegenüber unseren Tessiner Miteidgenossen. Ich bitte Sie zum voraus um Verzeihung für alles, was unbeabsichtigt im bevorstehenden Abstimmungskampf noch gesagt werden wird.

Mein Vertrauen geht so weit, dass ich es vorziehe, dem Volk Verwerfung ohne Gegenvorschlag zu empfehlen. Nichts gegen die ehrbaren Motive jener, die einen Gegenvorschlag wünschen; sie hätten dann recht, wenn er zu einer verbesserten Formulierung einer Initiatividee führte – unmögliche Ideen kann man aber nicht verbessern –, wenn er eine Mittellösung brächte und voraussichtlich einen Urengegang ersparte – das ist mangels Rückzugsklausel auch nicht möglich –, wenn das Nein keine echte Alternative böte. Das Nein bietet aber eine solche echte Alternative. Die bisherige Bundesratspolitik bezeichnen Sie zwar als unechte Alternative. Sie ist aber besser als ihr Ruf, auch wenn sie bisher schlecht verkauft wurde. Sie haben menschliche Ausländerpolitik verlangt; die hat Ihnen der Bundesrat mit den Verträgen über Familiennachzug und mit der Absicht des Ausmerzens der Saisonniers geboten, ebenfalls mit einer minimalen Freizügigkeit. Verlangen Sie von einem CVP-Mitglied nicht, dass es diese Massnahmen verurteilt, obwohl sie kurzfristig noch zu einer Erhöhung der Zahl der Ausländer führt. Mittelfristig und langfristig führt die vorgesehene Politik des Bundesrates zu einer Stabilisierung und zur gewünschten Herabsetzung, und zwar unter grossen Härten. Die echte Alternative heisst also nicht die bisherige, sondern die heutige und zukünftige Bundesratspolitik, unterstützt durch die Motion. Sie hat den Vorteil, dass das ANAG sofort revidiert und die Massnahmen stets den Verhältnissen angepasst werden können.

Ich möchte noch kurz zum Zweifel von Herrn Kollege Akeret Stellung nehmen. Er glaubt, die Abstützung der verschiedenen Massnahmen auf Artikel 69ter sei fragwürdig. Diese Zweifel sind unberechtigt; als der Artikel 69ter 1925 in die Bundesverfassung kam, visierte er nicht bloss die fremdenpolizeilichen Funktionen an, sondern er wollte den Bund tatsächlich in die Lage versetzen, den Arbeitsmarkt zu regeln, Arbeitslosigkeit zu bekämpfen und Ueberfremdungsgefahren zu bannen. Unbestreitbar ist in seinem Licht nicht ein Abbau an sich unzulässig, sondern nur eine allfällige Betriebsplafonierung.

Einen Gegenvorschlag lehne ich aus den bereits erwähnten Gründen und zudem noch aus einem weiteren ab: Wer das Annahmerisiko nicht ausschliesst, kann es auch zusammen mit einem Gegenvorschlag nicht ausschliessen. Es könnte dann sogar noch ein Gegenvorschlag in den Nein-Sog hineingeraten, und das würde dann das schlimmste bedeuten, was passieren könnte. Es würde dann die menschliche Ausländerpolitik in einem Schlag auch noch unter den Tisch gewischt. Am liebsten hätte ich die Neuformulierung einer Ausländerpolitik im Zusammenhang mit einer Totalrevision der BV, die ja nun anläuft. Lassen Sie uns aber mindestens Zeit, bis wir mit den Unterschriften zu der angekündigten Initiative für menschliche Ausländerpolitik den nötigen Gegendruck haben, um



eine von Zahlenhypothesen unbelastete, echte menschliche Ausländerpolitik neu zu formulieren. Sie soll, nach dem Wunsch von Frau Sahfeld und anderen, vernünftig und gut durchdacht werden. Das ist nur möglich, wenn wir nach einem Verwerfen der gegenwärtigen Initiative von ihrem unerträglichen Druck befreit sind.

**Marthaler:** Nicht die bundesrätliche Bemerkung in der Botschaft, dass vor allem auch die Metzgereien unbedingt auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen sind, hat mich hier ans Rednerpult gezogen, aber auch nicht die Initiative der Nationalen Aktion als solche, über deren Masslosigkeit sich meine Vorredner – mit Ausnahme der Initianten – natürlich im Grunde genommen alle einig waren. Was mich bewegt, ist die Frage des Gegenvorschlages. Auch ich bin für die Erhaltung unserer Heimat, und ich bin mir bewusst, dass wir in dieser so wichtigen Frage einen Marschhalt einschalten und uns neu organisieren müssen. Allerdings muss ich mir Gedanken darüber machen, ob es nicht jeglicher Logik entbehrt, über einen Gegenvorschlag zu diskutieren, wenn man von der Sinnlosigkeit eines Volksbegehrens derart überzeugt ist. Selbst die Initianten wünschen keinen Gegenvorschlag, was aus der Tatsache hervorgeht, dass ihr Begehren keine Rückzugsklausel enthält. Die Initiative ist also bewusst als Provokation aufs politische Parkett gebracht worden, etwa nach dem Prinzip «Alles oder nichts». Die Initianten haben mit dem Verzicht auf eine Rückzugsklausel zum vorneherein jede Verständigungsbereitschaft ausgeschlossen. Die Vermutung liegt nahe, dass sie sogar mit einer Ablehnung ihres Begehrens sowohl durch das Parlament als auch durch den Souverän gerechnet haben, womit sie Gelegenheit erhielten, eine weitere Initiative zu starten und auf diese Weise im Gespräch zu bleiben, wofür nun durch zwei, drei, vier Initiativen der Beweis schon erbracht worden ist.

Sollen wir ihnen also noch mit einem Gegenvorschlag entgegenkommen? Denn nicht wahr, mit jedem Gegenvorschlag gehen wir naturgemäss Konzessionen ein, eine Tatsache, die die Initianten mit ihren extremen Forderungen wahrscheinlich auch einkalkuliert haben. Das Parlament muss endlich einmal davon abkommen, jedem, auch dem masslosesten Volksbegehren, einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Dieses dauernde Mit-sich-markten-Lassen trägt weder zu einer klaren Haltung des Parlamentes noch zur Eindämmung der Initiativenflut bei.

Wenn ein Gegenvorschlag einmal keiner Notwendigkeit entspricht, dann hier bei der dritten Ueberfremdungsinitiative. Wir stehen nicht mit leeren Händen da. Der Bundesrat hat seit der Ablehnung der zweiten Ueberfremdungsinitiative nichts getan. Das vom Bundesrat eingesetzte Ziel der Stabilisierung der erwerbstätigen Ausländer ist erreicht worden. Dass nun noch ein weiterer Schritt in Richtung einer Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung getan werden muss, hat man zuständigerorts, so hoffe ich wenigstens, erkannt. Niemand will das Ausländerproblem irgendwie bagatellisieren. Aber zur Bewältigung der Probleme sind die bestehenden verfassungsrechtlichen Grundlagen vorhanden, und sie genügen auch. An die Adresse jener Kreise, die heute erklären, sie würden vor dem Volk nicht ohne Gegenvorschlag gegen die dritte Ueberfremdungsinitiative antreten, möchte ich doch sagen: Wer so politisiert, ist nach meiner Auffassung etwas fragwürdig. Entweder ist man von der Masslosigkeit und Undurchführbarkeit eines Begehrens überzeugt und kann dies vor dem Volk auch vertreten, oder dann ist man davon eben nicht überzeugt und braucht einen Gegenvorschlag.

Als Vertreter eines Kantons, der 1970 zu den annehmenden Ständen gezählt hat, würde ich mir doch immerhin zumuten, das Volk heute davon überzeugen zu können, dass eine solche Initiative sowohl im Interesse jedes einzelnen, aber auch im Interesse des ganzen Landes, nicht angenommen werden darf. Sollte uns das als Volksvertreter nicht gelingen, und sollte das Volk tatsächlich diesen

unmenschlichen und in jeder Beziehung untragbaren Abbau des Ausländerbestandes wünschen, dann haben wir uns diesem Willen zu beugen. Es ist aber unsere Aufgabe, unser Volk auf die Folgen der Annahme der Initiative, vor allem für unsere Volkswirtschaft und auch für unsere Arbeitsmarktpolitik sowie auf die Auswirkungen auf unsere Beziehungen zum Ausland, mit aller Deutlichkeit aufmerksam zu machen. Ich jedenfalls kann mich jenen Kreisen, die heute schon den Teufel an die Wand malen, nicht anschliessen. Offensichtlich rechnen sie mit der Dummheit des Volkes. Nach meinem Dafürhalten ist aber auch der Souverän durchaus in der Lage, die Masslosigkeit dieser Initiative zu erkennen. Das gestern veröffentlichte Ergebnis einer Meinungsumfrage hat ergeben, dass 46 Prozent der Schweizer Stimmbürger im jetzigen Zeitpunkt die dritte Ueberfremdungsinitiative ablehnen würden. Bei diesem, für mich recht positiven Ergebnis haben wir zu berücksichtigen, dass der Informationsstand in bezug auf dieses Begehren noch praktisch gleich Null ist.

Mit der im Hinblick auf die Volksabstimmung noch zu erwartenden besseren Aufklärung über die Auswirkung der Initiative dürfte sich das Ergebnis zweifellos noch deutlich zugunsten einer Ablehnung entwickeln. Hier wäre vielleicht beizufügen, dass wir in bezug auf die Ausländerpolitik geradezu in einem Informationsnotstand leben. Bislang hat man das Informationsfeld der Nationalen Aktion und den Republikanern mit ihrer nicht selten von eigentlichen Verzerrungen des Sachverhaltes gezeichneten Aufklärung frei überlassen. Ueber die Massnahmen des Bundes ist die breite Öffentlichkeit im Grunde genommen im dunkeln gelassen worden. Hier bietet sich dem Bund für die Zukunft noch ein grosses Tätigkeitsfeld an. Objektive Aufklärung als Gegenpol zur emotionalen tut bitter not. Wir alle machen Fehler, und aus ihnen Lehren zu ziehen, ist die Aufgabe aller. All diese Ueberlegungen bewegen mich, Ihnen beliebt zu machen, das Volksbegehren der Nationalen Aktion Volk und Ständen ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung zu unterbreiten.

**Alder:** Die bisherige Debatte, obwohl sie sehr lange war, hat meines Erachtens darüber nicht Klarheit geschaffen, was hier wirklich zur Diskussion steht. Ich habe festgestellt, dass regelmässig mehrere Problemkreise miteinander vermischt wurden. Es tut nun aber dringend not, dass wir in der Diskussion um die eingereichte Initiative darüber Klarheit schaffen, welche Fragen tatsächlich berechtigt sind und auf welche Weise und in welcher Form sie gelöst werden müssen.

Ich meine, es gibt drei Problemkreise, die in dieser Debatte immer wieder zum Ausdruck gekommen sind, nämlich erstens einmal die sogenannte Ueberfremdung, zweitens die angebliche Uebervölkerung und drittens die Problematik Wirtschaftswachstum/Umweltschutz. Es scheint mir wichtig, dass wir diese drei Problemkreise bei der künftigen Diskussion, insbesondere im Abstimmungskampf, ganz klar auseinanderhalten. Ich für mein Teil anerkenne vollumfänglich, dass wir das Wirtschaftswachstum in den Griff bekommen müssen. Die Oekologie ist keine Erfindung unseres «Oekologen». Es haben sich mit dieser Problematik grössere Geister befasst, als dass sie zum Monopol einer kleinen Gruppe unseres Volkes erklärt werden könnte.

Im weitem bezweifle ich, dass es in der Schweiz heute eine Uebervölkerung gibt. Der Beweis dafür ist bis heute nicht angetreten worden. Wir sind im Gegenteil im Begriff, mit dem Raumplanungsgesetz und den übrigen neueren Gesetzen die organische Entwicklung unseres Landes in die Wege zu leiten. Drittens bestreite ich – als vielleicht einziger in diesem Saal –, dass es in unserem Land eine Ueberfremdung gibt, und ich weigere mich, in den Chor all jener einzustimmen, die nun einfach die Mühle mitbeten oder mitsprechen und sagen: Ja, wir sind restlos überfremdet. Ich möchte dringend an die Politiker in diesem Saal und in der weiteren Öffentlichkeit appellieren, sich einmal Klarheit darüber zu verschaffen, was

Ueberfremdung eigentlich ist. Der einzige, der das getan und eine Definition hierfür gebracht hat, war mein Fraktionskollege Franz Jaeger. Ueberfremdung ist ein soziologischer Begriff. Sie findet meines Erachtens dort statt, wo Schweizer berechtigterweise in der Entfaltung ihrer eigenen Lebensart und in der Verwirklichung ihrer Chancen und Rechte durch die Anwesenheit von Ausländern behindert sind. Das ist Ueberfremdung. Nun sage man mir einmal, welche Schweizer in diesem soziologischen Sinne überfremdet sind, welche Schweizer in ihrer Lebensart, in ihren Chancen und Rechten in unserem Lande wegen der Anwesenheit der 600 000 ausländischen Arbeitnehmer und ihrer 300 000 Kinder tatsächlich beeinträchtigt werden. Der Beweis dafür ist bis heute vor allem von jenen, die am meisten das Lied der Ueberfremdung anstimmen, nicht geliefert worden. Ich bin besonders überrascht, dass die jungen Wohlstandsbuben, die sich Herr Oehen in seiner Jungen Nationalen Aktion angeschnallt hat, in den gleichen Chor einstimmen, junge Leute unseres Volkes, welche die Gelegenheit und das Glück hatten, in einem Land aufzuwachsen, wie es wahrscheinlich keines mehr auf der Welt gibt in bezug auf materiellen Wohlstand und Ausbildungsmöglichkeiten. Ich bin betrübt, dass diese Feststellungen in der bisherigen Debatte nicht gemacht worden sind. Tatsache ist, dass im Grunde genommen die Ausländer in unserem Lande benachteiligt sind und nicht die Schweizer wegen der Leute, die hier an unserem Wohlstand gearbeitet haben. Wenn wir einen Gegenvorschlag brauchen, Herr Bundesrat Furgler, dann brauchen wir einen Gegenvorschlag, der die Rechtsstellung der Ausländer in unserem Lande in positivem Sinne verbessert. Wir dürfen auf gar keinen Fall persönliche Frustrationen oder Unglück im Beruf einfach damit abregieren, dass wir sagen: Wir sind überfremdet, das ist wegen der Ausländer. Ebenso betrüblich finde ich, dass man die berechtigte Sorge um die Probleme des Wirtschaftswachstums damit loswerden möchte, dass man arbeitslose europäische Mitbürger nach Hause schicken, ausschaffen will. Das ist nicht die schweizerische Lösung zur Bewältigung unserer Wirtschafts- und Umweltschutzprobleme. Wenn hier die meisten von Stabilisierung und Abbau von Ausländern gesprochen haben, dann möchte ich ganz klar erklären, persönlich und im Namen der Partei, der ich angehöre: Wir sind nicht der Meinung, dass wir Ausländer aus unserem Lande zwangsweise ausschaffen dürfen. Wir werden uns mit allen zulässigen Mitteln gegen allfällige Zwangsmassnahmen wehren. Die Probleme des Wirtschaftswachstums und des Umweltschutzes sind ernst zu nehmen, sie müssen aber getrennt werden von der Ausländerfrage.

Mit diesen Bemerkungen möchte ich nicht bestreiten, dass die Anwesenheit von rund einer Million Ausländer in unserem Lande Probleme schafft; aber es ist dies nicht das sogenannte Ueberfremdungsproblem im Sinne der Definition, wie ich sie Ihnen vorher gegeben habe. Wir sind im Begriffe, mit Hilfe des Bundesrates und zahlreicher karitativer Organisationen in der Schweiz diese Probleme in den Griff zu bekommen.

Die Schweiz hat als Vielvölkerstaat den Beweis dafür geliefert, dass gerade bei uns Völkern verschiedener Herkunft in der Lage sind, zusammenzuarbeiten und in Frieden zusammenzuleben. Unser Land ist von jeher gerade von unseren Nachbarstaaten bevölkert worden. Deshalb meine ich: Die wahre Aufgabe unserer Ausländerpolitik besteht darin, die Rechtsstellung dieser Zuzüger so zu regeln, dass wir sagen können: Jawohl, sie sind – vielleicht abgesehen von den politischen Rechten – vollwertige Mitbürger.

Eine Schlussbemerkung: Die Unmenschlichkeit und Verrücktheit der Initiative der Nationalen Aktion ist derart offensichtlich, dass es angezeigt ist, das Initiativrecht zu überdenken. Es sind bereits verschiedene Bemerkungen in diesem Sinne gemacht worden. Ich möchte sie ergänzen: Wenn eine Initiative einen kleinen formellen Fehler aufweist, beispielsweise nicht angibt, welcher Text massgeb-

lich ist, der deutschsprachige oder der französischsprachige, wird sie gar nicht vor die Räte kommen. Sie wird von irgendeinem Gremium – ich weiss im Moment nicht von wem – ungültig erklärt. Wenn aber eine Initiative eingereicht wird, die formell in Ordnung ist, aber materiell für unser Land eine Katastrophe darstellt, dann sind wir gezwungen, diese Initiative zu behandeln. Ich meine, es ist der Moment gekommen, Herr Bundesrat Furgler, dass wir hier Remedur schaffen. Ich möchte Sie deshalb bitten, eine Vorlage auszuarbeiten, welche es dem Parlament gestattet, beispielsweise mit Dreiviertelmehrheit eine Initiative für nichtig zu erklären, wenn sie dem Artikel 2 der Bundesverfassung widerspricht.

In diesem Sinne schliesse ich mich auch dem Vorschlag von Herrn Müller-Luzern an, der verlangt hat, dass wir in Initiativen inskünftig eine Rückzugsklausel haben müssen.

**M. Jelmini:** A la fin de ce long débat, je n'estime pas nécessaire de revenir sur les nombreuses motivations qui doivent nous pousser, je dirai même nous contraindre, à rejeter l'initiative. J'aimerais seulement vous faire part de quelques considérations sur le choix que nous sommes appelés à faire, pour ou contre le contre-projet.

Nous avons pu constater que les avis sont très partagés dans ce Conseil. On peut le comprendre. C'est une décision difficile et chacun est un peu influencé par son milieu. C'est pour cela que je me permets de vous soumettre une solution qui, en quelque sorte, peut constituer un compromis.

Non au contre-projet!

Nous devons faire confiance au peuple suisse, qui n'aime pas le suicide, non pas seulement par rapport à notre économie mais bien plus pour nos principes moraux et de justice. Non aussi à un contre-projet, maintenant, qui serait considéré, en bonne ou mauvaise foi, comme une manœuvre dilatoire qui tend à renvoyer, il faut bien le dire et non pas seulement le penser, la décision populaire après les élections de 1975. En faisant confiance au peuple qui devra connaître les conséquences de son attitude, nous suivons les règles de notre démocratie. Je me rends compte qu'une réponse négative au contre-projet nous contraindra à reparler du problème de la surpopulation étrangère après un bref délai.

Avant-hier, le Mouvement républicain a présenté une autre initiative. Elle est moins extrémiste que celle que nous abordons maintenant et devra être discutée avant le 14 mars 1976. Nous avons deux ans devant nous, on aura donc le temps d'en parler avec le calme nécessaire, sans susciter d'inutiles et dangereuses polémiques. On donnera surtout au gouvernement la possibilité de manifester sa volonté politique. Le temps et les moyens que le gouvernement devraient employer pour élaborer un contre-projet pourront être mieux utilisés pour apporter à la législation les modifications nécessaires, soit sur le plan de la stabilisation, en tenant compte des facteurs et des besoins économiques du pays, soit sur le plan humain en prévoyant les mesures qui s'imposent pour améliorer la situation et les conditions de vie des travailleurs étrangers en Suisse.

Je me permets de demander ici à M. le conseiller fédéral Furgler s'il peut nous annoncer les intentions du gouvernement à ce sujet. L'idée d'un contre-projet sur le plan constitutionnel pourra être reprise, si nécessaire, plus tard, sans qu'on coure le risque d'être accusé de manœuvres dilatoires.

**Oehen:** Ich sehe mich veranlasst, am Schluss dieser Debatte auf einige Punkte kurz zurückzukommen. Vorerst möchte ich meinem Erstaunen darüber Ausdruck geben, dass Sie es offenbar als selbstverständlich hinnehmen, dass wir von unserer Seite während vieler Stunden zum Teil sehr massive Angriffe in aller Ruhe über uns ergehen lassen, es dann aber empörend finden, wenn unser Kollege Breny aus seinem Herzen keine Mördergrube macht,

sondern aus seinem persönlichen Erleben heraus auch hart spricht.

Ferner möchte ich einmal mehr feststellen: Diese Initiative ist das Gemeinschaftswerk der Nationalen Aktion. Sie ist an einer Delegiertenversammlung von den Delegierten konzipiert worden. Ich möchte Sie bitten, in Zukunft darauf zu verzichten, von einer Initiative Oehen zu sprechen. Ich bin hier als Zentralpräsident der Nationalen Aktion beauftragt, die Initiative zu vertreten; aber ich weigere mich, zu behaupten, sie sei mein Werk. Ich masse mir nicht an, etwas selbst gemacht zu haben, an dem 100 Leute mitgearbeitet haben.

Einige Bemerkungen zu den Ausführungen des Obmannes des Landesringes. Ich bin doch sehr überrascht, dass man nun plötzlich behauptet, wir hätten kein Ueberfremdungsproblem, nachdem während Jahren bei viel kleineren Zahlen an ausländischen Arbeitskräften immer wieder klar festgestellt worden war, dass die Ueberfremdung eine Tatsache sei. Wenn Sie sich bewusst sind, dass in vielen Kreisen unserer Bevölkerung eine tiefe Unruhe vorhanden ist, dann muss dies doch Ausdruck des Sich-überfremdet-Fühlens sein. Die Ueberfremdung ist selbstverständlich zu einem schönen Teil auf der emotionalen Ebene zu suchen; aber wir können doch nicht so tun, als ob die Emotion nicht auch ein Teil unseres Lebens wäre.

Wenn der Herr Obmann des Landesringes erklärte, man müsste allen eine vermehrte Rechtsstellung geben, die in unserem Lande arbeiten, abgesehen vielleicht von den politischen Rechten, muss ich ihm entgegenhalten, dass wir uns hier auf eine sehr gefährliche Bahn begeben würden. Die Willensnation Schweiz ist darauf angewiesen, dass die Stimmbürger, die zu allem und jedem Stellung nehmen können und müssen, wirklich assimiliert sind. Ich glaube nicht, dass wir hier grosse Zugeständnisse machen dürfen, wenn wir nicht die Explosivkraft, die einer zu raschen Einbürgerung vieler Menschen aus anderen Kulturkreisen innewohnt, zur Auswirkung kommen lassen wollen.

Noch einige kurze Bemerkungen zu anderen Voten: Man hat mir vorgeworfen, alles was ich sage und tue, basiere letzten Endes auf Angst. Dem möchte ich nur entgegenhalten: Es ist nicht unbedingt Mut, wenn man die Augen vor den Tatsachen verschliesst. Herr Kollege Rüegg hat mich gefragt, ob ich die Verantwortung zu übernehmen bereit sei für die Weiterführung dieser Politik, wie wir sie anstreben. Herr Rüegg, ich bin nicht bereit, die Politik zu verantworten, die wir heute betreiben, die eine weitere Ueberbevölkerung, ein weiteres Wachstum auf allen Gebieten und eine weitere Erhöhung unserer Abhängigkeit bedeutet.

Einen weiteren Gedanken, der vor allem aus den Kreisen des Gewerbes immer wieder auftaucht, möchte ich kurz kommentieren: Ich weiss es, dass die Leute unseres Gewerbes und der Landwirtschaft sowie der Hauswirtschaft unerhört unter der Knappheit an Arbeitskräften leiden. Ich habe hier schon zwei- bis dreimal feststellen dürfen: Es ist offensichtlich, dass dieses Problem der wirtschaftlich schwächeren Zweige unserer Volkswirtschaft nicht durch die Einwanderung weiterer Arbeitskräfte gelöst werden kann; sonst hätten sie doch längst genug Arbeitskräfte! Hier liegt ein eminentes volkswirtschaftliches Problem vor, das wir durch klare Eingriffe in unsere freie Wettbewerbswirtschaft bekämpfen müssen. Wenn wir dazu nicht bereit sind, Herren Kollegen Leutenegger und Marthaler, wenn wir diese Bremse nicht ansetzen, werden immer wieder die schwächsten Zweige unserer Wirtschaft ausgehöhlt und letztlich daran zugrundegehen. Ich stamme selber aus dem Gewerbe; mein Bruder hat im Moment bei sechs Käsen, die er pro Tag herstellen soll, keine einzige Arbeitskraft; auch er geht zugrunde. Was sollen wir tun? Mehr Leute «importieren», damit dann übermorgen die aargauischen Industriebetriebe kommen und ihm die knapp assimilierten Saisoniers glatt wieder wegnehmen? So geht es doch einfach nicht.

Noch ein letztes Wort zum Problem der Stabilisierung. Es wird zu Recht immer wieder angestrebt, jetzt zu stabilisie-

ren. Es ist niemandem zu verargen, wenn man sich nicht genügend Rechenschaft gibt darüber, was diese Stabilisierung auf der Basis von 600 000 Erwerbstätigen eigentlich bedeutet. Ich bitte zu beachten, dass die ausländische Wohnbevölkerung altersmässig nicht normal zusammengesetzt ist; sie konzentriert sich auf die reproduktionsfähigen Altersklassen. Wenn wir das genau betrachten, stellen wir fest, dass nicht die optimistische Aussage gewisser Stellen des Bundes richtig ist, die annehmen, noch 100 000 Personen mehr – also 1,2 Millionen –, dann sei die Stabilisierung erreicht. Das wird um vieles höher sein. Ich schätze, dass wir bei einer Normalisierung der Familienverhältnisse – wenn wir also die Zusammensetzung erreicht haben werden, wie sie einer normal aufgebauten Bevölkerung entspricht – ungefähr bei 1,5 Millionen landen werden. Ob man das will? Das hängt natürlich ganz wesentlich davon ab, wie man die Frage der Ueberfremdung und der Ueberbevölkerung beurteilt.

Eine letzte Bemerkung: Von mehreren Rednern wurde behauptet, durch die Tatsache, dass die Initiative keine Rückzugsklausel enthalte, solle zum Ausdruck gebracht werden, dass man auf jedes Gespräch verzichte und bewusst Provokation betreibe usw. Vielleicht versuchen Sie sich einmal in die Situation jener Menschen zu versetzen, die seit 1961 gegen diese Ueberfremdung gekämpft haben und die 1971 – also nach zehn Jahren Enttäuschung – daran gehen, etwas Neues zu machen. Glauben Sie nun wirklich, erwarten zu können, dass man dann flexibel und bereit sei, zu denken, es komme schon gut heraus, machen wir also noch einmal einen lieben und freundlichen Appell? Dass dort die Reaktion dieser Leute hart war, verwundert mich keineswegs.

Herr Kollege Künzi: Sie haben übersehen, dass das ganze Spitalpersonal bewusst ausgenommen ist.

Gestatten Sie mir zum Schluss, Ihnen noch einmal zu empfehlen, auf die Vorlage einzutreten.

**M. Chavanne:** S'il y a contre-projet, ce que je souhaite, il ne faudra pas s'arrêter simplement à des problèmes quantitatifs. Il est évidemment extrêmement difficile d'évaluer les besoins d'une industrie en plein développement, mais il est anormal que nous ayons besoin d'un tiers de population active venant de l'étranger. Je prends un exemple: dans le canton de Genève, récemment, on a fait venir des ouvriers turcs pour travailler devant des fours de tuilerie qui sont «trop chauds et trop dangereux». Sont-ils moins chauds et moins dangereux pour les Turcs que pour les Suisses? Peut-être pourrait-on avoir des fours moins chauds et moins dangereux. J'ai l'impression que, dans bien des cas, on a fait venir des travailleurs étrangers avec une volonté de grossir impudemment notre industrie.

Ce problème il faudra l'étudier, il est important. Mais, s'il y a contre-projet aujourd'hui, qu'on revioie surtout les problèmes qualitatifs de l'accueil des étrangers! Monsieur le conseiller fédéral, nous n'arrivons pas à bien recevoir les travailleurs étrangers dont la majeure partie parlent cependant une de nos langues nationales, dont la quasi-totalité proviennent de pays qui ont servi notre culture au tout premier rang. Si l'on compare la Suisse et l'Italie à l'époque du Quattrocento, de quel côté est la culture? Nous avons de la peine à recevoir ces étrangers, alors que les anciens Suisses ont émigré dans un certain nombre de pays, vers le Nouveau-Monde, et se sont même vendus comme mercenaires pour faire la guerre. Nous n'accueillons pas bien, pour des raisons innombrables dont on entend parler chaque jour. Il faudra revoir ce problème, et entre autres la question des saisonniers. Multiplier les saisonniers, parce qu'ils n'ont pas le droit de rester, crée une situation qu'il faudra bien reconsidérer! Ils travaillent en Suisse pendant neuf mois, mais doivent quand même bien vivre douze mois, eux et leur famille. On ne veut leur donner aucun droit d'assimilation et pourtant ils sont là, ils travaillent pour nous, dans des conditions souvent difficiles, vivant dans des baraquements et sou-

vent dans des taudis. Ces travailleurs, qui viennent dans des conditions personnelles difficiles, sans leur famille, sans leur femme et sans leurs enfants, qui viennent de pays pauvres, confrontés aux tentations d'une civilisation riche, se sont comportés d'une façon extrêmement remarquable, leur taux de criminalité, pour prendre ces termes de justice et police, étant bas. On vient de nous dire que, s'ils restent, ils vont être naturalisés. Comment peut-on prétendre que c'est un véritable problème et qu'on pourrait avoir une explosion «dangereuse» de ces éléments «extrémistes» chez nous, alors qu'il n'y a que 8000 à 9000 naturalisations par an!

Monsieur Breny, certains vous ont peut-être reproché d'avoir un de vos parents qui n'est pas Suisse; c'est aussi mon cas, ma mère était Française et je n'en ai pas honte du tout. Nous sommes sans doute un certain nombre dans cette salle dont le père ou la mère n'est pas Suisse. Et je ne vois pas du tout ce qu'il y a de déshonorant à cela, ni pour vous ni pour moi. Mais ce qui nous étonne, Monsieur Breny, c'est qu'ayant vécu cette situation, vous puissiez travailler avec des groupes haineux, qui utilisent des détails, des difficultés de vie pour manifester une espèce de racisme suisse, alors qu'il n'y a pas de race suisse, c'est évident! Je le répète: la qualité de cet accueil doit être repensé. Nous espérons aussi que les travailleurs suisses modestes comprendront qu'ils n'ont aucun intérêt – je dis intérêt au sens le plus pratique – à maintenir – malgré les efforts des syndicats auxquels il faut rendre hommage – un sous-prolétariat sans droits civiques, ni syndicaux ni éventuellement politiques (en dehors du droit de vote). Nous n'avons aucun avantage à maintenir un tel sous-prolétariat qui pourrait donner de mauvaises idées à ceux qui attaquent les travailleurs étrangers, car on ne peut pas dire qu'ils soient enthousiastes pour défendre les droits des travailleurs suisses! Vont plutôt ensemble: l'attaque contre l'amélioration de la situation des travailleurs suisses et l'attaque contre les travailleurs étrangers.

Je pense donc, Monsieur le conseiller fédéral, qu'il n'y a pas que ces problèmes numériques: 12 pour cent, 15 pour cent, 18 pour cent. Je crois d'ailleurs qu'il n'existe pas une seule constitution dans un pays démocratique, comme le nôtre, où l'on fixe *a priori* ce chiffre n'importe comment, à 12 pour cent plutôt qu'à 15 pour cent, selon que l'on inclue ou non le personnel des établissements hospitaliers et celui des organisations internationales. Je pense que la constitution d'un ancien pays démocratique ne peut rien fixer d'aussi offensant pour les étrangers mais aussi pour sa tradition. Et je souhaite que les contre-projets, encore une fois, renvoient profondément les problèmes de l'accueil de gens qui sont venus travailler chez nous et qui, véritablement, ont droit à notre respect, parce que, dans une situation difficile, ils ont été d'une honnêteté et d'une loyauté totales!

**M. Tissières**, rapporteur de la majorité: Si nous n'avons pas fini d'en voir, comme je vous le disais hier, notre distingué collègue M. James Schwarzenbach n'a pas non plus fini de nous réserver des surprises. Dans ma candeur, je croyais jusqu'à hier, avec la grande majorité des membres du Conseil national, que M. Schwarzenbach appuierait l'initiative de l'Action nationale. N'avait-il pas déclaré dans *Peuple et Patrie* de juillet 1973: «Je soutiens de toute mes forces et sans réserve la présente initiative populaire de l'Action nationale.» Hier, en fin de rapport, je vous disais: «Quant à l'initiative déposée hier au soir par les républicains, la manœuvre est habile; elle était prévisible. Ce dépôt tend à mon avis à renforcer la position du contre-projet de M. Schwarzenbach.»

Comme je vous l'annonçais, M. Schwarzenbach s'est livré à un éloquent plaidoyer. Mais, contre toute attente, il s'est désolidarisé de l'Action nationale et de son initiative, reprenant même à son égard certains de mes qualificatifs peu flatteurs. Ruse, tactique ou sincérité? Je ne sais. Je

penche pour la sincérité, Monsieur Schwarzenbach. Curieuse volte-face cependant.

L'initiative des républicains me fait cependant penser à un proverbe toscan: «La mia femina è come il vischio: non lo tocca, ucello, che ci lasci le penne.»

Je transpose: «L'initiative républicaine est comme la glu, n'y touchons pas trop, n'y souscrivons pas sans condition, nous y laisserions des plumes. Ne nous laissons pas prendre au miroir, il est trop près du filet à alouettes.»

Je reconnais que cette initiative est habile, modérée, intelligente. C'est facile après celle de l'Action nationale. Quel contraste! Mais attention, la motion de la commission demande une réduction progressive du nombre des étrangers en respectant tous les facteurs humains, sociaux et économiques pour que cette réduction se fasse sans trop de heurts, de douleur, de préjudice pour les travailleurs suisses et étrangers, pour notre économie. Les républicains, eux, fixent un délai de dix ans. Pourra-t-il être tenu? Peut-être. Il le devra, s'il est inscrit dans la constitution. D'après l'autre solution, ce délai dépend de ces facteurs, de ces conditions; c'est plus sage, c'est plus humain. Le délai pourrait être inscrit dans une loi mais non dans la constitution.

Les cantons à l'économie débordante risquent d'être avantagés par rapport aux cantons pauvres si l'on inscrit dans la constitution, selon le vœu des républicains, la limite de 12,5 pour cent pour toute la Confédération et non pas par canton.

Il n'est pas fait état dans cette initiative de la situation particulière de certains cantons – je pense à Genève et au Tessin. Nous devons prendre en considération leur situation propre pour ne pas les mettre dans une position impossible. Quant aux saisonniers, libéralisés selon l'initiative républicaine, on ne parle pas de leur statut social. Or il est temps de considérer ces saisonniers comme des hommes et non plus comme des esclaves, bien payés, je l'admets. Et puis je souhaite, quel que soit le sort réservé aux propositions Canonica, Jaeger et Schwarzenbach, que ce dernier puisse peut-être, après ses déclarations de hier, se ranger à la solution de la motion de la commission. Mais surtout je rends hommage au courage, à l'éléance, à la distinction et j'ajoute encore à la sincérité de M. Schwarzenbach, puisque j'y crois. Devant l'outrancière initiative de l'Action nationale, il a su, il a osé changer d'opinion pour présenter une initiative que nous pouvons considérer comme un projet ouvrant la porte à la discussion.

J'ai peu d'éléments à relever dans les interventions nombreuses et souvent intéressantes de nos collègues. Je ne m'attarderai qu'aux déclarations qui ne sont pas dans la ligne des positions prises par la commission. J'ai noté avec intérêt les propos de MM. Speziali et Wyler. Ils se sont exprimés dans la belle langue de Dante, «in questa bella lingua italiana», qui est une de nos langues nationales, Monsieur Oehen, mais aussi la langue de quelque 545 000 étrangers établis en Suisse, de même que l'allemand est notre langue nationale et aussi celle de 80 millions d'étrangers. Cette langue italienne ne nous est pas étrangère, c'est aussi la nôtre. Elle est aussi suisse à part entière, aussi suisse que l'allemand, que le français, malgré les ricanements dont vous avez accompagné, Monsieur Oehen, le discours de M. Speziali et qui ne m'ont pas échappé. Ils m'ont même profondément choqué. De plus, Monsieur Oehen, vous voulez restreindre le tourisme. Or, si parfois son développement a été intempestif, comme aussi celui de l'industrie, savez-vous que c'est le seul espoir de certaines vallées à l'agriculture, à l'économie chancelantes, et qui ne peuvent pas compter sur un développement industriel. Leurs habitants y voient leur salut. Mais peu vous importe le sort de ces déshérités. Qu'ils quittent leurs vallées, qu'ils émigrent dans les villes ou bien qu'ils crèvent, c'est peut-être votre vœu. Nous ne l'admettrons jamais. Avez-vous aussi pensé, Monsieur Oehen, à l'influence du tourisme sur notre balance des paie-

ments. Je suis prêt à chercher à vous éclairer si vous y consentez. C'est difficile. Je suis prêt à vous conduire dans des villages qui se meurent. C'est peut-être inutile aussi car dans votre vanité vous savez tout, on nous l'a dit hier.

Je m'étais promis de ne pas déroger aux règles que m'impose la courtoisie qui doit être de rigueur dans cette salle entre députés d'opinions différentes. Je n'userai pas à votre égard, Monsieur Breny, de propos aussi offensants que ceux qui furent les vôtres à l'égard de M. Furgler ou de certains de nos collègues. Emanent-ils de vous ces propos? J'espère qu'ils vous ont été dictés. Vous me faites penser, Monsieur Breny, dans vos déclarations aussi outrancières, grossières et malhabiles de votre initiative, aux sages paroles d'un auteur français que vous connaissez sans doute. Oui, Monsieur Breny, vos propos marquent moins trop d'esprit que peu, bien peu de jugement. Or, malgré tout, malgré les sottises dont vous vous êtes gavés, je continue à vous considérer comme un Suisse à part entière, et non comme un «Halbschweizer» malgré vos origines qui n'ont rien d'infamant. Vous m'avez demandé, Monsieur Breny, s'il était vrai que certains villages valaisans étaient peuplés de Sarrasins? C'est possible, mais non certain, malgré quelques indices somatiques: ils seraient venus chez nous après Poitiers. Je les ai eus, ces Valaisans d'Isérables, comme patrouilleurs à la frontière, en haute montagne pendant la guerre, dans des conditions souvent très difficiles. Je vous assure que c'était des Suisses à part entière, prêts à tous les sacrifices pour leur famille, leur village, leur canton, leur pays, comme vous aussi Monsieur Breny, je l'espère. Et puisque la question est posée, je me refuserai toujours, Monsieur Breny, à considérer votre présence parmi nous comme «une vengeance de Poitiers», selon les paroles attribuées au colonel Kadhafi.

Nous prenons note de votre déclaration, Monsieur Reich: vous avez retiré votre initiative. Vous avez fait preuve aujourd'hui d'habileté et de jugement. Nous annulons donc la séance prévue pour le 22 avril. Je vous remercie, au nom de la commission, de nous permettre ainsi de consacrer notre temps à des tâches plus constructives. Je ne voudrais pas vous vexer, Monsieur Reich, mais je ne pense pas que votre initiative, mal étudiée, mal rédigée, mal commentée aurait eu les faveurs du Parlement, voire même du peuple.

Nous allons maintenant examiner rapidement les contre-projets qui nous sont soumis. L'idée de demander la présentation de contre-projets à l'initiative de l'Action nationale paraît, à première vue, séduisante. En effet, d'une part, le succès relatif de l'initiative de 1970 pourrait faire craindre un succès de la présente initiative. Il s'agirait là d'un but politique. D'autre part, n'est-il pas indiqué de régler une fois pour toutes le problème existant par une disposition constitutionnelle. Tel est l'avis de la minorité de la commission. Tel est aussi l'avis de M. James Schwarzenbach.

D'une part, des dispositions constitutionnelles existent; elles sont suffisantes, précises et complètes. En effet, l'article 69ter, de la constitution fédérale donne en son 1er alinéa à la Confédération le droit de légiférer sur l'entrée, le séjour et l'établissement des étrangers. A quoi bon, dès lors, surcharger cette constitution en y introduisant des règles de détail qui devraient faire plutôt l'objet d'une réglementation légale. Laissons à la constitution son rôle de loi fondamentale de l'Etat. Une nouvelle disposition constitutionnelle ne pourrait, à mon avis, que compléter l'article 69ter en y ajoutant des chiffres ou la proportion des étrangers admissible par rapport à la population suisse. De telles dispositions seraient dangereuses puisque difficilement révocables, adaptables en cas de modification de la situation. Notre système de démocratie directe ne nous l'impose pas, M. Aubert me l'a fait entendre tout à l'heure. En outre, la volonté de stabiliser l'effectif des étrangers est clairement exprimée par le Conseil fédéral, en particulier

dans le message mais aussi dans l'arrêté du 10 juillet 1973 et ceci malgré les doutes des républicains. Et puis, en tout état de cause, à une disposition constitutionnelle superflue, préférons une modification de la loi. En cas de besoin, cette loi pourrait être revue par les Chambres dans un sens ou dans l'autre. C'est le but de la motion de la commission qui a été adoptée après de longues discussions, à l'unanimité moins une seule abstention – vous voyez laquelle. Cette motion rejoint partiellement les propositions de MM. Jaeger et Schwarzenbach. Elle reconnaît qu'il existe un problème. Elle exige du Conseil fédéral la stabilisation puis la réduction du nombre des étrangers, mais cette stabilisation, cette réduction devront se faire en respectant nos traditions, notre honnêteté juridique, la tolérance qui sont, je l'ai déjà dit, à la base de notre unité confédérale et nos raisons d'être de bons Confédérés. J'espère ainsi avoir pu, par cette déclaration, rassurer M. Bonnard.

Enfin, la commission pose le principe dans sa motion que tous les facteurs soient respectés, facteurs humains, sociaux, économiques, d'équilibre démographique et que la situation particulière de certains cantons – nous avons pensé, je l'ai déjà dit, tout particulièrement à Genève et au Tessin – soit respectée.

La réduction se fera au fur et à mesure des besoins et des possibilités. Ces dispositions légales remplaceront avantageusement un article constitutionnel inutile, dangereux et superflu.

Enfin, ne faisons pas l'honneur à une initiative aussi outrancière de lui opposer un contre-projet. Nous lui donnerions une assurance qu'elle n'a pas. Ce manque d'assurance serait mal interprété par le peuple, j'en suis convaincu.

C'est pourquoi, au nom de la majorité de la commission, je vous invite à repousser les trois propositions de MM. Canonica, Jaeger et Schwarzenbach. C'est pourquoi je vous invite au nom de la commission unanime, moins une abstention – je dis bien unanime, y compris certains auteurs des propositions de contre-projet – à accepter la motion qui vous est présentée.

Un mot encore au sujet de la motion Grolimund; la commission n'a pas eu l'occasion d'en délibérer. Cependant elle se confond en partie par la forme avec les propositions Canonica, Jaeger-St-Gall et Schwarzenbach. Comme elle demande des dispositions constitutionnelles et non légales, je dois également vous prier de la repousser.

**Meier-Kaspar, Berichterstatter der Mehrheit:** Die praktische Uebereinstimmung aller Votanten, mit Ausnahme einiger Mitglieder der republikanischen und nationalen Fraktion, lässt es als überflüssig erscheinen, nochmals auf den Grundgehalt der Initiative einzutreten. Wir sind uns fast durchweg einig, dass sie masslos, unmenschlich und unrealistisch ist und so katastrophale Folgen hätte, dass wir als Volksvertreter verpflichtet sind, alle Anstrengungen zu unternehmen, um unsere Mitbürger davon zu überzeugen, dass es so nicht geht.

In den Voten der wenigen Befürworter habe ich vermisst, dass sie, die doch sonst ständig mit Zahlen um sich werfen, die in der Botschaft enthaltenen und in der Diskussion auch von den Referenten zu Beginn der Debatte aufgeführten Zahlen über die Auswirkungen dieser Initiative mehr oder weniger stillschweigend übergangen haben. Sie haben sich – die Befürworter, und das mache ich ihnen zum Vorwurf –, im wesentlichen darauf beschränkt, allgemeine Darlegungen zum Ueberfremdungs- und Uebervölkerungsproblem vorzutragen, und sie sind der konkreten Auseinandersetzung über den Gehalt und Inhalt der Initiative ausgewichen. Herr Oehen ist auch der sehr klaren Frage von Herrn Rüegg ausgewichen, ob er die Verantwortung für diese Initiative übernehmen könne; er hat diese Frage nicht beantwortet. Sie können also selber den Schluss ziehen, dass Herr Oehen die Verantwortung offenbar auch nicht übernehmen will und, wenn er als Christ

seinem Gewissen verpflichtet ist, diese Verantwortung auch nicht übernehmen kann.

Recht kräftig kam in der Diskussion St. Florian zum Zuge. Was tut es, wenn Ausländer wieder nach Hause, in ihre oft trostlose Heimat, in ihre Arbeitslosigkeit zurückkehren müssen, wenn sie ihr Brot, ihre zweite Heimat hier verlieren? Wenn nur wir Schweizer heil davonkommen! Was tut es, wenn wir Uebervölkerungsprobleme weltweit haben, wenn sich das ganze Problem der Uebervölkerung, der Unterernährung, der Umweltverschmutzung usw. weltweit stellt? Wenn wir das nur von unseren Grenzen weghalten, wenn wir das den anderen zuschieben können, und bei uns heil bleiben. Wenn nur uns nichts passiert, wenn nur bei uns die Rechnung aufgeht! Ein kleines Detail in diesem Zusammenhang. Ich habe erwähnt, dass diese Initiative zweifellos Rückwirkungen auf die Auslandschweizer hätte, auf 310 000 Auslandschweizer, wie sie im statistischen Jahrbuch aufgeführt sind. Was war Ihre Antwort, Herr Jaeger? Es sind nicht 310 000 Auslandschweizer, die betroffen würden, sondern wesentlich weniger, weil viele Auslandschweizer Doppelbürger sind und gegen diese keine Retorsionsmassnahmen möglich wären, weil sie das Bürgerrecht ihres Heimatstaates besitzen und also nicht irgendwie hier gefährdet sein könnten; es sind nur noch 1 : 8. Das ist der ganze Tenor, der hier zum Ausdruck gekommen ist, der einzelne Mensch zählt nicht. Ausgerechnet Herr Jaeger, der 90 Prozent seines Votums der Verteidigung gewidmet und am ganzen Problem vorbeigesprochen hat, ausgerechnet er hat das Problem der Auslandschweizer derart heruntergespielt. Dabei wissen wir genau, wie die Auslandschweizer im Jahre 1939 spontan zurückgekommen sind, um unser Land zu verteidigen, um mit uns hier für unser Land einzustehen, anders einzustehen als nur mit diesem Kampf gegen die Ueberfremdung.

Zurückweisen möchte ich namens der Kommission, wie das bereits Herr Kollega Tissières getan hat, die Vorwürfe, man habe die Zeichen der Zeit nicht erkannt. Das ist nun einfach nicht wahr. Ich habe schon in meinem einleitenden Votum diese Zahlen genannt; dass man schon im Jahre 1963 erste Beschlüsse gefasst hat, dass man seit 1970 verschiedene Massnahmen getroffen hat. Ich nehme an, dass Herr Bundesrat Furgler hier noch einmal im Detail darlegen wird, was der Bundesrat alles getan hat.

Ich glaube, wir müssen dem Bundesrat attestieren, dass er zum mindesten in den letzten Jahren verantwortungsbewusst und verfassungstreu auch in dieser emotionalen Frage dem Gesamtwohl aller Eidgenossen gerecht zu werden versucht. Er konnte aber als anständige Behörde nicht ohne Rücksichtnahme auf unsere Gäste handeln; der Hilfsarbeiter auf der Schicht, das Zimmermädchen im Hotel, der Kloakenreiniger, der Pfleger im Spital oder der Spezialingenieur, sie alle haben ein Recht darauf, anständig, menschlich und korrekt behandelt zu werden. Ich glaube, das ist auch etwas, was für einen Schweizer selbstverständlich sein sollte. Nicht nur von unseren Behörden in Bund, Kanton und Gemeinden, die sich täglich mit diesen sehr mühseligen Fragen abzugeben haben, wurden die Probleme zu meistern versucht. Ich möchte doch feststellen, dass auch ein Grossteil unserer Arbeitgeber und Wirtschaftsführer die Probleme der Ueberfremdung kennen. Auch sie bemühen sich, oft mit grossen Opfern, das schwierige Problem zu meistern. Nicht nur Herr Oehen weiss, dass das Arbeitskräfteproblem längst nicht mehr mit der Immigration gelöst werden kann. Gerade die von ihm besonders anvisierte Industrie hat durch Rationalisierung und durch Verzicht auf nicht absolut notwendiges Wachstum die Zeichen der Zeit erkannt. Wenn Sie die Zahlen durchsehen, dann sehen Sie doch, dass in der Wirtschaft und in der Industrie die Zahl der Beschäftigten in den letzten Jahren zurückgegangen ist. Es stimmt auch nicht, dass die Gewerkschaften ihre Pflicht nicht erfüllt hätten. Sie haben gewarnt, sie haben ihre Pflicht getan, sie haben versucht, diese Ausländer zu integrieren; auch ihnen kann sicher kein Vorwurf gemacht wer-

den. Es ist nicht so, dass erst mit Annahme der Initiative Schwierigkeiten entstehen würden; Schwierigkeiten bestehen schon heute, und schon heute ist zur Meisterung des Problems sehr viel Geduld, Arbeit, Kraft und Mühe notwendig. Herr Schwarzenbach und Herr Bräm, Ihre Haltung hat mir imponiert; ich muss das, ganz offen gestanden, sagen. Ich möchte Ihnen Anerkennung zollen. Ich möchte aber auch hoffen, vor allem von Herrn Kollege Schwarzenbach, dass Sie, wenn wieder Gegendruck auf Sie zukommt, dann nicht beim ersten Windstoss wieder umfallen – es soll das auch schon passiert sein.

Wir alle sind uns bewusst, dass mit einer klaren und überzeugten Ablehnung der Initiative durch unseren Rat die Arbeit nicht vollendet ist. Land und Volk, aber auch unserem Gewissen gegenüber sind wir verpflichtet, mit vollem Einsatz unserer eigenen Ueberzeugung auch bei den Mitbürgern zum Durchbruch zu verhelfen. Hier möchte ich nun nochmals zum Problem des Gegenvorschlages kurz Stellung nehmen. Ich muss Ihnen sagen: Ich bin nicht klüger geworden als vorher und könnte mir vorstellen, dass es einigen Kolleginnen und Kollegen ähnlich gegangen ist.

Gestern wurde am Fernsehen die Frage «Gegenvorschlag?» etwas sehr leichthin kommentiert. Es hiess, man hege verfassungsrechtliche und verfassungsphilosophische Bedenken. Das sind nicht die Bedenken, die zählen.

Gegen einen Gegenvorschlag bestehen zweierlei Bedenken: Einerseits die Frage: Gibt es einen Konsens über einen Gegenvorschlag? Da muss ich Ihnen sagen: Hier bin ich, gerade nach den vielen Voten, noch mehr überzeugt, dass es ausserordentlich schwierig sein wird, bis wir eine einigermaßen tragfähige Mehrheit für einen Gegenvorschlag finden. Die Spannweite ist zu gross – ich will sie nicht erwähnen –, um leichthin überbrückt werden zu können. Das zweite Problem, das mir noch wesentlicher erscheint, ist das Zeitmoment. Herr Schwarzenbach hat erklärt, er befürchte das Schlimmste, wenn die Abstimmung erst 1976 durchgeführt werden könnte. Andererseits, Herr Kollege Schwarzenbach, ist Ihr Antrag einfach unrealistisch, dass ein Gegenvorschlag noch dieses Jahr der Abstimmung unterbreitet werden soll. Der Bundesrat muss diesen Gegenvorschlag ausarbeiten; er muss das verfassungsmässig vorgeschriebene Vernehmlassungsverfahren durchführen; die beiden Räte müssen diesen Gegenvorschlag behandeln, und dann sollte er noch dieses Jahr vor die Volksabstimmung kommen. Hier sehe ich die Möglichkeit nicht.

Ich glaube aber trotz allem – damit komme ich zum Schluss –, dass wir die Frage des Gegenvorschlages auch nicht dramatisieren dürfen. Es ist keine Prestigefrage, zumindest nicht für die Kommission. Das eine oder das andere – Vorschlag oder kein Gegenvorschlag – entspricht der Verfassung. Ich hoffe nicht, dass sich aus dieser Frage nun weiterer Zwiespalt ergibt; ich hoffe auch nicht, dass sich alle jene, die die Initiative mit Ueberzeugung ablehnen – es ist das doch die überwiegende Mehrheit unseres Rates –, hier an dieser Nebenfrage nun wieder entzweien. Es scheint mir viel wichtiger zu sein, dass wir konzentrisch diese unmenschliche Initiative ablehnen.

Wenn sich der Rat für einen Gegenvorschlag entscheidet, dann hat er drei Möglichkeiten: Er hat den Antrag Canonica, den Antrag Jaeger-St. Gallen und den Antrag Schwarzenbach. Die Kommission hat sich darüber nicht ausgesprochen, welchem Antrag – es lagen uns ja nur die Anträge Canonica und Jaeger-St. Gallen vor – sie den Vorzug geben möchte. Ich persönlich würde in diesem Eventualfall dem Antrag Jaeger-St. Gallen den Vorzug geben, weil er flexibler ist.

Zum Antrag Schwarzenbach habe ich mich bereits geäussert. Wir haben hier noch etwas Neues, auf jeden Fall etwas, das ich in der Verfassung nicht gefunden habe: Diese verbindliche Grundsatzklärung, mit der sich Herr Schwarzenbach unter Umständen zufrieden geben könnte. Soll diese Grundsatzklärung der Bundesrat oder das

Parlament abgeben? In welcher Form? Muss da eine Beratung stattfinden zwischen den beiden Räten? Wie wird nachher kodifiziert? Kommt sie in die Gesetzessammlung? Wie lange hat sie Gültigkeit usw.? Alles offene Fragen! Eine Grundsatzerklärung könnte allenfalls vom Bundesrat abgegeben werden, aber formlos und nicht verbindlich und nicht in der Art eines Beschlusses.

Wenn Sie einen Gegenvorschlag ablehnen, dann möchte ich Ihnen dringend empfehlen, die Motion der einstimmigen Kommission – Sie haben die Motion in den Händen – erheblich zu erklären. Sie scheint mir eine *conditio sine qua non*, um die Initiative der Nationalen Aktion ohne Gegenvorschlag dem Volke unterbreiten zu können. Mit dieser Motion haben wir nun etwas in der Hand, um gegen die Initiative auftreten zu können.

In diesem Zusammenhang scheint mir auch der Antrag Breitenmoser durchaus tragbar. Die Kommission konnte sich mit diesem Antrag ebenfalls nicht befassen. Ich glaube auch nicht, dass es einen formellen Beschluss des Rates hier braucht. Herr Breitenmoser will, dass die wesentlichen Beschlüsse des Bundesrates in dieser Fremdarbeiterfrage mit der Vorlage dem Stimmvolk unterbreitet werden. Hier glaube ich, dass es notwendig ist, dass die Information möglichst weit geht. Persönlich möchte ich also den Antrag von Herrn Breitenmoser sehr empfehlen.

Wie bereits der Kommissionspräsident ausgeführt hat, konnten wir zu Ihrer Motion, Herr Grolimund, nicht Stellung nehmen. Es ist ja auch nicht unbedingt Aufgabe der Kommission. Persönlich habe ich die Motion unterschrieben und stehe ihr absolut positiv gegenüber.

Ich bitte Sie nochmals, den Anträgen der Kommission zuzustimmen.

**Präsident:** Das Wort hat Herr Oehen verlangt für eine persönliche Erklärung. Er möchte zu einem Vorwurf, der ihm gegenüber erhoben wurde, Stellung nehmen.

**Oehen:** Der Herr Kommissionspräsident hat behauptet, ich hätte beim Votum des Herrn Kollegen Spezial gelächelt, offenbar um zum Ausdruck zu bringen, dass ich die dritte Landessprache verachte.

Alla scuola ho imparato la lingua italiana e amo tanto questa lingua che oggi i miei bambini apprendono come seconda lingua straniera l'italiano. Ho educato un bimbo italiano e gli ho dato il mio nome.

Ich nehme an, Herr Tissières, dass Sie mit der Abneigung etwas in meinen Gesichtsausdruck interpretiert haben, für das keine wirkliche Ursache vorhanden war und ist. Es wäre doch denkbar, dass ich im Moment Herrn Spezial nicht zugehört habe. Es soll ja in diesem Saale vorkommen, dass jemand vorübergehend einem Redner nicht zuhört.

**M. Tissières,** rapporteur de la majorité: J'ai peut-être mal interprété le ricanement de M. Oehen, tant il ressemblait peut-être à un sourire de satisfaction. Si tel devait être le cas, je le prierais de bien vouloir accepter mes excuses.

**Präsident:** Ich möchte, wenn möglich, dieses Geschäft noch vor 13 Uhr unter Dach bringen. Ich darf Sie daher bitten, mir dabei behilflich zu sein.

**Bundesrat Furgler:** Erste Impression nach dieser Debatte: Herr Breny bezichtigt uns des Verrates. Ich glaube, er hat das Wort nicht gefunden, denn das ist zu absurd, und gegen Dummheit kämpfen Götter selbst vergebens, geschweige denn der Bundesrat. Sie haben einen Rat von 200 Menschen, und nur vier scheinen sich für die Initiative auszusprechen. Das ergäbe, mit Blick auf die Abstimmung, eine ausserordentlich gute Prognose. Selbst wenn ich die Gruppe auf 11 erhöhen würde, in der Meinung, dass die Republikaner sich nicht aktiv an der Ablehnung der Initiative der Nationalen Aktion beteiligen wollten, ergäbe sich, wenn meine Rechnung stimmt, immer noch die doch recht

bedeutsame Zahl von 189 Mitgliedern dieses hohen Rates, die sich durch ihre Vertreter – es waren über 40 – unisono gegen die Initiative der Nationalen Aktion ausgesprochen haben. Sie werden deshalb verstehen, wenn ich an und für sich davon ausgehen möchte, dass es möglich wäre, unserem Volk, das durchaus versteht, um was es geht, in leicht verständlichen Worten zu schildern, weshalb tatsächlich, wie der Bundesrat es will, diese Initiative abgelehnt werden muss, wenn wir uns selbst treu bleiben wollen; unbeschadet der Parteien, ausgenommen die Nationale Aktion.

Herr Schwarzenbach stand seinerzeit hinter dem Geschütz, und seither haben viele Lunte gerochen. Deshalb stehen wir vor einer Flut von Initiativen, die, je nach Marktwert, eingebracht, publiziert, an der Pressekonferenz vorgestellt, und weil dann der Informationszweck und die Präsentation vorüber ist, auch wieder zurückgezogen werden. Das alles hat mit Taktik zu tun, um ein Ziel zu erreichen. Es gibt eine eigentliche «Initiativitis», und wenn man – wie wir alle – den höchsten Respekt vor diesem Recht des Volkes und dem Recht des einzelnen Parlamentariers hat, dann begreife ich besorgte Stimmen hier an dieser Tribüne, die sagen, man möge doch diesem wertvollen Volksrecht und Recht des Parlamentariers Sorge tragen. Es kann nie in Frage kommen – das ist eine Frage, die ich sofort erledigen kann –, dass wir hier mit Mehrheitsentscheid eine Initiative gleichsam aus Abschied und Traktanden werfen könnten, bevor wir sie überhaupt sorgfältig behandelt haben. Aber unter Sorgfalt meine ich u. a. auch das Ueberdenken der Rückzugsklausel, denn es kann doch nicht der Sinn einer so gross vorgetragenen Initiative wie derjenigen der Nationalen Aktion sein, dass man erst nachher – und das hat Herr Oehen getan – sich die Frage stellt, ob man eventuell, basierend auf Artikel 89bis BV, mit Dringlichkeitsrecht Abänderungen vom Initiativtext verlangen müsste. Oder aber, dass man sich erkundigt, ob die dreijährige Frist, innert der der enorme Abbau um eine halbe Millionen Menschen erfolgen müsste, auf fünf Jahre erstreckt werden könnte. Das alles lässt die Frage zu – und sie müsste von Herrn Oehen und seiner Gemeinschaft beantwortet werden, denn er hat sich vor fünf Minuten ausdrücklich nicht alleiniger Vater dieses Kindes nennen lassen –, ob denn bei der Ausarbeitung einer so bedeutsamen Initiative, die uns alle so sehr beschäftigt, auch die nötige Sorgfalt angewandt worden sei.

Man fordert harten Kurs vom Bundesrat und enthebt sich der Mühe, das nachzuzeichnen, was seit 1970 geschehen ist. Als ob es nicht hart gewesen wäre, als ob nicht Arbeitgeber und Arbeitnehmer an der Front spürten, dass seither nur in seltenen Fällen Bewilligungen erteilt werden, als ob seit jenem Jahre nicht die ominöse Zahl von 603 000 im Erwerbsleben stehenden Niedergelassenen und Aufenthaltarn tatsächlich, wie der Bundesrat es damals versprochen hatte, nicht mehr überschritten worden wäre. Man kann reich an Initiativen sein und trotzdem arm an Ideen. Nicht wahr, man muss das, was der Bundesrat tut, auch nachlesen und prüfen, ob das eventuell Handeln und nicht nur Reagieren sei. Mit Sprüchen lässt sich die Politik nur für ganz kurze Zeit interessant darstellen. Unsere Schweizer sind viel zu nüchtern, um nicht den «Sprücheklopfern» gelegentlich auch auf die Finger zu klopfen.

Sie sehen, ich habe für nur messianischen Eifer in diesem Bereich, der so komplexe Tatbestände beschlägt, nicht allzu viel übrig. Ich fühle mich manchmal, wenn ich Herrn Oehen zu begreifen versuchte, an meine Studienzeit erinnert, wo ich mir nie das Bild von Malthus genau ausmalen konnte; jenen abgrundtiefen Pessimismus, der jede Entwicklung im Bevölkerungssektor, jede Entwicklung im Wirtschaftsleben auch schon fast mit dem Ende des Menschen glaubte in Verbindung setzen zu müssen. Ich möchte sagen: Auch Malthus war ein ehrenwerter Mann, ohne jeden Zweifel, auch er hat nach Zucht und Mass gerungen, lesen Sie das Büchlein von Piper, er hat sich mit den Problemen auseinandergesetzt wie Sie. Aber ich möchte Sie fragen: Weshalb dieser abgrundtiefe Pessimismus?

Weshalb kämpfen Sie nur gegen das, was Sie mit Ueberfremdung bezeichnen, und nicht einfach mit uns anderen zusammen für eine menschenwürdige Schweiz? Weshalb tun Sie so, als ob die ökologischen Probleme wirklich nur in Ihrer Gruppe erkannt worden wären, und weshalb unterlassen Sie es bei so wertvollen Gelegenheiten, die Sie auch reichlich benützt haben, darzustellen, dass wir in den letzten Jahren ein Gewässerschutzgesetz in beiden Räten verabschiedet haben, dass wir daran sind, eine Raumordnung mit einem modernen Raumplanungsgesetz zu schaffen, das uns ermöglichen sollte, ordnungspolitisch wertvolle Fortschritte zu erzielen, die dem Menschen von morgen ein menschenwürdiges Dasein in diesem Staat gestatten? Weshalb verweisen Sie nicht darauf, dass es doch ohne weiteres möglich ist, von 6,5 auf 7 Millionen Menschen zu gehen, und diesen 7 Millionen Menschen am Ende des Jahrhunderts – ich wiederhole – ein menschenwürdiges Dasein zu schenken? Ich würde gerne einmal mit Ihren Kindern sprechen, denn ich bin überzeugt, diese haben den natürlichen Optimismus des jungen Menschen, der da glaubt, es gebe zwar enorm schwierige Probleme, aber sie seien auch lösbar. Wollen wir nicht gemeinsam als Väter versuchen, diese Lösungen zu finden, ohne uns gegenseitig auszumalen, es sei alles abgrundtief gefährdet in diesem Land?

Unrecht haben Sie, Herr Oehen, wenn Sie einfach immer wieder betonen – *repetitio* nützt hier nichts –, der Bundesrat setze sich mit dem Problem nur verbal auseinander. Ich gebe zu – ich habe es in der Kommission gesagt –, man hat in den sechziger Jahren das Ansteigen des Ausländerbestandes zu gering gewertet. Alle, nicht nur der Bundesrat! Ich gebe zu, man hat im Wachstumsprozess die negativen Folgen, die mitberücksichtigt werden müssten in der Lagebeurteilung, zu klein eingestuft. Aber das ist längst vorbei. Seitdem im Jahre 1969 nicht nur die Lage beurteilt wurde, sondern auch Entschlüsse gefasst worden sind, haben Sie den Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1970, der Ihnen zur Genüge bekannt ist, haben Sie den Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1973, der auch die Saisoniers in Griff zu nehmen erlaubte, und haben Sie die ganz eindeutige Regierungserklärung zu Beginn dieser Legislaturperiode, über die ich mich noch einlässlich äussern werde, dass wir auch das Problem der Gesamtbevölkerung meistern werden. Das sind nicht nur Lippenbekenntnisse, das sind, gestützt auf die statistischen Aussagen, die ich Ihnen in der Geschäftsberichtsdebatte im Juni vorlegen konnte, Entschlüsse, die verwirklicht worden sind, und um deren Propagierung im Volk ich Sie höflich bitte, denn es ist dies eine Anstandspflicht.

Wenn man das nicht tut, kommt man eben zu dem, was ich in der Kommission Herr Oehen sagte: Man reiht sich dann zu den falschen Propheten ein. Ich bin überzeugt, dass Herr Oehen das nicht sein möchte.

Wir wollen aber menschliche Lösungen finden, um eine menschenwürdige Politik zu betreiben. Ich erinnere mich an die Worte, die hier, aus seinem eigenen Betrieb, Herr Rüegg gebraucht hat, um nachzuweisen, wie er seine Belegschaft reduzierte, wie er sie mit grossen Opfern reduzieren konnte, wie er ausländische Zweigbetriebe eröffnete, und wie er sich nun vor die Frage gestellt sehe, im Interesse dieser schweizerischen Volkswirtschaft alles daran zu setzen, um den Kopfbetrieb in unserem Lande zu erhalten. Mit diesem Exempel können wir weitergehen und sagen: Ueberfremdungspolitik darf nicht losgelöst von sinnvoller Volkswirtschaft gemacht werden, auch Bekämpfung der Ueberfremdung nicht. Denn wenn wir heute – wir stellen es im Bundesrat mit Sorge fest – je länger, je mehr Grossunternehmen sehen, die tatsächlich die von Ihnen, meine Herren in der Nationalen Aktion, so dringend geforderte Verlagerung der wirtschaftlichen Produktion ins Ausland vornehmen, wenn das also geschieht, entsteht sehr rasch jene Grenzsituation, wo das Unternehmen und der Unternehmer, Arbeitgeber und Arbeitnehmer sich fragen: Ja, können wir jetzt den Kopfbetrieb, die Leitung und z. B.

die Forschungszentrale bei uns behalten? Was aber geschieht, wenn diese Zentrale ins Ausland verlegt wird, das brauche ich Ihnen nicht zu schildern. Ich erinnere mich an ein Gespräch mit dem Syndic von Le Locle, der mir erklärt hat, wie auch dort die Gefahr besteht, dass man ins Plateau hinuntergeht, wie seine eigene Gemeinde bereits um rund 1000 Menschen entvölkert worden sei, wie die Gefahr wachse, dass man am Schluss zwar noch gewisse Fabriken habe, die aber viel konjunkturrempfindlicher seien, weil je nach Lage der nicht mehr dort anwesende Führungsapparat sich eben leichter von einem solchen Zweigunternehmen trenne. Darauf wollte ich auch noch verweisen, damit wir von den gleichen Gegebenheiten ausgehen, wenn wir uns nun mit dieser Initiative auseinandersetzen.

Noch einmal sage ich, damit man beim Volk keinen falschen Eindruck hat: Die ökologischen Probleme sind heute allgemein erkannt. Jede einzelne Partei nennt sie in ihrem Parteiprogramm, dieses Parlament spricht praktisch in jeder Session darüber und fasst auch Entschlüsse, was noch viel nötiger ist; denn wir wollen die Probleme nicht nur ansprechen, sondern miteinander lösen. Weil keine Partei stark genug ist, um es allein zu tun, brauchen wir eine echte Partnerschaft. Ich darf daran erinnern, dass wir diese Industriegesellschaft so gestalten wollen, dass es uns allen gefällt, hier zu leben, jungen und alten Menschen.

Wenn Sie nun – das war der Trugschluss all Ihrer Ausführungen, Herr Oehen – sagen, die Ziele, die hätte man nun umgeschrieben, «ob der Weg dazu geschickt gewählt ist, hängt von den Behörden und nicht von den Initianten ab», dann darf ich Ihnen antworten: So möchte ich auch einmal «politisieren»! Das ist zu billig!

«Unité de doctrine», dass wir das Problem der grossen Zahl sehen und nicht bagatellisieren, dass wir stabilisieren – ich werde detailliert schildern wie –, ja! Aber Sie können doch nicht Ihre Initiative, die einen Weg darstellt – Sie haben es selbst so geschildert –, die nach meiner Ueberzeugung, nach der Auffassung des Bundesrates, einen Irrweg darstellt, damit aus Abschied und Traktanden setzen, indem Sie sagen: Ob der Weg dazu geschickt gewählt ist, hängt von den Behörden und nicht von den Initianten ab. Wenn wir, die Behörden, Ihre Initiative vollziehen müssen, dann führt das zu Folgen, die man zu Recht hier an diesem Pult als katastrophal bezeichnet hat; ich komme im Detail darauf zurück.

Gestatten Sie mir noch eine Vorbemerkung. Ich habe volles Verständnis, dass mit Blick auf frühere Abstimmungskämpfe Menschen, die den Gewerkschaften nahestehen, gewisse Hemmungen empfinden. Sie haben nämlich noch das Erlebnis vor Augen, dass auch ein fast einmütiges Parlament nachher im Abstimmungskampf nur durch sehr wenige Vertreter seinen Standpunkt zur Darstellung brachte. Ich meine, dass man diese Sorge beseitigen könnte, wenn alle, die jetzt gegen diese Initiative gesprochen haben, das auch den Mitmenschen, dort, wo sie leben, landauf und landab, offen und überzeugt schildern.

Für mich war der Eindruck in dieser Diskussion, dass die Vielgestalt der Schweiz sich auch in der Wertung des Ueberfremdungsproblems klar äussert. Anders könnte man die lateinischen Sprecher nicht interpretieren, seien es die Tessiner, seien es die Romands. Das muss uns auch zu denken geben. Denn dieser Staat Schweiz kann ja nur als politische Nation verstanden werden, mit seiner Viersprachigkeit, mit mehreren Konfessionen, mit seiner Integrationsbereitschaft, die weit über das hinausgeht, was wir in anderen Staaten erleben. Ich meine, trotz der Schwierigkeit des Problems, dass wir uns daran erinnern sollten, eben weil wir uns sonst untreu werden. Wir können von dieser Latinität, auch als Deutschschweizer, immer wieder schöpfen, so wie wechselseitig Einflüsse aus unserer Kultur im Bereich der Romands und der Tessiner Eingang finden und gemeinsam zur schweizerischen Synthese gestaltet werden. Ich wollte zu Beginn dieser Ausführungen darauf verweisen.



Wer überfremdet die Schweiz eigentlich? Nicht quantifizieren solle der Bundesrat, nicht quantifizieren sollen Sie, hat man hier immer wieder betont. Die Initiative ist natürlich in ihren Zahlen ein hartes Quantifizieren. Aber ich begreife einzelne Herren, wenn sie sich mit dem auseinandersetzen – unter anderem Herr Alder, Herr Jaeger, Herr Müller, Herr Canonica –, was die KAB und die Gewerkschaften im soziologischen Bereich zu ergründen versuchten. Sie haben das Wort gebraucht: Von Ueberfremdung könne man vielleicht sprechen; wenn und wo Schweizer berechtigterweise in der Entfaltung ihrer eigenen Lebensart und in der Verwirklichung ihrer Rechte durch die Anwesenheit von Ausländern sich behindert fühlen. Wenn man diese Aussage deutet, dann spürt man, dass man mit dem Grobraster das Ueberfremdungsproblem tatsächlich nicht löst, denn eine Million bezogen auf über 6 Millionen, dieses Zahlenverhältnis würde *prima vista*, je nach Stellung, noch als tragbar gewertet. Aber das, was den einzelnen Arbeitnehmer im Betrieb belastet – ich habe mich in vielen Besprechungen mit den Gewerkschaften und mit den Arbeitgebern davon überzeugt –, ist jene Situation, wo beispielsweise in einem Textilunternehmen die kleinere Gruppe der Schweizer in einem Verhältnis von vielleicht 1 zu 8 oder 1 zu 10 zu Ausländern steht. Dann können sie sich selbst kaum mehr ausdrücken, und wir müssen Mittel und Wege finden, um ihnen zu helfen, sich auszudrücken. Oder die Frau Meier in einem zwölfstöckigen Haus, in dem acht fremde Parteien wohnen, die beim täglichen Botengang ihre eigene Sprache nur noch ganz selten anwenden kann; sie fühlt sich überfremdet. Ich habe dafür Verständnis. Das ist quartiermässig verschieden, wenn ich an die grossen Industrieagglomerationen denke. Da müssen wir uns etwas einfallen lassen. Und da sage ich auch; an die Adresse unserer ausländischen Mitmenschen gerichtet: Sie müssen auch Verständnis für unser Suchen nach Lösungen haben. Wenn sie beispielsweise – wie das jetzt in meinem Heimatkanton St. Gallen geschehen ist – verkennen, dass man schulische Probleme mit modernen Methoden angeht und diese kleinen Knirpse zusammenfasst, bis sie Deutsch können, um sie dann in der vierten Klasse voll zu integrieren, dann hat das nichts mit «ins Ghetto abschieben» zu tun. Da müssen wir deutlich werden. Da sehe ich auch den Einsatzort für unsere Konsultativkommission. Da braucht es menschliches Verständnis, und da kann man nicht nur mit Zahlen streiten. Da braucht man die innere Bereitschaft, offen dem Mitmenschen zu begegnen.

Diese wenigen ersten Impressionen zeigen Ihnen, dass wir auch nach dieser Debatte verspüren: der Bundesrat handle richtig, wenn er Ihnen die Ablehnung der Initiative vorschlägt. Sie alle sind sich ja auch einig. Damit wir uns nachher der Bedeutung der Abstimmung bewusst sind, darf ich ganz kurz in Erinnerung rufen: Die Initianten verlangen, dass der Bestand der ausländischen Wohnbevölkerung bis Ende 1977 auf 500 000 herabgesetzt wird und der Ausländeranteil in jedem einzelnen Kanton höchstens 12 Prozent der schweizerischen Staatsangehörigen betragen darf; nur Genf hätte 25 Prozent.

Die Folgen der Annahme der Initiative: Innert dreier Jahre eine Reduktion des Ausländerbestandes um 540 000 Menschen – es sind Menschen! –, was einer jährlichen Abbauquote von 180 000 Personen entspräche. Im Kanton Zürich beispielsweise müssten 109 000 Personen oder 53 Prozent des Ausländerbestandes zur Ausreise verhalten werden. Aber auch kleine Kantone wie Glarus, Basel-Stadt, Schaffhausen, Thurgau, Tessin, Waadt, Neuenburg, Genf müssten mehr als die Hälfte abbauen. Im Kanton Tessin – und hier habe ich die Herren Barchi, Spezialì und Jelmini verstanden – würde die Herabsetzung 72 Prozent und im Kanton Waadt 63 Prozent betragen. Selbst Genf, dem man von seiten der Initianten 25 Prozent Sonderquote zubilligt, müsste noch 58 Prozent des Ausländerbestandes abbauen. Ich stelle Ihnen die Frage – und sie stellen, heisst auch gleichzeitig sie beantworten –: Ist das praktikabel, ist das

menschlich, ist das sinnvoll? Ich begreife Herrn Vincent, wenn er davon sprach, dass weder vom Standpunkt der Vernunft noch vom Standpunkt des Herzens solche Politik verkraftet werden könne. Es geht ganz einfach fehl, wenn man dem Bundesrat mit Blick auf Artikel 2 der Verfassung unterstellt, wir würden nicht für dieses gemeinsame Wohl kämpfen, und dann solch abstrusen Normen die Uebereinstimmung mit dem Grundgesetz zuerkennen möchte. Ich muss Herrn Barchi sagen, auch wenn er mit durchaus luziden Argumenten davon sprach – *nemo ad impossibilia tenetur* –, dass wir mit dem Respekt vor unseren Volksrechten, sofern eine solche Initiative durch das Volk angenommen würde, alles daran setzen müssten, um sie zu vollziehen. Ich möchte Sie bitten, sich des Ernstes der Situation bewusst zu sein und nicht einfach zu glauben, man könne dann am Tage nach der Abstimmung so tun, als ob die Annahme keine grosse Bedeutung hätte. Die Auswirkungen wären verheerend; sie führten zu Betriebschliessungen, sie sprengten ganz einfach den sozialen Frieden.

Hier war ich sowohl von den Vertretern der Arbeitgeber als auch von den Vertretern der Arbeitnehmer, insbesondere auch durch das Votum von Herrn Canonica, beeindruckt vom Willen, in Partnerschaft all unsere sozialen Probleme lösen zu wollen. Der Blick über die Grenzen genügt. Was noch vor wenigen Jahren undenkbar schien, nähert sich unseren Grenzen. Arbeitgeber und Arbeitnehmer stehen in einem viel härteren Prozess der Auseinandersetzung als noch vor kurzer Zeit. Dass wir – dank dem vernünftigen und menschenfreundlichen Gestalten der Politik im Bereich der Arbeitnehmer und Arbeitgeber und des Staates – den sozialen Frieden bis jetzt erhalten konnten, scheint mir von ganz zentraler Bedeutung zu sein. Sie haben während dieser Session bei mehreren Vorlagen dieses Thema ansprechen müssen. Ich verweise einfach darauf, weil ich überzeugt bin, dass die Annahme der Initiative das Verhältnis der Tarifpartner, der Sozialpartner zum Platzen brächte. So können Sie Strukturpolitik ganz einfach nicht machen.

Wir stellten fest und haben es Ihnen unterbreitet, dass vom Abbau neben den Ausländern mit Aufenthaltsbewilligung auch 80 000 Ausländer mit Niederlassungsbewilligung betroffen würden. Ich danke allen Damen und Herren, die sich mit Blick auf die Respektierung unserer Staatsverträge dafür ausgesprochen haben, dass das nicht in Frage kommen kann. Gleichzeitig müsste eine vollständige Einwanderungssperre für neu einreisende Jahresaufenthalter verfügt werden. Wir haben mit unseren harten Beschlüssen jetzt schon eine ganz, ganz schmale Zuwanderung. Einzelne Betriebe, die dringend Know-how brauchen, können im Interesse unserer schweizerischen Volkswirtschaft – gemeint sind wiederum alle – nicht einfach ihre Betriebe einfrieren lassen. Wenn Sie die Bestimmungen der Initiative übernehmen, entsteht dieser Einfrierungseffekt. Schliesslich dürften 40 000 Saisonarbeiter und über 20 000 Grenzgänger weniger zugelassen werden als im Jahre 1973. Ich komme auf diese Frage noch kurz zurück.

Stellen Sie sich einfach für einen kurzen Augenblick das Bild vor, das bei Annahme der Initiative entsteht: Hunderttausende von Ausländern zusammen mit ihren Familien müssten aufgefordert und allenfalls von der Polizei dazu verhalten werden, das Land zu verlassen, auch solche, die bei uns seit vielen Jahren leben, bei uns ihre Existenz aufgebaut haben. Ich glaube nicht, dass unser Schweizervolk solches Verhalten verstehen würde. Deshalb sollte man das Volk auch nicht irreführen. Auch die in der Schweiz noch zurückbleibenden Ausländer würden erheblich benachteiligt. Nach der Wegweisung der Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung würden – abgesehen vom ausländischen Spitalpersonal – fast nur noch Ausländer mit Niederlassungsbewilligung zurückbleiben. Diese können an und für sich – nach unserem geltenden Recht – ohne Einschränkung den Kanton wechseln. Die Annahme der

Initiative würde bewirken, dass das auch verboten wäre, weil jeder Kanton nur noch die zulässige Grenze von 12 Prozent Ausländern haben dürfte. Darf man, wenn man solches hört, nicht sagen: So geht es nicht! Ich bezeichne die Wirkungen der Initiative mit Herrn Canonica als eklatante Verletzung der Rechte des einzelnen und der Rechte des Staates, ich bezeichne sie mit ihm als untragbar, unerträglich hart für die Betroffenen, auch für das Land. Das ist keine gute Politik. Der Entzug eines Teils der unbefristet ausgestellten und mit keinerlei Bedingungen verbundenen Niederlassungsbewilligungen widerspräche nicht nur unserer Rechtsauffassung, wonach wohlverworbene Rechte zu respektieren sind, sondern all dem, was wir unter westlicher Zivilisation bis jetzt mit Blick auf das Recht verstanden haben.

Ich habe Herrn Renschler begriffen, wenn er auch auf die Abkommen im internationalen Bereich verwies. Wir sind, sofern wir uns nicht in falscher Weise isolieren, gehalten, auch die zwischenstaatlichen Verpflichtungen zu respektieren – sonst werden wir unglaubwürdig; wir, ein Land, das ohne Partnerschaft – nicht nur im wirtschaftlichen Sinn – gar nicht leben kann; ein Land, das nicht nur durch den Aussenhandel tausendfach verflochten ist, sondern das sich doch offen zeigt – gehen Sie auf die Strasse und blicken Sie auf die Plakate – für alle Menschen, die man als Touristen einlädt, zu uns zu kommen, bei uns zu verweilen, die Schönheit des Landes zu erfahren.

Hier erkenne ich immer wieder eine Unterlassung: Wären das nicht Stätten der Begegnung, wären – ohne dass ich das Zahlenproblem klein schreibe – das nicht Möglichkeiten, durch überzeugungsklare Aussagen diesen Menschen unsere Demokratie, unser Verhältnis von Konfession zu Konfession, von Sprachregion zu Sprachregion nahezu bringen? Eine Chance, die im Zeitalter der Integration vielleicht auch besser genutzt werden müsste!

Wenn nun all diese Entscheide kommen – und Herr Reich verlangt sie von uns konkret: Kündigung der Niederlassungsverträge –, dann mache ich Sie darauf aufmerksam, dass Hunderttausende von Schweizern, die im Ausland leben, durch die Retorsionsmassnahmen der ausländischen Regierungen sofort das gleiche Schicksal erleben werden. Sie können nicht erwarten, dass die ausländischen Regierungen es sich gefallen lassen, von uns Verträge gekündigt zu erhalten, ohne dass unsere Schweizer, die dort leben, das gleiche Schicksal erdulden müssen. Daran sollte man auch denken – denn das sind ja auch Schweizer –, wenn man immer wieder so tut, als ob diese Initiative nur das Wohl der Schweizer brächte und im Auge hätte.

Ein weiteres Problem, das mich sehr belastet und über das ich – so hoffe ich – in der nächsten Woche einlässlich zu Ihnen sprechen darf, betrifft die Flüchtlinge. Da Flüchtlinge von den Abbaumassnahmen nicht ausgenommen werden, würde bei der Annahme der Initiative die Flüchtlingspolitik der Schweiz in Frage gestellt. Wir könnten entweder Menschen, die an Leib und Leben gefährdet sind, nicht mehr aufnehmen, oder es müssten andere, in der Schweiz wohnende Ausländer zur Ausreise verhalten werden. Es ist hier nicht der Platz, um die ganze Flüchtlingspolitik und deren Problematik aufzuzeigen; aber man hat uns hier – ich nehme es zum Teil auf unsere Kappe – vorgehalten, wir würden zu wenig informieren, mit Bezug auf das Ausländerproblem. Ich werde bestrebt sein, diese Mahnung sehr ernst zu nehmen und nach neuen Informationsmethoden suchen. Wenn man aber Lügen mit Informieren verwechselt, wie das zurzeit im Bereich der Flüchtlingspolitik geschieht, dann würden wir nicht das gleiche meinen; wenn man sämtliche Communiqués, die wir herausgeben, missdeutet oder nur Stellen daraus zitiert – an Radiogesprächen – und die anderen Stellen daraus verschweigt, dann orientiert man unser Volk unrichtig. Ich empfinde das nicht als fair. Und dann darf man sich nicht wundern, wenn in Pamphleten unserer Jugend (beispielsweise hier in Bern) die Politik des Bundesrates als eine

direkte Hilfe an die Junta dargestellt wird, wenn ein Nationalrat ungestraft an der Television die Lüge verbreitet, der Bundesrat hätte fünf Menschen in den Tod geschickt. Auch darauf komme ich in der nächsten Woche zurück. Ich halte dafür, dass Flüchtlingspolitik offen in unserem Rate diskutiert werden muss; aber ich halte auch dafür, dass schon heute der Bezugspunkt aufgezeigt werden muss, wie es sich mit der Flüchtlingspolitik mit Blick auf die Initiative der Nationalen Aktion verhält. Die Folgen der Annahme wären verheerend; sie würde uns nicht mehr gestatten, unsere Asylpolitik weiterzuverfolgen, z. B. Sonderaktionen für besonders Bedrohte durchzuführen und ganz allgemein Menschen, die an Leib und Leben gefährdet sind, als Flüchtlinge aufzunehmen, wie wir das immer getan haben und auch weiterhin tun wollen; ohne Zweifel getragen von der überwältigenden Mehrheit des ganzen Volkes. Hier lege ich den Finger auf eine wunde Stelle der Initiative; es sind Interpellationen eingereicht, die mir in der nächsten Woche Gelegenheit geben werden, alle Details der Asylpolitik darzustellen.

Eine Annahme der Initiative würde sich auf unsere Wirtschaft verheerend auswirken, das versteht sich von selbst; das wurde hier gesagt; denn wenn innert weniger Jahre über 300 000 ausländische Arbeitskräfte abgebaut werden müssten, dann bedeutet das Abbau des Bestandes an erwerbstätigen Jahresaufenthaltern und Niedergelassenen um die Hälfte. Damit geht diese Initiative weit über das zweite Volksbegehren gegen die Ueberfremdung hinaus, das einen Abbau von rund 200 000 ausländischen Arbeitnehmern verlangt hatte. Das würde ohne Zweifel, vor allem im Bereich der weniger konkurrenzfähigen Zweige des Gewerbes, zu einer völligen Strukturveränderung führen. Viele Betriebe (weit mehr als diejenigen, die sich jetzt anschicken, sich selbst zu helfen und sich selbst zu verändern) könnten nicht mehr existieren. Es ist in diesem Zusammenhang mitzuberücksichtigen, dass von seiten einzelner Gewerbegruppen heute nicht etwa ein Abbau, sondern eine Erweiterung des Bestandes verlangt wird, was vom Bundesrat nicht akzeptiert werden konnte. Aber man muss auch an diese Kreise denken, wenn man entscheidet. Also eine Annahme der Initiative hätte nicht bloss für unsere Wirtschaft, für Arbeitgeber und Arbeitnehmer, Produzenten und Konsumenten, sondern für unseren Staat Schweiz verheerende Folgen. Er könnte durch den Ausfall der Fiskaleinnahmen – so wage ich zu behaupten – die ökologischen Ziele, zu denen sich die Nationale Aktion mit vielen, vielen anderen bekennt, gar nicht mehr verwirklichen. Moderne Gesetze verlangen moderne Mittel, und Sie wissen – im Zusammenhang mit der Finanzknappheit des Bundes –, dass wir alles daran setzen müssen, um moderne Ziele mit modernen Mitteln, trotz Finanzknappheit, erreichen zu können.

Darf ich diesen Teil zusammenfassen und sagen: Die Aktion, die Sie, Herr Oehen, und Ihre Mitarbeiter uns vorschlagen, ist aus menschlichen, sozialen, volkswirtschaftlichen, staatspolitischen Gründen untragbar; sie muss abgelehnt werden. Nun erkläre ich bereits: Alle lehnen sie ab. Ich muss die Frage stellen: Ziehen alle die Konsequenzen? Damit trete ich auf das Kapitel «Gegenvorschlag – ja oder nein» ein.

In seinen Beratungen über die vorliegende dritte Ueberfremdungsinitiative hat der Bundesrat auch die Frage eines Gegenvorschlages auf Verfassungsebene sehr sorgfältig geprüft. Er kam dabei zum Schluss, dass ein solcher Gegenvorschlag weder notwendig noch angezeigt ist. Demgegenüber wird nun von verschiedener Seite die Ansicht vertreten, der dritten Ueberfremdungsinitiative müsse ganz einfach ein Gegenvorschlag gegenübergestellt werden, sonst würde das Volk nicht sicher die Initiative der Nationalen Aktion ablehnen.

Darf ich eine kleine Vorbemerkung machen? Ich erwartete von jedem der Herren, die sich zum Gegenvorschlag bekannten, Aussagen über den Inhalt dieses Gegenvorschlages. Ich fand solche Punkte – und ich komme darauf

zurück – im Votum von Herrn Canonica mit Blick auf allgemeine Grundsätze, die er sich in einer Verfassung – wenn ich ihn recht verstanden habe – vorstellt. Die meisten haben es sich aber etwas zu leicht gemacht und nur den Gegenvorschlag als solchen angesprochen, ohne ihn zu konkretisieren. Da erinnerte ich mich an die Kommissionssitzung, an der Herr Wagner ganz offen sagte: «Für mich ist ein Gegenvorschlag nur dann ein solcher, wenn er in zahlenmässiger, absoluter oder prozentualer Aussage gegenüber der Zahl und den Prozenten der Initiative der Nationalen Aktion den Abbau zum Ausdruck bringt.» Ich glaube, ich habe Sie richtig verstanden. Da sehen Sie die ganze Spannweite, vom blossen Grundsatz bis zur absoluten Zahl, alles. Ich frage Sie: Ist es nicht unwahrscheinlich viel einfacher, unsere Mitbürger davon zu überzeugen, dass diese Initiative der Nationalen Aktion unmöglich ist, dem einzelnen zum Schaden gereicht und dem Gemeinwohl widerspricht, als diese schlechte Aktion etwas besser zu machen? Ich habe Herrn Oehen sehr gut verstanden, er ist ein guter Taktiker, er sprach sich in der Kommission begeistert für einen Gegenvorschlag aus (trotzdem hat er keine Rückzugsklausel in die Initiative seiner Nationalen Aktion eingebaut), weil er natürlich spürt, dass, wenn ein Gegenvorschlag kommt, seine Munitionsmagazine für die nächsten zwei Jahre voll sind. Dann wird er in aller Bescheidenheit jedermann in diesem Lande erklären: Sehen Sie – es wurde auch heute von Herrn Jaeger und anderen gesagt –, ohne uns hätte diese Regierung das nie gemerkt, ohne uns hätte dieses Parlament das nie gemerkt. Wir brachten es zustande, dass nun ein Gegenvorschlag ausgearbeitet werden konnte – im Grunde genommen trägt er doch die Marke Oehen. Ich bin nicht Ihr Wahlkampfstrategie, aber ich kann mir sehr wohl vorstellen, dass Sie sich derartige Trumpfkarten fein säuberlich in Ihr Kartenspiel einbauen, und man könnte Ihnen nicht einmal einen Vorwurf machen, denn Sie sind schlussendlich zu viert in der Nationalen Aktion in diesem Rat, und was liegt da näher als gelegentlich ein anständiges Kartenspiel. Man muss diese Bandbreite einfach sehen, um den Bundesrat zu verstehen, wenn er sagt: Mit der Ausarbeitung eines Gegenvorschlages gewinnen wir auf Verfassungsebene nichts. Darf ich Ihnen etwas sagen, was mich beeindruckt hat? Ich möchte es vor allem an Herrn Akeret richten, weil ich weiss, dass er der Arbeitsgruppe Wahlen grosse Beachtung geschenkt hat. Dieses Thema ist nicht neu. Ich bin, nachdem wir uns jetzt anschicken, die Arbeit in der zweiten Phase (Expertenkommission) energisch voranzutreiben, der Ausländerfrage im Zusammenhang mit der Totalrevision immer wieder begegnet. Sie finden im Bericht der Arbeitsgruppe Wahlen auf Seite 661 und 662 in hervorragend klarer Weise dargestellt, weshalb diese aus den verschiedensten Landesteilen zusammengesetzte Studiengruppe eine Lösung auf Verfassungsebene als ungeeignet empfindet.

Ich bedanke mich bei Frau Meier, dass sie wesentliche verfassungsrechtliche Ueberlegungen zu Artikel 69ter vorgebracht hat, und greife aus dem Bericht Wahlen nur ganz wenige Gedanken heraus, weil sie mir vor allem mit Blick auf die Ueberlegungen von Herrn Canonica und einzelner der Partner aus dem sozialdemokratischen Raum von grosser Beachtung scheinen, weil sie auch mit Blick auf das, was Herr Müller-Luzern in seinem so wertvollen Votum vorgebracht hat, zur Klärung beitragen. Es wird im Bericht die Frage gestellt: Genügt eine Formulierung, wie sie im heutigen Artikel 69ter enthalten ist, um eine Begrenzung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer zu verwirklichen?

Das Fremdenpolizeirecht hat seinem Wesen nach mehrere Funktionen. In erster Linie sollen unerwünschte Ausländer von der Schweiz ferngehalten und eventuell auch ausgewiesen werden können. Dies ist eine typisch polizeiliche Funktion. Der derzeitige Artikel 69ter der Bundesverfassung, der am 25. Oktober 1925 in die Verfassung eingefügt wurde, hatte jedoch nach dem klaren Willen des Verfas-

sungsgebers noch wesentlich weitergehende Funktionen. Er soll dem Bund ein Instrument in die Hand geben zur Regulierung des Arbeitsmarktes bzw. zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit einerseits und zur Abwehr der Ueberfremdungsgefahr andererseits. In diesem Sinne ist unbestritten, dass der Bundesgesetzgeber schon nach der geltenden Bundesverfassung Grundsätze für eine Beschränkung der Aufenthalts- und Arbeitsbewilligung sollte aufstellen können, die notwendigerweise wirtschaftspolitischen Charakter tragen. Die Verfassungsmässigkeit, der in den vergangenen Jahren getroffenen Anordnungen wurde erst fraglich, als der Bundesrat dazu übergang, die Höchstzahl der ausländischen Erwerbstätigen je Betrieb festzusetzen, denn dadurch wurde die Bewegungs- und Entwicklungsfreiheit der schweizerischen Unternehmen sehr ernstlich eingeschränkt. Mit dem Uebergang von der Betriebsplafonierung zur kantonsweisen Beschränkung der Neuzuwanderungen versuchte der Bundesrat, den geäusserten verfassungsrechtlichen Bedenken Rechnung zu tragen. Die Arbeitsgruppe Wahlen hat sich nicht zur Verfassungsmässigkeit der heutigen Ordnung zu äussern. Sie hat nur zur Frage Stellung zu nehmen, ob eine Aenderung der Fassung des heutigen Artikels 69ter im Rahmen einer neuen Bundesverfassung wünschbar ist. Keineswegs zu verantworten wäre eine feste Höchstgrenze für die ausländischen Arbeitskräfte, wie dies die beiden Volksinitiativen – es wurde hier von den früheren gesprochen, also von Herrn Schwarzenbach und der Nationalen Aktion – anstreben. Eine solche Ordnung wäre selbst dann, wenn die Höchstgrenze auf die heutigen Bedürfnisse der schweizerischen Wirtschaft möglichst Rücksicht nähme, viel zu starr. Und dann – und das ist nun bedeutsam für den Vorschlag von Herrn Canonica – wird von einem Kanton eine allgemeine Leitlinie über die schweizerische Ausländerpolitik vorgeschlagen, ungefähr wie folgt: «Durch die Massnahmen der Fremdenpolizei soll ein gesundes Verhältnis zwischen einheimischer und fremder Bevölkerung gewahrt werden, unter Berücksichtigung des Assimilierungsvermögens sowie der kulturellen und wirtschaftlichen Gegebenheiten.» Mit einer solchen Zielvorstellung ist jedoch noch nicht viel – sagt die Kommission – konkretisiert. Die Arbeitsgruppe glaubt deshalb, dass eine blosses Zuständigkeitsnorm genügt; die Konkretisierung der politischen Zielsetzung gehört auf die Gesetzesstufe. Das ist das, was wir mit der Revision des ANAG, des Bundesgesetzes über den Aufenthalt und über die Niederlassung der Ausländer, machen. Dann folgert noch einmal Herr Wahlen mit seiner Gruppe: «Die Ausländerfrage ist zurzeit ganz besonders kontrovers. Bis zum Zeitpunkt des Inkrafttretens einer total revidierten Bundesverfassung dürfte sich vieles weiter entwickelt haben.» Andererseits hält die Arbeitsgruppe es heute für unbefriedigend, dass die wichtigsten allgemeinverbindlichen fremdenpolizeilichen Normen vom Bundesrat auf der Verordnungsstufe erlassen werden. Das Bundesgesetz vom Jahre 1931 über Aufenthalt und Niederlassung für Ausländer gibt den eidgenössischen und kantonalen Exekutivinstanzen eine äusserst weite Ermessensfreiheit. Dies hat den grossen Vorteil, dass das Fremdenpolizeirecht jederzeit sehr leicht an veränderte Verhältnisse angepasst werden kann. Mit anderen Worten – und das ist der letzte Satz, den ich zitiere –: «Die Arbeitsgruppe muss deshalb schon aus verfassungsrechtlichen Gründen eine Revision des ANAG (eben des Bundesgesetzes über die Niederlassung und den Aufenthalt der Ausländer) befürworten.»

Es schien mir bedeutsam, und dabei habe ich auch die für den Bundesrat negativen Stellen zitiert, dass diese Kommission *sine ira et studio* uns vorschlägt, dass wir das ANAG (das Bundesgesetz) – ich habe das bereits in Revision – anpacken, nicht aber den an und für sich ohne weiteres genügenden Rahmen der heutigen Verfassungsnormen in Revision ziehen.

Ich möchte hier Herrn Jelmini beruhigen: In dieser Richtung wird revidiert. Ich darf auch Frau Meier sagen: In

dieser Richtung wird revidiert, und zwar auch wenn es sehr schwer fällt, weil selbst bei der Gesetzesrevision diese Spannweite, von der ich sprach, zu beachten und zu lösen sein wird, was an Spannungsgehalt vorhanden ist. Ich glaube nicht, dass man uns vorwerfen kann, wir würden nur in der Verteidigung fechten. Es wird zu Unrecht so dargestellt. Aber seit dem Jahr 1970 – und ich werde mir Mühe geben, mit Ihnen gemeinsam unseren Betrieben, die ja brennend an dieser Frage interessiert sind, diese Information zu geben – handelt der Bundesrat! Die Erfolge haben sich eingestellt, und was jetzt noch nicht gelöst ist – ich meine die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung –, wird vollzogen werden. Ich sage Ihnen das in wenigen Minuten. Aber ich bitte Sie, dass man nicht immer diesen Defensivcharakter betont. Wir arbeiten in Richtung «menschwürdige Schweiz von morgen». Wir haben in diesem Zusammenhang das Ausländerproblem zu lösen, aber eben nicht, indem wir die Strukturen zerschlagen und den einzelnen Menschen gering achten.

Ich würde Herrn Canonica bitten, dass er den Katalog von wertvollen Gedanken einbringt in die Revision des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer. Dort müssen die Kriterien und Grenzen der verschiedenen Kategorien von Ausländern neu definiert werden. Dort müssen wir die Fragen, die mit Bezug auf die Flüchtlinge zu lösen sind, als Flüchtlingsstatut formulieren, dem Empfinden unseres Volkes entsprechend, bezogen auf den klassischen Grundsatz unserer Asylpolitik, die Ihnen bekannt ist und über die ich Ihnen in der letzten Session bei Behandlung der Motion Hofer detailliert Auskunft erteilt habe.

Es ist also so, dass alle Gedanken, die pro Gegenvorschlag vorgetragen worden sind, in einem Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer auf jeden Fall verarbeitet werden müssen. Wenn ich nun alle Voten durchgehe, insbesondere die der Herren Renschler, Jaeger, Hofmann, Wagner und andere, dann frage ich mich: Können Sie sich nicht mit uns überzeugt erklären, dass tatsächlich nicht auf Verfassungsebene reformiert werden sollte? Der Artikel 69ter gestattet uns, wie ich Ihnen aufgrund der Arbeitsstudien Wahlen noch einmal sagen durfte, eine vernünftige, menschenwürdige, moderne Ausländerpolitik. Wenn wir nun darangehen, den Verfassungsartikel zu revidieren, dann verschieben Sie nicht nur die Abstimmung mit Bezug auf die Vorlage der Nationalen Aktion um volle zwei Jahre, sondern nehmen auch alle Folgen in Kauf, die dieses Aufmunitionieren der Nationalen Aktion, von dem ich sprach, mit sich bringen wird. Ich halte das für ausserordentlich gefährlich.

Ich habe mit Interesse in den sehr wertvollen Anregungen von Herrn Hofmann sein Ringen um eine Lösung in menschlicher, in sozialer und wirtschaftlicher Hinsicht verspürt. Aber ich glaube, auch ihn beruhigen zu dürfen durch die Hinweise auf die Verfassungssituation von heute und auf die Arbeit, die wir mit Bezug auf die Revision des ANAG in Angriff genommen haben. Dort finden seine Betrachtungen Platz. Er hat die Frage gestellt, und ich möchte sie beantworten: Ist diese bundesrätliche Politik eine Alternative, ja oder nein? Ich bin zutiefst überzeugt, dass sie eine sehr brauchbare Alternative ist. Sie haben den Leistungsausweis in der Zeitspanne 1970 bis und mit 1973 vor Ihnen. Es ist ganz einfach nicht wahr, wenn so getan wird, als ob man nicht offensiv – ganz selbstverständlich ohne überheblich zu sein – gearbeitet hätte, um das schwierige Problem mit Hilfe der Sozialpartner zu meistern.

Ich sehe also, wenn ich den Gegenvorschlag ehrlich zu analysieren versuche – ich darf Ihnen verraten, dass ich mir die Mühe genommen habe, persönlich einen solchen zu formulieren –, keine Möglichkeit, einen glaubwürdigen Gegenvorschlag dem Volke vorzulegen, der nicht in irgendeiner Weise zahlenmässig absolut oder prozentual die Zahl der Ausländer beschränkt. Dazu kann ich mich innerlich nicht bereit erklären; ich muss Ihnen das offen gestehen.

In einem Zeitpunkt, da Sie sich anschicken, die Menschenrechtskonvention zu ratifizieren, in einem Zeitpunkt, da kein Staat in Europa, den wir zur westlichen Welt zählen, eine solche diskriminatorische Bestimmung in seiner Verfassung kennt, dürfen wir doch das ganz einfach nicht tun, wenn wir unserem rechtsstaatlichen Denken treu bleiben wollen! Das hat nun nichts mit Taktik zu tun, sondern nur mit staatspolitischer Strategie. Ich bin zutiefst überzeugt, dass wir in die Irre gehen, wenn wir, um einen taktischen Vorteil mit Blick auf die Abstimmung zu erwirken, so tun, als ob wir in unsere Verfassung ungestraft einen solchen diskriminierenden Artikel aufnehmen könnten. Das ist keine gute Politik. Ich warne Sie davor.

So werden Sie verstehen, dass ich auch mit Blick auf das, was Herr Jaeger und Herr Müller unter Zitierung der KAB-Vorschläge vorbrachten, sagen darf: Alle diese Ueberlegungen können bei der Revision des Bundesgesetzes verwirklicht werden. Wir dürfen ganz einfach nicht so tun, als ob wir immer dann, wenn eine Initiative im Verfassungsbereich kommt, einen Gegenvorschlag auf Verfassungsebene machen sollten. Ich gebe Ihnen ein kleines Beispiel, das Sie soeben erlebt haben, einfach als Frage: Man hat ja einen KUVG-Verfassungsartikel, der, trotzdem er an Jahren alt war, ausserordentlich weit und sozial blieb. Es kam eine Initiative, und man hätte an und für sich – ich bin überzeugt, dass sogar die Initianten das durchaus verstanden hätten – auf der Ebene des Bundesgesetzes fechten können, um ein modernes KUVG zu schaffen. Man hat den Verfassungsweg gewählt und findet nun in der Verfassungsbestimmung, wenn man die neue Norm mit der alten vergleicht, unwahrscheinlich viel mehr Details, aber der sozialpolitische Grundgehalt, um den es geht – überprüfen Sie beide –, wurde er vergrössert?

Da möchte ich nun doch als Chef des Justizdepartements sagen: In einem Moment, wo wir uns anschicken, die Grossaufgabe der Totalrevision in Angriff zu nehmen (ich hoffe, den Ertrag dieser Arbeit spätestens nach drei Jahren dem Bundesrat zum Entscheid vorlegen zu können, ob nun an eine Totalrevision herangetreten werden soll oder nicht), sollte Artikel 69ter nicht gesondert revidiert werden. Er wird auf jeden Fall in der Arbeit für die Totalrevision eine Rolle spielen. Ich frage Sie in Kenntnis dieser Situation: Ist das klug politisiert, wenn wir abstimmungsreife Entscheide – um einen solchen handelt es sich hier – nicht fällen und dafür eine Verfassungsrevision in Auftrag nehmen? Meine Antwort ist klar: Ich halte dafür, trotzdem ich mich für die wertvollen Anregungen mit Bezug auf den Gegenvorschlag bedanke – ich werde sie samt und sonders in die Arbeit über die Revision des ANAG einbringen –, dass wir besser operieren, wenn wir den Mut haben, heute zu erklären: Diese Initiative taugt nichts, so geht es nicht, wir lehnen sie ab.

Ich möchte Herrn Grolimund bitten, dass er unter diesen Umständen auch seine Motion in ein Postulat umwandeln lässt, weil wir bei der Revision des Bundesgesetzes ebenfalls seine Gedanken aufgreifen werden. Ich verstehe seine Sorge und darf ihm erwidern: Wir haben eine klare Ausländerpolitik, es gilt nun diese ohne Angst darzustellen und nicht so zu tun, als ob eben die Nationale Aktion und deren verwandte Gruppen allein dieses Problem in seiner Bedeutung erkannt hätten.

Es geht hier um viel. Ich bin mir voll bewusst, dass es manchen schwerfällt, auf einen Gegenvorschlag zu verzichten. Aber ich möchte Sie bitten, die Bundesratsbeschlüsse sorgfältig zu werten – ich verstehe auch den Antrag von Herrn Breitenmoser, der verlangt, dass man den Text der Bundesratsbeschlüsse dem Volk bekanntgibt –, und Sie müssen das Bundesgesetz über das ANAG mit zu Rate ziehen. Es ist vielleicht doch etwas täuschend und enttäuschend, wenn man so tut, als ob vom Volk nur etwas verstanden würde, das in der Verfassung steht. Hand aufs Herz: Wer von Ihnen kennt denn unsere Verfassung auswendig, wer von Ihnen liest denn, fast wie die Bibel – sofern er das tut –, die Verfassung regelmässig? Ich glau-

be, dass das auch im Volk nicht anders ist, so dass es darum geht, je nach Lage in der Information, entweder die Verfassung oder das Gesetz oder den Bundesratsbeschluss sorgfältig darzustellen.

Ich habe mir auch die Frage gestellt: Können wir mit einem Gegenvorschlag alles, was noch kommt und was in Aussicht gestellt ist an Initiativen, leichter bekämpfen? Ich muss Ihnen nach staatsrechtlich einwandfreier Ueberprüfung gestehen: Wir kommen in Wahrung unserer Rechtsstaatlichkeit gar nicht darum herum, dass wir jedesmal einzeln über einen Gegenvorschlag entscheiden und zu jeder Initiative einzeln Stellung beziehen müssen. Nach der geltenden Rechtslage kann ich also nicht einfach sagen: Komme zu mir, ich nehme alles als Paket entgegen und bringe dann einen Gegenvorschlag. Selbstverständlich können Sie mich mit Ihrem Entscheid zwingen, die Verhandlungen auszusetzen, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten, den Ständerat vorläufig von der Behandlung dieses Stoffes zu verschonen und uns die Möglichkeit zu nehmen, die Abstimmung auf Ende des Jahres vorzubereiten. Immerhin mache ich darauf aufmerksam, dass die im Geschäftsverkehr vorgesehenen Fristen beachtet werden müssen. Es handelt sich bei der Initiative der Herren Oehen und Mitarbeiter um einen ausgearbeiteten Entwurf; also muss bis zum 3. November 1975 Beschluss gefasst werden. Auch dem Ständerat müsste es möglich sein, bis dahin Beschluss zu fassen. Das wollen Sie bitte mitbeachten, mit Blick auf alles, was noch vor Ihnen steht.

Ich wollte Sie über diese Rechtslage offen informieren, wobei ich noch einmal beifüge: Dem Bundesrat scheint ein Gegenvorschlag aufgrund dessen, was ich zur Totalrevision der Bundesverfassung, zur Bundesgesetzrevision über das ANAG und zu den Bundesratsbeschlüssen sagen durfte, nicht nötig. Ich greife ein Wort von Herrn Hubacher auf. Ich glaube, dass diese Politik positiv ist, dass sie kreativ ist und dass sie Mitmenschen motivieren lässt. Sie ist nicht einfach defensiv, sondern sie ist mehr als man bisher darstellte. Ich danke Herrn Ketterer, dass er dies an dieser Tribüne auch sagte. Es stimmt ganz einfach nicht, dass sich der Bundesrat durch Passivität auszeichnet habe, auch wenn das ein sehr leicht verkäufliches Argument ist. Da Sie ja alle wahrheitsliebend sind – auch die Gruppen, die solche Initiativen einreichen –, hoffe ich doch, dass man diesen Eindruck korrigiert.

Ich sagte, dass wir auch das noch heikle Problem der ausländischen Wohnbevölkerung entsprechend den Richtlinien, die hier vom Bundespräsidenten zu Beginn der Legislaturperiode vorgetragen worden sind, erneut in Angriff nehmen. Wie? Der Bundesrat hat sich entschlossen, Schritte zu dieser Stabilisierung einzuleiten. Er wird bei der im nächsten Mai fälligen Revision des Bundesratsbeschlusses über die Begrenzung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer den Grundsatz aufnehmen, die ausländische Wohnbevölkerung sei zu stabilisieren (neuer Grundsatz) und Massnahmen seien anzuordnen, mit denen dieses Ziel noch in diesem Jahrzehnt erreicht wird. Es ist zu diesem Zwecke vorgesehen, nicht mehr alle eingebürgerten erwerbstätigen Ausländerinnen, die durch Heirat das Schweizerbürgerrecht erwerben, zu ersetzen. Gestern hat Herr Rüegg schon darauf verwiesen, und ich bedanke mich bei ihm, dass er das offen darstellte und auch die innere Bereitschaft bekunden liess, dass trotz den Schwierigkeiten, die daraus entstehen, Arbeitgeber und Arbeitnehmer sich wieder finden müssen. Das wird zur Folge haben, dass der auf 603 000 stabilisierte Bestand der erwerbstätigen Jahresaufenthalter und Niedergelassenen später jährlich um einige Tausend herabgesetzt werden wird. Sie müssen sich dieser Relation zwischen Erwerbstätigen und Wohnbevölkerung bewusst sein. Auch diese Massnahme ist wieder ausserordentlich hart. Sie ist aber die Grenze des zurzeit menschenwürdig Machbaren. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass mit einer Verschärfung der Begrenzungsvorschriften für viele Betriebe zusätzliche Personalschwierigkeiten entstehen werden. Eine Stabilisierung der ausländi-

schen Wohnbevölkerung kann indessen ohne vermehrte Einschränkung der Einwanderung nicht erreicht werden. Andererseits ist doch auch zu berücksichtigen, dass jedes Jahr Tausende von in der Schweiz aufgewachsenen ausländischen Jugendlichen neu ins Erwerbsleben treten und erwerbstätige Ehefrauen von Saisonarbeitern, die eine Jahresbewilligung erhalten, ebenfalls ohne Einschränkung der Wirtschaft zur Verfügung stehen.

Die zur Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung vorgesehenen Massnahmen (Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1970, Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1973, angetönter Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1974, Revision des Bundesgesetzes über Niederlassung und Aufenthalt der Ausländer) bilden eine echte Alternative zur dritten Ueberfremdungsinitiative. Sie bilden mehr als das, was man mit einem Gegenvorschlag auf Verfassungsebene erreichen könnte. Der Bundesrat will nicht nur Erklärungen abgeben – er hat dies seit dem Jahre 1970 durch die Tat bewiesen –, sondern auch nach seinen Erklärungen handeln. Er hat auch ohne einen neuen Verfassungsartikel, der die Abstimmung um zwei Jahre verzögern würde, rechtlich die Möglichkeit, unverzüglich die nötigen Bestimmungen zu erlassen.

Bei der ausländischen Wohnbevölkerung fallen aber nicht nur die Zahlen in Betracht. Neben den Massnahmen zur Stabilisierung sind auch Vorkehren zur Eingliederung und Assimilierung zu treffen. Ich möchte alle bitten, die mir jetzt Grundsätze empfohlen haben, uns dabei auch zu helfen. Ich stelle hier die Konsultativkommission ins Zentrum der Betrachtung. Sie kann mit Hilfe aller – alle Gruppen sind darin vertreten – die bestehenden Spannungen zwischen den einheimischen und ausländischen Bevölkerungsteilen abbauen und die gegenseitigen Kontakte fördern. Mit der in Aussicht genommenen und heute schon von manchen bekämpften Bürgerrechtsnovelle sollen schliesslich die rechtlichen Voraussetzungen geschaffen werden, um die Einbürgerung der in der Schweiz aufgewachsenen Ausländer zu erleichtern.

Ich habe hier eine grosse Bitte: Wir dürfen bei diesen jungen Menschen, die 15, 20 Jahre hier sind, ganz einfach nicht von einem Ueberfremdungsfaktor sprechen. Sie sind restlos assimiliert dank der Partnerschaft mit den schweizerischen Buben und Mädchen, mit denen sie die Jugend verbracht haben. Und es ist nur sinnvoll – auch mit Blick auf unsere gesamte Geschichte –, wenn wir diesen Leuten die Möglichkeit geben, nachher ins Erwachsenenleben als Schweizer einzutreten und in kommenden Generationen so zu leben.

Darf ich zusammenfassen: Ich habe Sie über die Totalrevision der Bundesverfassung und deren Auswirkungen auf Artikel 69ter kurz orientiert. Ich sagte Ihnen, was mit Blick auf das Bundesgesetz geschieht. Ich erläuterte Ihnen, was der Bundesrat mit den Bundesratsbeschlüssen verwirklichte, ohne jeden Druck, selbsttätig; wie er in konsequenter Fortsetzung seiner Politik zur Bekämpfung einer zu hohen Zahl von Ausländern, aber gleichzeitig zur Förderung der Assimilierung in den letzten drei Jahren ununterbrochen gehandelt hat.

Ich muss Sie noch einmal darauf aufmerksam machen: Wenn Sie entgegen diesen Argumenten der Initiative zustimmen, dann sind Ihnen die Folgen bekannt. Wenn Sie entgegen unserem Antrag für einen Gegenvorschlag stimmen, dann machen Sie es uns unmöglich, diese schlechte Initiative – die nicht noch etwas besser eingekleidet werden sollte, um dem Souverän den Entscheid zu erschweren – noch in diesem Jahr dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen und unsere Mitbürger davon zu überzeugen, dass die bundesrätliche Politik, getragen von der grossen Mehrheit aller Parteien, zum Erfolg führt. Herr Barchi sagte das träge Wort: Eine so schlechte Initiative verdient keinen Gegenvorschlag. Ich möchte Sie bitten, dieser Schlussfolgerung zu entsprechen und dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

**Präsident:** Bei einem Volksbegehren ist das Eintreten obligatorisch.

Wir kommen zur Bereinigung der Frage des Gegenvorschlages. Es liegen folgende Anträge vor: Der Antrag der Kommissionmehrheit und des Bundesrates (kein Gegenvorschlag); der Antrag der Minderheit I (Gegenvorschlag in Form eines Verfassungsartikels); der Antrag der Minderheit II (Gegenvorschlag in Form eines Verfassungsartikels oder einer Gesetzesrevision); dann der Antrag Schwarzenbach (Gegenvorschlag in Form eines Verfassungsartikels oder einer verbindlichen Grundsatzklärung). Der Antrag Schwarzenbach sieht im übrigen noch eine Frist vor, was bei den anderen beiden Anträgen nicht der Fall ist.

Ich habe im Sinne, so vorzugehen, dass ich zuerst den Antrag der Minderheit I dem Antrag der Minderheit II gegenüberstelle. Das Resultat dieser ersten Abstimmung wird dem Antrag Schwarzenbach gegenübergestellt. Das Resultat dieser Abstimmung wird dem Antrag der Kommissionmehrheit (kein Gegenvorschlag) gegenübergestellt. Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden. Wir stimmen ab.

#### Abstimmung – Vote

##### Eventuell – Eventuellement:

Für den Antrag der Minderheit I	47 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	94 Stimmen

##### Eventuell – Eventuellement:

Für den Antrag der Minderheit II	144 Stimmen
Für den Antrag Schwarzenbach	7 Stimmen

##### Definitiv – Définitivement:

Für den Antrag der Mehrheit	94 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit II	74 Stimmen

#### Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Anträge siehe Seite 396 hiervor

Propositions voir page 396 ci-devant

#### Abstimmung – Vote

##### Art. 2

Für den Antrag der Kommission	157 Stimmen
Für den Antrag Oehen	3 Stimmen

##### Art. 2bis

**Präsident:** Nachdem die Ausarbeitung eines Gegenvorschlages abgelehnt worden ist, steht nun noch der Eventualantrag Breitenmoser zur Diskussion

Antrag Breitenmoser siehe Seite 396 hiervor

Proposition Breitenmoser voir page 397 ci-devant

**Breitenmoser:** Geben Sie mir zur Begründung meines Antrages eine Minute Zeit. Ich glaube, wer einen Gegenvorschlag wünschte, war davon überzeugt, dass wir nicht mit leeren Händen in diese Volksabstimmung gehen dürfen. Wenn schon harte Stabilisierungsmassnahmen in Kraft sind, die jedes Jahr verschärft wurden, dann sollten wir unseren Stimmbürgern zeigen, wie diese in der Praxis aussehen. Dieses Informationsbedürfnis liegt meinem Antrag zugrunde. Wir haben jetzt wohl eine Schlacht, aber noch nicht den Krieg gewonnen. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag Breitenmoser	83 Stimmen
Dagegen	18 Stimmen

#### Motion

Wortlaut siehe Seite 396 hiervor — Texte voir page 397 ci-devant

**Präsident:** Der Bundesrat ist bereit, die Motion der Kommission entgegenzunehmen. Wird sie aus der Mitte des

Rates bekämpft? Es ist nicht der Fall. Die Motion ist angenommen.

#### Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	134 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

**Präsident:** Wir haben noch die Motion Grolimund als Postulat entgegenzunehmen. Ich nehme an, dass Herr Grolimund mit der Umwandlung einverstanden ist.

**Grolimund:** Nach den vorangegangenen Abstimmungen und gestützt auf die Zusicherungen des Bundesrates erkläre ich mich bereit, wenn auch ungern, meine Motion in ein Postulat umzuwandeln.

#### Ueberwiesen – Transmis

#### An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr

La séance est levée à 12 h 50

## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.03.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	429-454
Page	
Pagina	
Ref. No	20 002 764

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

M. Tissière présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. Le 29 janvier, le conseiller national Reich a déposé une initiative parlementaire sous la forme d'une proposition conçue en termes généraux; son libellé mis au point est le suivant:

«La population étrangère totale doit être stabilisée à bref délai par la voie d'un arrêté fédéral ou, éventuellement, d'une loi; il sera tenu compte des naturalisations en cours et des réfugiés admis dans le pays. On préparera ensuite la réduction progressive de la population étrangère.

a. Un arrêt différence de l'immigration sera décidé à cet effet; pour réduire progressivement la population étrangère, on ne remplacera pas les étrangers quittant le pays.

b. Il sera fait usage des clauses échappatoires des traités d'établissement pour protéger les travailleurs suisses:

– les traités d'établissement en vigueur seront au besoin dénoncés;

– les autorisations de séjour ne devront être accordées que pour une durée limitée, de telle sorte qu'un droit à l'établissement ne puisse plus naître.

c. Les entreprises de prestation de services indispensables à la population, c'est-à-dire les services de santé, les maisons d'accueil, les services publics, l'agriculture, l'industrie hôtelière, l'alimentation et le service domestique, devront recevoir par priorité des travailleurs étrangers et seront protégées contre le débauchage.»

Le bureau a chargé la commission qui s'occupe de la troisième initiative contre l'emprise étrangère (11 821) de l'examen préliminaire de la présente initiative.

2. Nous avons d'abord examiné, dans notre séance des 7 et 8 février 1974, si l'initiative Reich est recevable suivant les règles de la procédure.

Il ne peut être fait usage du droit d'initiative lorsqu'un objet est déjà soumis à l'Assemblée fédérale et qu'il est possible de recourir à la forme d'une proposition (art. 21<sup>ter</sup> LRC).

L'initiative Reich a le même objet que la troisième initiative contre l'emprise étrangère, mais, contrairement à celle-ci, elle ne vise pas à modifier ou à compléter la constitution; elle demande une solution par la voie législative (loi ou arrêté fédéral).

En présentant une contre-proposition à la troisième initiative contre l'emprise étrangère, M. Reich n'aurait pu proposer qu'une disposition constitutionnelle et il n'aurait pu obtenir immédiatement l'acte législatif qu'il avait en vue. M. Reich ne disposait donc pas de la voie de la proposition, bien que la troisième initiative contre l'emprise étrangère ait été pendante. Il ne serait manifestement pas admissible de renvoyer à la voie de l'initiative constitutionnelle l'auteur d'une initiative parlementaire qui cherche une solution sur le plan législatif, alors que la base constitutionnelle de la loi demandée existe déjà.

La commission a conclu, par ces motifs, que l'initiative Reich est recevable selon les règles de la procédure.

3. La commission voulait donner à M. Reich l'occasion de commenter et de motiver son initiative (art. 21<sup>septies</sup>, 2<sup>e</sup> al., LRC). Mais avant que la séance prévue ait eu lieu, le conseiller national Reich a fait connaître par écrit, à la suite des délibérations du 14 mars 1974 sur la troisième initiative contre l'emprise étrangère, qu'il retirait sa propre initiative.

Selon la pratique de l'Assemblée fédérale, un tel retrait ne rend pas automatiquement caduque une initiative dont est saisie la commission chargée de l'examen préliminaire. Il appartient au Conseil de décider si l'initiative sera traitée ou classée.

Le Conseil national ayant déjà adopté le projet de motion de la commission concernant le rapport et les propositions du Conseil fédéral au sujet de la politique à suivre à l'égard des étrangers, il ne serait guère rationnel de pour-

suivre l'examen de l'initiative Reich et de créer ainsi un double emploi.

L'un des membres a demandé d'examiner en commission, malgré le retrait de l'initiative, plusieurs problèmes soulevés par celle-ci; cette proposition a cependant été repoussée par tous les autres membres de la commission.

4. Proposition: Vu ce qui précède, la commission vous propose de classer l'initiative Reich.

*Zustimmung – Adhésion*

11 817

## AHV. Aenderung des Bundesgesetzes

### AVS. Modification de la loi

Beschluss des Ständerates vom 12. Juni 1974

Décision du Conseil des Etats du 12 juin 1974

Siehe Seite 843 hiervor — Voir page 843 ci-devant

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

134 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

11 820

## Hochschulförderung

### Universität. Aide

Beschluss des Ständerates vom 28. Juni 1974

Décision du Conseil des Etats du 28 juin 1974

Siehe Seite 815 hiervor — Voir page 815 ci-devant

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

131 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

11 821

## Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren

### Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire

Beschluss des Ständerates vom 26. Juni 1974

Décision du Conseil des Etats du 26 juin 1974

Siehe Seite 429 hiervor — Voir page 429 ci-devant

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes  
Dagegen

121 Stimmen  
4 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*



## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.06.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1086-1086
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 014

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

11 744

### Mitbestimmung der Arbeitnehmer. Volksbegehren

#### Participation des travailleurs. Initiative populaire

Siehe Seite 148 hiavor — Voir page 148 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 25. Juni 1974

Décision du Conseil national du 25 juin 1974

Herr **Nänny** legt namens der Kommission folgenden schriftlichen Bericht vor:

Am 20. März 1974 hat der Nationalrat, am 11. Juni 1974 der Ständerat Beschluss gefasst zum Volksbegehren betreffend Mitbestimmung der Arbeitnehmer. Zwischen den Entscheidungen der beiden Räte besteht eine wohl als grundsätzlich zu bewertende Differenz. Die Frist, innert der die Bundesversammlung gemäss Geschäftsverkehrsgesetz über die Mitbestimmungsinitiative beschliessen muss, läuft am 25. August 1974 ab.

Es wäre nicht wünschenswert, die gemeinsame Lösung unter starkem Zeitdruck, d. h. noch in der Sommersession, suchen zu müssen. Es besteht auch die Möglichkeit, dass eine Uebereinstimmung in dieser kurzen Zeit gar nicht zustande kommt, der Bundesrat also das Volksbegehren ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung bringen müsste.

Gemäss dem am 20. Juni 1974 in Kraft getretenen neuen Absatz 4 des Artikels 29 Geschäftsverkehrsgesetz kann die Bundesversammlung bei voneinander abweichenden Beschlüssen der Räte über einen Gegenentwurf zu einem Volksbegehren eine Fristverlängerung von einem Jahr beschliessen. Nach den vorangehenden Darlegungen ist es angezeigt, von dieser Möglichkeit Gebrauch zu machen. Die vorberatende Kommission des Nationalrats ist derselben Auffassung und gelangt in diesem Sinn an ihren Rat. Aus diesem Grund stellen wir dem Ständerat folgenden Antrag: Die Frist zur Beschlussfassung über das Volksbegehren betreffend die Mitbestimmung der Arbeitnehmer vom 25. August 1971 wird um ein Jahr, bis zum 25. August 1975, verlängert.

**Nänny:** Gestern ist Ihnen ein schriftlicher Bericht der vorberatenden Kommission ausgeteilt worden über den Stand dieses Geschäftes. Beide Räte sind sich darüber einig, dass dem Volksbegehren ein Gegenvorschlag entgegenzustellen sei. Hingegen ist bezüglich der Formulierung dieses Gegenvorschlages keine Einigung erzielt worden. Nachdem am 20. Juni das revidierte Geschäftsverkehrsgesetz in Kraft getreten ist, besteht die Möglichkeit, die Frist zur Behandlung dieses Volksbegehrens um ein Jahr zu verlängern, vorausgesetzt dass eine Differenz besteht, was in diesem Fall zutrifft. Ich kann Ihnen mitteilen, dass der Nationalrat gestern einer Verlängerung um ein Jahr zugestimmt hat. Ich beantrage Ihnen namens der einstimmigen Kommission, den gleichen Beschluss zu fassen wie er im schriftlichen Bericht ausgeführt ist.

*Zustimmung – Adhésion*

11 821

### Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren

#### Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwurf vom 21. Dezember 1973 (BBl 1974 I, 190)

Rapport du Conseil fédéral et projet d'arrêté du 21 décembre 1973 (FF 1974 I, 183)

Beschluss des Nationalrates vom 14. März 1974

Décision du Conseil national du 14 mars 1974

#### *Antrag Weber*

1. Der Bundesrat wird beauftragt, eine oder eventuell mehrere Varianten eines Verfassungsartikels als Gegenvorschlag zur Volksinitiative der Nationalen Aktion und allenfalls zur in Aussicht gestellten Ueberfremdungsinitiative vorzulegen.
2. Der Gegenvorschlag sollte die verfassungsmässige Grundlage für eine Gesamtordnung der Ausländerpolitik in der Schweiz unter Einbeziehung der menschlichen, sozialen und demographischen Aspekte schaffen.
3. Die Beratung über die Initiative wird bis zum Vorliegen des Gegenvorschlages ausgesetzt.

#### *Proposition Weber*

1. Le Conseil fédéral est chargé de présenter une ou éventuellement plusieurs variantes d'un article constitutionnel comme contre-projet à l'initiative populaire de l'Action nationale et, le cas échéant, à l'éventuelle quatrième initiative contre l'emprise étrangère.
2. Le contre-projet doit instituer la base constitutionnelle permettant de déterminer dans son ensemble la politique en matière de population étrangère résidant en Suisse, en tenant compte des aspects humains, sociaux et démographiques.
3. L'examen de l'initiative est suspendu jusqu'à la présentation du contre-projet.

**Präsident:** Bei einem Volksbegehren ist Eintreten obligatorisch; wir führen aber eine allgemeine Debatte durch und werden nachher die Detailberatung vornehmen.

**Luder, Berichterstatter:** Unser Rat hat sich heute mit der Volksinitiative zu befassen, die am 3. November 1972 von der Nationalen Aktion gegen die Ueberfremdung von Volk und Heimat rechtsgültig eingereicht worden ist. Die Initiative verlangt die Einführung eines Artikels 69quater in die Bundesverfassung, dessen Wortlaut formuliert wird und deshalb einen ausgearbeiteten Entwurf im Sinne von Artikel 121 Absatz 6 der Bundesverfassung darstellt.

In der Botschaft des Bundesrates ist die Frage, ob die Einheit der Materie gewahrt ist, wie Artikel 121 Absatz 3 der Verfassung und Artikel 3 des Initiativgesetzes das verlangen, nicht aufgeworfen worden. Ihre Kommission hätte es begrüsst, wenn der innere Zusammenhang der im Volksbegehren genannten Sachgebiete durch den Bundesrat näher beleuchtet worden wäre. Sie sieht sich aber nicht veranlasst, einen Antrag zu stellen, um so mehr als die Einheit der Materie im Zweifelsfalle zugunsten der Initiative ausgelegt zu werden pflegt, und weil schon das zweite Volksbegehren gegen die Ueberfremdung aus dem Jahre 1969 neben Vorschriften über die Beschränkung der Zahl der Ausländer auch solche über Einbürgerungen enthalten hatte.

Darf ich Ihnen ganz kurz den Wortlaut der Initiative in Erinnerung rufen. Nach dem Initiativtext soll der Bund verpflichtet werden, Massnahmen gegen die Ueberfremdung und Uebervölkerung der Schweiz zu treffen. Die Zahl der jährlichen Neueinbürgerungen soll 4000 nicht übersteigen. Der Bundesrat hat dafür zu sorgen, dass die Zahl der Ausländer in der Schweiz 500 000 nicht übersteigt. Dabei darf in keinem Kanton der Anteil der Ausländer gemessen an der Zahl der schweizerischen Wohnbevölkerung 12 Prozent überschreiten. Einzig Genf erhält mit 25 Prozent eine Sonderstellung. Ausgenommen und bei der Zahl der Ausländer nicht mitgezählt sind 150 000 Saisonarbeiter, welche sich nicht länger als zehn Monate und ohne Familie in der Schweiz aufhalten, 70 000 Grenzgänger, das Spitalpersonal und die Angehörigen diplomatischer und konsularischer Vertretungen. Der Abbau ist bis zum 1. Januar 1978 durchzuführen.

Wie soll die Initiative, wenn sie angenommen wird, durchgeführt werden? Rechnet man die internationalen Funktionäre mit, so beläuft sich nach den Erhebungen von Ende 1972 der gesamte Ausländerbestand in der Schweiz auf 1 052 300 oder 16,7 Prozent der gesamten Wohnbevölkerung. Daher müssten nach den angestellten Berechnungen bei Annahme der Initiative bis Ende 1977 – also innert drei Jahren – 540 000 Ausländer, etwas mehr als die Hälfte des heutigen Bestandes, unser Land verlassen. Der Abbau wäre so vorzunehmen, dass zuerst die Ausländerbestände der Kantone mit einem Anteil von mehr als 12 Prozent der Schweizer auf diesen Prozentsatz herabgesetzt würden. Die darüber hinaus notwendige Abbaquote von rund 75 200 wäre proportional auf alle Kantone zu verteilen. Sämtliche Kantone hätten also ihre Ausländerbestände zu senken. Den höchsten Aderlass würde mit 72 Prozent der Kanton Tessin erleiden; Genf müsste trotz der scheinbar grosszügigen Privilegierung über 58 Prozent seiner Ausländer wegschicken, und sogar Uri, das einen Ausländerbestand von nur 7,1 Prozent aufweist, hätte einen Abbau von 13,6 Prozent seines Bestandes durchzuführen. Von den gegenwärtig 192 000 zugelassenen Saisonarbeitern wäre bei Annahme der Initiative ein Kontingent von 42 000, von den 92 000 Grenzgängern 22 000 abzubauen. Es ist zu beachten, dass die Initiative die Möglichkeit vorsieht, Saisonarbeiter während zehn Monaten zu beschäftigen – denken Sie an den Wunsch nach Bereinigung des unechten Saisonarbeiter-Verhältnisses –, und dass sie eine Festlegung von kantonalen Höchstzahlen für die Grenzgänger zur Folge hätte.

Wie würde sich die Annahme der Initiative auswirken? Das Ausmass wird dann erschreckend deutlich, wenn man erkennt, dass nicht einmal ein völliger Einreisestopp zur Befriedigung des Volksbegehrens ausreichen würde. Neben einer totalen Sperrung für neue Niederlassungsbewilligungen müssten bis Ende 1977 rund 80 000 Ausländer mit Niederlassungsbewilligungen zur Ausreise verpflichtet werden. Gleichzeitig wäre die Freizügigkeit aller übrigen Ausländer mit Niederlassungsbewilligungen stark einzuschränken, weil ja ein weiterer Zuzug in einen Kanton nur noch dann gestattet werden kann, solange dieser Stand die 12-Prozent-Grenze noch nicht erreicht hätte. Die Kantonsgrenzen würden also zum Teil regelrecht zu Landesgrenzen.

Man braucht über keine besondere Phantasie zu verfügen, um die menschlichen, sozialen und rechtlichen Probleme zu erkennen, die im Gefolge einer derart rigorosen, einer freiheitlichen Demokratie wesensfremden Völker Austreibung auftreten würden. Man stelle sich jene Behörden und Beamten vor, die den Gewissensentscheid zu fällen hätten, wer von den Ausländern, die zum Teil mehr als zehn Jahre, gestützt auf unbefristet ausgestellte und keinen Bedingungen unterliegende Niederlassungsbewilligungen, bei uns und mit uns wohnen, des Landes zu verweisen wäre. Man stelle sich die Eingriffe in Familien und Einzelschicksale vor, die auch beim plötzlichen Freizügigkeitsverbot in Erscheinung treten und vielfach eine eigentliche Miss-

achtung wohlerworbener Rechte darstellen müssten, eines Grundsatzes also, den die Schweiz als Rechtsstaat bisher anerkannt und befolgt hat.

Darf ich Ihnen zu diesem Thema einen kleinen Ausschnitt aus einem Brief eines in der Schweiz wohnenden Ausländers zitieren, der am 19. März im «Tages-Anzeiger» erschienen ist. Es heisst dort: «Für uns würde die Landesverweisung die persönliche Katastrophe bedeuten. Hier» – in der Schweiz also – «hat für uns auf der soliden Grundlage eines sicheren Lohnes eine menschliche Existenz begonnen. Klar sind wir für Brot gekommen. Nach vielen Jahren Leben in der Schweiz wissen wir aber, was Demokratie ist, was eine gesunde Verwaltung, eine unabhängige Justiz, gute Schulen, gute Spitäler sind. Diese Entdeckung, mit Schweiss und Geduld teuer genug bezahlt, ist der Hauptgrund unseres Ausharrens. Diejenigen, die geblieben sind, und diejenigen, die bleiben möchten, tun es nicht mehr nur für das Brot, sondern vielmehr, weil sie Eure Lebensweise bejahen, Eure Staatsstrukturen akzeptieren, sich integriert fühlen oder fühlen möchten.»

Nun sei der Blick kurz über die Landesgrenzen hinaus gerichtet. Die Schweiz ist durch Niederlassungsverträge mit zahlreichen Staaten gebunden. Wollte sie plötzlich niedergelassene Ausländer wegweisen, würde das nicht nur die Kündigung der Staatsverträge voraussetzen, sondern zweifellos die Stellung unserer eigenen Landsleute in den betreffenden Staaten erschweren. Der Berner Professor Dr. Hans Marti hat zu dieser Situation folgendes geschrieben: «Wenn die Schweiz niedergelassene Ausländer dieser Vertragsstaaten ausweist, so begeht sie entweder eine massive Verletzung des Niederlassungsvertrages, oder sie muss zuvor sämtliche Niederlassungsverträge kündigen. Im ersteren Fall setzt sie sich völkerrechtlichen Sanktionen aus, im letzteren Fall steht sie alsdann bezüglich des Niederlassungswesens zu allen anderen Staaten in einem vertragslosen Zustand. Die Folgen dieser neuen Rechtslage bekämen die Auslandschweizer sogleich zu spüren. Kein Niederlassungsvertrag würde ihnen mehr ihr Verbleiben und ihre Erwerbstätigkeit im Wohnsitzstaat garantieren. Sie wären, neben den hiesigen Ausländern die ersten Leidtragenden der von der Initiative angestrebten Verfassungsrevision. Verliert die Schweiz diese Präsenz im Ausland, so hat das zwangsläufig auch Auswirkungen auf unsere aussenwirtschaftlichen Verhältnisse und damit auch auf die Wohlfahrt der Eidgenossenschaft.»

Die Schweiz würde also bei Annahme der Initiative notgedrungen auf Schwierigkeiten bei ihren Bemühungen um Wahrung und Ausbau ihrer Stellung in den internationalen Beziehungen geraten. Das Prestige unseres Landes würde zweifellos leiden, um so mehr als nach der Initiative die Flüchtlinge von den Abbaumassnahmen nicht ausgenommen sind und dadurch auch unsere Asylpolitik in Mitleidenschaft gezogen würde.

Eine Annahme der Initiative würde sich vor allem auch auf die Wirtschaft nachhaltig auswirken, indem innerhalb kurzer Zeit praktisch fast die Hälfte des Bestandes an erwerbstätigen Ausländern die Schweiz zu verlassen hätte. In dieser Beziehung – das darf nicht unterschätzt werden – geht die dritte, vorliegende Ueberfremdungsinitiative viel weiter als die in der Abstimmung verworfene zweite. Schon jetzt sind in gewissen Branchen zahlreiche Posten nicht mehr zu besetzen. Denken Sie an das Gastgewerbe, das 100 000 Ausländer beschäftigt und dem etwa 30 000 Arbeitskräfte fehlen, denken Sie an öffentliche Dienstleistungen wie das Abfuhrwesen, an die Grossschlächtereien oder an das Baugewerbe, das zu 60 Prozent auf Ausländer angewiesen ist. Der rasche und rigorose Abbau müsste vorerst zu einer Jagd auf Personal mit allen bekannten Erscheinungen, dann aber, weil eben ein Ersatz aus dem völlig ausgetrockneten Arbeitsmarkt nicht möglich ist und sich für verschiedene Berufe keine Schweizer zur Verfügung stellen, zur Einstellung von Abteilungen, Umstrukturierungen, Verlagerungen von Produktionsstätten ins Ausland, vor allem aber zu Preiserhöhungen und zum erneuten An-

heizen der Teuerung führen. Man darf sicher unserer Wirtschaft eine beträchtliche Fähigkeit zum Dynamismus und zur Anpassung an neue und ausserordentliche Verhältnisse zutrauen, und es ist auch bekannt, dass bei den Anhängern der Initiative der Gedanke mitspielt, die Wirtschaft dürfe, ja müsse sich zurückbilden. Ich möchte immerhin davor warnen, ein solches Denken mit der verfassungsmässigen Anordnung von Rosskuren realisieren zu wollen. Der Gratweg, den unsere rohstoffabhängige Wirtschaft in einer Zeit der Währungswirren und der Stagflation zu gehen hat, ist schmal, und diejenigen, die kaltblütig oder von Emotionen beflügelt, der Wirtschaft den Hahn zudrehen wollen, werden jede Urheberschaft verleugnen, wenn es gelten sollte, dem Volk zu sagen, warum es schwerwiegende Nachteile in Kauf nehmen muss. Man hat den Eindruck, die Befürworter der Initiative glaubten an eine Art proportionaler und deshalb reibungsloser Risikoverteilung bei Durchführung ihrer Massnahmen. Das ist ein gewaltiger Trugschluss. Der rasche Abbau von fast 50 Prozent der erwerbstätigen Ausländer oder 11 Prozent des gesamten schweizerischen Arbeitspotentials trifft, entsprechend der ungleichen Zusammensetzung der Arbeitsgruppen nach Inländern und Ausländern, vorerst die eigentlichen Produktionsabteilungen. Wenn aber der Fuss der Betriebspyramide enger wird, dann muss auch der Ueberbau verengt werden, und da die Fixkosten nicht parallel zu dem durch den Arbeitskräfteverlust verursachten Produktionsschwund abgesenkt werden können, wird man dort, wo die Grenzwerte unterschritten werden, Betriebe oder Betriebsteile schliessen müssen. Verschiedene Betriebe – so stellt die Untersuchung des St. Galler Zentrums für Zukunftsforschung unter Professor Kneschaurek fest – wären dem resultierenden Nachfrageüberhang nach Arbeitskräften nicht gewachsen. Und zwar wären die Leidtragenden nicht in erster Linie die Grossbetriebe, obwohl auch sie sich mit Teilschliessungen oder Verlagerungen durch den Engpass durchzukämpfen hätten, sondern betroffen würden die kleinen Zulieferbetriebe, weil ihre Produktionsmöglichkeiten durch den enormen und schnell einsetzenden Arbeitskräftemangel am stärksten begrenzt würden. Die Studie weist mit Deutlichkeit darauf hin, dass die wirtschaftlich schwächeren Landesteile vom Abbau härter betroffen würden, was die herrschende räumliche Konzentrationstendenz bei Annahme der Initiative noch weiter verstärken könnte. Die heutige aktive Bevölkerung würde begreiflicherweise durch die inaktive Bevölkerung noch mehr belastet. Man kann sich vorstellen, was das für die Steuereinnahmen, das Prämiensystem der Sozialversicherung und damit für die Lösung drängender Aufgaben auch auf dem Gebiete der Sozialpolitik angesichts der harten demographischen Sachzwänge zu bedeuten hätte.

Das Abenteuer, das uns mit der Annahme der Initiative droht, ist nicht zu verantworten. Es ist weder menschlich noch sozial tragbar, Hunderttausende von Ausländern inernert weniger Jahre aus ihrer bisherigen Umgebung herauszureissen und wegzubefehlen und gleichzeitig Staat und Wirtschaft zuzumuten, die Nachfrage nach Arbeitskräften zu reduzieren, d. h. eine eigentliche Rezessionspolitik einzuleiten.

Aus diesen Gründen empfiehlt Ihnen die Kommission einstimmig, Volk und Ständen die Verwerfung des Volksbegehrens zu beantragen.

Und nun im zweiten Teil meines Referates die Frage des Gegenvorschlages. Nach Artikel 121 Absatz 6 der Bundesverfassung kann die Bundesversammlung, wenn sie einem formulierten Volksbegehren nicht zustimmt, diesem einen eigenen Entwurf gegenüberstellen. Die Kommission empfiehlt Ihnen mit allen gegen eine Stimme, aus folgenden Gründen auf die Ausarbeitung eines Gegenvorschlages zu verzichten. Der voraussichtliche Zeitablauf und der Wortlaut der Initiative schliessen die seriöse Ausarbeitung eines tragfähigen Gegenvorschlages schon an sich aus. Bekanntlich muss ja nach der Initiative dieser Ausländerabbau am 1. Januar 1978 vollendet sein. Heute stehen wir

mitten im Jahre 1974. Auch wenn die Bundesversammlung die Frist für die Beschlussfassung über das Volksbegehren (3. November 1975, allenfalls 3. November 1976) nicht restlos ausschöpfen wollte oder müsste, stünde sie bei ihren Beratungen automatisch unter unerträglichem Zeitdruck deshalb, weil die Initiative sich selber eine Frist gesetzt hat. Man würde den eidgenössischen Räten bei jeder kommenden vertieften Beratung oder Differenzbereinigung den Vorwurf machen, sie wollten die Initiative respektive deren Durchführung in Zeitnot bringen. Und wie sollte notfalls bei Annahme der Initiative beispielsweise Anfang 1976, und vorher ist es fast nicht möglich, diese Rosskur in nicht einmal mehr zwei Jahren oder noch weniger noch bewältigt werden können! Ganz abgesehen davon hält es unsere Kommission für undenkbar, dass man sich innert der angesetzten Frist überhaupt auf einen Gegenvorschlag – auf einen Gegenvorschlag zur vorliegenden dritten Initiative – einigen könnte. Die Spannweite der Meinungen – das haben schon die verschiedenen Vorschläge im Nationalrat gezeigt – ist derart gross, dass an einen rasch konzipierten Gegenentwurf nicht zu denken ist. Mit allgemeinen Grundsätzen wäre gegenüber der Initiative wenig zu machen, und die Festlegung einer zuverlässigen Begrenzung würde zu geradezu homerischen Auseinandersetzungen führen. Vergessen wir nicht, dass das zur Beratung stehende Volksbegehren nicht allein im Raum steht: bereits ist ein weiteres eingereicht und ein fünftes angekündigt worden. Niemand wagte zu prophezeien, dass diese künftigen Initiativen im Falle der Annahme eines heute rasch zusammengebastelten Gegenvorschlags zur vorliegenden dritten Ueberfremdungsinitiative schlicht und einfach zurückgezogen würden. Gewiss, das Risiko besteht, dass die Initiative ohne Gegenvorschlag angenommen werden könnte. Dieses Risiko ist bei jeder Abstimmung vorhanden und besteht auch dann, wenn die Initiative mit einem Gegenvorschlag der Abstimmung unterbreitet würde. In den fünf Fällen, in denen bis zum Jahre 1967 eine Initiative mit einem Gegenvorschlag vor Volk und Stände gebracht wurde, ist der Gegenvorschlag nur dreimal angenommen worden. Taktisch betrachtet kann der Gegenvorschlag aus der allerdings etwas mageren Erfahrung unserer Demokratie zumindest nicht als unfehlbares Mittel empfohlen werden. Vergessen Sie schliesslich nicht, dass die Initiative keine Rückzugsklausel enthält. Das ist eine gewollte Herausforderung, der man, wenn man die Initiative ablehnt, die Stirn bieten darf und soll. Die Initianten haben gewissermassen die Brücken hinter sich abgebrochen, und um diesen Abbruch zu betonen, haben sie im Wortlaut des Begehrens die Befristung zur Durchführung auf 1. Januar 1978 eingefügt, im vollen Bewusstsein, dass damit jede Möglichkeit für ein vernünftiges, zeitgerechtes Gespräch über Lösungsmöglichkeiten und damit über einen Gegenvorschlag ausgeschlossen sein wird. «... tu l'as voulu, Georges Dandin» kann man mit Molière ausrufen. Die Initianten haben es so gewollt. Auch besteht weder rechtlich noch sachlich ein Grund, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten. Mit dem Bundesrat ist sich die Kommission einig, dass der geltende Artikel 69ter bei seiner Formulierung, sei er modern und umfassend genug oder nicht, dem Bund jedenfalls alle Kompetenzen gibt, um auf der Gesetzes- oder Verordnungsebene die nötigen Massnahmen zur Abwehr der Ueberfremdung zu treffen. Zudem sei einmal in aller Deutlichkeit gesagt, dass die auf diesen Artikel gestützte Ueberfremdungspolitik des Bundes nicht so negativ ist, wie es immer wahrgenommen werden will. Seit dem Jahre 1970 hat sich der Bundesrat bemüht, mit den Bundesratsbeschlüssen über die Begrenzung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer der Besorgnis des Schweizervolkes über die wachsende Ausländerzahl Rechnung zu tragen. Sein Versprechen, er werde die Ende 1969 erreichte Zahl der erwerbstätigen Ausländer nicht mehr anwachsen lassen, hat er erfüllt. Die Gesamtzahl der erwerbstätigen Jahresaufenthalter und Niedergelassenen lag Ende Dezember 1973 unter der festgelegten Stabilisierungsgrenze.

Und nun hat er zusätzliche Massnahmen eingeleitet, die die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung noch in diesem Jahrzehnt zur Folge haben soll. Der entsprechende Bundesratsbeschluss liegt im Entwurf vor. Das Vernehmlassungsverfahren ist abgeschlossen. Die Kommission betrachtet diesen neuen Schritt des Bundesrates als eine Alternative zur dritten Ueberfremdungsinitiative. Auch diese Stabilisierung wird nicht ohne Opfer und Schwierigkeiten möglich sein. Man wird nicht mehr alle eingebürgerten Ausländer und eingehelrateten erwerbstätigen Ausländerinnen ersetzen können. Deshalb muss die Zahl der erwerbstätigen Aufenthalter und Niedergelassenen jedes Jahr um einige Tausend herabgesetzt werden. Das setzt voraus, dass neu alle Betriebe und Berufsgruppen in gleicher Weise der Zulassungsbewilligung unterstellt werden. Ausgenommen bleiben Ausländer im Rahmen des Familiennachzuges, Flüchtlinge und Invalide, ausländische Ehegatten von Schweizerinnen und Saisonarbeiter mit Jahresbewilligungsanspruch. Die Kantone sollen total 18 000 Einheiten für die Zulassung neuer Jahresaufenthalter frei zugeteilt erhalten. Der Bund behält ein Notkontingent von 2300 Einheiten in seiner Hand. Es liegt also bei den Kantonen, die Prioritäten zu setzen, und sie sind dazu auch imstande. Eine Frage ist in der Kommission aufgetaucht: Könnte die neue Regelung, die sämtliche Berufskategorien unter Bewilligungspflicht stellt, die Betreuung der Spitäler gefährden? Die Statistiken zeigen, dass die Zahl der Zugelassenen, bisher nicht unterstellten Erwerbstätigen jedes Jahr zugenommen hat und gerade die Spitäler für viele nur als Durchgangsstation für einen späteren Stellenwechsel in unterstellte Betriebe benützt worden sind. Nach einem Jahr ist bekanntlich der Stellenwechsel und nach zwei Jahren der Berufswechsel möglich. Mit der neuen Ordnung soll es möglich sein, diese Lücke im Zaun zu schliessen, gleichzeitig aber den Kantonen, die die Situation aus der Nähe kennen, die Möglichkeit zu geben, die Anliegen der Spitäler zu berücksichtigen. Ich bitte Herrn Bundesrat Furgler, nachher zu dieser Frage Stellung zu nehmen und allenfalls in der Verordnung noch zu präzisieren.

Ich komme auf die Frage des Gegenvorschlages zurück. Ursprünglich dachte man in unserem Rechtssystem bei einem Gegenvorschlag einzig an die Möglichkeit, schlecht formulierte Initiativen zu verbessern. Später wurde der Gegenvorschlag dazu benützt, einer kritischen Idee andere, eher akzeptable Ideen gegenüberzustellen. Beides ist im vorliegenden Falle aus den erwähnten Gründen nicht mehr möglich und nicht zumutbar. Ihre Kommission beantragt Ihnen deshalb, auf einen Gegenvorschlag zu verzichten.

Ein Wort zur Motion. Sie haben der Fahne entnehmen können, dass der Nationalrat eine Motion erheblich erklärt hat, die den Bundesrat beauftragt, sobald als möglich einen Bericht und Anträge über die künftige Ausländerpolitik vor allem zur Revision des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer zu unterbreiten. Ihre Kommission hat ohne Gegenstimme beschlossen, den Wortlaut dieser Motion ebenfalls zu übernehmen und Ihnen die Motion zur Erheblicherklärung zu empfehlen. Die Bedeutung des Vorstosses liegt nicht nur im Wunsch nach Revision des ANAG, diese ist bekanntlich bereits im Gange. Aber mit der im Motionstext festgehaltenen Zielsetzung: Stabilisierung und anschliessend schrittweise Herabsetzung der Zahl der Ausländer in der Schweiz erhält der Bundesrat eine unterstützende und gleichzeitig richtunggebende Weisung im Zusammenhang mit der gesamten nun von ihm intensivierten Ueberfremdungspolitik. Die Zielsetzung ist klar formuliert, um so weniger Unklarheiten dürfen sich bei der späteren Interpretation der Massnahmen und Resultate ergeben.

Gestatten Sie mir zum Schluss einige wenige allgemeine Bemerkungen. Das Problem der Ueberfremdung ist – das wurde längst festgestellt – nicht nur ein Problem der grossen Zahl. Seine Existenz, aber auch seine Intensität, nährt sich aus den verschiedensten Quellen, die zum Teil aus

den Urgründer: der menschlichen Seele, den Hoffnungen und Enttäuschungen von Einzel- und Gruppenschicksalen strömen. Das ist nicht eine ausschliesslich schweizerische, sondern eine uralte und weltweite Erscheinung. In unserem Land scheint die Ueberfremdungsfrage seit einigen Jahren die Reizschwelle überschritten zu haben. Es wäre falsch und nutzlos, das zu leugnen. Die Spannung wird verstärkt durch die rasche und wirtschaftliche Entwicklung, die das vertraute Gesicht der Schweiz verändert. Viele unserer Mitbürger sind darüber besorgt, und ihre Sorgen müssen auch unsere Sorgen sein. Das soll und darf uns aber nicht davon abhalten, sorgsam und schrittweise eine abgewogene Lösung des Ueberfremdungsproblems nach den Grundsätzen des Rechts, der Menschlichkeit, der Vernunft und der wirtschaftlichen Stabilität vorzunehmen. Die schweizerische Freiheit, auf die wir so stolz sind, bestätigt sich in der Praxis vor allem dann, wenn sie sich nicht an uns, sondern an unsern Mitmenschen zu erproben hat. Und um Mitmenschen handelt es sich bei jenen, die in unserem Lande zwar wohnen und arbeiten, aber nicht unser schweizerisches Bürgerrecht besitzen. Ich bitte Sie, den Anträgen Ihrer Kommission zuzustimmen.

**Präsident:** Herr Bundesrat Furgler, ich denke es ist nicht zu spät, Ihnen die herzlichen Glückwünsche unseres Rates zu Ihrem 50. Geburtstag zu entbieten. Wir danken Ihnen für die Leistungen, die Sie bis jetzt schon für unser Land erbracht haben und wünschen Ihnen Kraft und Gesundheit und nicht zuletzt auch das, was Friedrich der Grosse als «Fortune» bezeichnet hat. (Beifall)

**M. Stefani:** Le marché libre des initiatives xénophobes, stimulé par le jeu de la concurrence existant entre les divers mouvements politiques qui ont su donner de l'importance à un problème au point de le transformer en programme, en est arrivé à son quatrième essai, sans toutefois avoir épuisé les ressources des chefs-d'œuvre du troisième.

Avec tout le respect dû à l'une de nos plus grandes institutions, on peut du moins se demander s'il ne faudra pas mettre un frein à l'abus évident de l'initiative dans ce domaine.

En effet, s'il est démocratique de consulter le peuple, il est non seulement désagréable, mais antidémocratique de lui demander, peu de temps après, son avis sur le même problème, les prémisses étant analogues, de façon à spéculer sur une usure psychologique inévitable. Si les mauvaises habitudes actuelles devaient se perpétuer, il faudrait examiner, dans le plus strict respect de la légalité, cet aspect nullement accessoire des initiatives dont on bombarde le peuple suisse, non pas pour renforcer les bastions de sa défense morale, comme certains l'affirment, mais pour créer de nouveaux motifs d'intolérance et de divergence. Seule une crise très grave pourrait nous permettre de réduire le nombre des étrangers en Suisse dans les limites et les délais fixés par l'initiative. Le fait de la provoquer artificiellement, comme d'aucuns le désirent, équivaut à guérir un malade d'une maladie présumée, en envoyant à dessein le patient dans l'autre monde.

Si cette opération est pratiquée non pas sur une personne physique, mais sur le corps social entier en vue de stimuler l'égoïsme dans toutes ses déformations, on risque de précipiter la collectivité dans l'abîme. On ne peut certes pas nous demander de tresser des couronnes aux auteurs de l'initiative.

Or les événements de l'année en cours ont déjà montré à quel point sont dépassées bien des considérations émises sur notre situation politique et économique, lors de la présentation des signatures et même lors de l'examen de l'initiative par le Conseil national. Le malaise économique, accompagné d'évidentes implications politiques dont l'inflation est à la fois cause et effet et dans lequel se débattent toutes les nations, peut très bien endiguer, corriger et

inverser en partie le flux du marché du travail qui a provoqué un mélange de races et de peuples, mélange qui, depuis l'Antiquité, a suscité des résistances naturelles dont l'initiative n'est qu'une manifestation de mauvais aloi. Mais il faut vraiment se demander, dans un moment aussi délicat – à divers égards – que celui-ci, s'il est nécessaire de créer de nouvelles et de plus grandes incertitudes quant à l'avenir, en lançant une initiative qui fait litière de tout principe moral et social, qui foule aux pieds les lois économiques, qui viole enfin les engagements pris sur le plan international. Nous ne pourrions plus par la suite espérer que les autres nations continuent à traiter nos compatriotes avec respect et à recevoir nos marchandises par prédilection. Le Tessin n'a jamais fondé son économie sur les exportations et ne s'est pas non plus enrichi en faisant du commerce avec l'étranger. Il a seulement exporté, dans toutes les parties du monde, des hommes peut-être parmi les meilleurs, certainement parmi les plus pauvres, qu'il ne réussissait pas à nourrir. Certains villages de nos vallées ont plus de ressortissants à l'étranger que dans notre propre pays. Nous avons été en Californie, en Argentine, en France, ce que les Italiens, les Espagnols, les Turcs sont maintenant pour nous. Nous ne pouvons pas ignorer leurs problèmes qui ont été et sont toujours les nôtres, même si les termes du problème ont changé.

Or, sur 70 000 étrangers résidant au Tessin, 50 000 environ, c'est-à-dire 72 pour cent, devraient s'en aller. Plus de 20 000 d'entre eux sont domiciliés dans notre canton. Peu importe aux promoteurs de l'initiative d'affronter le problème de l'assimilation, plus facile chez nous pour les Italiens, et les nécessités d'un canton périphérique encore loin du développement atteint par d'autres régions de la Suisse. Tout est réglé au moyen de deux chiffres figurant dans un texte aberrant où l'on n'accorde même pas au Tessin le semblant de traitement de faveur réservé à Genève, parce que, d'après les déclarations faites au Conseil national, il semble que rien que notre langue maternelle nous rende suspects aux yeux de beaucoup de fanatiques de la race qui rappellent des événements abjects et infamants.

Au nom de la députation tessinoise, et en particulier de mon collègue de ce Conseil, je me prononce résolument contre le texte de l'initiative et contre l'esprit qui l'inspire. J'estime d'ailleurs que si le peuple suisse ne réussit pas à la rejeter en faisant confiance à la politique de sage équilibre adoptée par le Conseil fédéral, sans qu'il soit nécessaire de lui opposer un contre-projet, autant vaut avancer le moment d'une décision aussi absurde que barbare. La politique du Conseil fédéral envers les étrangers conserve encore toute sa valeur. Il faudra cependant veiller à ne pas donner un tour de vis aux limitations chaque fois que l'on dépose une nouvelle initiative – comme cela se produit généralement –, si l'on ne veut pas réaliser indirectement le programme des auteurs de l'initiative et justifier et encourager ainsi leur action.

L'acceptation de l'initiative par le peuple mettrait les autorités fédérales et cantonales devant de très graves difficultés d'exécution – qui, espérons-le, leur seront épargnées – et poserait quantité de problèmes dans tous les secteurs de l'activité de l'Etat. Permettez-moi d'en signaler un seul qui, me semble-t-il, a été négligé lors des précédents débats et pourrait compromettre les intérêts des couches de la population qui ne se considèrent pas comme touchées par les limitations du nombre des étrangers. La presse s'en est récemment occupé mais nous ignorons quelles sont les données officielles. Je veux parler ici du problème de l'AVS: en effet, selon les prévisions du professeur Kneschaurek, en cas d'acceptation de l'initiative de l'Action nationale, la population étrangère active diminuerait de 303 000 en 1980, tandis que les rentes dues aux travailleurs émigrés depuis une quinzaine d'années accroîtraient les charges de l'AVS. De cette manière, 2 828 000 personnes actives auraient à payer, en 1980,

6 731 000 000 francs sous forme de cotisations, ce qui représente une moyenne de 2380 francs par tête, alors qu'en 1971 965 francs ont été versés par personne active. Cela devrait entraîner proportionnellement une augmentation des cotisations, même si le nombre et l'importance des rentes à verser aux étrangers partis étaient réduits.

Comme tout le monde prête une grande attention à l'évolution de cette assurance sociale fondamentale, il ne sera pas superflu que le Conseil fédéral dise quelques mots à ce sujet.

Je conclus en confirmant mon adhésion à la proposition d'entrées en matière et au texte intégral de l'arrêté proposé par le Conseil fédéral.

**Präsident:** Ich möchte Ihnen einen Ordnungsantrag unterbreiten. Sie haben den Antrag Weber auf Ausarbeitung eines Gegenvorschlages erhalten, und es scheint mir richtig, dass ich jetzt zuerst Herrn Weber das Wort erteile, damit die nachfolgenden Redner dann zu diesem Problem Gegenvorschlag Stellung beziehen können.

Wir haben den Grundsatzentscheid zu fällen, ob der Antrag Weber genehmigt wird oder der Antrag der Kommission. Wenn Sie dem Antrag Weber zustimmen, würde ja die Beratung der Initiative bis zum Vorliegen des Gegenvorschlages ausgesetzt. Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden.

**Weber:** Was wir von der Initiative zu halten haben, ist bereits von Herrn Luder eindrücklich dargelegt worden. In der Art, wie wir uns ihr gegenüber zu verhalten haben, gehen die Meinungen etwas auseinander. Sie kennen die Stellungnahme des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes und der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz aus der Presse, aber auch aus den Verhandlungen des Geschäftes im Nationalrat.

Wir sind für Eintreten, wobei uns das bei einer Volksinitiative nicht einmal freigestellt ist, wir müssen uns ja damit befassen. Wir unterstützen in allen Teilen den Ablehnungsantrag des Bundesrates, aber wir verlangen aus verschiedenen Gründen, dass der Initiative der rechtsextremen Bewegung ein Gegenvorschlag gegenübergestellt wird.

Zum ersten Punkt: Hier stellt sich die Frage, ob nachdem die Initiative erst im November 1972 eingereicht wurde, nicht die Behandlung gemäss Geschäftsverkehrsgesetz hätte ins Jahr 1976 verschoben werden können, ins Jahr 1976 deshalb, weil im nächsten Jahr die eidgenössischen Wahlen stattfinden und bekanntlich im Vorfeld solcher Wahlen normalerweise keine eidgenössischen Abstimmungen mehr stattfinden sollten. Rechtlich wäre dies durchaus zulässig und möglich gewesen, wenn die Frist von drei Jahren durch Beschluss beider Räte um ein Jahr verlängert würde. Dieses Vorgehen hätte den Vorteil, dass sich der Bundesrat in Ruhe und in allem Ernst mit dem Gedanken über einen eventuellen Gegenvorschlag hätte auseinandersetzen können. Wichtiger aber wäre, dass sich die eingeleitete Stabilisierungspolitik weiter hätte festigen können. In der Praxis hätte bis zur Abstimmung bewiesen werden können, wie ernst es mit der Ueberfremdungspolitik gemeint ist und wie wirksam die eingeleiteten Massnahmen (Erlasse gestützt auf die heutige Verfassungsgrundlage) sind.

Zum zweiten Punkt will ich mich nicht äussern. Die Gründe, warum die Initiative abgelehnt werden muss, sind in der Botschaft eindrücklich dargelegt worden. Wir haben sie auch von Herrn Luder aufs beste vor Augen geführt erhalten. Würde ich versuchen, noch weitere Ausführungen hierüber zu machen, wäre ich gezwungen, bereits Gesagtes zu wiederholen. Ich kann nur noch beifügen und unterstreichen, was Herr Nationalrat Canonica im Grossen Rat betont hat, als er sagte: Wir schliessen uns nicht zuletzt auch aus Gründen, die aus der sozialdemokratischen und gewerkschaftlichen Ethik entstehen, dem Verwerfungsantrag der Regierung an.

Warum nun ein Gegenvorschlag? Sie kennen die Gründe.

Da für uns das ganze Problem von grosser Bedeutung ist, erlaube ich mir, diese stichwortartig noch einmal ins Gedächtnis zurückzurufen.

Das Volk muss in die Lage versetzt werden, zu einer klaren und grundsätzlichen Alternative Stellung nehmen zu können. Bis heute waren die vorgenommenen Massnahmen des Bundes lediglich Reaktionen auf die eingereichten Initiativen. Nur ein ebenfalls klar formulierter und klar dargestellter Gegenvorschlag erlaubt dem Stimmbürger, auf die Dauer gesehen, einen Entscheid zu treffen. Die künftige wirtschaftliche Entwicklung scheint im Volk etwas unsicher zu sein. Daraus entsteht die Angst, Arbeitslosigkeit und damit verbundene Entlassungen könnten die einheimische Bevölkerung um ihre Beschäftigungsmöglichkeit bringen. Diese Angstsituation birgt die Gefahr in sich, dass nicht zuletzt aus einer Abwehrstellung heraus die Ueberfremdungsinitiative unterstützt werden könnte. Der Ruf nach einer umfassenden, nicht nur auf wirtschaftliche Ueberlegungen abgestützte Ausländerpolitik wird immer stärker. Zudem figuriert die verfassungsrechtliche Neuordnung des Ausländerrechts unter den Legislaturzielen 1971–1975 der Regierungsparteien. In dieser Sache dürfen wir die Initiative nicht mehr länger jenen Gruppen überlassen, die ihre ganze politische Tätigkeit auf die Xenophobie stützen und durch das passive oder höchstens reaktive Verhalten des Bundesrates noch respektable Erfolge erzielen können.

Ich kann dem Bundesrat einen Vorwurf nicht ersparen, er habe bei dieser Initiative etwas zu langsam reagiert und eben dadurch die Möglichkeit, einen Gegenvorschlag auszuarbeiten, verpasst. Ich gebe ehrlich zu, dass auch ein bisschen Opportunismus bei meinem Vorschlag hineinspielt. Nach den Erfahrungen von 1970 und auch nach bisher gemachten Beobachtungen ist es weder für die Sozialdemokratische Partei der Schweiz noch für die Gewerkschaften interessant, mit leeren Händen in den unerfreulichen Abstimmungskampf gegen die Initiative anzutreten. Wollen Sie – so frage ich – den Kampf ohne die Sozialdemokraten und ohne die Gewerkschafter führen? Sorgen Sie dafür, dass sich beide Verbände voll gegen die Initiative engagieren können. Jeder Gegenvorschlag hat im Abstimmungskampf gegen die mehr als extreme Lösung der Initiative eine absolute Chance, angenommen zu werden.

Schliesslich kann mit einem Gegenvorschlag endlich die eingetretene Flut solcher Initiativen gestoppt werden. Jede neue Lancierung einer Ueberfremdungsinitiative gibt den extremen Gruppen neuen Auftrieb. Leider entscheidet das Volk in diesen Punkten sehr gefühlsmässig.

Drei Argumente werden stets gegen einen Gegenvorschlag ins Feld geführt. Zum ersten wird gesagt, der jetzige Artikel 69ter der Bundesverfassung biete eine genügende Rechtsgrundlage für Massnahmen auf diesem Gebiet. Dabei müssen wir bedenken, dass es sich um einen Kompetenzartikel handelt. Er umschreibt keine konkreten Massnahmen. Zudem haben gerade das lange Zögern, der teilweise Misserfolg der getroffenen Massnahmen und die Tatsache der unbestrittenermassen starken Ueberfremdung nicht dazu beigetragen, im Volk Vertrauen in diesen Artikel zu erwecken. Durch das Hinausschieben der Verhandlungen allein wäre es möglich, durch eine wirksame Ausländerpolitik am praktischen Beispiel zu zeigen, wie wirksam der Artikel 69ter oder allenfalls ein neuer Artikel mit weniger Feuerwerk sein kann.

Dann wird gesagt, es sei schwer, eine Formulierung zu finden, die auch verfassungswürdig wäre. Es leuchtet mir ein, dass die Gestaltung des künftigen Artikels gewisse Schwierigkeiten bieten wird, dies besonders deshalb, weil er einerseits ein Gegengewicht gegen die Initiative enthalten und bieten sollte; andererseits sollte er aber flexibel genug sein, damit er in jeder Situation zu genügen vermag. Immerhin können wir beifügen, dass ein gewisser Rahmen dafür bereits in den Regierungsrichtlinien des Bundesrates für die Amtsperiode 1971–1975 gegeben ist.

Hauptziele der Fremdarbeiterpolitik wären danach die Stabilisierung der ausländischen Arbeitskräfte, anschliessend die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung und die Schaffung eines einheitlichen Arbeitsmarktes.

Der schwierigste Punkt bei der Formulierung ist sicher die Lösung für die zeitliche Fixierung der Uebergangsfrist, nach der die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung erreicht werden muss. Die Lösung könnte bei einer Verschiebung der Behandlung der Initiative leichter sein, als man glaubt, weil man nach einem Jahr, in welchem die neuen Massnahmen wirken sollen, weniger konkrete Bestimmungen in Kauf nähme.

Zum dritten gibt man zu bedenken, dass die Zeit für die Ausarbeitung eines Gegenvorschlages zu knapp sei. Hier kann – wie bereits gesagt – zeitlich genügend Raum geschaffen werden durch die Fristverlängerung. Herr Luder hat auf die Gefahr hingewiesen, die in einer Fristverlängerung steckt. Sie ist mir bewusst. Ich habe sie auch bedacht. Aber wir wissen, dass die Initianten selber heute davon überzeugt sind, dass die Fristen im Initiativtext auch jetzt schon unmöglich respektiert und eingehalten werden können. Es gibt auch Kantonsregierungen, die bereits erklärt haben sollen, dass, würde die Initiative angenommen, sie sich weigern würden, der neuen Formulierung nachzuleben. Diese Weigerung, so glaube ich, wäre schlimmer, als wenn wir ehrlich nach einer eigenen Lösung suchten.

Im übrigen verzichte ich darauf, mich zum Gegenvorschlag im einzelnen in diesem Zeitpunkt zu äussern. Es würde Sache des Bundesrates sein, sich mit den bereits gemachten Anregungen auseinanderzusetzen. Sie sehen, dass ich den Antrag Canonica übernommen habe. Ich habe mir die Sache nicht leicht gemacht und habe nach einer anderen Formulierung gesucht. Dabei ist mir keine bessere Lösung eingefallen. Kleine Modifikationen wollte ich nicht vornehmen; so griff ich zum bereits Bekannten, weil tatsächlich nur auf diesem Weg eine Lösung möglich ist.

Der Entschluss, Ihnen nochmals einen Antrag in dieser Richtung zu unterbreiten, ist uns nicht leicht gefallen. Persönlich habe ich selber lange mit mir gerungen; ich bin aber überzeugt, dass es richtig ist, wenn auch hier über diese Frage entschieden wird.

Es geht uns natürlich in erster Linie um die Sache selber. Daneben müssen Sie aber bedenken, dass sowohl unsere Partei als vor allem auch der Gewerkschaftsbund im Abstimmungskampf in eine sehr schwierige Lage geraten können, falls sie wieder einmal mit leeren Händen die Nein-Parole zur Initiative beschliessen müssten. Vielleicht gibt es unter Ihnen Leute, die hiezu bemerken, das sei nicht ihr Problem, damit müssten die Arbeiterorganisationen selber fertig werden. Vielleicht gibt es gar solche, die sich ob solchen Schwierigkeiten aufrichtig freuen würden. Wäre der Preis für solche Freuden nicht etwas hoch? Wenn Sie dem Antrag zustimmen, dann dienen Sie der Sache und erleichtern uns erst noch den Entscheid. Ich bitte Sie darum.

**M. Dreyer:** L'initiative est en tout point inacceptable; elle est politiquement, socialement dangereuse, sans compter les dommages irréparables qu'elle fait encourir à l'économie. Il n'est pas nécessaire de reprendre ici les arguments déjà abondamment évoqués et qui militent en faveur du rejet de l'initiative et cela sans contre-projet.

L'attitude du Conseil fédéral est pleinement justifiée. Elle l'est d'autant plus, pour une fois, qu'on a eu le courage de s'écarter d'une habitude qui tend à devenir la règle et qui consiste à opposer un contre-projet à chaque initiative. En prenant la peine d'élaborer un contre-projet, on honore une initiative dans la mesure où on essaie d'en dégager certaines idées en leur donnant une nouvelle formulation, si ce n'est une forme plus acceptable. Il y a, je le sais, dans la tentation de rédiger un contre-projet, une intention qui relève plus des exigences de la tactique que de celles du droit constitutionnel, mais en cédant trop souvent aux

exigences de la tactique on finit par encombrer la constitution fédérale de dispositions qui ne sont que le fruit de mauvais compromis et qui ne s'appliquent qu'à des situations passagères.

Nous allons, j'en suis sûr, dans un élan quasi unanime proposer le rejet de l'initiative, mais en cela nous n'aurons fait que la moitié de notre travail, parce qu'il va s'agir de trouver dans le peuple la résonance suffisante pour que nous soyons suivis. Or tous ceux qui suivent de près l'évolution de l'opinion publique savent combien il sera difficile d'affronter certains courants dont les motivations ne procèdent pas uniquement de la xénophobie. Les sentiments xénophobes ont suscité tellement de réprobation que personne n'ose plus aujourd'hui les afficher ne serait-ce qu'au confessionnal.

Les auteurs et les protagonistes de l'initiative ont trouvé un excellent alibi à leur xénophobie dans l'idée de stopper la croissance économique. Depuis que le Club de Rome a développé ses fameuses thèses qui ont eu un large retentissement et qui ont ébranté les convictions les mieux établies, un fort courant d'opinion qui n'épargne pas la Suisse tend à répondre affirmativement à la question qui se pose sur la limitation de la croissance économique. Quoi qu'en pensent ceux qui sont tentés d'épouser ces thèses, très souvent pour des motivations d'ordre éthique, on doit se rendre à l'évidence que la croissance de l'économie suisse est déjà et sera de plus en plus conditionnée par des contraintes et des limites déployant leurs effets naturellement. Le rapport du professeur Kneschaurek, qui a été si souvent évoqué, nous le prouve abondamment. Le rythme de croissance est ralenti autant par les contraintes structurelles et ambiantes que sous l'effet de freinage que lui inculque déjà la politique gouvernementale. Nous devons maîtriser cette croissance et si possible l'ordonner. Nous en avons les moyens et nous devons le faire sans oublier que tout le système de la sécurité sociale élaboré pour notre peuple et par notre peuple, et que nous sommes en train de développer, repose sur une certaine croissance économique, une croissance limitée certes mais continue, accompagnée par une nécessaire augmentation de la productivité.

Il faut également relever dans ce débat, comme il importera de le faire abondamment dans l'opinion, parce que – comme je l'ai dit tout à l'heure – notre rôle ne s'arrête pas à forger ici une décision, il faudra donc relever dans l'opinion que les mesures appliquées jusqu'ici et celles qui vont être édictées sous peu comportent déjà des contraintes à peine supportables, tant elles sont restrictives. Les organes chargés de les appliquer en assument l'odieux tous les jours. On a peine à croire que, dans certains milieux de la population, on ignore encore le caractère draconien de limitations imposées dans l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Ces limitations – je le relève en passant – sont beaucoup trop sévères pour les cantons qui doivent comme le mien développer encore leur économie.

Enfin, l'un des aspects les plus dangereusement négatifs de l'initiative, c'est qu'elle fait appel aux motivations du nationalisme qui semble trouver un terrain fertile dans presque toutes les couches de la population. Or les auteurs de l'initiative veulent nous donner des leçons de patriotisme. Ils veulent remonter aux sources – on parlera bientôt, si ça continue, de la pureté de la race – en faisant appel à l'esprit du Grütli! Or il importe que les Suisses soient tous conscients de la nécessité de réapprendre à aimer leur pays et de repenser leur patriotisme. La Suisse, qui est la diversité même, est un miracle d'équilibre. Mais nous n'avons pas à nous en glorifier outre mesure parce que les circonstances ont fait peut-être pour son destin autant que les hommes. Nous devons nous défaire de l'opinion que nous sommes meilleurs que les autres, plus travailleurs, plus disciplinés, plus exacts et que ces qualités nous distinguent des étrangers. Si nous devons repenser notre patriotisme, c'est parce que nous

sommes trop tentés de nous enorgueillir de notre sentiment national qui confine quelquefois au nationalisme. Mais le nationalisme est l'amour excessif et aveugle du pays. Un amour qui surestime ses forces et qui nie ses faiblesses. Le vrai patriotisme en revanche est l'amour du pays lié à une connaissance réaliste de sa nature et de ses composants, et à la ferme volonté de développer ses forces et de combattre ses faiblesses. Le vrai patriotisme c'est aussi la reconnaissance de ses propres limites, conscients de ce dont nous sommes capables mais aussi de ce qui dépasse nos forces.

Je me suis permis d'émettre ces quelques réflexions dans le débat pour que nous ne soyons pas un jour surpris de découvrir que les réactions épidermiques d'une opinion hélas grandissante dissimulent les sentiments plus profonds d'une population endormie dans sa bonne conscience helvétique. Je rejoins la majorité de la commission.

**M. Grosjean:** Après l'excellent rapport du président de la commission, M. Ulrich Luder, je pourrai être bref. Je m'en voudrais de faire des répétitions. En revanche, j'aimerais mettre en exergue quelques réflexions.

Avec une âpreté digne d'une meilleure cause, l'Action nationale a déposé, le 3 novembre 1972, la troisième initiative contre l'emprise étrangère. Nous avons donc à examiner aujourd'hui une troisième initiative et l'on nous en promet d'autres.

La xénophobie deviendrait-elle une constante de la politique suisse? Le simple fait de poser la question me peine. Car enfin, que reproche-t-on à ces étrangers? Troublent-ils la sécurité de la Suisse? Modifient-ils nos mœurs? Se conduisent-ils d'une manière critiquable vis-à-vis de nos institutions?

C'est depuis 1959 que l'effectif des étrangers a brusquement augmenté. Les statistiques sont là pour le démontrer. Nous avons donc quinze ans d'expérience, quinze ans qui permettent, dans ce petit pays où l'on se connaît tous, de dresser le bilan de nos aspirations, de nos passions, de nos contradictions aussi. En quinze ans, qu'a-t-on constaté? Vous permettrez à un homme très fortement engagé sur le plan cantonal de dire que ces quinze ans d'expérience permettent d'affirmer que la population étrangère s'est assimilée à l'ordre juridique suisse, que nos institutions ont été respectées. Au contraire de ce que l'on allègue dans certains milieux, la population étrangère a plaisir de vivre en Suisse, une admiration – et je pèse mon terme – pour notre paix du travail, un désir aussi de s'intégrer, sentiments provoqués sans doute par un cadre sociologique qui lui convient.

Pourquoi alors cette grogne, pourquoi cette rogne? La seule explication est dans l'existence de certains démons que les Grecs dénonçaient déjà et qui, hélas! font partie de l'esprit de l'homme.

Or, si je disais il y a un instant que je souffre lorsque je constate qu'il existe dans mon pays une certaine xénophobie, c'est parce qu'il m'apparaît que cette xénophobie est contraire au génie de notre pays. Plate-forme au cœur de l'Europe, symbiose de quatre ethnies, terre de tolérance pour les religions, la Suisse a toujours accueilli, assimilé, réconforté. Je puis personnellement m'en porter garant puisque, très jeune, j'ai été accueilli dans ce pays, alors que j'étais chassé d'un Etat où régnait la guerre civile. J'ai senti cette chaleur humaine.

Cette constante de fraternité, elle existe dans notre pays depuis des siècles. Doit-on rappeler quel havre de paix fut la Suisse lors de la révocation de l'Edit de Nantes, lorsque sévissaient les dragonnades dans le royaume de Louis XIV? Et puis, le XVIIIe et le XIXe siècle ont vu de nombreux hommes politiques se réfugier chez nous, des esprits aussi divers que Rousseau, que Lénine. Quel éventail! Ce n'est qu'à partir du moment où certains se sont permis d'attenter à nos mœurs, à nos institutions, que nous avons dû prendre des mesures d'expulsion. Jamais auparavant. A part quelques exceptions, les étrangers se



sont toujours comportés chez nous d'une manière correcte. C'est la raison pour laquelle je condamne sévèrement et sans appel cette troisième initiative contre l'emprise étrangère, car elle est insoutenable sur le plan humanitaire; elle est insoutenable sur le plan économique; elle est également insoutenable si l'on songe à nos compatriotes à l'étranger.

Sur le plan humanitaire: les auteurs de l'initiative exigent que 500 000 personnes étrangères – personnel hospitalier et fonctionnaires internationaux non compris – s'en aillent jusqu'à la fin de 1977. Ces chiffres signifient le renvoi d'étrangers et de leurs familles qui résident en Suisse depuis dix ans et plus et qui sont largement familiarisés avec notre cadre de vie. Imagine-t-on les déchirements, les souffrances? Ces nouveaux pieds-noirs seraient placés devant un avenir incertain, alors qu'ils sont venus chez nous en toute bonne foi et parce qu'ils y ont été appelés. La réputation de la Suisse subirait un préjudice irréparable.

Sur le plan économique, je serai bref. Car les démonstrations indispensables et irréfutables ont été faites et elles sont suffisamment convaincantes pour que je n'y revienne pas. Que je dise simplement que ces initiatives contre l'emprise étrangère rappellent, avec leur leitmotiv xénophobe, un peu ces mouvements répétés que l'on retrouve dans *l'Apprenti sorcier*, de Dukas. On se dit comment cela commence, on ne sait jamais comment cela se termine.

Nous avons fait des analyses pour savoir ce que cela signifierait pour les divers cantons représentés dans cette Chambre haute. Les chiffres sont affolants. Devraient réduire de plus de moitié leurs effectifs étrangers: les cantons de Zurich, Glaris, Bâle-Ville, Schaffhouse, Thurgovie, Tessin, Vaud, Genève, Neuchâtel. Devraient les réduire de 20 à 25 pour cent: Appenzell Rhodes-Intérieures et Grisons. Devraient les réduire de 10 à 15 pour cent: Berne, Lucerne, Uri, Schwytz, les deux Unterwald, Fribourg et Valais. Cela se passe de commentaires, surtout en période d'inflation.

Revenons-en à un terrain peu exploré. Je veux parler des répercussions sur nos relations avec l'étranger. Ce serait très grave. D'abord sur le plan moral. Car nous n'avons pas, nous, connu les déchirements de l'Algérie française. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que l'acceptation de l'initiative de l'Action nationale nous obligerait à dénoncer les traités internationaux sur l'établissement que nous avons signés. Et la Suisse a l'habitude de respecter sa signature. Et puis, est-ce qu'on a pensé au préjudice grave qui serait porté à la situation des Suisses à l'étranger? L'un de nous, M. Louis Guisan, pourrait en dire à ce sujet, et beaucoup mieux que moi.

Je puis résumer. Tout ce qui a été fait pour nos compatriotes à l'étranger deviendrait illusoire; il faudrait s'attendre sans aucun doute à des mesures de rétorsion.

Et en conclusion, mes chers collègues. L'exercice de la démocratie est un jeu difficile relevant du trapèze et du jeu de l'oie. On avance et on recule au gré des passions, des instincts, parfois invouables, des faiblesses inhérentes aux sociétés humaines. Eh bien! cette troisième initiative est un moment de vérité pour le peuple suisse. C'est la raison pour laquelle, Monsieur Weber, je ne pourrai pas vous suivre dans votre proposition car elle a un défaut rédhibitoire à mes yeux. Elle a un objectif tactique. Or il n'est plus temps de faire de la tactique. Il est temps de dire au peuple suisse qu'il vit un moment de vérité. Il s'agit de choisir si nous voulons gripper notre économie ou, plus grave encore à mes yeux, si l'on veut porter une atteinte irrémédiable à la bonne renommée de la Suisse. C'est la raison pour laquelle je préfère, de beaucoup, une situation tout à fait nette, où le peuple se devra de choisir entre la vieille tradition suisse dont nous sommes fiers – et il y a de quoi l'être – ou au contraire une xénophobie qui nous déshonorerait. Il n'est plus temps de finasser; il faut en découdre. La troisième initiative est si aberrante que table rase doit être faite.

Valéry nous a réappris cette vérité: «Nous savons maintenant que nous, civilisations, sommes mortelles.» Il est possible que nous vivions dans un Bas-Empire, mais je me refuse à penser que la Suisse a perdu son humanisme.

C'est la raison pour laquelle nous reprenons sans modifications les conclusions du Conseil fédéral. Nous sommes prêts à soumettre l'initiative populaire à la votation du peuple et des cantons et en proposons le rejet sans contre-projet.

**Hofmann:** Die Ueberfremdungsinitiativen I und II, harmlose Vorläufer der heute zur Diskussion stehenden Initiative III, wurden in unserem Rate einstimmig abgelehnt. Das gleiche Schicksal dürfte für die Initiative III in unserem Rate bereits feststehen. Zweck unserer Aussprache kann deshalb kaum mehr sein, uns gegenseitig zu belehren oder zu bekehren, sondern, ich sage es offen heraus, wirklich einmal «zum Fenster hinaus» und über die Presse eine einmütige Willenskundgebung an unser Volk zu richten, in dem Sinne, dass wir dieser Initiative nicht zustimmen können, nicht zustimmen dürfen, weil sie unmenschlich, un-schweizerisch und in höchstem Masse verderblich ist.

Für diese Charakteristik erlaube ich mir noch einige Bemerkungen anzubringen. Für die Initianten ist das Ausländerproblem ausschliesslich ein solches der Zahl, der Prozentsätze, gewissermassen des Rechenschiebers, und darin liegt das Kalte und das Unmenschliche. Innert 3 Jahren, die noch zur Verfügung stünden, müsste die ausländische Bevölkerungszahl praktisch halbiert werden. Der kantonale Anteil dürfte noch maximal 12 Prozent der Schweizer Bevölkerung betragen, ausgenommen bei Genf, ohne Rücksicht auf die Lage, die Tradition und die Situation der Kantone. Saisonarbeiter und Grenzgänger sollen zahlenmässig fixiert werden, gewissermassen wie Einfuhrkontingente auf Waren. Die jährlichen Einbürgerungen würden auf 4000 beschränkt. Abertausenden von assimilierten Ausländern, verdienten sogenannten «Fremden», soll damit die Hoffnung, einmal Schweizer werden zu können, genommen werden.

Es werden keinerlei Vorschläge über einen humanen Vollzug gemacht, womit wohl zugestanden wird, dass ein humaner Vollzug gar nicht möglich wäre, auch keine Vorschläge über eine menschlichere Gestaltung des Verhältnisses zwischen der einheimischen und der ausländischen Bevölkerung, wie es zum Beispiel die KAB-Initiative versucht. Von uns allen, jedenfalls von den meisten gemachte Fehler, mit stiller Zustimmung der Initianten, sollen so einseitig und brutal korrigiert werden. Hier steht das Ansehen der Schweiz auf dem Spiel. Wir können es nicht verantworten, Ausländer, die wir zum grossen Teil gerufen, die nicht zuletzt auch in unserem Interesse hier gearbeitet haben, die anständig waren, die zum Teil bei uns Wurzeln geschlagen haben, kurzfristig zum Verlassen des Landes zu zwingen, wie es die Initiative will.

Die Initiative ist sodann rechtlich unhaltbar und müsste zweifellos Retorsionsmassnahmen im Auslande hervorrufen. Dabei ist und bleibt für uns Schweiz als Kleinstaat die beste Waffe das Recht, die Hochhaltung der Verträge und Abmachungen, die Menschlichkeit, auf deren Grundsätze wir uns immer wieder berufen. Die Initiative missbraucht das Institut der Verfassungsinitiative mit Vorschriften, die allenfalls in ein Gesetz oder in einen verbindlichen Bundesbeschluss gehörten, Vorschriften, die uns zwingen würden, entgegen den Verträgen, bei uns niedergelassene Ausländer die Bewilligung zu entziehen, was uns zum Bruch der Verträge oder zu einer massiven Kündigung derselben veranlassen müsste.

Schliesslich sei auch die Gefährlichkeit und Verderblichkeit der Initiative für unsere Wirtschaft unterstrichen. Neueste, wertvolle Studien, die auf die Abstimmung hin noch durch nähere Abklärungen für die einzelnen Regionen und Betriebe zu ergänzen sein werden, haben die äusserst schwerwiegenden Auswirkungen der Initiative auf Wirtschaft, Sozialeinrichtungen, Teuerung usw. ergeben.

Ich verweise auf die Ausführungen von Herrn Luterbacher, Verwaltungsratspräsident der BBC, der sicher gestützt auf gründliche Untersuchungen dargelegt hat, dass rund 20 Prozent der AHV-Beiträge in den letzten Jahren von ausländischen Erwerbstätigen stammen, dass aber die Rentner auf längere Sicht hin vorwiegend der einheimischen Bevölkerung angehören, dass die AHV im heutigen Ausmass und der Ausbau, wie er vorgesehen ist, gar nicht mehr möglich wäre bei einem Abbau, wie ihn die Initiative durchsetzen will.

Den Initianten scheint die angelaufene Rezession offenbar zu wenig rasch zu gehen. Wo die Initianten zu finden sein werden, wenn es darum geht, die Auswirkungen der Rezession zu heilen, steht offen. Sie schlagen Notrechtsmassnahmen vor. Es wäre zweifellos der Bankrott der Demokratie, wenn wir über Notrechtsmassnahmen einen Notstand, der durch Volk und Stände bei Annahme der Initiative geschaffen würde, beheben müssten.

Eine Bemerkung zum Antrag Weber: Ich kenne schon aus den Kommissionsberatungen seine wohlgemeinten und besorgten Ueberlegungen, und ich habe dafür einiges Verständnis. Nach anfänglichen Zweifeln bin ich zur Ueberzeugung gelangt, dass sein Gegenvorschlag nicht mehr tunlich und abzulehnen ist. Ich verweise auch die Ausführungen der Kommissionspräsidenten. Es würde ausserordentlich schwer halten, ja fast unmöglich sein, auf Verfassungsebene einer solchen Initiative einen tauglichen, auf breite Zustimmung stossenden Gegenvorschlag sich einigen zu können. Man würde uns heute auch vorwerfen, wir wollten die Sache verschleppen, wir wollten die Initiative bewusst verunmöglichen; denn mit Verlängerung der Frist wäre der Vollzug der Initiative, die drei bekannten Jahre, ja praktisch nicht mehr möglich. Schliesslich meine ich, dass gewisse Vorkommnisse in den Kreisen der Initianten in letzter Zeit auch dafür sprechen, dass wir uns jetzt nicht mehr mit einem Gegenvorschlag herum-schlagen, sondern vor dem Volke antreten.

Ich unterstütze grundsätzlich die vom Bundesrat verfolgte und für die nächste Zukunft vorgesehene Fremdarbeiterpolitik, möchte aber erneut, wie ich es schon in der Kommission getan habe, und noch eindringlicher, den Bundesrat ersuchen, das Problem des Spitalpersonals nochmals zu überprüfen. Ich verweise auf die Vernehmlassungen unter anderem der St. Galler und Zürcher Regierung. Diese Ueberprüfung ist notwendig im Interesse unserer Kranken und Alten; es soll auch den Initianten nicht noch die Möglichkeit belassen werden, über diesen Punkt noch die Menschlichkeit für sich in Anspruch nehmen zu können. Das Problem ist lösbar, zum Beispiel über eine Sonderregelung, indem ein Notkontingent für Spital- und Anstaltspersonal geschaffen wird. Damit nicht über dieses Ventil weiterhin Ausländer hineingeschleust werden, könnte man diesem Sonderkontingent zum Beispiel die Freizügigkeit nicht weiter gewähren.

Zum Schlusse möchte ich an Sie alle den Appell richten, es nicht bei Ihrer Stimmabgabe heute in unserem Rate bewenden zu lassen, sondern auf die Abstimmung hin vor unserem Volke anzutreten, damit dieses nicht, wie man befürchtet, emotionell, sondern vernünftig entscheide. Ich galube, die bisherigen Erfahrungen, die wir mit dem Souverän gemacht haben, sprechen dafür, dass wir das Vertrauen auf ihn nicht aufgeben dürfen.

**M. Reverdin:** Ce n'est pas ici, aujourd'hui, qu'il est essentiel de combattre cette initiative. Nos opinions sont faites, les arguments ont été énoncés. Cette initiative ne tente aucun d'entre nous. Mais demain, pendant la campagne qui précédera la votation, chacun de nous devra payer de sa personne et combattre pour retenir ceux de nos concitoyens qui seraient spontanément tentés de commettre l'erreur qu'on leur propose, tant il est vrai que, dans certaines régions du pays, dans certains quartiers de nos villes, la limite de tolérance en ce qui concerne la présence étrangère est dépassée. Il est équitable que

nous admettions ce fait, et que nous ne condamnions pas en les traitant de xénophobes ceux qui éprouvent de manière confuse mais profonde le sentiment tout à fait légitime de ne plus se sentir suffisamment chez eux dans leur propre pays. Mais, je le répète, ce n'est pas ici qu'il convient de combattre cette initiative, c'est au-dehors avant la votation. Je voudrais toutefois insister sur deux arguments qui me paraissent d'une importance particulière.

Le premier a déjà été avancé par plusieurs des préopinants. Nous sommes liés avec les pays qui nous entourent par des traités d'établissement. Si, au mépris de l'esprit de ces traités, et même après les avoir dénoncés de manière abrupte, nous chassions un demi-million d'étrangers que nous avons nous-mêmes fait venir, nous exposerions nos compatriotes établis dans quelques pays européens à des représailles qui pourraient signifier la décadence, voire la fin, de plusieurs de nos colonies. Je songe en particulier à celles qui existe en Italie, à leurs écoles, parfois centenaires, à leurs églises, à leurs maisons suisses, à tout ce qu'elles ont fait, à tout ce qu'elles font pour le rayonnement de notre pays. J'ai été moi-même pendant sept ans président de l'organisation des Suisses de l'étranger, fonction qui est actuellement celle de notre collègue Louis Guisan, et quand je songe aux conséquences probables de l'initiative, je vois des visages, je me remémore des séances dans les locaux de ces Suisses de l'étranger, où il s'agissait de sauver une école pour laquelle on n'avait plus d'argent, de maintenir ceci, de créer cela. Je vois des visages d'hommes, de femmes, fidèles à la Suisse dans le pays où ils font leur vie, et je me dis que nous n'avons pas le droit de compromettre tout cela. Je revois en particulier le visage de Carlo Steinhäuslin qui était notre consul honoraire à Florence, où son père avait fondé une banque, et qui a pu sauver une grande partie de Florence de la destruction au moment où les Allemands se retiraient. C'est tout cela, c'est cette présence suisse dans les pays qui nous entourent que nous compromettrions de la manière la plus sotte.

Je me demande si ceux qui ont lancé cette initiative ont jamais songé non pas aux visages de ces Suisses de l'étranger, mais tout simplement aux visages et aux réactions de ceux qu'ils chasseraient avec leurs familles. Il y a dans la froideur de leurs calculs et de leur jeu statistique une inhumanité qui fait trembler.

J'en viens au second argument qui me semble devoir être présenté avec insistance pendant la campagne. Si, en cinq ans, nous expulsions un demi-million d'étrangers, nous disloquerions toutes les structures de notre économie. Cela ne fait aucun doute. Une des conséquences en serait que nous ébranlerions les fondements mêmes de nos assurances sociales. Mais il y a encore une conséquence plus grave: nous exposerions notre économie à une forme d'emprise étrangère infiniment plus pernicieuse que celle qui résulte de la présence d'un million d'étrangers – des travailleurs et leurs familles – sur notre territoire. Il est en effet évident que certaines entreprises, affaiblies par le démantèlement de leurs effectifs, obligées de renoncer à certaines activités, seraient exposées au risque de perdre leur indépendance et, qui sait, de tomber sous le contrôle de groupes internationaux. D'autres, plus nombreuses, devraient exporter à l'étranger une partie de leurs activités. Au début cela paraîtrait n'avoir que de bénignes conséquences, si ce n'est pour notre balance des paiements, dont nous aggraverions ainsi le déficit et le déséquilibre. Mais, avec le temps, il deviendrait impossible de maintenir en Suisse certains secteurs de la recherche et du développement, qui ne peuvent prospérer qu'en étroite symbiose avec la fabrication et la production. C'est une chose que sait quiconque est familier des problèmes de l'industrie, mais qu'ignorent les hommes aux sentiments primitifs et à la jugeotte atrophiée qui ont conçu l'initiative, qui l'ont fait aboutir et qui se sont privés eux-mêmes des bienfaits de la résipiscence en se refusant à la munir d'une clause de re-

trait. Le danger est donc qu'avec le temps la recherche et le développement de beaucoup de nos grandes entreprises ne se déplacent à l'étranger. Or recherche et développement constituent le cerveau même de ces entreprises. Nous exportons donc à l'étranger le cerveau de nos entreprises, de celles dont dépend notre place dans la concurrence mondiale. Cela, ce serait la véritable «Ueberfremdung»! Ce danger n'est pas imaginaire, il est évident et il faut le dénoncer. Il faut que nos concitoyens sachent que, dans leur insondable ignorance des réalités, les auteurs de l'initiative se font, certes sans le vouloir, mais se font tout de même les fourriers de cette forme d'emprise étrangère sur notre économie. Ils ouvrent la porte à la colonisation économique de la Suisse par les entreprises étrangères et par les grandes sociétés multinationales. Comme quoi la sottise, attisée par la passion et la haine, est vraiment la pire des conseillères.

Je conclurai en disant que je ne vois vraiment pas quel projet on pourrait opposer à cette initiative. La velléité de ceux qui demandent un contre-projet ne va pas jusqu'à nous proposer un texte, et la raison en est simple: on n'arrivera pas à rédiger quelque chose qui puisse être, dans la constitution, un véritable substitut d'une chose aussi folle que cette initiative. Je me prononce donc pour que nous recommandions au peuple le rejet pur et simple de l'initiative. J'estime par ailleurs que nous devons tout faire pour encourager le Conseil fédéral à ramener peu à peu, grâce à des mesures progressives, humaines, raisonnables, la proportion d'étrangers dans notre pays à ce que l'on peut considérer comme étant le seuil de tolérance, non pas que nous soyons naturellement hostiles aux étrangers ou intolérants, mais parce qu'il y a des phénomènes que tous ceux qui connaissent la psychologie collective pourront vous expliquer, et qui font qu'il y a un seuil de tolérance et que dépasser ce seuil – nous le voyons maintenant – c'est inciter beaucoup de personnes à commettre des erreurs et à recommander des dispositions irraisonnées.

**Herzog:** Die sehr extreme Volksinitiative der Nationalen Aktion ist so unmöglich, dass sie, d. h. ohne Gegenvorschlag, abgelehnt werden muss, denn sie ist weder menschlich noch sozial noch wirtschaftlich tragbar. Sie schadet auch international, wie bereits gesagt wurde, dem guten Ansehen der Schweiz. Ich möchte auf die Probleme näher nicht mehr eingehen, der Kommissionspräsident sowie verschiedene Vorredner haben das bereits zur Genüge getan.

Durch eine Motion der Kommission wird der Bundesrat beauftragt, eine schrittweise Herabsetzung der Zahl der Ausländer in der Schweiz herbeizuführen. Der Bundesrat hat bereits neue Massnahmen in das Vernehmlassungsverfahren gegeben. Es sind klare Alternativen. Ich stimme der Motion als Alternative zu, erlaube mir aber, zur Stabilisierungsfrage, wie sie vom Bundesrat beantragt wird, einige Bemerkungen zu machen, bzw. Fragen zu stellen.

Der Bundesrat geht mit seinem Vorschlag für die Stabilisierung teils weiter als der Initiativtext. Einem Bewilligungsverfahren sollen neu – im Gegensatz zur Initiative – auch Saisonarbeiter unterstellt werden. Die Landwirtschaft begrüsst es grundsätzlich, wenn nicht nur die Zahl der Erwerbstätigen, sondern auf längere Frist auch die ausländische Wohnbevölkerung stabilisiert werden. Die Landwirtschaft hat im Laufe der letzten 20 Jahre trotz starker Abwanderung inländischer familienfremder wie familieneigener Arbeitskräfte, unter Aufgabe vieler Betriebe, die Zahl der erwerbstätigen Arbeitnehmer aus dem Ausland stark reduzieren können. Das war möglich dank starker Rationalisierung und durch Ersatz von Arbeitskräften durch Kapitalinvestitionen. Auch in Zukunft werden die Land- und Forstwirtschaft sowie der Gartenbau in einem beschränkten Umfange auf ausländische Arbeitskräfte angewiesen sein. In den letzten Jahren hat sich der Ausländerbestand in diesen Berufsgruppen weitgehend stabil ge-

halten. Eine weitere Abnahme der ausländischen Arbeitnehmer in diesen Gewerben ist vorauszusehen. Land- und Forstwirtschaft sowie das Spitalpersonal sollen nach neuen Vorschlägen des Bundesrates den Begrenzungs-massnahmen ebenfalls unterstellt werden. Ich verstehe diese Massnahme. Die Landwirtschaft beschäftigt aber zur Hauptsache Saisonarbeiter. Bei den Saisonarbeitern besteht die Gefahr des Uebertrittes in andere Berufe nicht oder nur wenig. Diese werden auch nie die Möglichkeit haben, nach einigen Jahren Saisontätigkeit in unserer Landwirtschaft eine Umwandlung in eine Jahresbewilligung zu verlangen oder zu erhalten. Deshalb sehen wir kein Bedürfnis, auch die Saisonarbeitskräfte in der Landwirtschaft und beim Spitalpersonal den Begrenzungs-massnahmen zu unterstellen und dadurch den eidgenössischen und kantonalen Behörden wie auch den Bauern und ihren Organisationen zusätzliche administrative Arbeit aufzubürden. Ich fürchte, unsere Kreise könnten bei geschickter Propaganda, veranlasst durch diese Bestimmungen, zur Annahme der Initiative verleitet werden.

Herr Bundesrat, ich ersuche Sie um Stellungnahme zu dieser speziellen Frage.

**Urech:** Ich werde mich nur sehr kurz äussern. Wir sind uns alle einig, dass wir diese unverantwortliche und unheilvolle Initiative, die bei Annahme verheerende Folgen für unser Land hätte, ablehnen müssen. Herr Kommissionspräsident Luder hat uns das sehr eindrücklich dargelegt. Wenn ich trotzdem noch kurz das Wort ergreife, so deshalb, weil ich auf ein besonderes Problem hinweisen möchte, nämlich das Problem, dass die Beurteilung dieser dritten Ueberfremdungsinitiative in unserer Bevölkerung vorwiegend aufgrund gefühlsmässiger Kriterien erfolgt, und dass ihre Forderungen und ihre Auswirkungen noch weiten Kreisen zu wenig bewusst sind. Hier möchte ich unterstreichen, dass es noch sehr harter Arbeit bedarf, um das dem Volke darzulegen und vor Augen zu führen. Hier müssen wir uns, wie das hier wiederholt ausgeführt worden ist, noch sehr, sehr anstrengen. Ich möchte noch auf einen Punkt hinweisen. Herr Kollege Hofmann hat auf die Ausführungen von BBC-Präsident Luterbacher hingewiesen in bezug auf die Auswirkungen, die sich ergäben, wenn diese 300 000 Fremdarbeiter wegziehen würden. Ich möchte dabei noch auf einen Punkt aufmerksam machen, nämlich darauf, dass rund 10 Milliarden steuerpflichtiges Einkommen wegfallen würden, wenn diese 300 000 im Arbeitsprozess eingesetzten Fremdarbeiter wegziehen müssten. Das hat für den Bund, für die Kantone und Gemeinden ausserordentlich starke Steuerausfälle zur Folge in einer Zeit, in der wir gleichzeitig unsere Wirtschaft ganz ernsthaft durch diese unverantwortliche Initiative erschüttern würden.

Eine letzte Bemerkung. Mir scheint, der Bundesrat gibt sich all'grösste Mühe, um die Zahl der Fremdarbeiter und die ausländische Bevölkerung zu stabilisieren; neuerdings erlässt er verschärfte Vorschriften. Wir sollten nun nicht durch einen Gegenvorschlag dem Bundesrat quasi in den Rücken fallen, sondern wir sollten ihn in seinen Bemühungen ernsthaft unterstützen und damit auch dem Volk verständlich machen, dass sein Anliegen, dass wir nicht allzu stark überfremdet werden, auch das Anliegen des Bundesrates und des ganzen Parlamentes ist.

**Knüsel:** Ich kann mich ebenfalls kurz fassen. Ich möchte insbesondere zu den Ausführungen von Herrn Kollega Weber Stellung nehmen. Sie werden mir dies nicht verargen, sehe ich mich doch täglich von Amtes wegen mit diesen Problemen konfrontiert. Ich stand lange Zeit dem Grundgedanken des Anliegens von Herrn Weber sehr sympathisch gegenüber. In der heutigen Zeit müssen wir uns aber überlegen: Hat der Bundesrat ein Konzept oder improvisiert er? Da komme ich ganz eindeutig, bei aller Sympathie für die Ueberlegungen von Herrn Weber, zur Auffassung, dass der Bundesrat ein Konzept besitzt, und er exerziert dieses Konzept in der Praxis denn auch mit al-

ler Härte durch. Ich muss Ihnen gestehen: Gegenwärtig kracht es im Gebälk, und wir müssen dafür besorgt sein, dass der Dachstuhl unseres Gebäudes nicht zusammenfällt. Ich bin aber überzeugt davon, dass die Zusammenarbeit des Bundesrates mit den beauftragten Stellen in den Kantonen uns die Möglichkeit gibt, dieses Gebäude zu erhalten.

Was hat der Bundesrat getan? Im Jahre 1969 ist er von der betriebsweisen Plafonierung zur Globalplafonierung übergegangen. Im Jahre 1970 kam die Abstimmung über die Initiative Schwarzenbach mit nachfolgender Einleitung einer Stabilisierung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer. Der Erfolg davon ist, dass nun in allen Kantonen die Zahl der erwerbstätigen Jahresaufenthalter zurückgeht. Die nächste Phase besteht, zum Teil mit einem recht grossen Unbehagen, in einer Stabilisierung der Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung. Dass dieser Schritt weitere Härten mit sich bringen wird, ist ganz klar. Gestatten Sie mir aber doch, auf einen Umstand besonders hinzuweisen: Man stellt fest, dass zwischen dem Abstimmungsergebnis über die Initiative Schwarzenbach im Jahre 1970 und dem Abstimmungsergebnis zum EWG-Assoziierungsvertrag eine ähnliche Trendrichtung vorhanden ist. In weitesten Kreisen glaubt man heute, dass jene Kantone, die nach Initiativtext unterhalb der Limite von 12 Prozent Ausländeranteil, gemessen an der Schweizer Bevölkerung, stehen, da fein heraus seien. Das stimmt nicht, weil ja eine zusätzliche Quote von 75 000 Personen, gleichmässig auf alle Kantone verteilt, noch abgebaut werden muss. Die Auswirkung für unseren Kanton beispielsweise wäre die, dass wir in drei Jahren 3800 Personen abbauen müssten. Dass ein solcher Abbau, der 37 Prozent der erwerbstätigen Ausländer oder 12,5 Prozent der ausländischen Bevölkerung gleichkommt, zu wirtschaftlichen Zusammenbrüchen führen müsste – ohne die anderen Argumente wieder anzuführen – ist selbstredend.

Gestatten Sie mir, bei dieser Sachlage ein Anliegen vorzubringen, das in allen eingeweihten Kreisen immer stärker diskutiert wird. Es trifft zu, dass man die Freizügigkeit gegenüber dem ausländischen Arbeitnehmer im Verlaufe der letzten Jahre ausgebaut hat. Ich begrüsse das. Was geschieht aber heute? Je kürzer wir die Fristen zum Stellen- und Berufswechsel und zum Kantonswechsel ansetzen, um so grösser wird das Werben um die Arbeitskraft. Wir wissen, dass der Grossteil der Ausländer der Quellensteuer unterliegt. Leider werden heute Ausländer mit Methoden abgeworben, die der Schweiz gar nicht gut anstehen. Im Hinblick auf diese Machenschaften richte ich an Herrn Bundesrat Furgler die Bitte, mitzuhelfen, dass bei der kantonalen Finanzdirektorenkonferenz die Möglichkeit einer Harmonisierung der Quellensteuern innerhalb der Kantone anvisiert wird, damit das Gleichgewicht der Kräfte verbessert werden kann.

**Wenk:** Die Ablehnung dieser Initiative in unserem Rate ist allgemein. Sondierungen im Volk haben ergeben, dass die Ablehnung im Volk wächst. Aber es genügt nicht, gestützt auf diese Tatsachen einen Gegenvorschlag gar nicht zu verlangen, gar nicht zu überdenken. Ich glaube sogar, das wäre ein Kurzschluss, und Kurzschlüsse sind gefährlich. Wir haben die Verteidigung nicht nur gegenüber dieser Initiative, sondern gegenüber dem schon geplanten nächsten Angriff – Initiative Schwarzenbach genannt – vorzubereiten, zu planen. Wenn wir die Initiative dem Volk vorlegen ohne Gegenvorschlag, so wird sie verworfen; das ist meine Ueberzeugung. Es ist aber nicht so sicher, dass die gemässigte, geschicktere Initiative Schwarzenbach auch verworfen wird. Wenn Sie sagen: Wir können dann mit dem Gegenvorschlag antreten, so ist das zwar ein durchaus mögliches Verfahren. Aber ob es zum Erfolg führen wird, scheint mir nicht ganz sicher. Wenn jetzt ein Gegenvorschlag vorliegt, so glaube ich, hat er gute Erfolgchancen. Wenn nachher die Initiative Schwarzenbach kommt, nachdem der Gegenvorschlag angenommen ist, so kann man

mit guten Gründen sagen: Bitte schön, wir haben schon die Regelung, das Volk hat beschlossen, was ist das für eine Zwängerei, lassen wir das jetzt. Und dann werden wir wiederum die Chance haben, mit dieser Verteidigungsstrategie gegenüber der Initiative Schwarzenbach durchzudringen. In der heutigen Diskussion wurde zu wenig berücksichtigt, dass wir eine Strategie aufbauen müssen gegenüber beiden, vielleicht sogar gegenüber einer dritten, Initiativen.

**Luder, Berichterstatter:** Darf ich zum Antrag Weber und auch zu den Ausführungen von Herrn Wenk noch drei Bemerkungen anbringen.

1. Ich möchte nochmals warnen vor der Auffassung, die Ausarbeitung eines Gegenvorschlages werde mit Sicherheit dazu führen, dass er angenommen und die Initiative verworfen wird. Davon dürfen wir als Gesetzgeber vor allem auch im heutigen Zeitpunkt der formellen Beurteilung der Initiative einfach nicht ausgehen. Das ist mit ein Grund, warum der Entscheid über die Initiative möglichst rasch fallen sollte; denn die Durchführung der Forderungen der Initiative – ich möchte es noch einmal sagen – ist befristet. Es wäre übrigens auch denkbar, dass sich die Bundesversammlung gar nicht auf einen Gegenvorschlag einigen könnte. Dann hätten wir die Situation, dass irgendwann im Jahre 1975 oder 1976 die Initiative doch allein dem Volk und den Ständen unterbreitet werden müsste.

2. Ich möchte darauf hinweisen, dass der Antrag Weber im Wortlaut genau dem Antrag Canonica im Nationalrat entspricht. Dieser ist aber dort bereits in der Eventualabstimmung gegenüber dem Antrag Jaeger mit 47 zu 94 Stimmen unterlegen. Ich überlasse es Ihnen, diese Tatsache im Hinblick auf eine allfällige Differenzenbereinigung zu bewerten.

3. Ich habe Verständnis für die Sorgen der Sozialdemokratie und der Gewerkschaften, die begrifflicherweise mitten im Kreuzfeuer der Abstimmungsauseinandersetzung stehen werden. Aber die Auseinandersetzungen beschränken sich keineswegs auf die Arbeiterschaft. In einer jüngsten Meinungsumfrage hat sich ganz deutlich ergeben, dass sich das Ueberfremdungsproblem quer durch alle Bevölkerung- und Berufsschichten hindurchzieht. Gerade deshalb sind wir überzeugt, dass die Gewerkschaften nicht abseits stehen werden, wie es Herr Canonica in der nationalrätlichen Kommission erklärt hat: «Die Gewerkschaften sind auch ohne Gegenvorschlag auf Verfassungsebene gegen die Initiative.»

**Weber:** Gestatten Sie mir zwei Bemerkungen. Wenn es darum geht, wie Herr Hofmann das vom Ständerat verlangt, Einigkeit zu bekunden, indem wir uns einstimmig und mit voller Ueberzeugung gegen diese unmenschliche, ja katastrophal konzipierte Initiative wenden, dann kann er mit unserer vorbehaltlosen Bereitschaft rechnen. Ich möchte diese Worte auch an all jene Herren richten, die sich verpflichtet fühlten, uns davon zu überzeugen, dass die Initiative nicht akzeptiert werden kann.

Eine zweite Erklärung gegenüber Herrn Urech: Mit unserem Antrag, Herr Urech, wollen wir dem Bundesrat nicht in den Rücken fallen. Im Gegenteil, wir wollen ihm durch die Fristverlängerung Gelegenheit geben, dass das Konzept des Bundesrates, nachdem es Herrn Knüsel überzeugt hat und wir davon überzeugt sind, schliesslich auch vom Volk als wirksam anerkannt wird. Wir unterstützen den Bundesrat in seinen Bestrebungen; wir wollen ihm nicht in den Rücken fallen.

**Bundesrat Furgler:** Vorerst möchte ich mich bei Ihnen für die lebenswürdigen Glückwünsche herzlich bedanken. Ich bedanke mich aber vor allem bei Ihrem Herrn Kommissionspräsidenten und bei den Diskussionsvotanten für die so sachliche und umfassende Darstellung dieses wichtigen staatspolitischen Problems.

Worum geht es? Nach der Initiative, über die das Volk entscheiden muss, sollten wir bis Ende 1977 den Bestand der ausländischen Wohnbevölkerung auf 500 000 herabsetzen, d. h. innert dreier Jahre müssten insgesamt 540 000 ausländische Arbeitskräfte und ihre Familienangehörigen zur Ausreise verhalten werden. Das entspräche einer jährlichen Abbauquote von 180 000 Mitmenschen. Diese Zahlen muss man auf die Wirtschaft jedes einzelnen Kantons übertragen, wobei man die Wirtschaft nicht als etwas Anonymes, sondern als Menschen, als Arbeitgeber, Arbeitnehmer und mitbetroffene Familienangehörige zu verstehen hat. Im Kanton Zürich zum Beispiel Abbau von 109 000 Ausländern, also 53 Prozent. Die neueste Mitteilung – und das ist vielleicht für den Antragsteller, Herrn Weber, bedeutsam – kommt aus Basel, wo der sozialdemokratische Regierungsrat Wyss gestern der Presse die Ergebnisse der Arbeiten einer von ihm in der Eigenschaft als Vorsteher des Departements des Innern geleiteten Arbeitsgruppe bekannt gab: Abbau im Kanton Basel-Stadt 53,56 Prozent, in absoluter Zahl 22 207 Menschen von 41 459. Die Zustimmung zur dritten Ueberfremdungsinitiative würde für den Kanton Basel-Stadt eine wirtschaftliche und damit auch eine gesellschaftliche Katastrophe bedeuten. Zu diesem Schluss kommt die erste Untersuchung, die eine Kantonsregierung veröffentlicht hat.

Das mag von Bedeutung sein für die innere Hemmung, die vor allem im sozialdemokratischen Lager nicht zum Grundsatz, sondern zur Taktik noch immer empfunden wird. Es sind aber nicht nur Grosskantone, sondern auch sogenannte kleine Kantone, in ihrer Gewichtung trotzdem bedeutsam, wie Glarus, Schaffhausen, Thurgau, Neuenburg, die mehr als die Hälfte abzubauen hätten. Die Waadt 63 Prozent, Tessin 72 Prozent. Ich begreife Herrn Stefani, dass er darüber Gedanken anstellt, wie ein solcher Kanton das zu verkraften vermöchte. Aber auch gegenüber Genf, dem als einziger Kanton inskünftig noch 25 Prozent zugestanden würden, verglichen mit den 12 Prozent, die die anderen Kantone noch als Maximum aufweisen dürften, muss man sich ganz klar vor Augen halten, dass dieser Kanton, der eine besondere Stellung in unserem Lande hat mit Blick auf die Ausländer, die Zahl seiner Ausländer um 58 Prozent zu vermindern hätte.

Das sind nackte Zahlen, das sind Fakten. Ein derart rigoroser Abbau würde einerseits den totalen Einreisestopp voraussetzen und andererseits verlangen, dass sämtliche Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung und schätzungsweise noch dazu 80 000 niedergelassene Ausländer die Schweiz verlassen müssten. Ich bin Herrn Luder dankbar, dass er dies so deutlich hervorgehoben hat. Sodann wäre die Umwandlung von Saisoniers in Jahresbewilligungen nicht mehr möglich. Der Uebertritt von der Kategorie der Aufenthalter in die Kategorie der Niedergelassenen, darüber bestehen Staatsverträge noch und noch mit unseren Partnerstaaten, müsste unterbunden werden entgegen jeder Praxis im internationalen Recht – ich komme darauf zurück –; schlussendlich müssten wir die Zahl der Saisoniers noch um 40 000 und diejenige der Grenzgänger um 20 000 kürzen. Ich begreife Herrn Hofmann, wenn er ein solches Zahlenspiel in einer Initiative mit «kalt» und «unmenschlich» umschreibt. Man kann sagen: unwürdig für unser Land. Denken Sie an die sozialen, denken Sie an die menschlichen Probleme. Es ist allen Vorrednern beizupflichten, wenn sie sagen, ein humaner Vollzug wäre unmöglich. Ich warne aber davor zu glauben, wenn diese Initiative angenommen würde, wie das Herr Weber offensichtlich glaubt, dass dann die Kantone einfach sagen könnten: Es wird nicht vollzogen. Das ist rechtlich nicht denkbar in unserem Rechtsstaat. Ich möchte das hier deutlich machen. Das wird unwahrscheinlich grosse Probleme mit sich bringen. Bundesrat und Kantonsregierungen sind nach unserer eindeutigen Auffassung von der Demokratie verpflichtet, in einem solchen Fall zu handeln. Ein einfaches «Wir machen nicht mit» ist undenkbar. Auch das muss unterstrichen werden, weil man sonst gegenüber

dem Volk den Eindruck erweckt, es könnte sich ends aller Enden nur um eine Sandkastenübung handeln, die doch nicht zu praktischen Auswirkungen führe, gleichsam ein Wink mit dem Zaunpfahl an die Adresse von Regierung und Parlament. So einfach liegen die Dinge nicht.

Es ist doch für die schweizerische Rechtsauffassung ein Novum, dass ich mit undenkbar, unverantwortlich umschreiben müsste, wenn man in einem Jahr, wo wir uns anschicken, in wenigen Tagen eine Menschenrechtskonvention zu ratifizieren, die im Grunde genommen einfach das, was wir an vorstaatlichen und mit der Natur verbundenen Rechten der Menschen jedem zuerkennen in diesem Lande, gleichzeitig solche Dinge beschliesst. Wo bleibt da die Glaubwürdigkeit, wo bleiben da die wohlverworbenen Rechte, die wir jedem zur Respektierung ans Herz legen.

Die Kündigung der Niederlassungsabkommen macht sich auch sehr leicht. Man gibt dem Bundesrat den Auftrag und der verehrte Aussenminister darf das dann vollziehen. Ja, ich bin Herr Guisan, Herrn Grosjean, Herrn Stefani, Herrn Präsident Luder dankbar, dass sie auf unsere Schweizer im Ausland verwiesen haben. Das sind nämlich auch Menschen. Am Jahrestag der Auslandschweizer, den Herr Guisan jeweils präsidiert, spricht man von der Fünften Schweiz, und während 364 Tagen spricht man nicht davon. Für diese Politik habe ich gar kein Verständnis. Das sind Menschen, die voll und ganz zu uns gehören und für die Selbstdarstellung des Staates Schweiz, dieser Eidgenossenschaft, dieser so vielschichtigen Eidgenossenschaft unwahrscheinlich viel tun, tagaus, tagein, unter schwierigen Voraussetzungen; daran wollen wir doch denken. Es ist undenkbar, dass die ausländischen Partnerstaaten nicht schärfste Retorsionsmassnahmen gegen uns ergreifen, gegenüber unserem Staat, wenn wir in dieser Art und Weise die Niederlassungsabkommen brechen, aufkündigen und so tun, als ob wir eine Insel wären.

Lesen Sie einmal Thomas Merten nach: «Keiner ist eine Insel.» Auch unser Staat ist keine Insel. Wir sind in diese Welt hineingeboren und haben den Mitmenschen zu respektieren, und als Staat haben wir dieser Eigenart Rechnung zu tragen, von der Herr Stefani sprach, als er die Emigration, die seinerzeit Tausende seiner Landsleute aus dem Tessin traf, erwähnte, Menschen, die heute noch als Schweizer in allen Erdteilen für unsere Zivilisation, für unsere Kultur, für unseren Staat, für unsere Eidgenossenschaft Zeugnis ablegen. Man kann den Bundesrat nicht zu solchen Massnahmen zwingen, und ich bin zutiefst überzeugt, dass die grosse, die überwältigende Mehrheit des Volkes – obschon es sich um ein echtes Problem handelt – diesen Standpunkt versteht. Wir müssen nur den Mut haben, ihn offen darzustellen, in aller Liebenswürdigkeit, auch den Arbeitnehmern gegenüber, die zum Teil in schwierigen Frontsituationen stehen, die vor allem dort heikel sind, wo beispielsweise in Textilunternehmen und anderswo, im Betrieb eine überwältigende Mehrheit an Ausländern einer kleinen Minderheit von Schweizern gegenübersteht. Dort müssen wir helfen, dort müssen wir menschliche Kontakte schaffen, dort hat auch die Konsultativkommission ihre Hauptaufgabe.

Die Forderungen der Initianten stehen in schroffem Widerspruch zu jedem europäischen Integrationsgedanken. Wir haben am 2. Dezember vor zwei Jahren *sui generis* – wir sind sowieso etwas ganz Eigenes und brauchen das Wort *sui generis* zu Recht, manchmal auch nicht ganz zu Recht – in vollster Ueberzeugung Partnerschaft bekundet; diese Partnerschaft besteht aus *do ut des*, wie jeder Kontakt; sie besteht also nicht nur im Warten auf die Leistung des anderen. Es schene mir auch zu billig, sich fast zu freuen, dass jetzt so viele Erosionserscheinungen in diesem Europa festzustellen sind, und dass es auch bei uns nicht mehr darauf ankomme, ob wir echte Partnerschaft leisten. Dieses Zerbröckeln könnte nämlich auch uns, die wir schon von der Geographie her in dieses

Europa hineingelegt sind und als Menschen hineingeboren wurden – als Tessiner im Kontakt und in der sprachlichen Verbundenheit mit dem südlichen Nachbarn, als Romand im Kontakt und im sprachlichen Verbund mit den westlichen Nachbarn und als Deutschschweizer mit den nördlichen und östlichen –, teuer zu stehen kommen. Bleiben wir unseren Wurzeln treu: Selbstbehauptung ja, aber gar nicht in einer falschen Aengstlichkeit, als ob diese 6,5 Millionen, dieses Volk der Eidgenossen, sich nicht auch in Zukunft durchsetzen könnte, wenn wir den politischen Willen und Mut dazu aufbringen und auch die Arbeitsmethoden dementsprechend weiterentwickeln.

Auch die Flüchtlinge blieben nicht ausgenommen. Wir haben in vielen Debatten darüber gesprochen. Ich bin allen Kreisen, vor allem auch aus der Richtung des Antragstellers dankbar, dass sie immer wieder das Schicksal der Flüchtlinge besonders verstanden wissen möchten. Denken Sie aber daran, dass auch diese Flüchtlinge von den Abbaumassnahmen nicht ausgenommen wären.

Wenige Worte zur Wirtschaft. Die Verhältnisse, die in der Wirtschaft entstehen würden, sind durch die Vorredner hervorragend dargestellt worden. Darf ich lediglich noch einmal unterstreichen: Die Wirtschaft ist nichts Anonymes. Die Wirtschaft sind wir, wie wir selbst auch der Staat sind. Sie besteht aus Arbeitnehmern und Arbeitgebern und solchen, die aus dem Arbeitsprozess ausgeschieden sind, oder die später, weil sie noch zu jung sind, in ihn hineinwachsen werden. Ich habe am Samstag mit grösstem Interesse einem hervorragenden Referat von Professor Jöhr beigewohnt, als er über die Lebensqualität sprach. Wir wollen diese Lebensqualität fördern, aber sie setzt unter anderem eine blühende Wirtschaft voraus. Sonst haben Sie dann wohl noch Qualität, aber eine schlechte; die Qualität muss mit «gut» verbunden werden, um lockendes Ziel zu sein. Diese Zusammenhänge muss man unseren Mitbürgern offen darstellen. Sie verstehen sie, jung und alt. Ich gestehe Ihnen offen: Es ist eine Frage des Masses. Wir haben in den Jahren 1960 bis 1970 übermarcht. Das kann nicht bestritten werden. Man soll es auch nicht tun. Die Masslosigkeit ist nicht nur im Tugendleben ausserordentlich schädlich, sondern auch im Leben des Staates. Wir haben miteinander eine gewisse Wachstumseuphorie zu lange hochgehalten. Da gilt es nun, sich zum rechten Mass zurückzufinden.

Mit Herrn Luder sage ich, dass die Doktor-Eisenbart-Methoden oder Rosskuren oder wie Sie sie sonst nennen wollen, dem Patienten nicht sehr dienlich sind. Sie führen sehr oft zur Beseitigung des Uebels, aber nicht selten auch zur Beseitigung des Patienten. Das wollen wir nicht. Also finden wir das Mass. Ohne Zweifel darf hier festgestellt werden – nicht im Sinne einer Behauptung, sondern eines Beweisergebnisses –, dass der verlangte Abbau untragbar ist. Er würde mit Bezug auf die Arbeitskräfte grob 300 000 ausmachen. Man stelle sich das vor. Diese Initiative geht weit über ihre Vorgängerinnen hinaus. Ich wiederhole nichts, was gesagt wurde. Sie würde zu einer katastrophalen Abbaumassnahme führen, die begleitet wäre von Abwerbmethoden, die uns bisher schon zu tun geben, die aber eine Steigerung erführen, die sich unweigerlich im Lohn- und Preissektor ausdrücken müsste. Für die Nachteile im Gemeinwesen würden die Initianten nicht besorgt sein. Sie kämen von selbst, aber mich würde interessieren, wer diese Nachteile beseitigt. Es wurde auf die Studien Luterbacher und andere verwiesen; ich wiederhole sie nicht.

Nach sorgfältigster Lagebeurteilung kam der Bundesrat zum Schluss: Einer so schlechten Initiative muss eine klare Aussage entgegengestellt werden, und diese klare Aussage ist ein Nein. Warum also kein Gegenvorschlag? Ich nehme die Gründe von Herrn Weber ausserordentlich ernst, wie ich schon im Nationalrat Gelegenheit hatte, zu Herrn Canonica und zu Herrn Jaeger zu sagen, dass ich ihr innerstes Anliegen durchaus verstehe. Aber ich glaube,

ein Gegenvorschlag wäre nur eine Scheinlösung. So, wie ich den Antragsteller kenne, wollen weder er noch seine Fraktion Scheinlösungen. Ich möchte versuchen, das so zu erhellen, dass er am Schluss vielleicht sogar den Antrag zurückzuziehen vermag.

Die Verfassung ist im Artikel 69ter einwandfrei, klar: Die Gesetzgebung über Ein- und Ausreise, Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer steht dem Bunde zu. Nun sagt Herr Weber, das sei eine Kompetenznorm. Ich möchte antworten: Gott sei Dank. Wir müssen uns zurückfinden zu den Generalklauseln in dieser Verfassung und nicht der Irrlehre der Enumerationsmethode folgen. Ich erinnere Sie an das, was ich in Ihrem Rat vor erst acht Tagen als Lehre entgegennehmen durfte, und freue mich, dass nun meinerseits darauf Bezug genommen werden darf. Artikel 69ter ist eine höchst brauchbare Verfassungsbestimmung, und ich halte dafür, dass, wenn die Verfassungsartikel einwandfrei sind, man auch nicht durch Interpretation so tun soll, als ob sie es nicht wären. Das Recht ist hier klar gefasst. Wir können die konkreten Massnahmen im ANAG weiterentwickeln, und ich darf Herrn Weber beruhigen: Seine Gedanken finden samt und sonders in dieser Gesetzesrevision Platz.

Das Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer stammt aus dem Jahre 1931, ist demzufolge gut 40 Jahre alt. Damals war eine Zeit, die sich mit der heutigen nicht vergleichen lässt: Beginn der Krise, vielleicht doch in etwas ähnlich, aber aus anderen Ueberlegungen; man kann auch durch Ueberfluss in eine kritische Lage hineingeraten; damals war es eindeutig die Not. Das Gesetz atmet für mich einen etwas zu engen, fast nur den polizeilichen Normen dienenden Geist. Wir wollen doch die Ausländerpolitik klar umschreiben, und wir haben ohne jeden Druck von aussen dieses Gesetz in Revision genommen. Ich durfte beide Räte kurz über diese Tatsache informieren, und wir werden sie über den Fortgang der Revision auf dem laufenden halten.

Nach unserem Rechtsaufbau ist das saubere Rechtspolitik: Zuerst Verfassung und dann das Gesetz. Dieses Gesetz legen wir Ihnen vor, Sie beschliessen, und darauf wieder basiert die Verordnung, und in der Verordnung finden Sie jetzt schon Möglichkeiten für die Regierung zum Handeln. Weil ich aus Ihrem Wort verspürte, dass Sie eine Regierung wollen, die handelt, die nicht nur reagiert, die regiert, darf ich Sie beruhigen. Wir können das, und wir werden es tun.

Ein zweiter Punkt. Ich habe stundenlang mit Gewerkschaftsführern, mit Leuten aus allen Wirtschaftskreisen über die Möglichkeiten eines Gegenvorschlages gesprochen, und ich musste einfach feststellen: das Spektrum ist unwahrscheinlich gross, von der fast deklamatorischen Erläuterung, wie wir uns ein Verhältnis von Ausländern zu Schweizern vorstellen, bis zur absoluten Zahl sind Welten dazwischen. Ich glaube nicht – ich bitte Sie das zu überdenken, verehrter Herr Weber –, dass uns das Volk einen sogenannten Gegenvorschlag abnehme, wenn er nicht eine konkrete Zahl oder Prozente enthielte. Man würde dann nämlich dem gleichen Bundesrat zum Vorwurf machen, er bringe nun aus Verzögerungsgründen – ich komme auf diesen Faktor noch zurück – einen Gegenvorschlag, aber dieser Gegenvorschlag beinhalte gar nichts Konkretes. Also alle Ihre Argumente – nicht von Ihnen, dazu kenne ich Sie viel zu gut – würden von den gleichen Leuten, die jetzt nach Gegenvorschlägen rufen, so gedeutet, wenn der Gegenvorschlag nicht eine Zahl oder einen Prozentsatz enthielte. Und zu diesen beiden – absolute Zahl oder Prozente – muss ich Ihnen einfach sagen: Solange ich diesem Justizdepartement vorstehen darf, werde ich mit allen Kräften darum ringen, dass das nicht geschieht, weil es nicht zu unserem Rechtsstaat passt. Das ist unwürdig, und ich hoffe, dass mir beide Räte und auch das Volk hierin folgen. Wir werden trotzdem – ich komme im dritten Teil darauf zurück – eine sehr

harte Politik durchziehen; aber ich entnahm ja auch aus Ihrem Votum keineswegs, dass Sie beispielsweise gewollt hätten, in die Verfassung möge der Bundesrat eine absolute zahlenmässige oder prozentuale Begrenzung aufnehmen. Es wäre dies eine klare Verletzung der Menschenrechtskonvention. Ich muss das doch auch einmal sagen.

Faktor Zeit: Es war für mich hochinteressant, die Ausführungen pro Gegenvorschlag zu hören. Sie sagten, vielleicht hätte der Bundesrat zeitlich gesehen doch etwas zu stark gezögert, um mir dann wenige Minuten später den Rat zu geben, ich möchte beim Parlament um ein Jahr Verlängerung einkommen. Bescheidene Frage: Wäre das nicht eine Verzögerung, die Sie an und für sich nicht wollen? Ich glaube, wir haben sehr rasch und zweckmässig gehandelt. Ich darf Sie aber auf etwas aufmerksam machen, das vielleicht noch wichtiger ist als dieser Faktor Zeit und von Ihnen sicher nicht gewollt ist. Wenn Sie durch einen Gegenvorschlag ins Jahr 1976 kommen – wie Sie selbst sagen –, dann steigt, weil wir keine Massnahmen auf dieser Ebene treffen könnten, ohne Zweifel die Zahl noch einmal an. Es würde dann unsere Alternative nicht akzeptiert, die aus harten Begrenzungs- und zum Teil sogar Abbaumassnahmen besteht. Dann hätten Sie also im Jahre 1976 einen höheren Pegelstand. Der wäre an und für sich nicht erwünscht, er wäre aber nachher – bezogen auf das Jahr 1977, das trotzdem in der Initiative stehen bliebe – ganz einfach noch schlechter zu vollziehen als ein allfälliges Ja zu dieser Initiative am Ende dieses Jahres. Diese Zusammenhänge muss man sehen. Auch die Initianten haben sie gesehen. Man hat sich bei meiner Justizabteilung erkundigt, ob wir nicht durch Notrecht diese Frist, die auf 1977 angesetzt worden ist, erstrecken könnten. Selbstverständlich gab ich zur Antwort: *Quod non*. Es ist nun doch nicht möglich, dass wir mit Artikel 89bis das wieder erledigen, was durch eine Initiative selbst von den Initianten verlangt wird. Das wäre nach meinem Empfinden Schindluderei im Rechtsstaat. Ich glaube also, dass wir zeitgerecht gehandelt haben. Der Gegenvorschlag hätte eine weitere Gefahr, die Sie vielleicht mit überdenken. Nehmen Sie an, wir würden in die Verfassung nun doch, trotz all dem, was ich dagegen sagte, eine zahlenmässige Beschränkung einbauen. Dann würde im Falle einer wirtschaftlichen Rezession – Herr Hofmann hat zu Recht darauf verwiesen, es blüht nicht einfach alles von selbst – unser Arbeitskräftepotential unter die in der Verfassung stehende Limite absinken. Man kann es graphisch sehr gut darstellen. Dann gibt es einen Leerraum zwischen dieser oberen Linie (Verfassungslimite) und dem effektiven Stand. Ich garantiere Ihnen, dass diese verfassungsmässige äusserste Grenzziehung nachher als Freibrief missverstanden würde, um so rasch als möglich wieder bis zu dieser Limite aufzustocken. Das wollen wir aber nicht. Also anstatt Flexibilität hätten Sie dann eine Starrheit, die sogar der Zielsetzung des Antragstellers zuwiderliefe.

Ich muss nicht wiederholen, dass die Herren mit Recht auf das Unverantwortbare, den fehlenden humanitären Geist, den fehlenden sozialen Geist und auch den fehlenden politischen Wirklichkeitssinn bereits hingewiesen haben.

Zur Frage eines Gegenvorschlages zusammenfassend: Wir haben eine klare Konzeption, und ich darf sie jetzt abschliessend mit wenigen Sätzen noch einmal in Erinnerung rufen: Wir haben eine klare Ausländerpolitik; sie kann als Alternative zur Initiative verstanden werden. Wir brauchen auf Verfassungsebene keinen Gegenvorschlag, auf Gesetzesstufe ist das Gesetz in Revision. Ich bin den Rednern, die von der harten Ausländerpolitik des Bundesrates gesprochen haben, dankbar. Ich begreife Herrn Dreyer, wenn er mit Blick auf seinen Kanton zu bedenken gibt, dass es zu knirschen beginnt, Herrn Knüsel, der das gleiche für seinen Kanton erwähnt, sowie die Vertreter aus der Westschweiz oder Herrn Hofmann. In Ergänzung zu dem, was der Kommissionspräsident ausführte, lässt sich doch erkennen, dass seit drei Jahren das Steuer gewendet

wurde. Es kann niemand bestreiten, dass seit dem Bundesratsbeschluss aus dem Jahre 1970 die Grenze für die Arbeitskräfte (erwerbstätige Jahresaufenthalter und Niedergelassene) nicht mehr überschritten worden ist. Anstatt 603 000 haben Sie heute 596 000. Das ist ein Faktum, das den Erfolg der diesbezüglichen Bemühungen ganz klar unterstreicht. Wir haben in Ergänzung dazu im letzten Jahr mit den Kantonen zusammen beschlossen, die Saisoniers zu kontingentieren; das ist eine harte Massnahme, aber sie wird durchgezogen. Neu kommt als letzter Entwurf – noch vor den Ferien werden wir das Geschäft im Bundesrat erledigen – der neue Bundesratsbeschluss über die Begrenzung der Zahl der erwerbstätigen Ausländer hinzu: Wie kommen wir zu einer definitiven Lösung für die ausländische Wohnbevölkerung? Ich durfte Ihnen vor acht Tagen sagen: Wir können nicht mehr alle erwerbstätigen Eingehesetzten und alle ausländischen Erwerbstätigen, die das Bürgerrecht erhalten haben, ersetzen. Das zwingt uns zum Abbau der vorhin mit der Zahl von 596 000 umschriebenen Arbeitskräfte. Um stabilisieren zu können, müssen wir die Arbeitskräfte abbauen, weil wir die menschliche Seite des Problems nicht verkennen können (Familien mit Familienzuwachs). Auch hier etwas, das wir doch anerkennen wollen, auch wenn mir einzelne immer wieder schreiben, man könnte diesen Leuten einfach alles, was Familie heisst, verbieten.

Der Bundesrat verfolgt mittelfristig drei Ziele: 1. Die Stabilisierung der Gesamtzahl der ausländischen Wohnbevölkerung; 2. die aus menschlichen Erwägungen unerlässliche Bereinigung der unechten Saisonarbeitsverhältnisse; 3. die Schaffung eines möglichst einheitlichen Arbeitsmarktes. Ich wiederhole nichts, was ich Ihnen zum Bestand der erwerbstätigen Jahresaufenthalter und Niedergelassenen gesagt habe. Ich brauche auch über das Saisonarbeitsstatut nicht ergänzende Auskunft zu geben. Ziel ist hier ganz eindeutig, von Saisoniers nur noch dann zu sprechen, wenn es sich um Berufe mit tatsächlich saisonalem Charakter handelt. Im Touristenland Schweiz ist das immer noch in weiten Kreisen der Hotellerie der Fall.

Nun aber das Hauptproblem, wohin auch die Fragen zielen: Stabilisierung der gesamten Wohnbevölkerung. Der Bundesrat muss auch bisher nicht unterstellte Kategorien neu unterstellen, will er das Wachstum der ausländischen Wohnbevölkerung verhindern; das geschieht durch entsprechende Abbaumassnahmen. Wir überlegten uns das ausserordentlich sorgfältig und gaben uns auch Rechenschaft, dass dem Spitalproblem sowie dem Landwirtschaftsproblem besondere Beachtung geschenkt werden muss. Nehmen Sie aber folgendes als Ausgangspunkt Ihrer Überlegungen: Wir stellten fest, dass die Zahl der Einreisen in die bisher nicht unterstellten Berufe und Betriebe jährlich eine Steigerung von rund 15 Prozent erfuh. So sind beispielsweise allein die Einreisen in Spitäler von 10 246 im Jahre 1971 auf 13 048 im Jahre 1973 angestiegen. Würde folglich die bisherige Unterscheidung in unterstellte und nichtunterstellte Betriebe beibehalten, so könnte bei gleichbleibender Entwicklung, selbst bei einem mehrjährigen Einreisestopp für alle heute unterstellten Kategorien schon in den nächsten Jahren überhaupt kein Abbau der erwerbstätigen Ausländer mehr erzielt werden. Dieser Abbau ist aber die Voraussetzung für die Erfüllung unseres Versprechens, die Stabilisierung der ausländischen Wohnbevölkerung durchzuführen. Da scheinen beide Räte aus staatspolitischen Überlegungen unisono die Auffassung des Bundesrates zu vertreten. Diese Zusammenhänge muss man sehen. Angesichts dieser Sachlage sahen wir uns zum Handeln veranlasst. Aufgrund des Vernehmlassungsverfahrens werden wir in Partnerschaft mit den Kantonen selbstverständlich diesen Sorgen vor allem aus dem Bereich der Spitäler Rechnung tragen, und zwar einerseits durch das Bundeskontingent, auch mit Blick auf die Binnenkantone, die bei uns vorgeschrieben haben, und andererseits vor allem durch Einfügen einer Prioritätsvorschrift. Wir haben im Entwurf einen Artikel 7 – der Entwurf wurde

vom Bundesrat noch nicht verabschiedet –, in dem wir die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen durch die Kantone regeln und sagen, dass generell die Kantone Vorschriften zur Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen erlassen können. Nun durfte ich vor acht Tagen schon Herrn Knüsel sagen, man komme um Prioritäten nicht herum. Aus Ihren heutigen Voten, auch aus dem Votum von Herrn Herzog, verspürte ich die gleiche Sorge. Auf die Eingaben der Kantone Zürich und St.Gallen, auf die Herr Hofmann verwiesen hat, auch auf die Eingaben kleinerer Kantone, möchte ich folgendes sagen: Sie alle geben ihrer Sorge Ausdruck, man könnte die Bevölkerung ärztlich nicht mehr genügend versorgen. Also ist es ein probates Mittel, dass man sagt, bei der Verteilung der Kontingente haben die Kantone in erster Linie den dringendsten Bedürfnissen auf dem Gebiete des Gesundheits- und Bildungswesens Rechnung zu tragen sowie die land- und forstwirtschaftlichen Betriebe zu versorgen. Das ist eine Prioritätsrichtung, mit der wir uns gegenwärtig befassen. Es ist nichts entschieden. Das Kontingent, das die letzten drei Jahre als Grundlage nimmt und demzufolge den Kantonen gerecht wird, ohne aber das Wachstum erneut um 15 Prozent zu ermöglichen, schafft die Voraussetzung, dass diese ihren entscheidenden ärztlichen Versorgungsauftrag und auch ihren landwirtschaftlichen Versorgungsauftrag erfüllen können. Ich bitte Sie also, auch dies zu begreifen, wobei ich Herrn Knüsel mit Bezug der Steuerharmonisierungsprobleme lediglich freundschaftlich zurufen möchte: O verehrte Herren Regierungsräte, schliesst Euch doch endlich zusammen und harmonisiert. Den Segen des Bundesrates habt Ihr zum voraus. Wir kommen hier zu Lösungen, die brauchbar sind. Sie sind hart, aber ohne diese Härte lässt sich das Stabilisierungsziel nicht erreichen. Die Kontingente, die zur Verfügung gestellt werden, genügen, sie lassen aber das freie Ansteigen nicht mehr zu. Das scheint mir nun auch für den Antragsteller, Herrn Weber, doch eine sehr bedeutsame Antwort in dem Sinn, dass er verspürt, dass der Bundesrat keineswegs nur reagiert. Da ist ein Konzept dahinter. Dieses Konzept ist in den Richtlinien angedeutet und jetzt von uns verdeutlicht worden. Sie werden bis Ende dieses Jahrzehnts die ausländische Wohnbevölkerung stabilisiert haben, und Sie werden Jahr für Jahr mehrere Tausend Arbeitskräfte abbauen. Ich bin allen Vorrednern – auch aus der Wirtschaft – dankbar, dass sie das, wenn auch als hart, so doch als unvermeidlich in Kauf nehmen. Täten wir es nicht, so würden wir dem Volk Sand in die Augen streuen. Ohne Opfer geht es nicht.

Mit diesen Massnahmen stellt der Bundesrat der Ueberfremdungsinitiative eine echte Alternative gegenüber, die sowohl eine wirksame Ueberfremdungsabwehr sicherstellt als auch, im Gegensatz zur Initiative, den humanitären, politischen und wirtschaftlichen Erfordernissen Rechnung trägt. Ich bin Herrn Grosjean sowie Herrn Reverdin dankbar, dass sie noch einmal darauf verwiesen haben, dass nicht nur mit Zahlen gefochten werden kann, sondern dass die Assimilation der Menschen, die wir bei uns behalten, gefördert werden muss. Da liegt ein zentraler Aufgabenbereich der Konsultativkommission, mehr noch, da ist ein Aufgabenbereich für uns alle. Voraussetzung ist die Anerkennung des Mitmenschen, weil eben Mitmenschen und nicht nur Arbeitskräfte gekommen sind. Ich bin überzeugt, dass das lösbar ist, und ich möchte auch denjenigen helfen, die in schwierigsten Situationen stehen – ich denke dabei an Frauen, die in Häusern leben, wo die Mehrheit der Mieter Ausländer sind und die ihre eigene Sprache manchmal kaum mehr zu hören bekommen, und ich denke auch an Arbeitnehmer in überfremdeten Betrieben. Hier müssen wir uns etwas einfallen lassen, aber nicht nur mit staatlichen Normen, sondern eben durch diese Partnerschaft, die die Konsultativkommission anstrebt. Da zähle ich nicht zuletzt auf die Bemühungen, die von seiten der Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen in hohem Masse gefördert werden.

Ich komme zum Schluss. Die alten Griechen kannten für die beiden Begriffe «Fremder» und «Gast» nur ein Wort. Sie nannten beide *Xenos*. Leider ist das heute bei uns nicht mehr üblich, sondern man hört es nur noch im Zusammenhang mit der Xenophobie, dem Fremdenhass, der Fremdenfeindlichkeit. Ich bin überzeugt, dass wir es auch wieder so weit bringen, dass wir in ruhiger Sicherheit das Problem anpacken, mit menschlichem Respekt vor dem Ausländer, willens uns zu behaupten, willens zu stabilisieren und abzubauen, mit Massnahmen, die menschenwürdig sind und bleiben.

In diesem Sinne möchte ich Sie um Unterstützung der bundesrätlichen Politik ersuchen.

**Präsident:** Darf ich die allgemeine Debatte als abgeschlossen betrachten?

Zu Beginn der Detailberatung bereinigen wir die Frage eines Gegenvorschlags. Es stehen sich gegenüber der Antrag Weber, den Sie kennen, und der Antrag der Kommission, es sei die Initiative Volk und Ständen zur Verwerfung zu empfehlen.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Kommission	39 Stimmen
Für den Antrag Weber	4 Stimmen

#### **Titel und Ingress**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Titre et préambule**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 1–3**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### **Art. 1 à 3**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Motion des Nationalrates**

Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten sobald als möglich einen Bericht und entsprechende Anträge über die künftige Ausländerpolitik, insbesondere zur Revision des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (ANAG) zu unterbreiten.

Ziel dieser Revision ist die Stabilisierung und anschliessend die schrittweise Herabsetzung der Zahl der Ausländer in der Schweiz, unter Berücksichtigung aller menschlichen, sozialen und wirtschaftlichen Gesichtspunkte und des demografischen Gleichgewichts sowie der besonderen Lage gewisser Kantone.

#### **Motion du Conseil national**

Le Conseil fédéral est chargé de présenter au plus tôt aux Chambres un rapport et des propositions relatifs à la politique future concernant les étrangers, et en particulier à la revision de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LFSEE).

Cette revision aura pour but la stabilisation et, par la suite, la réduction progressive du nombre des étrangers en Suisse compte tenu de tous les facteurs humains, sociaux, économiques et d'équilibre démographique et de la situation particulière de certains cantons.



**Präsident:** Wir haben noch die Motion des Nationalrates zu behandeln. Die Kommission empfiehlt Annahme. Wird sie aus der Mitte des Rates bekämpft? Das ist nicht der Fall, die Motion ist angenommen.

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlusentwurfes

42 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

*Schluss der Sitzung um 12.20 Uhr*

*La séance est levée à 12 h 20*

## Zwölfte Sitzung – Douzième séance

**Donnerstag, 27. Juni 1974, Vormittag**

**Jeudi 27 juin 1974, matin**

8.30 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Bächtold*

11 933

### Europäische Menschenrechtskonvention. Genehmigung

### Convention européenne des droits de l'homme. Approbation

Botschaft, Gesetzes- und Beschlusentwurf vom 4. März 1974  
(BBl I, 1035)

Message et projets de loi et d'arrêté du 4 mars 1974 (FF I, 1020)

#### *Antrag der Kommission*

Eintreten

#### *Proposition de la commission*

Passer à la discussion des articles

**Hefti, Berichterstatter:** Unser Geschäft betrifft den Beitritt der Schweizerischen Eidgenossenschaft zur Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten.

Menschenrechte sind Ansprüche des einzelnen gegenüber Staat und Allgemeinheit auf den Schutz vor Eingriffen und die Gewährleistung einer gewissen Ordnung, ohne welchen Schutz und ohne welche Ordnung der einzelne sein Leben nicht menschenwürdig gestalten kann.

Wir finden Ansätze zu den Menschenrechten bereits in den zehn Geboten, ebenso in den griechischen und römischen Republiken des Altertums. In der damit zum Ausdruck kommenden Geisteshaltung unterschied sich Griechenland vom angrenzenden Grossreich der Perser, und Athen hat insbesondere bei Salamis mit der Waffe in der Hand auch dieses ideelle Gut verteidigt. Schon Herodot erblickte in diesen Auseinandersetzungen nicht bloss gewöhnliche Machtkämpfe, sondern den grundsätzlichen Widerstreit zwischen freiheitlicher hellenistischer Welt und den tyrannischen Grossreichen des Nahen Ostens und fand darin die leitende Idee, auf welcher er sein berühmtes Geschichtswerk aufbaute. Unter der römischen Kaiserzeit sind die genannten Ansätze teils wieder verschüttet worden; nur wenige Imperatoren vermochten es einem Augustus gleichzutun, und vollends geschah das in der Zeit der Völkerwanderung. Dass sie aber bald wieder erneut und verstärkt hervorbrachen, ist dem Christentum zu verdanken, besonders als es diesem gelang, auch wertvolles antikes Erbe in sich aufzunehmen.

Es gilt hier auch, die im 13. Jahrhundert in England entstandene Magna Charta zu erwähnen. Sie war damals ein Pakt zwischen Krone und Adel über die Aufteilung von Befugnissen. In typisch englischer Weise hat sich die Magna Charta im Laufe der Jahrhunderte über diesen Ausgangspunkt hinausentwickelt, ohne ihn aber bis jetzt je ganz verleugnet zu haben.

Es waren dann die Vereinigten Staaten von Amerika, welche die Menschenrechte in vollem, modernem Sinne in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts nicht nur proklamierten, sondern auch verfassungsrechtlich verankerten. Bei den Menschenrechten hängt Entscheidendes davon ab, wie sie in der Praxis angewendet werden, wobei eine strikte und zum öffentlichen Leben beziehungslose Anwen-

## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	26.06.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	363-378
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 122

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

mutet werden, dass polemische und ehrverletzende Zuschriften verteilt werden, wenn die Briefe nicht persönlich adressiert sind, sondern als Massensendung in einem Paket eintreffen. Die in Artikel 57 des Postverkehrsgesetzes beschriebenen Delikte sind Berufsdelikte. Ein solches kommt weder für die Ratsmitglieder noch für den Generalsekretär in Frage. Nach der Uebergabe des Paketes durch die PTT und die Weibel spielt das Postverkehrsgesetz nicht mehr. Amtsmisbrauch gemäss Artikel 312 des Strafgesetzbuches setzt den Missbrauch der Amtsgewalt voraus, in der Absicht, jemandem entweder Vorteile zu beschaffen oder ihm Nachteile zuzufügen. Da keine Vorschriften bezüglich der Postverteilung in den Räten bestehen, müssen die Vorgesetzten der Weibel Anordnungen treffen. Die gefällten Anordnungen haben im vorliegenden Fall weder Verfassungsbestimmungen verletzt noch waren sie willkürlich. Indem Minelli als Beweis für seine Anschuldigungen ein Schreiben anführte, dessen Urheber nicht bekanntgegeben wurde, stützte er seine Anschuldigungen praktisch auf ein für die Empfänger seines Briefes anonymes Schreiben, dem jede Beweiskraft abgeht. Der Angegriffene hätte sich zu jenem Zeitpunkt weder rechtfertigen noch verteidigen können. Sachliche Gründe führten zum Entscheid. Der Vorwurf des Amtsmisbrauchs ist unbegründet. Die Strafklage wurde im Gegenteil als Anmassung empfunden.

Die Petitionskommission beantragt einstimmig, das Ermächtigungsgesuch abzulehnen.

*Zustimmung – Adhésion*

*Schluss der Sitzung um 11.05 Uhr*

*La séance est levée à 11 h 05*

## **Dreizehnte Sitzung – Treizième séance**

**Freitag, 28. Juni 1974, Vormittag**

**Vendredi 28 juin 1974, matin**

8.00 h

*Vorsitz – Présidence: Herr Bächtold*

11 817

### **AHV. Aenderung des Bundesgesetzes AVS. Modification de la loi**

Siehe Seite 173 hiervor — Voir page 173 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 28. Juni 1974

Décision du Conseil national du 28 juin 1974

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes

26 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

11 820

### **Hochschulförderung Université. Aide**

Siehe Seite 45 hiervor — Voir page 45 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 18. Juni 1974

Décision du Conseil national du 18 juin 1974

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

32 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

11 821

### **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

Siehe Seite 363 hiervor — Voir page 363 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 28. Juni 1974

Décision du Conseil national du 28 juin 1974

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

31 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

## **Ueberfremdung und Uebervölkerung. Volksbegehren**

## **Emprise étrangère et surpeuplement. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	11821
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.06.1974 - 08:00
Date	
Data	
Seite	393-393
Page	
Pagina	
Ref. No	20 003 128

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.